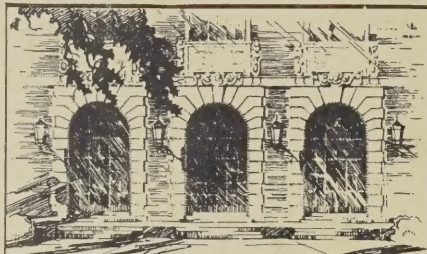
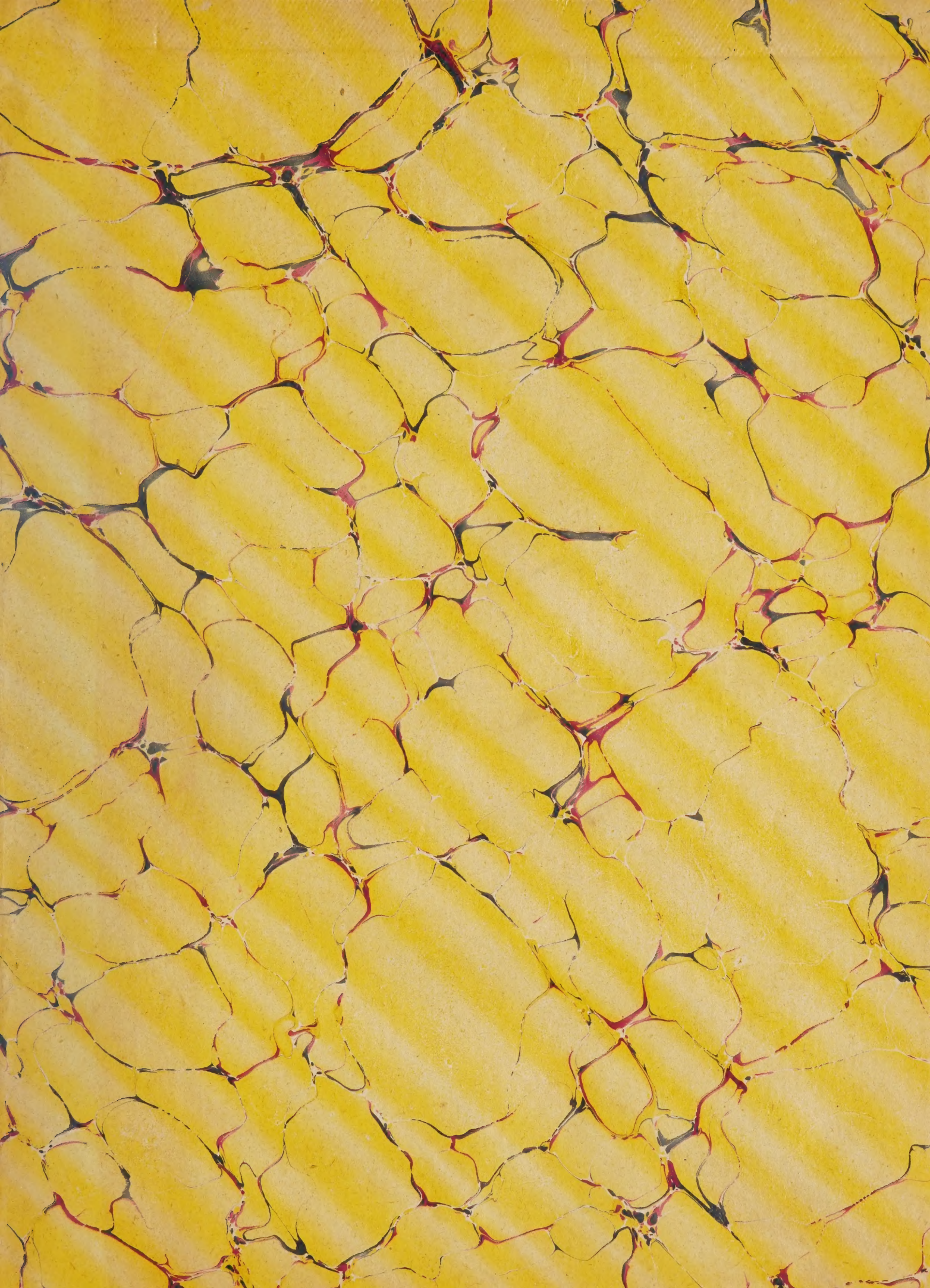


q 327.569
C38e
cop. 2



LIBRARY
OF THE
UNIVERSITY
OF ILLINOIS

q 327.569
C38e
cop. 2



HAUT-COMMISSARIAT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE EN SYRIE ET AU LIBAN
SERVICE DES ANTIQUITÉS ET DES BEAUX-ARTS
BIBLIOTHÈQUE ARCHÉOLOGIQUE ET HISTORIQUE
TOME X

LES ÉCHELLES DE SYRIE
ET DE PALESTINE AU XVIII^e SIÈCLE

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

LA PRODUCTION DU COTON EN EGYPTÉ, 1 vol. in-8° Jésus, A. Colin et C^{ie}, Paris 1908, épuisé (Couronné par la Société de géographie commerciale de Paris).

LES ORIGINES DE L'EXPÉDITION D'EGYPTE, 1 vol. in-8° carré, Plon, Nourrit et C^{ie}, Paris 1910 (Couronné par l'Académie française).

ALEXANDRE II, GORTCHAKOFF ET NAPOLÉON III, 1 vol. in-8° cavalier, Plon, Nourrit et C^{ie}, Paris, 1913 (Couronné par l'Académie française).

L'EXPÉDITION DES DARDANELLES AU JOUR LE JOUR, 1 vol. in-8°, A. Colin et C^{ie}, Paris, 1920.

AUTOUR D'UNE ROUTE. L'ANGLETERRE, L'ISTHME DE SUEZ ET L'EGYPTE AU XVIII^e SIÈCLE, 1 vol. in-8°, Plon, Nourrit et C^{ie}, Paris, 1922 (Couronné par l'Académie française).

L'ANGLETERRE ET L'EXPÉDITION FRANÇAISE EN EGYPTÉ, 2 vol. in-8°, Société royale de géographie d'Egypte, Le Caire, 1925.

En préparation, à la librairie Geuthner :

BONAPARTE ET LA TRIPOLITAINE.

FR. CHARLES-ROUX
Ministre Plénipotentiaire

LES ÉCHELLES DE SYRIE ET DE PALESTINE

AU XVIII^E SIÈCLE

AVEC 27 PLANCHES

PARIS
LIBRAIRIE ORIENTALISTE PAUL GEUTHNER
13, RUE JACOB (VI^E)

—
1928

(Bibliothèque Nationale)

LES ÉCHELLES DE SYRIE ET DE PALESTINE

AU XVIII^E SIÈCLE

CHAPITRE PREMIER

ÉTAT DES ÉCHELLES DE SYRIE ET DE PALESTINE EN 1715

I. — Une législation spéciale, dont la Révolution française ne laissa subsister que des vestiges, a régi jusqu'en 1793 le commerce de la France avec le Levant et la Barbarie, ainsi que les établissements qui l'exploitaient.

Les négociants français, installés en très petit nombre dans des ports et des villes de l'intérieur qu'on appelait les Echelles, étaient soumis à des lois qui n'étaient pas celles de l'Empire Ottoman et qui ne se confondaient pas toujours avec celles de la France, bien que ce fût elle qui les leur eût données.

En faveur de ces étrangers, au total quelques centaines d'individus, le Sultan de Turquie avait renoncé à exercer certains des droits que confère la souveraineté territoriale et suspendu l'effet de ses lois. Le Roi de France, en vertu des pouvoirs qu'il conservait ainsi sur eux, avait édicté une législation à leur intention. Les Capitulations, actes internationaux plusieurs fois renouvelés, enregistraient cette sorte de désistement de l'Empire Ottoman, en même temps que les privilèges concédés à nos marchands. Des Ordonnances, Arrêts du Conseil, Lettres patentes constituaient le code spécial, élaboré par la Monarchie française pour ses sujets des Echelles.

L'abandon par la Turquie d'une partie de ses droits souverains avait précédé de plus d'un siècle le premier effort méthodique de la France pour organiser les Echelles et réglementer leur commerce. C'est en 1535, que François I^{er} et Soliman le Magnifique conclurent la première Capitulation, qui contient le principe de tout ce que stipulent les suivantes. Ce n'est qu'au xvii^e siècle, sous Colbert et ses successeurs immédiats, Seignelay et Pontchartrain, que furent promulguées les lois fondamentales du régime des Echelles. Mis en vigueur peu de temps avant les guerres de la fin du grand règne, ce régime se maintient sous Louis XV et Louis XVI, tout en s'augmentant jusqu'à l'excès, dans le cadre que lui ont tracé les ministres de Louis XIV. L'époque

par excellence de son fonctionnement est le XVIII^e siècle. La Monarchie absolue, après l'avoir institué, n'y a guère touché que pour renforcer, compléter ou interpréter des lois existantes.

La Révolution le renversa en même temps que l'Ancien Régime proprement dit, dont il n'était qu'une application particulière. Préparées par les mêmes Ministres qui avaient créé en France l'administration monarchique, rendues au nom des mêmes Rois, les Ordonnances relatives au Levant n'étaient qu'une adaptation des principes de l'Ancien Régime aux besoins des Echelles. Comme la partie ne pouvait subsister sans le tout, elles s'effondrèrent avec lui, non sans que quelque chose en demeurât ou dût ensuite être remis debout.

Les Capitulations leur survécurent. Mais elles avaient perdu, petit à petit, le caractère exclusif qu'elles avaient d'abord eu au profit de la France. Les progrès d'autres Etats d'Europe en activité commerciale et en puissance politique avaient fait tomber en désuétude les privilèges originellement concédés à la seule « bannière de France ». Le bénéfice s'en étendit successivement aux nationaux de tous les pays chrétiens. Pour tous aussi demeurèrent en vigueur les garanties que l'état social des peuples musulmans rendait nécessaires. Leur abolition date d'hier.

Le but de ce travail est d'étudier l'existence de nos colonies marchandes sous ce régime disparu, à l'époque de son fonctionnement le plus régulier et dans un certain nombre d'Echelles qui forment un tout distinct.

Entre le golfe d'Alexandrette au Nord et celui de Péluse au Sud, entre cet angle et cette courbe, s'étend une région que l'aspect de ses côtes, le relief de son sol, la nature de ses productions et de son climat permettent de considérer comme un tout géographique et économique. Comme beaucoup de provinces de la Turquie, cette région a son histoire propre, à côté de l'histoire générale de l'Empire Ottoman, non seulement dans les temps reculés où l'Islam ne l'avait pas envahie, mais même depuis la conquête arabe. Des Croisades à nos jours, la France prit aux événements de cette histoire locale une part si importante, que la Syrie et la Palestine devinrent comme la citadelle de son influence dans le Levant.

Les Echelles de Syrie et de Palestine, que les contemporains eux-mêmes individualisaient quelquefois sous le nom d'« Echelles du fond du Levant », n'ont pas joui pendant toute la durée du XVIII^e siècle d'une fortune égale. Leur histoire comprend une période de relative tranquillité et une période d'agitation croissante, aboutissant sur certains points à l'arrêt des opérations commerciales et à la fermeture des comptoirs.

De 1715 à 1768 environ, le calme relatif des provinces asiatiques de l'Empire Ottoman, les bons rapports de la France avec la Porte procurent aux résidents français autant de sécurité qu'en peut alors offrir la capricieuse hospitalité d'un pays aussi arriéré que la Turquie. Cette période nous fait assister, malgré deux guerres maritimes entre la France et l'Angleterre, à la vie normale de nos colonies mar-

chandes. Leur activité, concentrée sur l'exploitation de leur commerce, rigoureusement réglementée par l'application d'un régime auquel le Gouvernement royal s'efforce de faire porter tous ses fruits, ne pâtit guère sur place que d'inconvénients habituels, devenus en quelque sorte chroniques, tant ils sont inséparables de l'état social du pays.

De 1768 à 1793, les conditions de leur existence vont se modifiant à leur détriment, lentement jusqu'en 1787 environ, très rapidement depuis, sous l'influence de trois causes principales. D'abord, les séditions qui avaient éclaté, dès 1750, dans la Syrie méridionale et la Palestine furent efficacement secondées par les guerres des Russes contre les Turcs de 1768 à 1774 et de 1787 à 1792. Ces troubles conduisirent à la ruine matérielle de plusieurs de nos établissements. En second lieu, la reprise de la guerre entre la Russie et la Turquie en 1787 va coïncider avec les désordres provoqués dans nos Echelles mêmes par la contagion de l'esprit révolutionnaire qui secoue la France et par les attaques de plus en plus violentes que dirigent contre le régime du Levant les adversaires de la Monarchie. Ces attaques aboutissent au bouleversement de ce régime par la Révolution. En ne remplaçant par rien ce qu'il a renversé, le pouvoir nouveau consomme la désorganisation de nos Echelles, qui se trouvent ainsi affaiblies au moment même où elles auraient eu le plus besoin d'être compactes et fortes. Enfin, à partir de 1788, la France perd de son prestige dans tout l'Orient, au fur et à mesure des dissensions civiles qui la paralysent à l'extérieur. Elle cesse pour un temps d'inspirer aux Turcs la crainte et le respect qui les contenaient. Ainsi s'explique-t-on qu'après avoir résisté longtemps aux vexations de toutes sortes dont s'accompagnaient invariablement les troubles provinciaux, les Echelles de Syrie aient succombé du jour où la Révolution eût aboli le régime qui les soutenait et momentanément obscurci le prestige français dans le Levant.

*
* * *

II. — Le point de départ de l'évolution que nous allons suivre est 1715. Non que le développement des Echelles de Syrie et de Palestine commence à cette date. Elles ont atteint sous Colbert et ses premiers successeurs un haut point de prospérité. Mais une seule cause suffit à faire de 1715 le début d'une période nouvelle : c'est la paix, rétablie entre la France et l'Europe en 1713-1714. Depuis la mort de Colbert, des réformes très importantes ont été accomplies, dont l'effet s'est trouvé suspendu par les guerres de la fin du règne. A la vérité, ces réformes ont été appliquées aussitôt qu'édictées : mais elles ne l'ont jamais été dans des conditions pacifiques et régulières. Quand, après la paix d'Utrecht, les affaires reprennent dans les Echelles, c'est dans les conditions nouvelles que leur fait cette seule circonstance : la paix, pour vingt-sept ans.

La rapidité et l'activité qui signalent la reprise des échanges entre la France et

les Echelles en 1715 attestent que la guerre de succession d'Espagne n'avait irrémédiablement compromis, ni notre commerce avec les Turcs, ni notre influence auprès de leur Gouvernement.

La guerre de succession d'Espagne fit certes beaucoup de mal aux négociants des Echelles et de Marseille, mais un mal transitoire, passager. Elle troubla, diminua, entrava le trafic entre la France et le Levant, par suite de la présence des flottes anglaises dans la Méditerranée. Elle fit subir des dommages terribles aux armateurs et aux chargeurs dont les navires et les cargaisons tombaient au pouvoir des corsaires ou des armements réguliers de l'Angleterre. Elle fit perdre au commerce la protection de notre marine de guerre, presque entièrement détruite. Mais aucun de ces préjudices ne constitua une atteinte mortelle à notre négoce, ni à notre navigation marchande. Nos concurrents, Anglais et Hollandais, ne furent pas substitués aux Marseillais dans l'exploitation du commerce des Echelles, comme ils avaient espéré l'être à la faveur de cette guerre. Diminution, non pas destruction : tel est le bilan des relations d'affaires avec le Levant, au moment où la paix est signée.

Le maintien de nos commerçants dans leur situation privilégiée était dû, pour une bonne part, à la solidité de notre crédit auprès du Sultan. Les rapports de Louis XIV avec la Porte Ottomane n'avaient pas toujours été très amicaux. Le concours décisif prêté par l'armée française au vainqueur de Saint-Gothard, le siège de Candie, les expéditions dirigées contre les Régences Barbaresques pour mettre un frein à la piraterie, avaient d'abord relâché les liens qui unissaient traditionnellement le Roi Très-Christien au Commandeur des Croyants. Mais la France entretenait avec la Turquie un commerce trop important pour que la Royauté fermât longtemps les yeux sur les inconvénients d'un dissentiment prolongé. Colbert, qui supprimait les abus dont souffrait ce commerce, ne voulut pas que ses réformes fussent rendues vaines par la mauvaise volonté de la Sublime Porte envers les Français et, avant même que Louis XIV eût besoin des forces ottomanes contre l'Empereur, le marquis de Nointel partait pour Constantinople avec des instructions plus commerciales que politiques et la mission de rapprocher les deux Gouvernements. Ainsi l'intérêt mercantile avait déterminé la politique de la France à l'égard de la Turquie et ne cessa jamais d'être une des raisons prédominantes de l'appui qu'elle prêta à cet Etat.

Les hésitations et bientôt le revirement de la fortune créèrent à Louis XIV d'autres raisons de tenir à l'alliance turque. Dès 1683, la formidable diversion du Grand-Vizir Kara-Moustafa jusque sous les murs de Vienne, paralysant l'Empereur, l'empêchait d'agir sur le Rhin. Entre les mains de la France, la Turquie revint à son rôle de machine de guerre contre la Maison d'Autriche. Pourtant Louis XIV ne ménagea pas assez des alliés de fait, sinon de droit, qui pouvaient occuper en Hongrie une grande partie des troupes impériales. Même après l'ambassade de Nointel, notamment pendant celles de M. de Guilleragues et du marquis de Ferriol, les menaces de rupture furent encore fréquentes. Mais le comte des Alleurs remit les

choses sur un meilleur pied et établit fermement son propre crédit dans la Cour d'Europe où la situation personnelle de l'Ambassadeur contribuait le plus au prestige de l'Etat qu'il représentait. Bien que diminuée par nos revers pendant la guerre de succession d'Espagne, l'influence de la France à Constantinople demeurait donc encore puissante et bénéficiait de dispositions réciproques plus décidément amicales qu'elles ne l'avaient jamais été sous Louis XIV.

* * *

III. — L'Ambassadeur de France dut se féliciter de trouver un emploi plus pacifique de son crédit dans la protection du commerce français, renaissant grâce à la paix.

De toutes les Echelles du Levant, c'est dans celles de Syrie et de Palestine que nos nationaux jouissaient en 1715 de la situation la plus solidement établie. L'emplacemement de celles-ci ne se confondait pas toujours avec les lieux où s'est ensuite concentré le commerce de ces provinces. Sur cette partie du rivage de la Méditerranée orientale, aucun grand centre commercial ne s'imposait d'avance au choix de nos négociants pour y fixer leur résidence. Aussi quand, bien avant le ^{xvii}^e siècle, des navigateurs marseillais avaient obtenu des Musulmans ou des Princes Chrétiens du pays le droit d'y fonder des comptoirs, avaient-ils choisi pour s'y établir les points qui leur avaient paru les plus propices à servir de débouchés aux produits de l'intérieur et à recevoir des vaisseaux. Il leur suffit que la ville ou la bourgade indigène offrit les ressources strictement nécessaires à leur entretien. Ainsi s'explique-t-on que les colonies marchandes ou « nations » aient pu, au cours du ^{xix}^e siècle et, dans une moindre mesure, pendant le ^{xviii}^e, abandonner une Echelle pour une autre ou en créer une nouvelle. Mais jusqu'aux dernières années du ^{xviii}^e siècle, la nation française continua de résider dans la plupart des Echelles où nous la trouvons en 1715.

En suivant du Nord au Sud cette côte presque droite, nous la trouvons d'abord à Alexandrette, au fond du golfe le plus profond et le plus sûr de toute la Syrie. Alexandrette n'était elle-même que le port d'Alep, la véritable Echelle de la Syrie septentrionale, située à la limite des montagnes et du bassin de l'Euphrate, distante du rivage de trois journées de cheval. Les rares navires français qui, de loin en loin, jetaient ensuite l'ancre à Lattakieh, pour y charger du tabac, n'y trouvaient aucune maison de leur nationalité. Bien déchue de son ancienne splendeur, l'antique Laodicée ne tirait plus qu'un insignifiant parti des avantages de sa position, en face de Chypre, sur un littoral fertile, le long duquel courent les monts Ansari et, au delà de cette chaîne, la vallée de l'Oronte. Pour rencontrer de nouveaux comptoirs, il fallait descendre jusqu'à Tripoli, construite aux pieds des premiers contreforts du Liban, à une demi-lieue environ d'une rade ouverte, où était son port. Après avoir dépassé Baruth (Beyrouth), qui ne comptait pas encore parmi nos Echelles, ne recevant qu'un seul

marchand français, et encore par intermittence, on entraît dans une zone où nos établissements étaient beaucoup plus rapprochés les uns des autres. A la même latitude que Damas, où le commerce européen n'avait pas encore de représentants, en communications faciles par la vallée de la Bekaa avec tout le Liban central et méridional, Seyde, l'ancienne Sidon, était l'Echelle la plus importante et le port le plus fréquenté de cette partie de la Syrie, malgré sa rade mal protégée par de petites îles. Son émule de jadis, Tyr, dont le nom s'était transformé en celui de Sour, n'était plus pour les Français qu'un lieu d'escales, et encore assez rares, bien que son port fût apprécié des navigateurs. Aucun négociant n'y résidait en permanence. La baie de Saint-Jean d'Acre était beaucoup plus sûre et, si l'état de la mer empêchait les navires de jeter l'ancre sous les murs mêmes de la ville, siège de plusieurs maisons françaises, Caïfa, à l'extrémité sud de la baie, leur offrait, aux pieds du mont Carmel, un mouillage plus abrité. On n'en saurait dire autant de Jaffa, dont les écueils défendent l'entrée sans la protéger : c'était pourtant et c'est encore l'Echelle et le port bien insuffisant de la Palestine. Jérusalem était pour Jaffa ce que Damas était pour Seyde et Alep pour Alexandrette : mais pas plus que Damas, Jérusalem ne donnait asile à des négociants français, et c'est à Rames, à quatre lieues seulement à l'intérieur des terres, que ceux-ci avaient établi leurs magasins. Au delà de Jaffa, les navires ne faisaient plus escale qu'en Egypte.

*
* * *

IV. — Ces Echelles exploitaient en 1715 un commerce déjà très nourri et très bien défini.

Mêmes articles d'exportation, mêmes articles d'importation ou, comme on disait alors, mêmes « envois », mêmes « retraits », pendant tout le XVIII^e siècle qu'en 1715. Quant aux envois de France, toutes les Echelles consommaient à peu près les mêmes articles, parce que les besoins des indigènes étaient les mêmes en Palestine qu'en Syrie, en Galilée que dans le Liban. Le fond des exportations françaises à destination du Levant consistait en draps de nos manufactures du Languedoc, dont Colbert était arrivé à faire les rivales souvent victorieuses des manufactures anglaises et hollandaises. Les tissus de toutes sortes, soieries, toiles et cotonnades, les papiers, les poteries, les métaux bruts ou travaillés complétaient les cargaisons de nos navires. Si la liste de ces articles est plutôt courte, c'est que l'argent et les lettres de change servaient encore pour une large part à rétablir l'équilibre entre les sorties et les entrées des Echelles. La proportion des marchandises ira augmentant, celle des espèces et des traites diminuant, dans la balance de ce commerce, au cours du XVIII^e siècle.

Chaque Echelle ou tout au moins chaque groupe d'Echelles avait au contraire sa spécialité en matière de « retraits », c'est-à-dire de marchandises expédiées en France. Car chacune ou chaque groupe de deux ou trois servait de débouché à des

provinces différentes de l'Empire Ottoman. La nature de leur commerce divise en effet les Echelles de Syrie et de Palestine en trois sections : Alep et Alexandrette au Nord, Seyde et ses dépendances d'Acre, de Rames et de Jaffa au Sud, forment deux groupes commerciaux nettement tranchés; entre eux, Tripoli de Syrie sert de transition, est en relations avec l'un et l'autre et n'appartient complètement à aucun des deux.

Alep était l'entrepôt où les Européens venaient acheter les marchandises de Perse, des Indes et de l'Extrême-Orient. Plusieurs fois l'an, des caravanes partaient d'Ispahan, de Bassora et de Bagdad, et, traversant le désert, apportaient à Alep les soieries, les tapis de laine et de soie, les toiles, les indiennes et les perses, les bourres, les maroquins, les plumes d'autruche, les essences et ces denrées de toute espèce que l'on confond en Orient sous le nom de « drogues ». L'affluence de ces produits avait fait d'Alep, au début du ^{xvii}^e siècle, la plus grande place de commerce, non seulement de la Syrie, mais du Levant. Mais en 1715, elle avait déjà perdu le premier rang. Les guerres des Turcs et des Persans, dont les luttes fréquentes pour la possession de Bagdad devaient souvent nuire à la prospérité d'Alep et de son Echelle française pendant le ^{xviii}^e siècle, avaient commencé à troubler le trafic entre Ispahan, le golfe Persique et la Syrie septentrionale. Favorisés par le Shah, les Hollandais et les Anglais, établis à Ormuz, s'efforçaient de détourner vers l'Océan Indien le commerce de ces régions. Enfin la tyrannie des Pachas d'Alep, qui soumettaient les marchandises à des droits exorbitants, fit souvent prendre aux caravanes de Perse la route de Smyrne. Sous l'influence de ces causes, Alep était descendue du premier au cinquième rang des Echelles françaises du Levant, au second parmi celles de Syrie, dépassée en 1715 par Smyrne, Alexandrie, Constantinople et Seyde.

Telle avait pourtant été son importance, qu'elle avait pu déchoir tout en restant le centre d'un grand mouvement d'affaires. En 1714, année exceptionnelle il est vrai, la valeur de ses exportations s'éleva à 2.108.000 livres; le chiffre atteint en 1700, 726.079 livres, est plus près de la moyenne. Le nombre des Français résidant à Alep avait diminué en proportion du commerce qu'ils se partageaient. Du chiffre de 30 marchands, que la nation comptait en 1630, elle tombe à 16 en 1693 et oscille entre 15 et 20 jusqu'en 1715. Les établissements anglais avaient suivi une marche inverse. Tandis que les Vénitiens, nos seuls concurrents jusqu'à la fin du ^{xvi}^e siècle, disparaissaient presque complètement, le nombre des marchands anglais égalait celui des Français et leur commerce dépassait souvent le nôtre. Les quelques résidents hollandais avaient passé, depuis la ligue d'Augsbourg, de la protection du Consul de France à celle du Consul d'Angleterre.

On a tout dit du commerce d'Alexandrette, quand on a décrit celui d'Alep. Un méchant hameau, cinq ou six magasins de « Francs » ou Européens, les maisons de l'Aga et du Douanier, quelques cabanes de Grecs et de Levantins : tel est, en 1715, le tableau de cette Echelle, où deux ou trois facteurs français et autant d'Anglais

exécutaient, sous le contrôle de leurs vice-consuls, les commissions des comptoirs d'Alep.

Tout autre était l'aspect de Tripoli de Syrie. C'était, à l'époque, une grande ville, dont un vice-consul français estime la population à 80.000 habitants, chef-lieu d'un Pachalik et pourvue de toutes les autorités ou « puissances », que comportait en ce temps la tracassière administration turque. L'importance de la ville explique pourquoi l'Echelle ne put jamais être rangée sous la tutelle effective d'Alep ni de Seyde. Jusqu'en 1612, elle joua vis-à-vis d'Alep le rôle d'Alexandrette, c'est-à-dire qu'elle lui servit de port : elle avait sur cette dernière l'avantage d'être autre chose qu'une bourgade et de n'être pas malsaine. La proximité d'Alexandrette et la supériorité de sa rade finirent pourtant par l'emporter : la nation française s'y transporta en 1612. Elle revint à Tripoli en 1680 et s'y organisa de nouveau sous un vice-consul, mais avec une mission différente. Déchue en tant que port d'Alep, Tripoli ressuscitait comme Echelle indépendante, puisant ses ressources dans son industrie locale et dans les produits du Liban septentrional. Quarante-trois résidents français vinrent s'y établir de 1685 à 1719. Cette faible émigration ne permet pas d'évaluer à plus de 5 à 6 marchands à la fois le contingent de Tripoli; mais ces marchands exportèrent pour 7.000.000 de livres de 1700 à 1715. Par la nature de ses exportations, Tripoli ne se rattache complètement, ni à Alep, ni à Seyde : comme Alep, elle est un marché de tapis et d'étoffes du pays; comme Seyde, elle fournit la laine et le coton. Enfin, pour achever l'indécision, les navires qui visitent l'Echelle, au nombre de 5 ou 6 par an, viennent y compléter leur chargement commencé, tantôt à Seyde, tantôt à Alep. Tripoli vit donc du cabotage, qui, dans les documents du temps, prend le nom de « caravane », lorsqu'il s'agit des Echelles du Levant.

Des articles d'exportation identiques, des relations réciproques fréquentes font des Echelles de Syrie méridionale et de Palestine une véritable petite province dans la grande.

La Syrie compte à peine aujourd'hui comme centre de production du coton et la part qu'elle fournit à l'approvisionnement européen est insignifiante à côté de celle de l'Egypte. Mais jusqu'au moment où la culture du cotonnier fut développée et organisée dans de grandes proportions en Egypte par Mehemet-Ali, aidé de l'horticulteur français Jumel, jusqu'en 1821, la Syrie méridionale et la Palestine furent un des principaux marchés de coton du monde et le premier du Levant. C'est l'exportation des cotons en laine et des cotons filés qui firent la fortune de Seyde et celle de ses satellites d'Acre, Rames, Jaffa, plus tard Baruth.

Quel besoin d'entretenir quatre Echelles pour en tirer un seul article? C'est, d'abord, qu'il fallait que, de distance en distance, la récolte eût un débouché voisin. C'est ensuite que les produits des diverses régions étaient plus ou moins prisés, comme le sont aujourd'hui ceux des diverses provinces de la Basse-Egypte. Il commença, d'ailleurs, par ne pas y avoir quatre Echelles proprement dites. Jusqu'au

milieu du ^{xvii}e siècle, Acre, Rames et Jaffa ne reçurent que des « facteurs », simples agents des maisons de Seyde, où l'on centralisa tous les produits de la contrée, que les navires venaient y charger. Mais ensuite les marchands en résidence dans les trois premières localités furent organisés en nations distinctes, sous des vice-consuls, généralement pris parmi eux. Les capitaines des bâtiments qui visitaient Seyde vinrent embarquer à Saint-Jean d'Acre et à Jaffa les marchandises acquises des cultivateurs environnants, ce qui entretint entre ces trois Echelles, plus celle de Rames, sise à l'intérieur des terres, de constantes relations, en même temps qu'une rivalité chronique.

Sur 2.388.000 livres, valeur des exportations de Seyde en France en 1714, les cotons représentaient 1.150.000 livres. Dans les exportations des Echelles secondaires, ils entraient à proportion, et quelquefois plus. Le reste était fourni par de la soie de qualité inférieure à celle d'Alep, par des « cendres », qui servaient à la fabrication du verre et du savon, par du riz apporté de Damiette, et, pour Seyde seulement, par des étoffes de soie et tissus de tous genres, fabriqués à Damas. Il n'y avait pas, dans cette dernière ville, de facteurs français en 1715 : c'est à Seyde que les comptoirs marseillais achetaient les beaux et riches articles produits par l'industrie de Damas. A Baruth, où ces articles eussent été plus vite amenés, ne résidait en 1715 qu'un seul facteur, détaché par la nation de Seyde. C'est pourtant à Baruth qu'avait été primitivement le siège de l'Echelle. Mais dès les premières années du ^{xvii}e siècle, l'Emir Fakreddin, voulant obliger nos marchands à s'en retirer, en avait fait combler le port, tandis que son administration améliorait la situation de Seyde, où il voulait attirer le commerce européen. Il y avait réussi.

Depuis ce temps, les Français, dans les Echelles de Syrie méridionale et de Palestine, s'étaient plus accrus en prospérité qu'en nombre. Le Gouvernement royal limitait volontairement à 18 ou 20 les maisons de Seyde, à 17 ou 18 celles d'Acre, à 5 ou 6 celles de Rames; à Jaffa, misérable hameau et port assez peu fréquenté, les marchands entretenaient deux ou trois facteurs. Mais les exportations de ces quelques comptoirs atteignaient un chiffre très élevé. De 1671 à 1714, ils exportèrent pour 53.282.000 livres, ce qui place leur chef-lieu, Seyde, au premier rang des Echelles de Syrie et au troisième de toutes celles du Levant. La concurrence des Anglais et des Hollandais, si active à Alep, était encore insignifiante dans les ports du Sud. Pourtant, dans les dernières années du règne de Louis XIV, les Consuls français durent plusieurs fois déjouer des tentatives de nos rivaux, en vue d'y établir des Consuls nationaux.

* * *

V. — Des ordonnances royales avaient confirmé la division que la nature avait créée entre les Echelles de Syrie et Palestine. Calquée sur la division naturelle, la

division administrative distinguait le département consulaire d'Alep, avec sa dépendance d'Alexandrette, et celui de Seyde, dont ressortissaient Saint-Jean d'Acre, Jaffa et Rames. L'analogie subsiste jusque dans la situation équivoque de Tripoli : en 1718, le vice-consul de cette Echelle se plaindra encore de cette indécision, déclarant que ses prédécesseurs avaient reçu leur commission royale par l'entremise, tantôt du Consul d'Alep, tantôt du Consul de Seyde. Entre les postes consulaires existait en effet une hiérarchie fondée sur l'importance des Echelles. Mais il n'y avait pas encore de Consulats généraux.

L'intérêt de la religion catholique, dont les Capitulations reconnaissaient la protection au Roi de France, avait amené, sous Louis XIV, la création d'un Consulat à Jérusalem. L'année 1715 vit précisément s'accomplir la suppression de ce poste : suppression de fait, mais que les successeurs du Grand Roi rendirent définitive.

Dans l'administration du Levant, Louis XIV semble s'être réservé les missions comme une part personnelle. Il fut pour elles ce que ses Ministres furent pour le commerce. Parmi les nouveaux articles obtenus par Nointel lors du renouvellement des Capitulations en 1673, le premier est une reconnaissance formelle du protectorat religieux de la France : « Que les Evêques ou autres religieux de secte latine, qui sont sujets à la France, de quelque sorte qu'ils puissent être, soient dans tous les lieux de notre Empire comme ils étaient auparavant . » Deux autres articles confirmaient la possession des Lieux-Saints, reconnue aux moines latins en 1604, et garantissaient la sécurité des pèlerins qui s'y rendaient. De son côté Louis XIV accordait, par Lettres Patentes de 1674, sa protection aux Jésuites et aux Franciscains.

La conséquence naturelle de ces actes était l'établissement d'un Consulat de France dans la ville où se trouve le tombeau du Christ. Il y fut procédé en 1699 et, l'année suivante, le marquis de Ferriol, Ambassadeur du Roi à la Porte, réclamait à qui de droit le remboursement des frais qu'il avait dû faire pour l'installation du Consul, M. de Brémond. La courte administration de cet agent fut une véritable odyssée. La rencontre du Pacha de Jérusalem, qu'il fit à Saint-Jean d'Acre en rejoignant son poste, les égards dont il fut l'objet, le firent d'abord bien augurer de sa mission. Le dignitaire ottoman ne voulut, dans Acre, d'autre demeure que le quartier des Français : « Il m'a fait l'honneur de me dire que c'était pour l'amour de moi, écrit Brémond, et toute la nation est témoin des honneurs que j'ai reçus de lui. Jamais Pacha n'en a tant fait à un Consul. Je lui devais la première visite, mais il me l'a rendue... Je n'ai point été obligé de le prier que j'eusse l'honneur de l'accompagner à Jérusalem : il me l'a envoyé offrir avant que de me voir... Il ne s'est point passé de jour depuis son arrivée qu'il ne m'ait accablé d'honnêtetés. Si je lui ai fait des présents, j'en ai reçu de lui. » Brémond en fut bientôt à l'aller voir « sans cérémonie et en ami » et ne se tint pas d'aise, aux détails d'une réception pleine de déférence : le Pacha l'attendant debout dans sa chambre, le priant de s'asseoir sur son divan, à la place d'honneur, « si le milieu le doit être », bref faisant « ce que les personnes de

son caractère ne font guère qu'à leurs supérieurs, ou du moins à leurs égaux. » Le confiant Brémond ne douta point qu'un heureux hasard n'eût placé sur sa route un Gouverneur turc dont nos affaires avaient grand profit à attendre. « Je viens, écrivit-il, à ce qu'il y a de plus essentiel, qui est que ce Seigneur, porté de bonne volonté pour les Francs, est une personne à ménager, qui peut rendre des services considérables à la nation, non seulement à Jérusalem, mais dans tout ce pays et auprès des autres Pachas. »

Ce récit débordant d'un excusable optimisme est daté du 7 février 1700. Cinq mois après, le 17 juillet, Brémond avait, hélas, à rendre compte d'un « grand changement de scène. » Après lui avoir réservé à Jérusalem une entrée digne d'un Roi, le Pacha lui avait avoué sans vergogne qu'il ne lui avait prodigué tous ces honneurs que « par un esprit d'avarice ». Cet aveu dépourvu d'artifices coûta d'abord au Consul la perte de ses illusions : « il n'est aussi pas naturel à un Turc d'être si généreux, observa-t-il avec mélancolie; celui-ci ne vit pas plutôt que je me lassais de lui donner, qu'il se lassa d'être de mes amis. » Soutenu par les Pères de Terre-Sainte, que n'enchantait pas la surveillance d'un Consul de France, le Pacha lui chercha querelle à propos de son *barat*, (nous dirions aujourd'hui de son *exequatur*), et lui enjoignit de quitter la ville dans les trois jours. « On ne persuade point cette nation avec des paroles, mais avec des présents », constata le Consul, qui refusa toutefois de mettre la main à la poche. Aussi, après avoir été quelques jours assiégé dans sa maison par la populace, Brémond sortait-il de Jérusalem en fugitif, le 28 mai 1700, « à pied, ayant la fièvre, suivi pour toute escorte d'environ 13 à 14 personnes, tant religieux que domestiques et paysans. » Il se réfugia à Bethléem, « de tout temps retraite des persécutés ». Bientôt après, il dut s'éloigner même de cette retraite, d'où la populace de Jérusalem, excitée en sous-main par le Pacha, réclamait qu'on l'expulsât. Une escorte militaire, dont il eut à faire les frais, le conduisit à Rames. Là, les Arabes et le Musselem, ou sous-Gouverneur, lui extorquèrent, qui de l'argent, qui des vêtements. S'étant évadé de nuit, pour ne pas être rançonné davantage, il gagna Jaffa, où, la tramontane le retenant, il fut encore mis à contribution par l'Aga du lieu et par un Emir. Enfin il arriva à Seyde, terme de son équipée.

Découragé sans doute par l'insuccès de cette première tentative, le Roi ne se hâta point de pourvoir au remplacement de Brémond. En 1713 pourtant, M. de Blacas prit possession du Consulat de Jérusalem. Instruit par l'expérience de son prédécesseur, il se montra moins économe des deniers consulaires. « Ces établissements, écrivait-il, coûtent des dépenses, surtout dans un pays comme celui-ci, qui ne craint guère la Porte ottomane. On ne saurait donc s'y maintenir qu'en s'attirant l'amitié de tant de différentes puissances et devins appelés santons, qui sont les maîtres du pays, ce qui ne se peut faire que par moyen de petits présents. » C'est à ces largesses que Blacas dut de se maintenir deux ans à Jérusalem. A partir de 1715, les correspondances ne font plus mention d'aucun Consul de France dans la ville sainte.

Jérusalem n'avait jamais été une Echelle à proprement parler. Les comptoirs français n'y avaient jamais eu même de facteurs. « Je sais pour mon malheur, avait écrit Brémont aux négociants de Marseille, que la ville de Jérusalem n'est pas un pays de grande relation pour vous : c'est la dévotion qui y mène les gens, et non le commerce. Mais il ne serait pas impossible d'y faire suivre la dévotion par le commerce; l'un n'est pas incompatible avec l'autre, et l'on a vu des choses plus difficiles s'établir avec moins de peine. » Peut-être cette considération n'avait-elle pas été étrangère à la création du Consulat de France; car le Ministre en avait fait dépendre les Echelles de Rames et de Jaffa, ce qui revenait à instituer une circonscription consulaire de Palestine, avec Jérusalem pour chef-lieu. Brémont prétendait même qu'on y rattachât aussi Saint-Jean d'Acre. Mais ses mésaventures l'avaient empêché de faire suivre la dévotion par le commerce dans les murs de la ville sainte et, quatorze ans après son expulsion, les occupations de son successeur, Blacas, n'avaient consisté qu'à faire réparer le Saint Sépulcre, à apaiser les querelles des divers ordres religieux et à « faire exécuter, comme il disait, les pieuses intentions de notre grand Monarque. »



VI. — Louis XIV avait été plus heureux dans ses efforts pour organiser les Echelles existantes, que pour en créer de nouvelles. Dès 1715, les Echelles étaient en possession d'un régime dont les dispositions capitales durèrent autant que la Royauté. C'est qu'il reposait sur un petit nombre de principes, dans lesquels on reconnaît les principes mêmes de l'Ancien Régime. Le premier est une centralisation tempérée par quelques vestiges de l'autonomie primitive des nations.

Colbert avait trouvé les Echelles dans un état d'indépendance à peu près absolue, du moins à l'égard du pouvoir royal. Car elles formaient, sous l'autorité supérieure de la Chambre du commerce de Marseille, une administration à part, dans laquelle le conseil du Roi n'intervenait que rarement. Bien que ce conseil en eût le droit et que la Chambre fût souvent la première à l'en solliciter, son indifférence faisait de cette Chambre l'unique organe du pouvoir central par rapport aux Echelles. Dans les Echelles mêmes, les Consuls, qu'élisait autrefois la Communauté de Marseille, étaient censés être les agents du Roi depuis qu'ils recevaient de lui des Lettres Patentes. Mais, fermiers ou sous-fermiers de leurs Consulats, dont ils payaient la redevance soit au Ministre, soit au fermier principal, commerçants eux-mêmes, ils ne veillaient trop souvent qu'à leurs propres intérêts et à la perception des taxes dont ils avaient la concession. A côté d'eux, la nation, investie du droit de se réunir en assemblée et de nommer des députés, se défendait comme elle pouvait contre l'avidité de ses Consuls et en appelait à la Chambre de leurs abus d'autorité.

Comme les Ministres de nos Rois s'appliquèrent à centraliser entre leurs mains

l'administration de la France, par la suppression des libertés provinciales et par la substitution de fonctionnaires nommés et appointés par le souverain aux détenteurs d'offices élus, vénaux ou héréditaires, de même Colbert et ses successeurs s'efforcèrent de centraliser l'administration des Echelles à Versailles, d'où des agents locaux recevaient leurs instructions. Gouverner les Echelles par leurs représentants, comme ils gouvernaient les provinces par les Intendants : tel est le plan que leurs réformes eurent pour but de réaliser. D'une administration presque indépendante du conseil du Roi, ils firent une administration distincte, mais étroitement subordonnée à ce conseil.

Son chef est le secrétaire d'Etat de la Marine. C'est de lui que tous les autres éléments du système, individus ou corps constitués, prennent le mot d'ordre. Toute initiative de quelque importance part de ses bureaux; tout objet de quelque conséquence y aboutit. Il a dans le Levant des représentants, qui exécutent ses ordres et à qui il délègue en outre un pouvoir propre, plus ou moins étendu : ce sont l'Ambassadeur du Roi à Constantinople et les Consuls dans les Echelles. L'Ambassadeur joint à sa mission politique la protection et la surveillance du commerce et des établissements français dans le Levant, le droit de juridiction dans les conflits qui s'élevaient entre Consuls et marchands, et, jusqu'à un certain point, le pouvoir législatif dans les Echelles. Il entretient une correspondance spéciale avec le Ministre de la Marine. Les Consuls et vice-consuls prennent le caractère de véritables fonctionnaires. « Nul ne pourra se dire Consul de la nation française sans avoir commission de Nous », dit l'Ordonnance Royale de la Marine de 1681. Ce caractère devient même exclusif de toute autre fonction, par l'interdiction faite aux Consuls de se livrer au commerce. Après les consuls-commerçants, les consuls-fermiers sont supprimés. Pontchartrain remplace les « droits de consulat », qu'ils avaient l'autorisation de lever en retour de leurs redevances, par des appointements fixes, payés par la Chambre du commerce sur le produit d'un « droit de tonnage », qu'elle percevait à Marseille sur les navires arrivant du Levant. Depuis lors, les Consuls sont réellement des « officiers royaux ». Leurs pouvoirs, tout à la fois, deviennent plus étendus sur leurs administrés, et leurs devoirs plus étroits envers leurs chefs. Consuls, Ambassadeurs, secrétaire d'Etat de la Marine, telle est la hiérarchie par laquelle les ordres du Roi parviennent jusqu'aux marchands.

Le caractère exclusivement commercial de nos colonies marchandes du Levant fit comprendre à Colbert et à ses successeurs la nécessité de laisser aux négociants une certaine part dans l'administration des Echelles. Ils se servirent pour cela d'organismes déjà existants. C'est l'explication du tempérament apporté au principe de centralisation par le rôle administratif de la Chambre du commerce et des nations elles-mêmes : l'une représentant les « majeurs », ou chefs des maisons de commerce de Marseille, les autres les « régisseurs », ou commissionnaires des susdites maisons, et les « facteurs », ou agents des régisseurs. Remarquons en effet que si les « artisans »,

c'est-à-dire les ouvriers, sont exclus des assemblées nationales, ce n'est pas au nom d'un principe politique qui impose l'obéissance passive au premier comme au dernier des sujets du Roi : c'est parce qu'ils n'ont aucune part aux opérations commerciales. Or ce sont ces opérations, et ces opérations seules, qui motivent les pouvoirs laissés entre des mains autres que celles du Consul, officier royal. Telle est la raison du rôle confié à la Chambre, dans l'administration générale des Echelles, aux nations, dans l'administration particulière de la leur. Celui de la Chambre est presque toujours consultatif; mais il est extrêmement vaste. Elle instruit toutes les affaires qui concernent le Levant; elle soumet au secrétaire d'Etat de la Marine des solutions toutes prêtes et motivées; elle sert d'intermédiaire entre les résidents et ce Ministre, à qui elle transmet leurs requêtes; elle remet aux Consuls de véritables instructions, dans lesquelles elle leur signale les points qui devront fixer leur attention ¹. Les Consuls, appointés sur sa caisse, entretiennent avec elle une correspondance aussi importante qu'avec le Ministre lui-même. L'Ambassadeur, pensionné par elle à raison de 16.000 livres par an, la tient au courant de tout ce qui, de près ou de loin, intéresse le commerce. L'Intendant de Provence, qui porte le titre ² d'Inspecteur du commerce du Levant, représente auprès d'elle le pouvoir central et a le droit de la présider.

Les attributions des nations paraissent avoir été délimitées avec le dessein de les soumettre à ce qu'on appellerait aujourd'hui la tutelle administrative. Il semble aussi qu'on ait voulu séparer la gestion financière de toutes les autres attributions, justice, législation, police, et faire une part prépondérante à la nation dans la première, au Consul dans les secondes. A la nation incombe la charge de certaines dépenses dites nationales, telles que présents aux puissances du pays, entretien d'un facteur dans une Echelle secondaire, par opposition aux dépenses dites consulaires, telle que table et appointements des divers officiers du Consulat, gages des domestiques, loyer de la maison consulaire, etc. etc. La nation fait face aux dépenses nationales au moyen de « droits d'avarie », que des « exacteurs » nommés par elle perçoivent en certains cas sur les navires qui viennent charger dans l'Echelle. Les deux députés que l'assemblée élit chaque année arrêtent, « de quartier en quartier », les comptes de l'Echelle et les adressent à la Chambre du commerce. Celle-ci est, en effet, investie d'un droit de révision sur l'administration financière des nations : ce contrôle a pour

1. Par exemple, voici un extrait des instructions données parla Chambre à M. de Verrayon, nommé parle Roi au Consulat de Seyde, le 4 mai 1752 : « Il observera la conduite des officiers de son Département, qui lui sont subordonnés... Il tiendra la main à ce que les résidents des Echelles de Seyde, d'Avre, de Rames et de Jaffa observent les règlements. Il protégera dans son département la caravane, notamment les bâtiments caravaneurs qui embarqueront des pèlerins à Jaffa. Il aura attention à ce qu'il ne soit fait que des dépenses d'usage et, en

fait d'extraordinaires, que des dépenses nécessaires » etc., etc... Avant de partir, M. de Verrayon a pris connaissance à la Chambre de tous les titres et documents relatifs au commerce du Levant, qui se trouvent dans ses Archives, ainsi que des règlements de MM. de Gastines et de Villeneuve. Il a tenues conférences avec les majeurs des maisons de Seyde et d'Acre. La Chambre lui a fait remettre un exemplaire des principales ordonnances, Arrêts du conseil, etc., etc...

2. Pris par Le Bret, en 1687.

but d'éviter le retour de la situation compliquée qui avait forcé la Chambre, en 1669, à se charger de la liquidation des dettes des Echelles et à lever sur les provenances du Levant un « droit de cotimo », dont les revenus furent employés, après l'amortissement de ces dettes, au curage du port de Marseille et à la pension de l'Ambassadeur.

En dehors de la gestion financière, le pouvoir propre de la nation est primé par les attributions du Consul. En ce qui concerne la justice, la nation ne fournit au tribunal consulaire que des assesseurs : c'est le Consul qui est le véritable juge. En ce qui concerne la législation, l'assemblée, que le Consul est forcé de convoquer quand il en est requis, conserve le droit de faire des règlements relatifs au commerce de l'Echelle : mais le Consul peut, sinon leur en substituer d'autres, du moins en suspendre l'effet jusqu'à ce que le conseil du Roi ait statué. D'ailleurs, si l'on réfléchit qu'en 1715 les Ordonnances Royales et les Arrêts du conseil; les Ordonnances de l'Intendant de Provence, de l'Ambassadeur, des Inspecteurs qui, de dix ans en dix ans environ, visitent les Echelles; enfin les décisions antérieures des assemblées nationales ont statué sur tous les objets importants, et plutôt deux fois qu'une : on conviendra que le pouvoir législatif de l'assemblée n'a que rarement matière à s'exercer. En fait, le pouvoir exécutif dont le Consul est investi pour appliquer des dispositions antérieures fait taire, dans la plupart des cas, le pouvoir délibérant de l'assemblée.

Si maintenant nous cherchons à ramener à un principe unique les multiples clauses de toutes ces Ordonnances, celui qui nous paraît s'en dégager est le principe d'intervention permanente de l'Etat. Cette intervention s'exerce en tout ordre de choses, en vertu d'une réglementation très étroite et prohibitive, qui supprime la liberté individuelle. Un commerçant français ne peut aller résider dans le Levant qu'à la condition d'en avoir reçu l'autorisation, attestée par un certificat que délivre la Chambre du commerce¹, et d'avoir versé un cautionnement. Ce séjour conditionnel n'est, en outre, que temporaire, car le certificat n'est valable que pour dix ans. Encore l'autorisation accordée par la Chambre ne donne-t-elle pas au commerçant qui en a bénéficié la garantie absolue de terminer ses dix années de résidence : car le Consul est armé du droit d'expulser de l'Echelle et d'embarquer pour la France « tout Français qui a une conduite scandaleuse² ». Qu'un résident donne l'exemple de l'insubordination ou de mauvaises mœurs; qu'un négociant fasse faillite : les Con-

1. Ordonnance Royale du 21 octobre 1685. « Sa Majesté a fait très expresses inhibitions et défenses aux marchands français qui voudront passer en Levant pour s'y établir de s'embarquer pour cet effet, qu'après avoir été examinés et reçus par la Chambre du Commerce établie à Marseille et que leurs noms n'aient été transcrits dans un registre qui sera tenu à cet effet. » *Signé Louis et plus bas Colbert*. A la suite de cette ordonnance, la Chambre du Commerce fit afficher l'avis suivant : « Les personnes qui voudront aller s'établir dans les

Echelles du Levant sont averties, de la part de MM. les Echevins et Députés du Commerce, de se présenter à l'avance aux bureaux de la Chambre du Commerce, qui se tiennent ordinairement le jeudi, pour y requérir l'acte de leur réception aux termes de l'ordonnance du Roi du 21 octobre 1685, sans attendre l'extrémité du départ des voiles, sur lesquelles ils voudront s'embarquer ».

2. Ordonnance de la Marine de 1681.

suls trouvent dans ces termes, qu'ils traduisent sous leur plume par l'expression plus élastique de « tout Français gênant », le droit d'en débarrasser la place.

Pour éviter ce sort, le résident doit se conformer aux lois qui règlent toutes les conditions de son existence quotidienne. S'il était marié avant son départ, il ne pourra amener ni sa femme, ni sa fille. S'il est célibataire, il lui est interdit de se marier avec une femme du pays, autrement dit de se marier avec qui que ce soit, puisqu'aucune Française ne réside dans l'Echelle. Les prohibitions ne sont pas moins nombreuses en ce qui concerne le commerce et la navigation : interdiction de charger sur des bâtiments étrangers; interdiction d'exporter à destination d'un port autre que Marseille¹; règlements fixant le prix et la quantité des achats et des ventes de marchandises dans chaque Echelle; institution du « tour », ou départ successif des navires pour éviter l'encombrement, etc. etc. Ce ne sont là que les principales des règles auxquelles est assujetti le commerce. « Dans la réglementation excessive dont on use à l'égard des négociants, tout semble se rattacher à l'idée qu'ils ne sont point seulement des Français attirés au dehors par un intérêt particulier, mais en quelque sorte des fonctionnaires chargés d'une œuvre utile à l'Etat, et tenus d'honorer par leur conduite l'office dont ils sont investis². »

Parmi tant de règlements, aucun ne concerne le costume. Mais sur ce point des usages, établis *ab antiquo*, ayant force impérative et pouvant d'ailleurs varier d'une Echelle à l'autre pour quelque détail de vêtement, suppléent au défaut de prescription réglementaire. Dans toutes les Echelles du Levant, nos commerçants sont vêtus « à la longue », c'est-à-dire à la mode orientale. Ils portent robe et cafetan, ne conservant du costume de leur pays natal que le chapeau, et encore pas dans toutes les Echelles : car il en est où l'usage veut qu'ils se coiffent du même bonnet que les chrétiens indigènes. Malheur à qui se permettrait de rompre, si peu que ce soit, avec la tradition établie dans le lieu où il réside. Il s'attirerait avec les Musulmans une mauvaise affaire. Seul le Consul se distingue de ses nationaux par un habit européen; seul il peut se permettre un aspect français de la tête aux pieds. Les marchands, quand c'est le chapeau qu'ils ont le droit de porter, ont une apparence plutôt hétéroclite, avec leur tête coiffée du tricorne sur leur corps enveloppé d'amples jupes.

Le régime des Echelles était donc organisé dans ses grandes lignes à la fin du règne de Louis XIV. Les Ministres de Louis XV et de Louis XVI s'appliqueront plutôt à le développer et à en assurer le fonctionnement qu'à en modifier le fond. Des principes qui ont inspiré les réformes de leurs prédécesseurs, ils ne s'écarteront pas, ou, quand ils s'en écarteront, ce ne sera pas pour longtemps. Les dates des ordonnances et arrêts qui ont réalisé ces réformes nous indiquent qu'elles ont pré-

1. L'Edit d'affranchissement du port de Marseille de 1669 établit un droit prohibitif de 20 % sur les provenances du Levant importées par bâtiments étrangers ou importées par bâtiments français dans un port autre que Marseille.

2. A. Vandal. Une Ambassade française en Orient sous Louis XV. La mission du M^{rs} de Villeneuve.



Un Marchand Franco.

Un marchand français des Echelles du Levant,

'après une estampe faite sur un dessin de J.-B. VAN MOUR au commencement du 18^e siècle.
(Extrait du Recueil de cent estampes, etc., etc.,
publié sur l'initiative du Comte DE FERRIOL, Ambassadeur de France à Constantinople 1709).



L'Ambassadeur de France et son drogman,

d'après une gouache du 18^e siècle appartenant à Mme AUGUSTE BOPPE.

cédé de très peu les grandes guerres de la fin du règne ¹. Toutes ont été accomplies sous les Ministères de Colbert et de ses successeurs immédiats, Seignelay et Pontchartrain, de 1670 à 1701. Après cette date, Chamillart et Jérôme Pontchartrain revinrent sur quelques excès de prohibition et de réglementation. D'ailleurs, la paix d'Utrecht allait placer les Echelles dans des conditions que l'ininterruption des guerres depuis 1688 avait rendues exceptionnelles. Elle ouvrait pour le régime du Levant la période du fonctionnement normal et régulier.

1. Edit d'affranchissement du port de Marseille de mars 1669, remis en vigueur par Arrêt du 10 juillet 1703. Ordonnance de la Marine de 1681. Ordonnances du 21 octobre 1685 et du 3 novembre 1700 sur la résidence. Ordonnance du 25 décembre 1685 sur les abus qui se commettent en Levant. Arrêt du Conseil du 31 juillet 1691 sur la réforme des Consulats. Arrêt du Conseil du 27 janvier 1694 et ordonnance de l'Intendant Le Bret du 17 mars 1694 sur la gestion financière des nations. Règlement de M. d'Ortières, Inspecteur des Echelles, du 8 octobre 1687. Règlement de M. de Gastines de 1706.

CHAPITRE II

LA VIE DANS LES ÉCHELLES DE SYRIE ET DE PALESTINE RAPPORT DES FRANÇAIS ENTRE EUX ET AVEC LES PROTÉGÉS

I. — Les Echelles du Levant participent à deux histoires : celle de la France et celle de l'Empire Ottoman. Elles subissent le contre-coup, à la fois, des événements auxquels la France est intéressée et de ceux qui se produisent dans les lieux de leur établissement. Le XVIII^e siècle n'épargna ni les uns, ni les autres aux Echelles de Syrie et de Palestine. Mais il semble que les premiers eurent sur elles une influence moins directe que les seconds, puisqu'elles traversèrent dans de meilleures conditions la période de 1715 à 1768, pendant laquelle la France soutint deux grandes guerres, que celle de 1768 à 1793, pendant laquelle la Syrie méridionale et la Palestine furent mises à feu et à sang par les ennemis intérieurs et extérieurs de la Turquie.

Jusqu'en 1740, événements de l'histoire de France et événements de l'histoire locale furent également propices aux Echelles de Syrie et de Palestine. Du côté de la France, pas de guerre; du côté de la Turquie, une guerre contre les Russes et les Autrichiens, mais sur un théâtre éloigné de l'Asie Mineure, en Serbie, sur le Bas-Danube, à une époque où la Marine russe n'ose pas encore se risquer au delà du Bosphore. A partir de 1740, c'est en Occident que la situation se trouble. Du côté de la Turquie, pas de guerre, sinon avec les Persans, qui sont toujours en guerre ou en révolution; du côté de la France, deux guerres, toutes deux maritimes et l'une malheureuse. Toutefois, les pertes très sensibles qu'elles firent subir au commerce n'annulèrent pas le profit de la sécurité que valait à nos résidents le calme relatif de l'Empire Ottoman. Tranquillité des provinces asiatiques de la Turquie, bons rapports de la France avec la Sublime Porte, fixité du régime en vigueur dans le Levant : telles sont les conditions qui font de la période 1715-1768 celle où les Echelles de Syrie et de Palestine vécurent de leur vie normale et ne souffrirent guère que des dommages inséparables de l'état social des Turcs.

*
* *

II. — Il s'en fallut de peu que la législation, à peine fixée, fût déjà bouleversée. La réaction dont la Régence donna le signal contre l'œuvre entière de Louis XIV s'éten-

dit aux réformes du Levant. En 1717, le conseil de Marine, qui, sous la présidence du comte de Toulouse, avait pris la place du secrétaire d'Etat, confia à M. Benoist de Maillet, ancien Consul de France à Alger et au Caire, la visite de toutes les Echelles du Levant et de Barbarie¹. C'est, avec l'inspection du baron de Tott, la plus importante du XVIII^e siècle.

L'intention de revenir sur quelques-unes des principales mesures des Ministres de Louis XIV ressort clairement des entretiens que Maillet eut à Marseille, avant son départ, avec l'Intendant de Provence, M. Arnoul, et l'Archivair de la Chambre du commerce, M. Isnard. « La visite que je dois faire aux Echelles du Levant, écrit-il, aura sans doute pour un de ses objets de réduire les charges de la bannière au plus bas point où la protection pourra le permettre. » Or il s'accordait avec l'Intendant et l'Archivair pour attribuer le déclin de notre bannière, (nous dirions aujourd'hui de notre pavillon), à l'indifférence des Consuls, depuis qu'on avait remplacé par des appointements fixes les droits jadis perçus par eux sur les navires qui chargeaient dans leur Echelle. Cette constatation appelait le rétablissement des choses sur l'ancien pied : Maillet allait même jusqu'à proposer d'affermir tous les Consulats à une compagnie, projet que l'Archivair désapprouvait absolument. Un Arrêt du conseil de Janvier 1718 réalisa la modification sur laquelle ils étaient d'accord. La Chambre fut de nouveau déchargée du paiement des Consuls, au profit desquels les anciens droits de Consulat furent rétablis. Maillet eut, entre autres soins lui incombant, à mettre les Consuls au courant du taux de ces droits. Pour abrégér sa lourde et complexe tâche, il leur écrivit de lui préparer des états du commerce et des dépenses de leurs Echelles.

Le partage des pouvoirs entre Maillet et le commandant du vaisseau qui devait le transporter, M. Duquesne, donna matière à des contestations. L'officier de Marine qui commandait le vaisseau du Roi désigné pour recevoir l'Inspecteur à son bord n'avait pas seulement la direction maritime de la croisière : il devait aussi participer, dans une plus ou moins large mesure, à l'élaboration des règlements concernant les capitaines marchands, les matelots déserteurs, la navigation. En outre, Maillet venait de remplir avec Duquesne une mission à Tunis et Alger, pendant laquelle le commandant avait été investi de pouvoirs diplomatiques pour traiter avec les Princes Barbaresques. Le conseil de Marine ne se contenta pas de recommander à Maillet « de la déférence pour le caractère de M. Duquesne. » Limitant ses pouvoirs, il lui défendit de ne rien régler que de l'agrément de cet officier. Maillet, qui avait derrière lui une longue carrière politique, fit observer avec raison combien il était illogique de lui retirer, « lorsqu'il s'agissait de négoce, un pouvoir propre qu'on lui avait reconnu lorsqu'il s'agissait de négociations. » Il y avait selon lui, une contradiction entre l'autorité conférée au commandant et l'ordre donné aux marchands

1. Maillet définit ainsi, dans une circulaire aux Consuls, le but de sa mission : « J'ai eu l'honneur d'être choisi pour faire la visite des Echelles du Levant et de

Barbarie et examiner l'état présent du commerce de la nation et ce qui peut être fait pour son augmentation et pour la plus grande faveur du pavillon de Sa Majesté ».

d'obéir à l'Inspecteur, « puisque cela suppose, disait-il, que M. Duquesne m'ordonnera de leur ordonner, ce qui n'a rien de naturel. » Sur ses instances, une disposition plus équitable fut prise par le conseil de Marine, qui s'en rapporta à lui pour terminer à l'amiable toute difficulté ultérieure avec Duquesne.

Maillet aurait eu mauvaise grâce à ne pas se contenter de cette satisfaction. Mais, soit excès de prétention de sa part, soit mauvaise volonté de la part de Duquesne, il eut encore à invoquer les exigences de son prestige pour obtenir à bord une installation qui lui convînt : son logement sur le vaisseau sera, dit-il, « la règle de la considération que les nations et les Consuls auront pour moi. » Aussi fut-il comblé d'aise par une démarche courtoise des Echevins de Marseille, qui, rapporte-t-il, « dans la vue sans doute d'augmenter aux yeux des nations du Levant ma considération par celle qu'ils marqueraient ici pour mon caractère, sont venus me voir en corps et sont venus en chaperon, ce qu'ils n'avaient pas fait pour M. de Gastines¹. »

Réconforté par cet hommage, Maillet partit donc avec Duquesne et, après avoir visité les Echelles d'Egypte, parcourut du Sud au Nord toutes celles de Syrie et de Palestine. Ses escales et ses pointes à l'intérieur des terres ne furent point des sinécures. « J'ai travaillé jour et nuit dans les Echelles, écrira-t-il plus tard, pendant le temps que j'y ai resté, à m'informer moins véritablement des bonnes et justes dépenses que des mauvaises. J'ai vu divers comptes; j'ai lu d'un bout à l'autre les livres des délibérations depuis le commencement du siècle. » Tenir des conférences avec les Consuls et les marchands, apaiser les différends qui peuvent s'être élevés entre eux, lire les mémoires rédigés à son intention sur les questions intéressant l'Echelle, se rendre un compte exact de l'état du commerce, examiner avec soin les dépenses consulaires, les dépenses nationales et la gestion financière des députés : telles sont, dans chaque Echelle, les occupations de Maillet. « J'ai, dit-il, employé à Seyde sept jours que j'y suis resté à m'instruire des affaires de cette Echelle, de celles de Saint-Jean d'Acre et de Rames qui dépendent de la première, sans que durant ce temps je sois sorti de mon appartement. » Sept jours aussi lui ont été nécessaires à Tripoli de Syrie, bien que le vice-consul, M. de Monhenault, eût fait dresser des mémoires qui facilitèrent beaucoup sa tâche. Il n'est pas resté moins de douze jours à Alep, où il a trouvé, écrit-il, « beaucoup de contestations entre le Consul et la nation, tant au sujet de l'estime des monnaies dont ses attributions devront être payées, que sur les dépenses qui devront être supportées par le Consul ou la nation ».

Quel accueil l'Inspecteur, annoncé depuis des mois, attendu avec une curiosité sans doute mêlée d'un peu d'appréhension, arrivant sur un imposant vaisseau de guerre, recevait-il des Consuls, des nationaux, des indigènes, et quelle attitude croyait-il devoir tenir envers les uns et les autres? Si soucieux qu'il fût de tout ce qui pouvait accroître son prestige auprès des chefs de postes et des marchands, Maillet,

1. Inspecteur des Echelles sous Louis XIV.

se conformant probablement à ses instructions, se déroba aux réceptions grandioses que Turcs et Français lui préparaient. Comme il se rendait de Saint-Jean-d'Acre à Seyde par voie de terre, « je reçus en chemin, dit-il, deux exprès de M. Poulard (Consul à Seyde), par le dernier desquels il m'apprenait qu'il m'avait ménagé une entrée de Pacha; que celui qui commande à Seyde devait envoyer à ma rencontre son Kiaya avec deux ou trois cents hommes, dont sa maison est composée; qu'on me recevrait sous les tentes mêmes du Pacha, à une heure de la ville, où j'entrerais précédé de toute cette pompe et de ses instruments, au bruit du canon du château, et que déjà tout le peuple se préparait à sortir de la ville pour voir cette cérémonie. Comme je ne crus pas qu'il convînt au bien de l'Echelle, ni pour d'autres conséquences, que cela se passât de la sorte, je fis savoir à M. Poulard que je voulais entrer *incognito* et que, pour cela, je n'arriverais qu'à une heure de nuit, ce que je fis le lendemain. » Il fallait beaucoup d'abnégation pour décliner, avec une entrée si flatteuse, un spectacle si pittoresque : il est vrai que Maillet, très longtemps Consul en Orient, pouvait être blasé sur les cortèges, les cavalcades, les fantasias et les réceptions sous la tente. Il poussa la discrétion jusqu'à refuser de rendre visite au Pacha de Seyde, Osman, autrefois Capitan-Pacha¹ et mari d'une sœur du Sultan, prétendant qu'il n'avait pas vu celui du Caire et ne voulait pas voir ceux de Tripoli et d'Alep. Mais, pour effacer l'effet de ce refus, il fit présenter à Osman une pendule, dont le Pacha se montra très satisfait. Aussi, « lorsque je m'embarquai à Seyde, raconte-t-il, pour aller joindre les vaisseaux du Roi qui s'étaient rendus à la vue de ce port, le Pacha me fit-il saluer de quatre coups de canon, tandis que je passais sous la forteresse. Ayant divisé le salut de neuf coups de canon qu'il fit tirer ainsi : cinq coups pour les vaisseaux du Roi, et ayant fait faire une pause d'environ deux minutes, il en fit tirer quatre autres, qu'il dit au sieur Tussac, premier drogman, être pour moi. Les vaisseaux du Roi répondirent à ce salut de neuf coups de canon. »

S'il évitait les honneurs exceptionnels que lui destinaient les Turcs, à plus forte raison Maillet dissuadait-il les nations de lui organiser des réceptions trop coûteuses. En racontant au conseil de Marine l'arrivée de l'Inspecteur à Tripoli, le Consul Monhenault rapporte qu'il aurait pu obtenir du Pacha de la ville les mêmes honneurs jadis rendus à Gastines, mais qu'il avait obéi à ses instructions en s'abstenant d'obérer le budget de l'Echelle à l'occasion de la visite de Maillet. Il se borna donc à faire en sorte que les six tours de la place saluassent les vaisseaux français de deux coups de canon chacun; lui-même vint, à la tête de la nation, recevoir Maillet au débarcadère et accueillit Duquesne de la même manière le lendemain.

L'Inspecteur et le Commandant continuaient à se montrer l'un envers l'autre extrêmement jaloux d'honneurs et de pouvoirs. Non seulement Maillet s'opposa à ce que Duquesne l'accompagnât « dans les Echelles éloignées de la Marine », mais il

1. C'est-à-dire Grand-Amiral de Turquie.

refusa de lui communiquer les informations qu'il y avait recueillies. Aussi Duquesne le fit-il suivre à Alep par un de ses officiers, M. d'Héricourt, non sans regretter de n'avoir pu s'y rendre en personne, parce que, certaines questions divisant les nations française et anglaise, il lui revint que « M. de Maillet n'avait cherché qu'à les aigrir de plus en plus. » Susceptibilités et rivalité ne désarmèrent donc ni d'une part ni de l'autre, et, si l'on songe que la tournée dura près d'un an, on est conduit à présumer que le diplomate et le marin s'en gâtèrent bénévolement le plaisir.

Un différend d'un autre genre nous montre l'Inspecteur dans son rôle d'arbitre entre les Consuls et les marchands. L'arbitre, bien qu'ancien Consul, n'est pas, comme on pourrait le croire, suspect de partialité envers le représentant du pouvoir central. Les ordonnances provisoires que Maillet rendit à Alep ne donnèrent pas toujours satisfaction au Consul Péleran, qui écrivait au conseil de Marine, en réfutant une requête présentée à l'Inspecteur par les députés de la nation : « C'est l'unique fruit de ses perquisitions qui soit venu à ma connaissance; s'il emporte d'autres plaintes contre moi, il aurait dû me les communiquer pour que j'y répondisse, et son silence là-dessus les doit rendre fort suspectes. » Maillet ne se faisait pas scrupule en effet d'avertir le conseil de Marine de tout ce qu'il trouvait à reprendre dans la conduite des Consuls. L'assiduité à leurs fonctions, un état de maison convenable, mais simple : telles sont les deux considérations auxquelles il s'arrête de préférence. Il reproche à Monhenault de s'être choisi « à plus d'une journée de Tripoli une habitation dans le Mont-Liban, où il passe quatre ou cinq mois tout de suite, au point qu'une affaire ayant succédé un jour de samedi, il ne put être de retour à Tripoli que le mardi suivant... Pendant le séjour que j'ai fait à sa maison, ajoute Maillet, il a toujours eu beaucoup d'officiers à sa table et beaucoup de domestiques, et il faisait état de faire payer à la nation ces dépenses, qu'il monte fort haut. » On voit que les Consuls avaient dans l'Inspecteur un hôte dangereux et un témoin souvent indiscret. Ce qui excuse en quelque sorte l'indiscrétion de cet hôte et témoin, c'est qu'il offrait toujours au Consul de lui payer une pension de trois sequins par jour. Voici comment un Consul, Péleran, accueillit cette offre : « Je ne jugeai pas qu'il me convînt de commencer à être aubergiste en cette occasion et c'est ainsi que je m'en expliquai à M. de Maillet pour répondre à sa proposition. »

Avant son retour en France, de l'île de Nio, où il avait fait escale, Maillet adressa au conseil de Marine, en janvier 1719, des mémoires particuliers sur chacune des cinq grandes Echelles qu'il avait visitées dans le Levant, ainsi qu'un mémoire d'ensemble sur le régime des Echelles, en vue du règlement général que préparait le conseil. A son arrivée à Marseille, il tint de nouvelles conférences avec la Chambre du commerce et proposa au conseil une autre constitution de ce corps. Enfin, il envoya au comte de Toulouse un état des dépenses de chaque Echelle et un projet de règlement en dix-sept articles. De son côté, Duquesne fit un rapport détaillé, qui contient sur la protection accordée aux caravaneurs, sur la concurrence étrangère, sur les garan-

ties à donner aux nations contre les Consuls, des vues fort justes. Tout ce travail préparatoire semblait présager quelque modification importante. Mais le conseil de Marine se borna à rappeler les nations à l'observation des règlements et à signaler aux Consuls tous les abus mentionnés dans les lettres et les mémoires de Maillet. L'inspection de ce dernier ne fut suivie que d'une seule réforme : l'Arrêt de 1718 fut rapporté, la perception des droits de consulat enlevée aux Consuls et le paiement de leurs appointements rendu à la Chambre du commerce. (Arrêt du Conseil d'avril 1721). Duquesne et Maillet lui-même, instigateur de l'Arrêt de 1718, avaient été contraints d'en reconnaître et d'en dénoncer les mauvais effets. « De la façon dont les droits consulaires se lèvent aujourd'hui, écrivait le premier, il en résulte une inégalité qui rend certaines Echelles plus chargées que les autres et certains Consuls plus ou moins opulents selon la force et la quantité du commerce qui se fait dans leur Echelle. » L'Inspecteur, avisant aux moyens de remplacer ces taxes par un droit unique dont la perception appartînt soit aux Consuls, soit à la Chambre du commerce, écrivait à son tour : « ce dernier serait le moins sujet à plaintes. » Ainsi la minutieuse inspection de Maillet avait abouti à la reconstitution pure et simple du régime existant en 1715.

*
* *

III. — Depuis la résurrection des Ministères et la suppression du conseil de Marine ¹, on remarque chez les secrétaires d'Etat qui dirigèrent ce département un vigilant souci de conserver intact, dans ses parties essentielles, le régime sous lequel vivaient les Echelles du Levant et, comme ils le disaient eux-mêmes, de « tenir la main à son exécution. » La correspondance échangée entre les Ministres, la Chambre du commerce, les Ambassadeurs du Roi à Constantinople, les divers Consuls, fait d'ailleurs foi d'une sollicitude, d'une activité, qui assurèrent aux Echelles, pendant cette période, une administration supérieure attentive.

La réputation de légèreté du comte de Maurepas contraste, en particulier, avec le zèle et la compétence qu'attestent encore les lettres signées, sinon rédigées, par ce Ministre pendant son long séjour à la Marine, de 1724 à 1749. En parcourant la correspondance de M. Rouillé (1749-1754), on est confirmé dans l'idée qu'il était plus à sa place à la Marine qu'aux Affaires Etrangères. L'administration du duc de Choiseul et de son cousin, le duc de Praslin (1761-1770), fut un véritable bienfait pour les Echelles. Enfin même la correspondance de Ministres d'une moindre notoriété, tels que MM. de Machault et Berryer, leur fait le plus grand honneur, à moins qu'il ne faille en reporter le mérite sur leurs commis. La part des Premiers-Commis dans l'activité du Ministère de la Marine, sous l'administration de tous les titulaires du portefeuille, est en effet prépondérante pendant tout le cours du XVIII^e siècle.

Quoi qu'il en soit, la sollicitude des Ministres, qu'on prenne ce mot dans le sens

1. En 1723.

impersonnel ou personnel, fut constante et ne laissa rien à désirer; et jamais aussi l'intervention du pouvoir central ne s'exerça avec une telle minutie. La plus stricte exactitude est exigée des Consuls dans l'envoi des statistiques qu'ils doivent adresser au secrétaire d'Etat. « Il y a longtemps, leur écrit Maurepas¹, que j'examine les états, que vous avez ordre d'envoyer, du commerce qui se fait et du nombre de bâtiments français qui arrivent dans votre Echelle, sans qu'il m'ait été possible de connaître le véritable progrès de ce commerce, par le peu d'attention que vous avez eu d'en instruire avec la régularité qui a été recommandée... Il ne doit pas y avoir la moindre négligence de votre part, soit pour le temps dans lequel je vous demande ces états et mémoires, soit pour l'exactitude et la netteté du travail... Vous ne devez manquer aucune occasion, quand vous m'écrivez, de me faire savoir l'état auquel se trouvera le commerce de votre Echelle dans tout ce qui le concernera. » Aucun objet, fût-il même étranger au commerce, n'est indifférent au Ministre et ne doit être passé sous silence : « Je serai bien aise, écrit Maurepas à un Consul², lorsqu'il y aura, dans l'étendue de votre Consulat ou dans les pays voisins, quelque événement de révolution ou matière curieuse, que vous m'en fassiez part par des mémoires particuliers, tant celles qui peuvent avoir rapport à l'histoire, à la religion, aux coutumes et mœurs du pays, qu'aux nouvelles découvertes en physique, en antiquité, de même que sur les météores et phénomènes extraordinaires, qui peuvent paraître dans le ciel et sur la terre. »

S'il exige plus de zèle et de vigilance de la part des Consuls, le Ministre veut aussi que leurs fonctions soient plus honorées et leur autorité plus respectée. En 1726, Maurepas ordonne la lecture publique d'une lettre dans laquelle il blâme l'insubordination d'un marchand, « afin, dit-il³, que tous les négociants, soient plus sages et ne manquent plus aux égards et à la considération qu'ils doivent au caractère de Consul... et pour que ceux qui composent l'assemblée ne puissent ignorer le risque qu'ils auront à courir en s'oubliant encore comme ils avaient fait. » L'Ambassadeur du Roi à Constantinople, de qui relèvent tous les Consulats du Levant, a mission de faire respecter l'autorité consulaire par les nationaux français des Echelles et de réprimer toute infraction de leur part à une discipline, dont il sait, au besoin, rappeler la nécessité aux Consuls eux-mêmes, s'il les trouve débonnaires : « Il ne convient en aucune façon, leur écrit-il, que les négociants tiennent des actes à leurs Consuls et moins encore pour blâmer leur conduite. Ils peuvent tout au plus faire des représentations aux supérieurs. Mais c'est une chose contraire à la subordination que des négociants viennent, par un acte public, blâmer la conduite de leur Consul. L'esprit d'aigreur et de passion qui se glisse toujours dans ces sortes d'actes, quelquefois même dans les réponses que les Consuls y font, ne peut avoir que des suites contraires au bien du service. »

1. Le 4 février 1728.

2. Le 31 octobre 1725.

3. Le 18 décembre 1726.

De la part des vice-consuls ou Consuls d'une même circonscription, Maurepas exige une obéissance passive aux ordres du Consul-chef : « S'il était capable de vous en donner qui fussent contraires aux règlements et au bien du service, vous ne seriez point responsables des suites qu'ils pourraient avoir¹. » En retour de leur soumission à leurs supérieurs, le Ministre leur assure celle de leurs ressortissants : « Toutes les personnes qui composent un Consulat sont, écrit-il, pourvues et entretenues par le Roi; la nation, pour le service de laquelle elles sont établies, leur est subordonnée et leur doit subordination. »

Ni Maurepas, ni Praslin ne cessèrent de demander aux députés de la nation la plus scrupuleuse exactitude dans la comptabilité des Echelles, qu'ils se faisaient soumettre après la révision des états de recettes et dépenses par la Chambre du commerce. Ceux qui se rendraient coupables de négligence dans leur correspondance commerciale, financière, administrative avec la Chambre seraient privés de leur traitement, tenus responsables des dépenses extraordinaires faites sans qu'ils en eussent rendu compte, ou même rappelés en France. Le Ministre ne tolère pas qu'aucun député prenne des libertés avec la soumission due aux décisions de ses chefs hiérarchiques. Un député a-t-il transmis en France une protestation contre une mesure décidée par l'Ambassadeur du Roi? « Comme s'il était permis, lui écrit Maurepas, de ne point se conformer aux ordres que les Ambassadeurs donnent avec connaissance de cause sur les affaires concernant le commerce! Cette démarche me fait juger que l'esprit d'insubordination et de cabale règne toujours parmi les nationaux de votre Echelle. »

Tant de zèle et d'activité procédaient du désir de développer un commerce que les Ministres considéraient comme d'un intérêt vital pour la France. « L'attention particulière, écrit Choiseul-Praslin à la Chambre², que je me propose de donner à tout ce qui pourra rendre mon ministère avantageux au commerce de votre place et à celui du Levant me fait envisager avec regret la situation forcée où l'un et l'autre se trouvent par une suite inévitable des événements de la guerre, mais avec le désir et l'intention de ne négliger aucun des moyens qui dépendront de moi pour y apporter le remède, la protection et les encouragements possibles, jusqu'à ce que des circonstances plus favorables permettent de travailler plus efficacement à redonner à cette partie essentielle sa première activité. »

Si l'administration des secrétaires d'Etat de Louis XV pèche par quelque endroit, c'est par excès de minutie, d'intervention, de rigueur, plutôt certes que par négligence. Jamais ordonnances ne furent interprétées plus strictement ni exécutées plus à la lettre que celles du Levant sous Maurepas, Machault, Berryer, Rouillé ou Praslin. Afin d'exercer plus commodément sa surveillance et, pour ainsi dire, sa haute police sur les résidents, le Ministre veut les connaître nominalement. En 1731, Maurepas en demande la liste exacte avec l'indication de leur profession, en distinguant négo-

1. 31 octobre 1736.

2. Novembre 1761.

ciant, artisans, commis et domestiques. Se jugeant insuffisamment renseigné, il ordonne en 1733 que pareille liste lui soit envoyée à la fin de chaque année. C'est à la Chambre que Praslin s'adresse en 1763 pour l'envoi d'un « état général de toutes les maisons de commerce existantes dans les Echelles du Levant. » Jamais les demandes de certificats de résidence ne furent examinées avec plus de soin : la demande devient un véritable placet, dans lequel le requérant fait valoir ses services, ses titres et ceux de ses ancêtres¹. Quoique le soin de délivrer l'autorisation soit confié à la Chambre, il est rare qu'une demande de résidence dans une grande Echelle ne passe pas par les mains du Ministre. Ici la rigueur s'explique par le dessein, commun à la Chambre et aux Ministres, de réduire le nombre des négociants des Echelles.

Le Ministre apprend-il qu'il s'est glissé dans les Echelles plusieurs négociants ou artisans français non munis du certificat de la Chambre, sans lequel ils n'auraient pas dû s'embarquer? Ordre est aussitôt donné aux Consuls de refuser impitoyablement tout Français débarquant dans leur Echelle sans ce certificat. C'est le 24 mai 1724 que cet ordre est transmis à tous les Consuls en Levant; Maurepas le renouvelle à l'un d'eux le 14 juin 1736.

Ce petit nombre de sujets du Roi admis à résider dans les Echelles après avoir montré patte blanche, encore le Ministre n'entend-il pas renoncer à les récupérer pour le Royaume. Informé « qu'ils contractent souvent dans le Levant, dit une Ordonnance du 21 mars 1731, des habitudes qui les y attachent pour toujours et leur font perdre l'idée de revenir dans le Royaume pour jouir du fruit de leur travail, ce qui prive l'Etat du bien et des personnes de ces Français », le Ministre arrête qu'au bout de dix années à compter du jour de cette Ordonnance ils devront rentrer en France et les Consuls les y contraindre. Leurs successeurs ne pourront résider que dix ans dans les Echelles où ils les remplaceront. Un an avant l'expiration du terme fixé par l'Ordonnance de 1731, Maurepas², sachant que nos nationaux des Echelles ne se disposaient nullement à repasser en France et comptaient sur des délais pour recouvrer les sommes qui leur étaient dues par des indigènes, avertit leurs Consuls qu'aucun répit ne leur sera accordé, qu'aucune représentation de leur part ne sera écoutée. Que si la crainte de leur porter un trop grave préjudice oblige cependant le Ministre à leur octroyer ensuite une prorogation de cinq ans, c'est « par grâce et sans tirer à conséquence pour l'avenir. » De fait, Maurepas tient la main à ne pas laisser étendre sa concession de cinq années supplémentaires et, à l'échéance de quinze années de résidence, chacun doit plier bagages. Cette mesure n'a pas pour seul but d'empêcher l'expatriation indéfinie des Français qu'elle vise; elle répond aussi au désir d'éviter l'encombrement des Echelles, les nouveaux arrivants, joints aux résidents établis

1. En 1733, les sieurs Estelle et Audimar demandent à aller s'établir à Seyde. Ils représentent au Ministre que les engagements qu'ils ont pris à cet effet seraient susceptibles de les ruiner, si leur projet n'était pas mis à exécution; que leurs pères ont exercé avec probité les

charges municipales de Marseille; que l'un d'eux, « étant Echevin au temps de la contagion, a reçu du Roi des lettres de noblesse et de S. A. R. Mgr le duc d'Orléans des marques personnelles de sa satisfaction ».

2. 15 février 1740.

avant eux, « grossissant le nombre des négociants d'une manière disproportionnée au commerce qu'ils peuvent faire. » Elle se rattache donc au même principe que la délivrance d'une autorisation pour passer en Levant et que l'épluchage des titres du requérant.

Combien l'appât du gain doit-il être puissant chez les hommes, pour qu'un bail de quinze ans, puis de dix ans avec le Levant paraisse court aux marchands qui n'ont licence, ni d'y conduire leur famille, ni d'en fonder une ! On peut trouver excessive la sévérité d'Ordonnances telles que celles du 20 juillet 1726, qui abroge la permission accordée par un Arrêt de 1716 aux femmes et aux filles de Français établis dans le Levant d'y « aller faire leur résidence », et qui interdit d'une manière absolue à ces mêmes Français de se marier en Levant, même avec des Françaises¹. Depuis lors, Maurepas et Praslin sanctionnèrent cette interdiction par des incapacités civiles et revinrent souvent, dans leurs lettres aux Consuls, sur la nécessité de n'y pas tolérer la moindre infraction². Loin de s'écarter des principes qui avaient guidé les réformateurs du xvii^e siècle, leur administration s'efforçait donc de les maintenir, peut-être avec trop de rigueur.

Pour une tâche aussi ardue que cette surveillance et cette ingérence perpétuelles, le secrétaire d'Etat et ses services ont besoin de l'assistance de corps techniques. Le Ministre de la Marine, en ressuscitant de ses cendres après la suppression du conseil de Marine qui avait existé de 1715 à 1723, trouva auprès de lui un organisme consultatif, institué l'année précédente, en 1722. C'est le Bureau du commerce, établi à Paris, composé de conseillers d'Etat et de quatre Intendants du commerce, choisis parmi les maîtres des requêtes et ayant chacun dans leur ressort un certain nombre de provinces du Royaume. Ce bureau, qui se substitue à un conseil du commerce dissous cette année-là, étudie les affaires et prépare la besogne au Ministre, toujours libre pourtant de ne pas le consulter. Les grandes villes de France y délèguent chacune un « député du commerce ». Le Ministre et ses services recourent, en fait, habituellement à lui pour tout ce qui doit faire la matière d'arrêts ou de règlements.

Un second corps auxiliaire du Ministère de la Marine pour l'administration des Echelles du Levant et l'exploitation de leur trafic n'est autre que la Chambre du commerce de Marseille, dont le rôle a déjà été défini. La Chambre du commerce, par

1. Le texte de cette Ordonnance fait connaître les motifs qui l'ont fait rendre. « Sa Majesté a été informée que les femmes et filles des négociants qui sont nés dans les Echelles ou qui y ont passé y sont sans instruction et sans éducation pour la religion et les mœurs et peuvent donner lieu à des désordres qui attirent les avanies de la part des Turcs ». Une autre Ordonnance du 25 août 1728 s'exprime ainsi : « Ceux qui sont nés en Levant de Français et de femmes du pays continuent de s'y marier sans vouloir se soumettre aux règlements qui le

leur défendent. Ces mêmes Français ne connaissant pas d'autres parents que ceux qui sont dans le pays, prennent leurs sentiments, s'associent avec les étrangers et protégés et autres, quand leurs pères sont morts, prêtent le plus souvent leur nom aux étrangers pour négocier en France... », etc...

2. En 1728, Maurepas accorda à la femme d'un négociant de Tripoli de Syrie l'autorisation d'y résider deux ans, mais « sans que cette grâce puisse être tirée à conséquence contre les Ordonnances rendues sur ce sujet ».

son anonymat, échappe plus au jugement qu'un département ministériel, dont on rapporte forcément les actes au nom du secrétaire d'Etat qui les signe. Tout semble prouver qu'elle s'est acquittée de ses fonctions avec autant d'intelligence que de zèle. Tel n'était pourtant pas, au début du XVIII^e siècle, l'avis d'un des plus habiles Ambassadeurs du Roi à Constantinople, le marquis de Bonnac. Dans un rapport adressé au Roi en 1720, Bonnac critique la direction supérieure du commerce du Levant. « Ce n'est pas, dit-il, qu'il n'y ait une espèce de forme de gouvernement; mais ce gouvernement, si on l'ose dire, est un gouvernement mécanique, qui ne s'occupe que du moindre des objets de la direction d'un si grand commerce. » Cet objet secondaire consiste dans la perception des droits. « C'est la Chambre du commerce, continue l'Ambassadeur, qui est regardée comme la directrice générale du commerce du Levant : mais toute sa direction consiste à recevoir les droits que le Roi lui a attribués pour le paiement des dépenses dont elle est chargée, tant dans le Levant qu'à Marseille, et à faire rendre les comptes de celles qui se font dans le Levant par les députés des Echelles. » Mais sur les conditions des achats et des ventes, la quantité et la nature des marchandises à expédier, Bonnac déplore que jamais ne soit venu d'elle un projet de règlement. Selon lui, le mal résultait de la composition de la Chambre : seul l'Archivairer était compétent et rompu aux affaires; les Echevins et les députés, ou bien étaient ignorants, ou bien ne songeaient qu'à leurs propres affaires. Comme l'auteur de ces critiques tenait pour inopportun tout vestige de liberté commerciale et jugeait le moment venu d'établir « une proportion fixe des marchandises d'envoi et de retour », de réglementer strictement les opérations des maisons installées dans les Echelles, il est à présumer que son jugement quelque peu sévère sur la Chambre du commerce vient de ce que le besoin d'une telle réglementation ne se faisait pas autant sentir aux négociants composant ce corps. La conclusion du rapport de Bonnac n'est d'ailleurs pas sans contraster légèrement avec les plus accentuées de ses appréciations : « Tout ce qu'on peut dire en général de l'administration des Echelles est que, dans l'état où sont les choses, elle est bonne, mais peut devenir meilleure si on réforme la Chambre et qu'on la mette sur un pied plus convenable. » Pratiquement, il proposa en effet de laisser à celle-ci son rôle éminent dans la direction du commerce du Levant, mais de changer sa composition.

La réforme qu'il demandait ne fut accomplie qu'en 1751 : au lieu de quatre députés et de huit conseillers renouvelés par moitié chaque année, la Chambre fut alors composée, outre les quatre Echevins, de douze députés nommés pour six ans. Mais, dans l'intervalle, elle avait donné à Bonnac un éclatant démenti en participant très utilement à l'élaboration de ces règlements commerciaux qu'il jugeait nécessaires au bien des affaires. Sa composition sera modifiée de nouveau en 1779 par une Ordonnance royale qui réduira le nombre de ses membres de seize à neuf, un Echevin président et huit députés. La même Ordonnance réservera au Roi la nomination de l'Archivairer, dont elle augmentera l'importance, et le droit de sanctionner le choix du trésorier.

A partir de ce moment, il ne sera plus rien changé à l'organisation de la Chambre jusqu'à sa disparition. Sans doute les deux réformes de 1751 et 1779, qui ont eu pour but autant de la mieux assujettir au pouvoir royal que d'améliorer son fonctionnement, parurent-elles réaliser suffisamment sa subordination. Bien que les Ministres de la Marine, très jaloux de leur autorité, aient constamment veillé à ne pas la laisser empiéter sur leur initiative et l'aient parfois rappelé sèchement au sentiment de sa dépendance; bien que les Ambassadeurs et les Consuls, ne relevant officiellement que du Gouvernement royal, aient quelquefois regimbé contre elle, son rôle n'en est pas moins resté très actif et très vaste, son influence sur les affaires très considérable, comme l'exigeaient des attributions qui lui confiaient « l'administration générale du commerce des Echelles du Levant et de Barbarie. »

Le reproche de Bonnac à la Chambre, sa critique de la direction supérieure du commerce de la France avec le Levant viennent de nous montrer en lui un observateur attentif des intérêts économiques remis à sa garde. Les Echelles bénéficièrent en effet de talents souvent remarquables et de la vigilance généralement assidue de nos Ambassadeurs à Constantinople, ainsi que du crédit exceptionnel dont la France jouit auprès de la Cour ottomane, au moins jusqu'en 1756. Les diplomates qui rencontrèrent dans leur mission politique le plus d'occasions d'agir et de briller, le plus de difficultés et de succès, furent aussi ceux qui apportèrent à l'administration des Echelles le plus d'activité: Bonnac (1716-1724), le marquis de Villeneuve (1728-1741), le chevalier de Vergennes (1755-1768). A côté d'eux, le vicomte d'Andrezel (1724-1727), le comte de Castellane (1741-1747), et le vicomte des Alleurs (1747-1754) eurent à tous égards une carrière plus effacée. Cette énumération ne comprend que les noms des Ambassadeurs en fonctions jusqu'en 1768 : la fin du siècle en verra, sous la Monarchie, deux autres, qui ne le cèdent en rien aux plus actifs de la période précédente.

« Quand Sa Majesté, dit Bonnac ¹, choisit un sujet pour cette Ambassade, elle lui confie en même temps le plus grand intérêt peut-être de son Etat au dehors, puisqu'elle le charge de la protection de la religion dans les Etats du Grand-Seigneur et des Saints-Lieux de Jérusalem, de la direction du plus utile des commerces auxquels ses sujets s'appliquent, et qu'elle lui met pour ainsi dire entre les mains la balance la plus certaine de la puissance de la maison d'Autriche. » Nos Ambassadeurs, et spécialement les meilleurs, eurent garde, au XVIII^e siècle, de négliger le second point de cette belle définition. Avant de s'embarquer à Marseille sur le navire de guerre qui devait les transporter à Constantinople, ils tinrent chacun plusieurs conférences avec la Chambre du commerce. « M. de Villeneuve, écrit à celle-ci le Ministre Maurepas ², doit avant son départ conférer avec vous sur l'état actuel du commerce du Levant et sur les moyens de l'augmenter et réformer les abus qui peuvent s'y être introduits. Il est nécessaire que vous prépariez à l'avance les affaires que vous aurez à lui commu-

1. Dans son mémoire au Roi de 1720.

2. 11 août 1728.

niquer, afin qu'à son arrivée à Marseille, il puisse entrer en conférence avec vous. » La Chambre remit à Villeneuve, comme à ses prédécesseurs, un mémoire, véritable instruction moins le nom, qui résumait leurs entretiens. Il était d'usage, nous apprend le vicomte d'Andrezel¹, que le nouvel Ambassadeur en discutât les divers articles avec son prédécesseur et avec les députés de la nation et répondit point par point à la Chambre dans les premiers temps de son Ambassade : c'est ce que fit notamment le vicomte de Castèllane par une lettre du 6 juin 1741. Pendant toutes leurs missions, nos Ambassadeurs ne cessèrent, selon la belle expression de l'un d'eux, « d'être l'âme et le soutien de notre commerce dans le Levant » et d'entretenir avec la Chambre des rapports empreints de cette « confiance réciproque », dont Bonnac recommandait à celle-ci de ne jamais se départir. Aussi devaient-ils être fiers, une fois au terme de leur mission, de pouvoir écrire sans forfanterie : « J'ai non seulement protégé constamment notre commerce, mais j'ai tâché aussi de le rectifier et de le bonifier en plusieurs points. Il a augmenté considérablement dans les premiers temps de mon Ambassade. Le désordre que les infortunes de votre ville² avaient causé est quasi entièrement rétabli... Il me paraît que je laisse le commerce en bon état.³ » La Chambre leur rendait justice, les félicitait de leurs succès diplomatiques et se réjouissait encore, plusieurs années après leur rappel, de les voir élevés au Conseil d'Etat ou au Ministère des Affaires Etrangères. On la voit, en de telles occasions, adresser ses compliments à Villeneuve, à Vergennes, qui l'en remercient chaleureusement.⁴ Sa reconnaissance était pour eux la plus délicate des récompenses : « Je suis ravi, écrit Villeneuve, que vous soyez satisfaits des soins que je me suis donnés pour le bien de notre commerce. Il est certain que je m'y suis attaché autant qu'il a dépendu de moi.⁵ »

Quand ils se seraient contentés de remplir avec succès leur mission politique, nos Ambassadeurs auraient encore servi les intérêts des Echelles. La répercussion des événements diplomatiques sur la situation et le commerce des Français est immédiate. Les avantages commerciaux sont la monnaie dont la Turquie paie les services diplomatiques de la France. Il est curieux d'observer que le profit que l'on songea à tirer du crédit de Bonnac, affermi par deux médiations entre les Turcs et leurs ennemis (1720 et 1724), est précisément celui que Villeneuve obtiendra ensuite pour prix de sa brillante médiation entre la Porte, l'Autriche et la Russie. En effet, la veille du jour où il devait quitter Paris, Mehemet-Effendi, Envoyé Extraordinaire de Sa Hautesse le Sultan

1. En 1724.

2. La peste de 1720 à Marseille.

3. Bonnac, 1724.

4. Villeneuve répond à une lettre de la Chambre, le 26 février 1740 : « Je suis très sensible à tout ce que vous voulez bien me dire d'obligeant sur le succès de mes négociations. Je connais trop bien vos sentiments pour ne pas être persuadé que vous y avez pris quelque part et je vous en fais mes remerciements ». Et encore le

26 mai 1740 : « On ne peut être plus flatté que je le suis de la part que vous avez bien voulu prendre à la grâce que le Roi m'a faite en m'honorant d'une place de Conseiller d'Etat. Ce que vous me dites de gracieux à ce sujet me touche sensiblement ». La Chambre complimenta le Chevalier de Vergennes, quand le Roi le fit comte, puis quand il devint ministre des Affaires Etrangères.

5. 30 septembre 1740.



Audience de l'Ambassadeur de France (M. de Saint-Priest) chez le Grand Seigneur,
d'après une gouache d'ANTOINE DE FAVRAY, appartenant à Mme AUGUSTE BOPPE.



Audience de l'Ambassadeur de France (M. de Bonnac ou M. d'Andrezel) chez le Grand-Vizir,
d'après une gouache de J.-B. VAN MOUR, appartenant à Mme AUGUSTE BOPPE.

LIBRARY
OF THE
UNIVERSITY OF ILLINOIS

auprès de Louis XV, reçut du Cardinal Dubois, premier Ministre, un paquet cacheté qui contenait un mémoire sur le renouvellement des Capitulations. Bonnac, quand ce document lui tomba sous les yeux, constata que c'était la reproduction à peu près textuelle d'un mémoire que lui-même avait adressé à Versailles sur le même sujet. La négociation toutefois n'eut pas de suite, parce que l'Ambassadeur ne la jugeait plus opportune. « Les Consuls et marchands, dit-il, sont à la vérité un peu plus modérés que les religieux; mais ils ne manquent guère, à l'arrivée d'un nouvel Ambassadeur, de lui proposer sur de très médiocres sujets le renouvellement des Capitulations comme une chose nécessaire et facile...¹ Il ne faut pas croire qu'un Ambassadeur, quelque habile qu'il puisse être, en vienne à bout sans des présents considérables. » Les titres exceptionnels que Villeneuve avait à la gratitude de la Porte lui permirent, une vingtaine d'années plus tard, de réussir sans en passer par là. Les Capitulations de 1740 confirmèrent et précisèrent nos privilèges commerciaux, augmentèrent la sécurité des Français et « définirent avec une si heureuse précision le régime attribué à nos nationaux, que le besoin de les renouveler ne se fit plus sentir. »² La Chambre du commerce ne se méprit pas sur les conséquences d'un tel acte et en manifesta sa satisfaction. « Je suis ravi, lui répond Villeneuve³, que vous soyez satisfaits des avantages que j'ai tâché de procurer au commerce par le traité de renouvellement de nos Capitulations. »

Notre crédit et celui de nos Ambassadeurs auprès de la Porte, pendant ces heureuses années, se traduisaient aussi par une prompte et éclatante réparation des abus de pouvoir de certains Gouverneurs ottomans au détriment de nos marchands. En 1740, un Turc de la secte d'Ali ayant accusé un négociant français de Seyde d'avoir maudit Mahomet, le Pacha de la ville prit prétexte de cette calomnie pour exciter la populace contre nos nationaux et leur extorquer 2.000 piastres. Avant que Villeneuve eût formulé sa réclamation, le Grand-Vizir, informé de son côté, déposa le Pacha coupable, lui fit restituer les 2.000 piastres et expédia au nouveau Gouverneur et aux Cadis de Seyde et d'Acre un commandement tel que ces officiers sussent, en le recevant, « combien Sa Hautesse avait à cœur d'entretenir l'amitié qui est depuis si longtemps et qu'il prie Dieu de conserver et d'augmenter entre l'Empereur de France et sa Sublime Porte. »

Plus tard, quand l'alliance franco-autrichienne eut refroidi nos rapports avec le Grand Seigneur et que Vergennes dut employer ses talents à empêcher un rapprochement de la Turquie avec l'Angleterre et la Prusse, le sort et les intérêts de nos nationaux des Echelles furent une des préoccupations maîtresses de cet Ambassadeur et de

1. En effet, Péleran, Consul à Alep, écrivait en 1716 : « Il y a très longtemps que j'ai représenté que les Capitulations que nous avons avec le Grand-Seigneur sont fort défectueuses et qu'il serait nécessaire de les renouveler pour y ajouter ce qu'il y manque et en retrancher ce qu'il y a de vicieux. Aujourd'hui que le Roi envoie

un nouvel Ambassadeur à la Porte (c'était Bonnac), et que les Turcs ont de grandes raisons de ménager les amis qui leur restent, il me semble que ce serait un temps favorable pour obtenir ce renouvellement ».

2. A. Vandal, *op. cit.*

3. 12 octobre 1740.

son chef, le duc de Choiseul. En 1761, la Porte, enhardie par les victoires de nos ennemis, a menacé la France d'une rupture, si la Cour de Versailles n'obtient pas de l'Ordre de Malte la restitution de la Galère-Capitane, enlevée par des corsaires maltais. Qu'advierait-il des marchands français qui résident dans les Echelles, si les relations venaient à être rompues entre notre pays et la Turquie? Telle est la question que se posent aussitôt Choiseul et Vergennes, dans l'hypothèse d'une rupture. « Le Roi ne pouvant plus protéger ses sujets, soit religieux, soit marchands, l'effet des Capitulations étant suspendu, je ne vois pas trop, écrit Vergennes, quelle autre puissance voudrait ou pourrait se charger de leur protection. Mais si les Turcs ne les contraignaient pas dans le premier moment à partir, je crois qu'avec de la sagesse, de la circonspection et de la discrétion, ils pourraient se soutenir par eux-mêmes, d'autant plus qu'il ne me semble pas que l'orage pût être de durée. » L'orage fut évité; mais on voit que, dans une conjoncture aussi grave que l'accession de la Turquie à l'alliance de Londres et de Berlin, l'intérêt du commerce et des Echelles n'était pas oublié.

*
* * *

IV. — Pénétrons maintenant dans la vie des nations qui se meuvent sous l'administration des Maurepas, des Choiseul, sous la protection des Bonnac et des Villeneuve. Quels étaient, au XVIII^e siècle, dans les Echelles de Syrie et de Palestine, la vie des diverses personnes qui composaient une nation, les rapports de ces personnes entre elles et ceux de la nation avec les indigènes?

La nation française se composait de deux éléments principaux : des résidents français, régisseurs, facteurs et artisans; des clients de la France, religieux et protégés. Les conditions d'existence des Français, qu'elles soient prescrites par leurs règlements ou imposées par l'état social du pays où ils vivent, découlent toutes d'un double principe : les Français ne doivent jamais se présenter aux Turcs qu'en corps de nation, en communauté ; la nation doit avoir, autant que le permettent les exigences du commerce, une existence séparée de celle des Turcs. Cherchons-en l'application d'abord dans les actes de la vie qui sont étrangers au commerce, ensuite dans l'exploitation même du commerce.

La réunion des individus en nation « prend une forme matérielle et visible »¹ dans le domicile commun qui en abrite tous les membres. Ces sortes de groupements ne sont pas pour nous surprendre dans des villes orientales, où les étrangers continuent souvent de nos jours à se rassembler par nationalités, races et même professions. Mais nulle part le caractère exclusif et commun à la fois du domicile des Français ne se manifestait plus aux yeux que dans les Echelles de Syrie et de Palestine. Ce n'était pas, comme en Egypte, dans un quartier distinct ou « contrée » qu'ils habitaient, ni, comme à Tunis, Alger et Tripoli de Barbarie, dans une agglomération de maison-

1. A. Vandal, *op. citat.*

nettes entourant le « fondouk », mais dans un « khan », qui contenait les appartements de tous les marchands et, la plupart du temps, ceux du Consul et de quelques religieux¹. Toutes les villes de Syrie et de Palestine et Constantinople elle-même montrent encore un grand nombre de ces édifices rectangulaires, construits tantôt en briques, tantôt en pierres, fermés par une lourde porte de fer ou de bois cloûté, présentant de l'extérieur l'aspect d'une forteresse. Sur les quatre côtés d'une cour intérieure, au milieu de laquelle s'élève généralement une fontaine, règnent deux galeries d'arcades superposées : sur celle du rez-de-chaussée s'ouvraient les magasins, sur celle du premier étage les appartements des marchands. Tous les khans de Beyrouth, d'Acre et de Seyde sont sur le même modèle : seuls, ceux de Damas sont d'une architecture plus belle; construits en pierres blanches et noires juxtaposées, leurs portes principales sont ornées comme celles des mosquées et leurs cours intérieures couvertes de jolies coupoles. Les résidents français ne pouvaient se soustraire à l'obligation de loger dans le khan. Un règlement de Villeneuve ordonne que « généralement tous les négociants français résidant dans l'Echelle de Seyde seront logés dans le khan de la nation et, à cet effet, ceux qui devront venir de Marseille pour faire des établissements dans ladite Echelle seront tenus de s'informer, avant leur départ, s'il y a des appartements libres dans le khan, et en cas qu'il n'y en ait pas, il ne leur sera expédié aucun certificat de la Chambre du commerce... Aucune femme de négociant, artisan ou autre ne pourra loger dans ledit khan, à moins que ce ne soit par une permission expresse de Sa Majesté. »² La nuit venue, on fermait le khan et, en vertu du règlement de M. de Gastines, on en portait tous les soirs la clef au Consul; les deux négociants faisant fonction d'intendants de la santé gardaient la clef du corridor qui communiquait à l'intérieur du khan. Cet édifice se fermait aussi pour plus d'une nuit, quand le fanatisme, le brigandage, les ordres d'un Pacha mal disposé envers la nation ameutaient le peuple contre les Français, ou bien quand la peste faisait son apparition dans la ville. Il ne se passe guère d'année sans que la correspondance des Consuls ne signale, dans une Echelle ou dans l'autre, « le retour de la contagion. » Ce n'était plus alors un siège, mais un blocus volontaire que les marchands subissaient dans le khan. Cette demeure, à la fois cloître et forteresse, dans laquelle les Français s'isolaient des indigènes et se confondaient au contraire dans une vie commune et collective, elle était bien pour l'indigène la forme matérielle, palpable de leur cohésion et de leur autonomie.

Aussi, pour affirmer la solidarité devant les Turcs autant que pour la fortifier chez les Français, les manifestations de la vie nationale sont-elles multipliées à l'intérieur comme à l'extérieur du khan. En dehors des deux ou trois pièces qui forment son

1. A Tripoli de Syrie seulement, il n'y avait pas place pour le Consul dans le khan; à Seyde, le palais qu'occupait le Consul et qu'avait fait construire Fakhreddin communiquait avec le khan.

2. 1735, règlement sur le département de Seyde.

appartement particulier, il en est une autre où chaque marchand se retrouve, en quelque sorte, chez lui : c'est la « salle consulaire ». Toute maison consulaire, fut-elle distincte ou non du khan, devait contenir un salon meublé à l'européenne pour les visites des Francs, un autre installé en divan pour les visites des Turcs, enfin une pièce assez grande pour recevoir tous les marchands de l'Echelle.¹ C'est dans cette salle, ornée avec plus ou moins de luxe selon les ressources de l'Echelle, mais où étaient pendus les portraits des Rois et les armes de Marseille, au-dessus de laquelle flottait la bannière blanche fleurdelysée, dans laquelle s'ouvrait généralement la chapelle consulaire, que l'assemblée de la nation se réunissait. Que ce mot d'assemblée n'éveille pas l'idée d'une réunion nombreuse, ni solennelle : cinq, dix ou quinze marchands, selon l'importance de l'Echelle, discutant sous la présidence du Consul leur intérêt commun, voilà ce qu'est cette assemblée. Mais c'est la manifestation la plus habituelle, en même temps que la plus essentielle de la vie nationale. Et pourtant les marchands n'abandonnent pas toujours volontiers pour elle le soin de leurs intérêts respectifs. « La difficulté la plus grande, écrit le Consul de Seyde,² est celle de rassembler souvent une nation qui est continuellement occupée par le grand détail de son commerce. J'en juge par la peine qu'il y a de réunir cette nation cinq ou six fois l'année pour délibérer sur des affaires importantes, puisqu'il faut attendre des deux heures après celle qu'on a fixée et même il faut les envoyer prendre plusieurs fois. »

Les résidents français faisaient moins de difficultés pour se réunir le dimanche dans la chapelle consulaire, souvent en même temps paroisse nationale. On se figure-rait à tort une église vaste, riche, ornée avec luxe et desservie avec pompe. Le curé d'Acre décrit ainsi l'état de sa chapelle : « L'autel est une vieille table de bois, qui n'a nulle solidité et dont les bords, mangés des vers, ne sont pas unis... L'église étant petite, nous n'avons ni sacristie, ni autre chose pour tenir les ornements... Nous n'avons ni dalmatique, ni tunique de quelque couleur que ce soit, ni chasuble, ni chape, ni voile de calice; point de psautier, un encensoir de cuivre jaune, point de croix, meuble absolument nécessaire. »³ Ce dénuement n'est point un fait exceptionnel. « J'ai vu de mes yeux toutes les chapelles consulaires du Levant, écrit un consul de Seyde. Celles de Palestine nous déshonorent. Jugez-en par ce rapport fidèle : le Saint-Sacrement qui est sur l'autel de la chapelle d'Acre n'a pour tabernacle qu'une caisse, dans laquelle on avait envoyé des piastres... Mon chapelain est couvert d'une chasuble qui tombe en pièces; l'autel est tout nu. »

C'est dans cette humble chapelle qu'aux grandes fêtes de l'année, le Consul recevait, en présence de la nation, les honneurs liturgiques réservés au représentant de la France. Ces honneurs lui étaient encore rendus, il y a peu de temps, dans toutes les villes d'Orient où nous avions une mission diplomatique ou un poste consulaire, pendant la messe solennelle que l'on célébrait aux six fêtes concordataires. Les dépu-

1. P. Masson, Histoire du commerce français dans le Levant au xvii^e siècle.

2. 1735.

3. 3 avril 1723.

tés et les notables de la nation, de nos jours disséminés dans la ville, venaient chercher le représentant de la France au Consulat, à l'Ambassade ou à la Légation, l'accompagnaient à la paroisse, où il se rendait en uniforme, précédé de ses « Cawass » et entouré de tout son personnel. Le supérieur des religieux desservant la paroisse attendait le cortège à la porte, offrait l'eau bénite à l'Ambassadeur, au Ministre ou au Consul et le conduisait à la place d'honneur. Pendant la messe, les officiants l'encensaient et lui présentaient la Patène et l'Evangile à baiser. Cette cérémonie, qui s'accomplissait au ^{xix}^e siècle et au début du ^{xx}^e avec plus de pompe que jadis, était une des rares et dernières occasions où les Français parussent en corps de nation.

Au ^{xviii}^e siècle au contraire, les occasions étaient fréquentes, où la nation paraissait en corps au dehors du khan : l'arrivée d'un nouveau Pacha, une visite à rendre au Gouverneur en fonctions, l'installation d'un nouveau Consul, la tournée d'un Inspecteur, la relâche des bâtiments du Roi, la célébration d'un service religieux pour quelque naissance ou décès dans la maison de Bourbon. Dans toutes ces occasions, la nation se formait en cortège sous la conduite du Consul ou, à son défaut, du premier député, et par ordre de préséance. Ces questions de protocole avaient, aux yeux du Gouvernement, une telle importance, que l'Ordonnance du 3 mars 1781 leur consacra un titre spécial intitulé : « Relâche des bâtiments du Roi dans les Echelles du Levant, questions de cérémonial, visites, saluts, audiences. »

Chaque année, en effet, un officier de marine était désigné pour aller, avec quelques frégates, visiter les Echelles, observer l'état de leur commerce, recevoir les requêtes des résidents et surtout montrer le pavillon du Roi. Cette tradition se maintint dans les visites qu'à de plus longs intervalles, notre escadre de la Méditerranée alla faire dans les ports du Levant jusqu'à la veille de la guerre de 1914. Mais, en Syrie surtout, les Etats-Majors de nos modernes cuirassés et croiseurs étaient fêtés de manière beaucoup plus brillante que ne le furent dans les mêmes endroits, au ^{xviii}^e siècle, MM. de Camilly, de Grandpré ou Duguay-Trouin. La parcimonie des Ministres et de la Chambre s'effrayait à juste raison des dépenses que faisaient les Echelles à l'occasion de visites si souvent répétées. « Les dépenses faites tant par les Consuls que par la nation dans différentes Echelles à l'occasion des vaisseaux du Roi, écrit Maurepas,¹ sont devenues excessives. A l'avenir, les dépenses faites tant par le Consul que par la nation à l'occasion du séjour de vaisseaux du Roi ne devront pas excéder 30 livres par jour pour chaque vaisseau. »

Ce fut d'ailleurs la pensée de tous les Ministres et de la Chambre du commerce, de limiter les frais de manifestations dont ils reconnaissaient pourtant la nécessité. Ils approuvent que leurs nationaux des Echelles affirment et resserrent le lien qui les unit à la mère-patrie en célébrant par des *Te Deum* ou par des services funèbres les joies ou les deuils de la famille royale; mais ils ne veulent pas qu'il en résulte des charges excessives pour la caisse des Echelles. « Les dépenses faites pour la réjouis-

1. 17 décembre 1722.

sance à l'occasion de la naissance de Monseigneur le Dauphin, écrit Maurepas,¹ ont été portées à des sommes exorbitantes, qui augmentent sans nécessité les charges du commerce. » Ils comprennent que le rang du Consul, en même temps que la puissance du pays dont il est le représentant doivent se traduire aux yeux par certains signes extérieurs, tels que les Cawass ou janissaires qui le gardent, les domestiques qui le servent, l'état de sa maison, l'hospitalité qu'il y donne : mais ils préféreraient la représentation sans les frais, ou du moins aux moindres frais possibles. Les Consuls n'avaient généralement pas besoin d'encouragements à faire célébrer des cérémonies religieuses, dans les occasions qui en comportaient; témoin ce Consul d'Alep, qui rapporte dans les termes suivants la commémoration de la mort de Louis XIV : « Je fis faire un service à la paroisse pour le Roi défunt et le Père Armondré, Jésuite, y prononça une très belle oraison funèbre de Sa Majesté. Le lendemain, les Pères de Terre-Sainte firent aussi un service, où l'oraison funèbre fut prononcée par le Père-Curé, et j'en fis faire un autre le jour suivant dans ma chapelle. La pompe funèbre, quoique assez belle, n'a pas été aussi magnifique que je l'aurais voulu, parce qu'on est ici dépourvu d'ornements et des choses nécessaires en pareille occasion. »² Les Consuls pouvaient encore plus se passer d'encouragements à tenir leur rang : ils étaient plutôt portés à en augmenter les obligations, qui profitaient d'abord à leur bien-être. « Il y a à Tripoli beaucoup plus de gens de considération et qui font figure qu'à Seyde, écrit Monhenault. Un Consul de Tripoli est obligé de primer sur eux et sur le Consul anglais, qui est un homme riche de plus de 100.000 écus. Cette nécessité de primer est cause que j'ai dépensé plus de 15.000 francs de mon bien, loin d'avoir pu gagner le sol. »³ Mais la Chambre du commerce pensait, non sans raison, que le prestige de la nation se contentait à moins de frais que la vanité des Consuls. « Il est de l'honneur de notre nation, écrivait-elle aux députés des Echelles, de ne rien omettre de tout ce que la bienséance exige en de telles occasions, et il est en même temps de l'intérêt de notre commerce de ne le charger pas plus qu'il l'est, par des dépenses qui ne fussent pas indispensables. »⁴

Toutes les fois que les Français sortent de leur khan, leur individualité est primée par la personne morale de la nation. Celle-ci a des relations fréquentes avec les indigènes; personnellement, ses membres n'en ont pas de suivies. Aux relations habituelles d'un Français avec des Musulmans est facilement attaché le soupçon d'apostasie. Lors même qu'un Français agit, pour son commerce, sans le concours de tous ses nationaux, sans l'assistance d'un drogman du Consulat, sans l'intermédiaire du courtier de l'Echelle, en un mot sous sa responsabilité personnelle et de sa propre initiative, il conserve une sorte de caractère public : toute injure, tout dommage qui lui sont faits sont une injure ou un dommage faits à la nation; et réciproquement, tout tort qu'il cause est, nous le verrons, imputé à faute à la nation.

1. 15 août 1731.

2. 1716.

3. 1718.

4. 15 mai 1724.

Cette existence nationale et pour ainsi dire collective, c'était à peu près toute la vie de nos marchands dans les Echelles de Syrie et de Palestine. La vie de famille n'existait pas, puisque les résidents ne pouvaient, sauf très rares exceptions, ni amener leurs femmes et leurs enfants, ni se marier sur place. Que pouvait être la vie de société, dans un groupe de quinze à vingt personnes, et sans femmes? Du moins semble-t-il que les marchands vont retrouver leur individualité en s'occupant de leur commerce. Il n'en fut plus ainsi à partir du XVIII^e siècle.

Au début de ce siècle, chaque résident était encore un négociant particulier, indépendant de ses confrères, n'ayant à répondre de ses actes qu'à ses majeurs, c'est-à-dire à la maison de Marseille qu'il représentait. Mais cette indépendance fit naître entre les nationaux d'une même Echelle une concurrence si effrénée, que les indigènes y trouvèrent leur profit, tandis que l'ensemble du commerce français en souffrait. « Il est triste, écrivait le Consul de Seyde ¹, de voir de quelle manière les Français négocient et engraisent à l'envi l'un de l'autre les Cheikhs et les paysans des montagnes, et les femmes qui filent le coton... Il ne dépend que d'eux d'en agir autrement : ils sont seuls et les maîtres d'un marché public et d'un négoce utile, et, au lieu de s'entendre pour le bien général du commerce, il semble qu'ils se plaisent à faire augmenter le prix de ces marchés. » A Tripoli, de Syrie, la concurrence dégénérait en véritable discorde : « l'on pousse les choses si fort à bout, rapportait le Consul Monhe-nault, qu'on en vient jusqu'à de grandes querelles en plein bazar et à se prendre au collet. » Le commerce du Levant étant avant tout un commerce d'Etat, le Gouvernement s'émut des conséquences de cette rivalité entre Français. Dès 1720, Bonnac proposait qu'on déterminât la quantité des marchandises à expédier dans chaque Echelle et qu'on empêchât les marchands d'acheter les retraits et vendre les envois « sans aucun égard pour le prix courant public. » Longtemps combattue par la Chambre du commerce, qui ne l'adopta jamais sans restriction, ² l'idée de Bonnac fut mise à exécution pendant la mission de Villeneuve. Cet Ambassadeur, qui était Marseillais et versé dans les questions de négoce, défendit le projet de Bonnac en économiste pratique, qui n'oppose pas sa théorie à celle de la liberté commerciale, mais qui ne pense pas que le bon ordre et la prospérité des Echelles puissent s'accommoder d'un complet respect de ce principe. « Vous avez raison de dire, écrivait-il à la Chambre, que les négociants pourraient s'en tenir, s'ils voulaient, à négocier en Levant d'une manière réglée...; et s'ils le faisaient, il ne serait pas besoin d'arrangements, parce que leur propre conduite en tiendrait lieu. Mais, comme il y en a plusieurs qui ne se tiennent pas dans de si justes bornes, je crois qu'on ne peut rien faire

1. Février 1718.

2. Bonnac avait prévu cette opposition de la Chambre, qui était libérale en matière économique, par principe et par expérience des affaires. « Je suis persuadé, écrivait-il, que tout changement trouverait de l'opposition de la part des gens de Marseille, qui, ignorant ou voulant

ignorer la différence qu'il y a entre règle et contrainte, croient toujours, dès qu'on propose un nouveau règlement, qu'on en veut à ce qu'ils appellent la liberté de leur commerce et qu'on pourrait appeler à plus juste titre le désordre ».

de mieux que de les assujettir à de certaines règles qui les garantissent tous en général du préjudice que pourrait causer, même aux plus sages et aux plus prudents, la conduite de ceux qui manqueraient de sagesse et de prudence. »¹ Les marchands d'une même Echelle durent former des associations pour l'achat et la vente en commun, à un prix unique, des marchandises d'exportation et d'importation. C'est là ce que Villeneuve et Maurepas appellent « prendre un arrangement » ou « former une ligue » ou, s'il s'agit d'un achat de marchandises, « établir une répartition. » La seule liberté qu'on laissât quelquefois aux nations fut d'arrêter elles-mêmes les conditions de ces arrangements, auxquels elles devaient ensuite se soumettre. Mais la plupart du temps leur résistance força l'Ambassadeur à statuer lui-même.

L'impopularité des arrangements, contre lesquels des protestations s'élevèrent le plus souvent, les fit parfois supprimer. Ainsi les règlements sur la vente des draps furent-ils deux fois abolis; une première fois en 1741, au retour de Villeneuve, ainsi que l'atteste un mémoire intitulé « résultat de ce qui a été convenu et arrêté à Versailles le 25 septembre 1741 entre M. le comte de Maurepas et M. le Contrôleur-général, en présence de M. Fagon, de M. de Villeneuve et de M. Rouillé. » On y lit l'article suivant : « permettre aux nations des autres Echelles que Constantinople de rétablir la liberté des ventes, puisque tous les négociants qui y commercent le demandent. » La seconde fois fut en 1756, au début de l'Ambassade de Vergennes, sous l'influence des idées du célèbre économiste Gournay, déclare un mémoire du chevalier de Saint-Priest. Les deux fois, ces règlements furent rétablis. Rien n'indique que les arrangements pour l'achat des produits des Echelles aient jamais été abolis.

En face de la multitude des Turcs, toujours divisés, qu'il s'agisse de vendre ou d'acheter, vivant côte à côte dans le bazar et jusque dans l'intérieur d'une même corporation sans que, pour cela, ils forment association entre eux, le petit groupe des résidents français, véritable syndicat, dans lequel il fallait, de gré ou de force, abdiquer toute idée de concurrence, offre un contraste saisissant. Ne traitant plus que de concert et par l'intermédiaire du « censal » ou courtier de la nation, les Français paraissent aux Turcs comme mus par un intérêt unique. La conception de Villeneuve, encore qu'on en puisse contester l'utilité pour le commerce, n'est qu'une extension du principe qui réglait déjà tous les autres actes de la nation : « les Turcs ne trouvent jamais devant eux des Français dispersés, mais une petite France tout entière, puisant sa force dans sa cohésion. »²

*
* *

V. — A cette solidarité de la nation en face des Turcs, devrait correspondre une concorde parfaite entre ses membres. Mais tant s'en faut qu'elle soit intérieurement aussi unie qu'elle le paraît au dehors. Les rapports des Consuls avec les résidents,

1. 3 septembre 1733.

2. A. Vandal, *op. citat.*

avec leurs députés, ne sont trop souvent qu'une suite de conflits, auxquels la Chambre du commerce et le pouvoir central essayent généralement d'apporter des solutions différentes. Les députés d'une part, les Consuls de l'autre, entre lesquels l'autorité est plus divisée qu'elle ne l'est habituellement sous l'Ancien Régime, ont de la peine à rester dans les limites de leurs pouvoirs respectifs. « Il y a longtemps, écrit le Consul d'Alep¹, que les députés se conduisent par l'opinion, que les gens et la Chambre leur ont inspirée, que l'autorité doit être ici partagée entre eux et le Consul et, sur ce faux principe, ils s'écartent de tous les devoirs de la subordination. Ils vont même jusqu'à manquer de respect pour les ordres du Roi qui me sont adressés. » La nation prend naturellement parti pour ses députés contre son Consul, qu'elle accuse d'abuser de son autorité, et voilà toute l'Echelle en effervescence. Quel que soit celui qui a outre-passé son droit, chacun croit rester dans le sien et proteste qu'il n'a « d'autre but que de concourir au bien et à l'honneur de la nation, dont il peut dire avec exacte vérité qu'il a toujours fait l'unique objet de sa conduite. »² Cependant, le Consul expose ses griefs à l'Ambassadeur et « Son Excellence, dans sa réponse, s'explique fortement contre un certain esprit de contradiction par lequel se conduisent souvent quelques-uns de nos marchands au préjudice des véritables intérêts de la nation. »³ De leur côté, les députés en ont appelé à la Chambre, qui est disposée à leur donner raison; et le Consul, se doutant de ces dispositions, reproche à Messieurs du Commerce de ne pas correspondre directement avec lui.⁴ Lui ont-ils écrit? Il se plaint que leurs lettres « soient pleines de menaces et d'expressions dures et capables d'abattre le courage de leurs plus dévoués serviteurs »; il semble, leur dit-il, « qu'ils se soient fait un principe de croire qu'il a toujours tort et de le chicaner sur toute chose. »⁵ Mais le bruit de ces disputes vient aux oreilles du Ministre, qui donne généralement gain de cause au Consul pour ne pas affaiblir son autorité, tout en lui adressant un avertissement s'il l'a mérité. « Une expérience assez triste, mais trop sensible en même temps, écrivent à la Chambre les députés d'Alep⁶, nous a fait voir en toutes sortes d'occasion que nous n'avons jamais eu droit, lorsque nous avons voulu mêler nos intérêts avec ceux de nos Consuls et nous opposer à leurs prétentions. »

Ce n'est là qu'un exemple de dissensions intérieures. La résistance des négociants aux arrangements stipulés par Villeneuve donna lieu, dans certaines Echelles, à des

1. 1718.

2. Le consul d'Alep à la Chambre, 27 août 1722.

3. Même lettre du Consul d'Alep.

4. Le Consul d'Alep, Péleran, rappelle à la Chambre que, lorsqu'il était consul au Caire, elle entretenait avec lui des relations « d'où il résultait un ordre utile au public et satisfaisant pour lui en particulier ». « Il n'a pas tenu à moi, ajoute-t-il, que nous n'ayons vécu sans interruption de même ici » (novembre 1722). Le ton des lettres qu'il avait antérieurement adressées à la Chambre fait supposer toutefois que ses intentions n'avaient pas

toujours été aussi conciliantes : « Il est vraisemblable, lui avait-il écrit en 1717, que vos membres ne prennent pas la peine de lire ce qu'ils signent pour les députés de la nation, puisqu'ils leur donnent souvent des ordres équivoques ou directement contraire aux intentions du conseil de Marine... et qu'ils chicanent indignement des officiers choisis par le Roi pour son service et le bien de ses sujets ».

5. Le Consul de Tripoli à la Chambre, 9 mars 1724.

6. 30 avril 1723.

crises beaucoup plus sérieuses : elle prit à Seyde et à Saint-Jean d'Acre un caractère chronique. Il n'y avait pas d'Echelles où le commerce se fit avec moins d'ordre et soulevât des compétitions plus vives. La concurrence entre résidents se compliquait d'une concurrence entre les diverses Echelles de la circonscription, auxquelles des règlements durent réserver certains produits et assigner une zone. Malgré les dispositions d'une Ordonnance déjà ancienne, les marchands prenaient à ferme des villages, dont ils achetaient d'avance la récolte. Si le Consul en faisait l'observation à l'un d'eux, celui-ci répondait comme un résident d'Acre au vice-consul Carbonnel : « Si l'on envoie des ordres pour le faire embarquer, sur la nouvelle qu'il en aura, il ira se faire habitant à la campagne et ainsi, supposé que l'on prenne le parti de le rappeler, il faudra envoyer l'ordre secrètement à Seyde et l'y faire aller sous quelque prétexte, afin de pouvoir l'y embarquer. ¹ » La même année, un résident de Seyde insulte, en présence des religieux de Terre-Sainte, le député Grimaud, qui lui reproche la même infraction aux règlements.

Le Consul Arasy nous a laissé du marché de Seyde un tableau qui montre l'existence du désordre jusque dans le détail des opérations commerciales. « Les femmes de la campagne apportent leurs paquets de filés le lundi et le mardi de chaque semaine au bazar. Je n'ai jamais vu de confusion pareille. Un censal se trouvait assommé par vingt ou trente femmes; l'autre en avait peu; les derniers encore moins ou point du tout. Les premiers, avec un petit bâton à la main, expédiaient en un clin d'œil ces vingt ou trente femmes, qui étaient bientôt remplacées par d'autres, sans regarder la marchandise, sans marchander le prix et, sans doute, faisant tort à la vendeuse sur le poids, ce qui ne se passait pas sans coups reçus et rendus. Le plus grand mal est que les paquets, bien arrangés au dehors, étaient farcis au dedans de bourres de coton et autres matières étrangères et les filés dégoutaient presque l'eau... Un autre bazar est celui des Ansaris, espèces de censaux qui vont ramasser les filés dans les villages et les viennent revendre le mardi après-midi : c'est là où il se commet encore le plus de forfanteries. ² » Planter une vingtaine de gros piquets, tendre une corde tout le long, poster les censaux des quatorze maisons françaises selon un ordre tiré au sort, enjoindre aux femmes de s'approcher une à une et de ne plus apporter de cotons chargés de bourres et mouillés : ce furent là des mesures d'ordre dont la nation ne sut pas trop mauvais gré à son Consul.

Mais les marchands voyaient moins volontiers mettre fin au désordre dans des matières où ils pouvaient avoir quelque intérêt à le faire durer. L'application des arrangements pour la vente et l'achat des produits de France et du Levant rencontra de la part des résidents de Seyde une telle résistance, qu'en 1740 le Ministre suggérait au Consul un moyen d'y réussir par la ruse. « Le temps, lui écrivit-il ³, où l'on fera la réduction des maisons des Echelles étant la plus propre pour y prendre les arrange-

1. 1732.

2. 1739.

3. 1740.

ments qu'on estimera capables de mettre le commerce sur un meilleur pied, il convient de profiter de la crainte où seront tous les négociants d'être obligés de repasser en France, pour les engager à proposer eux-mêmes ces arrangements, en leur faisant espérer d'obtenir par là un prolongement de résidence. » Six mois avant la fin de leur séjour, le Consul de Seyde signifiera donc aux résidents que le Roi a pris la résolution de réduire le nombre de leurs maisons et que, s'il conserve quelques-unes de celles qui existent, ce sera vraisemblablement les plus dociles aux règlements. Quelques jours après, « il leur conseillera comme une idée qui lui sera venue » d'envoyer au Ministre un règlement de leur composition, « en l'assurant que, s'il plaisait au Roi de prolonger leur résidence à Seyde, ils seraient très exacts à l'observer. » Ces ruses d'un pouvoir absolu, pour obtenir la soumission de ses sujets à ses ordres, en disent long sur l'esprit d'indépendance des marchands, récalcitrants à la réglementation de leurs opérations commerciales.

Quel que fût le succès de cette tentative, elle ne ramena pourtant pas le calme à Seyde. Les relations s'étaient naturellement tendues entre les résidents et leur Consul. Des fautes commises par certains Consuls vinrent encore compliquer la situation. Coup sur coup, le Ministre en dut rappeler deux, dont le dissentiment avec leurs administrés, aggravé par des torts plus ou moins établis, en était venu à nécessiter cette mesure. Le premier, Gautier, rappelé en 1751, avait donné lieu à des plaintes réelles; un rapport au Roi le représente comme « soupçonné de s'être attiré des profits illicites par des voies détournées et d'avoir sacrifié à son avidité particulière les ménagements mêmes qu'il y devait garder. » Son successeur, M. de Verrayon, tomberait sous le coup d'accusations tout aussi sérieuses, si l'on s'en rapportait à la réclamation des négociants de Seyde, adoptée par ceux de Marseille et par la Chambre du commerce. Mais le Ministre, remettant les choses au point, le déclare coupable seulement, « par trop de hauteur et défaut d'expérience, de s'être conduit sans ménagements vis-à-vis de ses nationaux, en leur faisant ressentir indécemment et avec hauteur une autorité dont il s'est prévalu mal à propos dans bien des cas, ce qui a excité contre lui une fermentation dont il n'a pas prévu les suites.¹ » Pour éviter l'effet d'un rappel pur et simple, le Ministre nomma Verrayon à un autre poste.

Ces conflits de pouvoirs, ces résistances persistantes, ces infractions aux règlements, ces cabales, ces accusations tantôt fondées, tantôt exagérées; tantôt calomnieuses, nous font voir la nation sous un autre jour que les manifestations officielles de son union et de sa solidarité. « Je voudrais bien pouvoir vous taire, écrit le Consul de Tripoli de Syrie², l'esprit de haine, de passion et de discorde qui règne en cette Echelle plus qu'en aucune autre du Levant; la jalousie surtout y est extrême et l'on ne peut supporter un homme qui fait plus d'affaires que les autres ou qui a plus d'habileté et d'activité dans le commerce. » Les nationaux sont en rivalité avec les officiers du Consulat pour les distributions de cafetans, que le Pacha de Tripoli fait

1. 1755.

2. 1723.

aux Français à l'occasion de leurs visites officielles; les députés de la nation prétendent recevoir les leurs avant les subordonnés du Consul. « Les députés, écrit Bonnac à ce propos, ont grand tort de chicaner dans des choses de cette nature des officiers dont ils ont besoin. ¹ » En voilà, croyons-nous, plus qu'il n'en faut pour justifier ces paroles d'un des meilleurs Consuls de Seyde : « Je regarde MM. les Nationaux comme mes enfants, mais j'ai la douleur de voir qu'ils ne méritent pas tous également les sentiments d'un père tendre et bienfaisant ² ».

*
* *

VI. — Les Français n'étaient pas les seuls enfants du Consul : il avait aussi des enfants adoptifs. C'étaient les clients de la France, les religieux et les protégés.

En passant sous silence les questions qui se posent au sujet du protectorat religieux de la France, nous montrerons principalement les relations qu'entretenaient avec les Consuls et les résidents de Syrie et de Palestine les moines, si nombreux dans ces provinces. Les Echelles importantes, comme Alep, Tripoli, Seyde, comptaient chacune plusieurs maisons religieuses de divers ordres. D'Echelles secondaires, comme Saint-Jean-d'Acre, dépendaient des couvents existants dans le voisinage, comme celui du Mont-Carmel. Depuis qu'il n'y avait plus de Consul de France à Jérusalem, les Lieux-Saints et en particulier le Saint-Sépulcre, la Custodie de Terre-Sainte, ses établissements et ses églises ressortissaient au Consulat de Seyde, dans la mesure où leurs affaires n'étaient pas réglées directement entre la Custodie, l'Ambassadeur de France à Constantinople et le Gouvernement turc. A Rames, à Jaffa existaient des missions franciscaines. Enfin il n'était pas d'Echelles où la nation et le Consul n'eussent à leur charge les religieux faisant fonction de chapelain et de curé. La chapelle consulaire et la paroisse nationale se confondaient souvent, ainsi que nous l'avons dit, mais non pas le chapelain du Consul et le curé de la nation, qui étaient pris chacun dans une communauté différente, quand c'était possible. C'était pour faire profiter deux ordres au lieu d'un seul du traitement attribué à chacune de ces fonctions. Car il ne faut pas croire que les communautés du Levant fussent alors riches. « A peine ont-ils de quoi vivre, écrit un Consul de Tripoli à propos des Capucins de cette ville, et ils sont souvent obligés de faire la quête pour subvenir à leurs nécessités les plus urgentes. Les aumônes qu'ils reçoivent de la nation consistent en très peu de chose. Ils n'ont donc que la pension que je leur paye annuellement de 58 piastres, qui peut les entretenir ³. »

Les Ministres de Louis XV, fidèles à la tradition de Louis XIV, recommandaient aux Consuls la protection de tous les moines latins, et le Roi, par Lettres Patentes du mois de septembre 1725, avait spécialement confirmé dans leurs privilèges les « reli-

1. 13 avril 1722.

2. Le consul Arasy, 1740.

3. 1727.

gieux de l'Observance de saint François, de la famille de Terre-Sainte. » Les Lettres Patentes de septembre 1725 complètent celles qui avaient déjà été rendues sous Louis XIV le 4 février 1649 et renouvelées en octobre de la même année et en mai 1700, pour confirmer la protection accordée par les prédécesseurs du Grand-Roi aux Franciscains établis dans le Levant depuis plus de quatre cent quatre-vingts ans sous l'autorité d'un supérieur, alors appelé Père-Gardien-du-Mont-de-Sion et résidant à Jérusalem. Plusieurs passages de ces Lettres de 1725 sont remarquables. « Comme la différence des temps, disait le Roi, a apporté beaucoup de changement dans un pays où notre sainte Religion ne subsiste que par les soins que Nous prenons de la soutenir, lesdits Gardiens et Religieux nous ont très humblement fait supplier de confirmer leurs privilèges ». Le Roi déclarait donc prendre à perpétuité sous sa protection et sauvegarde particulière ensemble toutes les paroisses, chapelles, couvents, maisons et hospices que ces Religieux avaient ou auraient en Levant et en Terre-Sainte. Il ordonnait que le Gardien de Jérusalem fût reconnu, par tous ceux qui étaient soumis à son autorité royale, en qualité de Commissaire Apostolique du Saint Siège, pour exercer plusieurs fonctions épiscopales, entre autres la juridiction spirituelle sur tous chrétiens de l'Eglise latine, sujets du Roi de France. Il accordait aux Franciscains l'autorisation d'exercer les fonctions curiales et paroissiales dans tous les endroits où ils résideraient, même dans les chapelles consulaires en cas de nécessité; concédait et validait toutes les prérogatives à eux octroyées par le Pape Urbain VIII; faisait défense à tous autres Religieux d'entreprendre sur leurs privilèges ni d'exercer aucune fonction curiale ni paroissiale, sauf dans des paroisses desservies *ab antiquo* par des curés appartenant à quelque autre ordre; leur confirmait la possession des chapelles consulaires de Jérusalem, Le Caire, Rosette, Alexandrie et Alexandrette, qui serviraient de paroisses à la nation tant qu'elles seraient possédées par eux; donnait ordre aux Consuls et chanceliers de remettre aux Procureurs de Terre-Sainte les aumônes versées par les capitaines marchands, en retour des prières dites pour l'heureux voyage des navires; prescrivait que les desservants soit des chapelles consulaires, soit des paroisses nationales, fussent, autant que possible, choisis de nationalité française; commandait aux capitaines des navires de commerce de recevoir les religieux à leur bord moyennant un passage modique et à tous officiers des Consuls de les défendre contre les insultes, tant des indigènes qu'éventuellement des marchands.

On conçoit que, protégés de la sorte et, qui plus est, sur leur pressante demande, les Franciscains, dans les rangs desquels beaucoup de nationalités diverses étaient représentées, ne connussent cependant d'autre autorité séculière que celle des agents de la France. Si une autre protection, celle de l'Empereur, a pu les tenter au début du XVIII^e siècle un instant, à la suite de victoires remportées sur les Turcs par l'Autriche, cette velléité ne se renouvela plus ensuite. Comme eux, les autres ordres religieux ayant des établissements au Levant, Jésuites, Carmes, Capucins (les Prêtres de la

mission ou Lazaristes ne feront leur apparition en Orient que sous Louis XVI, après la dissolution momentanée de la Compagnie de Jésus), — se rangent avec empressement sous la houlette de la puissance protectrice, bien que passablement bigarrés aussi sous le rapport de la nationalité. Tous ensemble constituent à nos Consuls une clientèle nombreuse, souvent exigeante, parfois fastidieuse, mais retenue envers eux par le besoin qu'elle a de leurs bons offices et assurée de leur appui par les injonctions formelles du Roi, ainsi que par l'accroissement de prestige et d'influence locale que, somme toute, elle leur procure. Un intérêt mutuel maintient donc intacts les liens de dépendance et les relations de protecteur à protégés que la tradition a créés entre agents de la France et religieux catholiques.

Si appréciables que fussent les services que les moines rendaient à la France, leur zèle et leur imprudence ne laissaient pas de susciter des ennuis à la nation. Non qu'ils se risquassent à tenter la conversion des Infidèles; depuis assez longtemps ils y avaient renoncé, sauf très rares exceptions, et les directions mêmes du Souverain Pontife leur recommandaient, sinon la totale abstention, au moins l'extrême réserve où ils se renfermaient à cet égard. Mais il arrivait qu'ils pussent donner ombrage aux Turcs sans entreprendre contre la foi des Musulmans. Leur multiplicité, leur diversité pouvaient déjà indisposer envers eux un Gouverneur peu tolérant ou quinteux. Leur activité pouvait l'effaroucher, amener contre eux des fanatiques, les mettre aux prises avec des chrétiens d'autres confessions, si, faute de pouvoir évangéliser les sectateurs de Mahomet, l'envie leur prenait de convertir au catholicisme des schismatiques, ou d'amener au rite latin des catholiques de rites orientaux. N'eussent-ils pas cette intention, le soupçon s'en attachait inmanquablement à la fréquentation par eux des chrétiens du pays. « Il y a longtemps que j'ai dit, écrit le Consul d'Alep¹, qu'il y a trop de religieux dans les Echelles du Levant. S'il y en avait moins et qu'il n'y en eût point de différents ordres en un même endroit, ce serait un bien pour la Religion et le repos public. Il y a ici des Jésuites, des Cordeliers, des Capucins et des Carmes. Je crains fort qu'ils n'effarouchent le nouveau Pacha, car, emportés par l'ardeur de leur zèle, et peut-être par les mouvements d'une pieuse jalousie, ils ont bien de la peine à s'abstenir d'aller dans les maisons des sujets chrétiens du Grand-Seigneur, et, la diversité de leurs couleurs et de leurs habillements multipliant pour ainsi dire les objets aux yeux du Pacha, qui court la ville déguisé pour savoir ce qui se passe, pourrait bien l'irriter et lui faire prendre de fâcheuses résolutions contre eux. » Il y avait en effet, dans toutes les Echelles de Syrie et de Palestine, des chrétiens indigènes de deux catégories, les uns et les autres sujets du Sultan : des schismatiques, appartenant à des Eglises séparées de Rome; des catholiques, qui reconnaissaient la suprématie de Rome, mais conservaient leur rite, leur clergé et leur épiscopat nationaux. C'est surtout auprès de ces derniers que les missionnaires se montraient assidus; ils blessaient ainsi la susceptibilité des Evêques maronites, syriaques

1. 1716.

ou melkites, dont ils se faisaient des ennemis, et donnaient prétexte au Pacha de se venger à la fois sur eux-mêmes et sur les chrétiens du pays. Le résultat était analogue, mais pire, quand c'était auprès de schismatiques que se manifestait l'assiduité de religieux latins. En 1715 le Pacha d'Alep fit arrêter un certain nombre de chrétiens, sujets du Sultan, et prévint nos missionnaires qu'il ferait arrêter tous ceux d'entre eux qui seraient vus entrant dans une maison chrétienne du pays ou en sortant : les Maronites, les Syriens, les Grecs durent apaiser la colère du Pacha moyennant 2.000 écus. « Tous ces malheureux chrétiens, écrit à cette occasion le Consul Péleran, sont persuadés que ce sera toujours pour les Turcs une source intarissable d'avanies que la fréquentation de nos missionnaires, parce qu'elle désigne et distingue des autres ceux chez qui ils vont. Ils ajoutent que, les Maronites étant catholiques ouvertement et sans nulle opposition, les religieux francs sont absolument inutiles pour la propagation de la foi dans les lieux où il y a des Maronites ¹. » Mais d'autres fois, c'était les Révérends Pères eux-mêmes qui payaient les frais de leur imprudence. « La quantité intolérable de femmes du pays, écrit le Consul d'Alexandrette ², que les religieux de Terre-Sainte attirent dans leur église, parmi lesquelles il s'en trouve souvent de Turques pour voir nos cérémonies, et leur manière de les confesser dans des endroits exposés à la vue des allants et venants, leur ont occasionné une avanie. » Les Turcs présentèrent une requête au Sous-Gouverneur pour que ces religieux fussent chassés; le drogman de la nation arrangea l'affaire avec le fonctionnaire ottoman, au prix d'un ballot de drap.

Tous les clergés indigènes, de quelque variété qu'ils fussent, défendaient âprement leurs ouailles contre la dévote indiscretion des missionnaires latins : les clergés des Eglises schismatiques, plus encore que ceux des Eglises unies à Rome. Qu'un religieux franc fréquentât habituellement des Grecs orthodoxes, des Arméniens, des Syriens; qu'il incitât des chrétiens du pays à abandonner, non plus un rite, mais une Eglise, pour passer au Catholicisme : il voyait aussitôt s'émouvoir l'Evêque dans le troupeau de qui il s'était insinué et la défense s'organiser contre son prosélytisme. La défense était facile. Les Patriarches des Eglises orientales, ceux surtout des Eglises schismatiques, avaient des tenants et aboutissants à la Cour du Grand-Seigneur; eux-mêmes et leurs Evêques avaient des accointances avec les Pachas des provinces : c'était donc aux Turcs qu'ils avaient recours pour mettre ordre aux empiétements des missionnaires latins; et les Turcs ne se le faisaient pas dire deux fois. « Au mois de juillet 1723, — lit-on dans les instructions remises, avant son départ pour Constantinople, à l'Ambassadeur d'Andrezel, — il fut apporté entre autres endroits à Damas, à Alep et aux principales villes de la Syrie un commandement du Grand-Seigneur, rendu l'année précédente, par lequel il est fait défense aux chrétiens, sujets de ce Prince, d'embrasser la religion catholique et aux religieux missionnaires latins d'avoir

1. 1716.

2. 21 août 1745.

aucune communication avec les Grecs, les Arméniens et les Syriens sous prétexte de les instruire. Ce commandement ordonne de plus qu'en cas que quelques Chrétiens: Grecs, Arméniens et Syriens, sujets du Grand-Seigneur, aient quitté leur ancienne religion pour faire profession de la catholique, ils aient à la quitter incessamment pour reprendre leur première. » On ne douta pas, à Versailles, que cette mesure eût été prise à la requête même des Patriarches Orientaux, de ceux des Grecs et des Arméniens entre autres; et probablement en avait-il été ainsi. Les chefs d'Eglises orientales, schismatiques ou même unies à Rome, avaient de sérieuses raisons d'élever des digues devant l'infiltration des religieux francs dans leurs communautés indigènes: d'abord, l'intérêt d'empêcher des désertions parmi leurs fidèles; ensuite, celui de prévenir les avanies que risquait d'attirer à ceux-ci des relations suivies avec un clergé étranger. En demandant aux Turcs d'interdire ces relations, de prohiber les conversions, ils ne faisaient donc pas que défendre leur clientèle; ils la prémunissaient contre des représailles et des persécutions de la part des Turcs eux-mêmes. Mais toujours est-il que la prohibition de la Porte Ottomane affecta le Gouvernement français, moins pour l'effet pratique qui pouvait en être attendu, que pour le caractère déplaisant dont elle était empreinte. Il sembla que le prestige de la protection fût atteint par une pareille restriction à l'activité des missions religieuses. L'Ambassadeur Bonnac n'ayant pu, malgré son exceptionnel crédit à Constantinople, réussir à la faire rapporter avant de quitter son poste, l'instruction de s'y employer fut donnée en 1724 à son successeur d'Andrezel, bien qu'en termes où perce un certain scepticisme sur les chances de succès. Rien n'avait encore été obtenu quand le successeur de M. d'Andrezel, le marquis de Villeneuve, fut mis en route pour Constantinople, en août 1728. Bien plus, les choses n'avaient fait qu'empirer: « Les Jésuites et les autres Religieux qui étaient établis à Damas, — lui apprirent ses instructions, — en furent chassés. Ils s'y sont rétablis depuis et, quoiqu'ils aient été inquiétés de nouveau par les Grecs, ils s'y maintiennent encore, mais ce n'est pas sans peine. » L'instruction donnée, quatre ans auparavant, à d'Andrezel fut donc renouvelée à Villeneuve, à cette différence près qu'on lui conseillait de chercher le remède à la situation, non seulement dans une action auprès de la Porte, mais dans un travail de persuasion auprès des Patriarches orientaux, Grecs et Arméniens notamment. Même instruction fut réitérée le 9 décembre 1740, en termes identiques, au successeur de Villeneuve, le comte de Castellane: ce qui prouve que, dans l'intervalle, les choses étaient demeurées en l'état. Elles paraissent bien n'avoir pas changé en avril 1747, quand fut envoyé à Constantinople le successeur de Castellane, le comte des Alleurs. Mais à ce moment s'était formée en France, sur la question, une opinion moins favorable à la prétention des religieux latins, d'avoir faculté d'accès chez les chrétiens du pays et liberté de relations avec eux. « L'émulation indiscrete et les passions personnelles des missionnaires, — lit-on en effet dans les instructions remises à des Alleurs, — sont quelquefois plus préjudiciables au progrès de la religion que l'anti-

pathie et l'animosité des sectes opposées à la catholicité. » Autour de cette opinion cristalliserait, si l'on peut dire, la pensée du Gouvernement royal pendant la seconde moitié du XVIII^e siècle, en accusant de plus en plus la même tendance. Les instructions remises à Saint Priest en 1768, à Choiseul-Gouffier en 1783, avant leur départ pour Constantinople, en viendront à les mettre nettement en garde contre le danger résultant, pour les religieux, pour les nations des Echelles, pour la protection française, d'« un zèle convertisseur » intempestif de la part des missionnaires latins, puisque le Saint Siège lui-même le déconseillait à l'égard des Musulmans et que Turcs et clergés indigènes s'accordaient à n'en pas vouloir auprès des chrétiens du pays. Restreindre l'activité des moines protégés par la France au sacré ministère parmi les catholiques latins, au service du culte dans les sanctuaires qu'ils possédaient, à l'entretien et à l'usage des établissements qui leur appartenaient, tels qu'hospices pour pèlerins; limiter le nombre des missions; diminuer la variété des ordres religieux; tendre, si possible, à n'avoir plus en Orient qu'une seule congrégation catholique (ceci toutefois plutôt vœu platonique que but positif); réfréner les excès de zèle, inconséquences, rivalités, jalousies, querelles de clocher ou de chapelle, écarts de conduite de quelque nature que ce soit, désormais reprochés avec une certaine aigreur à la milice ecclésiastique : telles sont les idées qui prévaudront pendant le dernier quart du siècle. L'application pratique s'en révélera d'ailleurs difficile.

En tout état de cause, des différends ne pouvaient pas ne pas éclater de temps à autre dans la famille catholique, entre clergé latin et clergé indigène, voire entre le Saint Siège et l'épiscopat de quelque Eglise orientale. Au représentant de la puissance protectrice dans la province où l'incident avait surgi incombait alors la charge de l'apaiser. C'était pour les Consuls une ingrate obligation que d'avoir à intervenir dans les rivalités des missionnaires avec les Evêques des rites orientaux. Tantôt c'est le Père Gardien de Jérusalem qui, étant venu donner la confirmation aux enfants des Francs à Alep, se laisse induire à confirmer aussi ceux des catholiques du pays : une contestation s'élève entre les missionnaires francs et les Evêques indigènes, et le Consul ne se délivre d'eux qu'en les faisant se pourvoir en Cour de Rome.¹ Tantôt c'est un Légat du Pape, Mgr Assemany, qui se présente au Consul de Seyde avec une lettre de M. le duc de Saint-Aignan, notre Ambassadeur près le Saint-Siège. A peine le Légat, comme il en a l'ordre, a-t-il réuni en synode les Evêques catholiques du pays, que l'hostilité éclate entre eux et le représentant du Souverain Pontife. Ils sont soutenus dans leur résistance par un client de la France, le Cheikh Neufel, neveu du Patriarche des Maronites. Le Légat fait aussitôt appel au Consul de France, qui menace le Cheikh de la vengeance du Roi. Le Patriarche, craignant pour le crédit de son neveu, engage les Evêques à céder. Mais l'apaisement est de courte durée et la mission de Mgr Assemany demeure pour le Consul de Seyde un perpétuel sujet de préoccupation et d'embarras. Ces menus inconvénients étaient pour ainsi dire la ran-

gon dont la France payait les avantages qu'elle retirait du protectorat catholique en Orient.

En plus des religieux, les Juifs formaient alors un second lot de protégés de la France dans les Echelles de Syrie et de Palestine. En effet, les Anglais, les Hollandais et les Vénitiens ayant obtenu la permission de naviguer sous leur propre pavillon et d'établir des Consuls dans les Echelles, les Juifs livournais étaient le seul groupe national ou ethnique qui eût encore recours régulièrement à la « bannière de l'Empereur de France » et à la protection de son Consul. Ils étaient des clients beaucoup plus mal vus de nos nationaux que les religieux et, si l'on ne peut dire que les résidents de Syrie et de Palestine fussent anti-cléricaux, on peut dire à coup sûr qu'ils étaient antisémites. Les marchands des Echelles et principalement ceux d'Alep, où les Juifs étaient le plus nombreux, détestaient en eux des concurrents, beaucoup plus que des hérétiques, et demandaient instamment que le Roi leur retirât sa protection. « Ils jetèrent les fondements de leur établissement à Alep en 1682, écrit le Consul ¹, par deux de leurs compatriotes qu'ils y envoyèrent avec quelques marchandises sur un vaisseau hollandais. M. d'Arvieux, qui était alors Consul de France et Hollande en Syrie, Chypres et Caramanie, les reçut sous la protection de France, où ils ont toujours été depuis... Je ne sais quelle raison a pu faire proposer de les exclure, si ce n'est la fausse vue de quelques commissionnaires jaloux, qui s'imaginent que cette exclusion leur attirerait les commissions adressées à ces Juifs. » Le motif de la protection que la France leur accordait était aussi un motif d'intérêt, consistant dans la perception du droit de Consulat, que les protégés acquittaient comme les nationaux. Le produit des droits payés par ceux-ci était assez considérable pour que le Consul d'Alep protestât en 1731 contre l'institution d'une autre taxe sur les Juifs et écrivit à la Chambre : « Si les Juifs qui sont ici depuis vingt-cinq ans sous la protection du Roi y renonçaient, cette diminution nous forcerait à augmenter considérablement l'avarie de l'Echelle ², au grand préjudice de ceux qui y négocient, aussi bien qu'à celui de tous les négociants résidant en cette Echelle ³. » L'argument du Consul décida le Ministre et la Chambre en faveur du *statu quo*, mais en 1737 la question de savoir jusqu'où devait aller la protection des Juifs fut portée devant le conseil du Roi. La Chambre du commerce et l'Intendant de Provence, Icard, étaient d'accord pour exclure les Juifs, comme tous les protégés, des fonctions nationales. Mais, tandis que la Chambre ne voulait les protéger que dans leur personne et dans leur commerce, l'Intendant proposait de les admettre à prendre part « à l'administration des arrangements auxquels ils étaient soumis. » En outre, il jugeait à propos de les autoriser à assister la nation dans les visites et cérémonies officielles. L'opinion d'Icard prévalut et des instructions en ce sens furent envoyées à M. de Lane, Consul d'Alep. Malgré

1. 1718.

3. 26 mars 1731.

2. Nom donné à l'un des droits perçus dans les Echelles.

cette décision, les marchands français de cette ville témoignèrent toujours une grande aversion aux Juifs, en prétendant que le mépris des Turcs pour ces derniers rejaillissait sur la nation qui les protégeait. En 1743, à l'occasion de l'entrée du Consul Arasy, ils refusèrent de les admettre dans le cortège de la nation; et comme les Juifs se disposaient à passer outre, nos résidents « firent prier M. Arasy de ne faire son entrée que le samedi, afin que les Juifs ne pussent pas s'y trouver, parce que leur loi leur défend de monter à cheval le jour du Sabbat, ce qui a été ainsi exécuté. »

S'il faut en croire les députés d'Alep, les Juifs refusaient de participer aux avanies faites à la nation, c'est-à-dire aux amendes dont les Turcs la frappaient arbitrairement. Par contre, ils élevaient la prétention de faire supporter par la communauté française les avanies qui leur étaient faites à eux-mêmes. En 1744, le Juif Belilio, « très mauvais payeur et abhorré dans le pays », se prend de querelle avec un conducteur de caravanes, ou *melem*. Aussitôt tous les melems d'Alep réclament du Consul que Belilio, réfugié dans la maison consulaire, leur soit livré pour avoir le poing coupé, comme ayant porté la main sur un *Chérif*, descendant de Mahomet. Le Consul eut grand'peine à obtenir que Belilio fût puni selon la loi française. « Cette affaire, écrit-il ¹, coûta environ 2.500 piastres au dit seigneur hébreu, qui s'était imaginé, ainsi que ses compatriotes, que je ferais mettre la main à la caisse de la nation pour payer les frais de cette avanie. » Les Juifs espérèrent trouver de la part de l'Angleterre une protection plus libérale et désertèrent, à partir de ce moment, celle du Roi de France. « Quoique la Chambre y perde quelque chose, écrivent à ce sujet les députés d'Alep ², on ne doit pas y avoir beaucoup de regrets. » Cette désertion dut, d'ailleurs, rester localisée à Alep; car jusqu'à la constitution du Royaume d'Italie et à l'entrée de la Toscane dans le nouvel Etat italien, autrement dit jusqu'en 1861, les Juifs livournais continuèrent à se faire couramment protéger dans le Levant par le Gouvernement français.

Ils n'étaient pas, au XVIII^e siècle, absolument les seuls étrangers qui fussent protégés de la France. Il y avait aussi les *Barataires*, sujets du Grand-Seigneur, auxquels un *Barat* ou firman obtenu à prix d'argent donnait le droit de recourir à une protection étrangère. Elle leur était généralement octroyée en qualité, soit de courtier ou censal de l'Echelle ou d'une maison particulière, soit de procureur d'un couvent catholique. « Ils ne désirent le titre de barataires, écrira à la fin du siècle un Ambassadeur de France à Constantinople ³, que pour se mettre à l'abri des vexations et surtout pour garantir leurs enfants de l'impôt qui se prélève sur les successions. Ce sont presque tous de riches *Sarafs* ⁴, ou banquiers, qui n'ont jamais d'affaires embarrassantes et qui, par leurs rapports avec les grands de la Porte, sont au contraire souvent très utiles. » Ils n'ont joué aucun rôle dans les Echelles de Syrie et de Palestine au XVIII^e siècle."

1. Juillet 1744.

2. 1747.

3. Choiseul-Gouffier, le 25 novembre 1790.

4. Changeurs.

CHAPITRE III

LA VIE DANS LES ÉCHELLES DE SYRIE ET DE PALESTINE RAPPORTS DES FRANÇAIS AVEC LES INDIGÈNES ET LES ÉTRANGERS

I. — Résidents français, religieux, protégés, tels sont les trois éléments d'une nation. On n'aurait qu'une idée fort inexacte de leur existence, si on n'envisageait quels étaient leurs rapports avec les indigènes dans les Echelles de Syrie.

Si résolu que fussent les Français à se cantonner dans leur khan, ils ne pouvaient se tenir complètement à l'écart des Turcs. D'abord le commerce les mettait en relations avec eux. Ensuite les Turcs interprétaient à leur manière le principe de la solidarité des Français : ils rendaient la nation entière responsable des torts réels ou prétendus d'un de ses membres contre un des leurs. Tout Musulman lésé ou qui se prétend lésé s'en prend à la nation. Le Pacha, qui cherche partout une occasion de profits, feint de prendre en main la cause de son ressortissant, évoque l'affaire à son divan et, comme la force lui appartient, impose en général à la nation le paiement de quelque contribution. Aussi les rapports des Français avec l'élément indigène se résument-ils la plupart du temps dans leurs rapports avec le Pacha et les autres « puissances du pays ».

Les Consuls et les marchands se servent de cette expression pour désigner les fonctionnaires de l'administration ottomane. Nombreux sont les fonctionnaires groupés autour du Pacha dans les Echelles qui sont en même temps des chefs-lieux, autour du *Musselem* (Sous-Gouverneur) dans les Echelles secondaires. C'est le *Seraskier* ou général en chef, si le commandement des troupes et l'administration civile ont été divisés entre deux hommes; c'est le *Cadi*, chef de la justice; c'est le *Muhassil* ou Grand-Douanier; c'est le *Ouali*, sorte de préfet de police; c'est le *Kiaya*, secrétaire-général du Pachalik; ce sont l'*Aga des Janissaires*, le *Kaïmakam*, le *chef des Chérifs*¹, etc... etc... En vertu du despotisme qui caractérisait l'administration ottomane, la bonne volonté de ces puissances était le plus sûr garant de la prospérité

1. Voyez Volney, *Voyage en Egypte et en Syrie*, ch. IX, t. II. Gouvernement des Turcs en Syrie.



Le Grand Seigneur (SULTAN MOUSTAPHA III)

d'après une gouache du 18^e siècle, appartenant à Mme GASTON AUBOYNEAU.



Le REIS EFFENDI (Ministre des Affaires Etrangères).

d'après une gravure de DALVIMART, extraite d'un recueil de types et costumes du Levant.

d'une nation; en raison de la corruption dont cette administration était infectée, leur bonne volonté dépendait de la générosité de la nation. L'usage s'était donc établi de faire des présents aux puissances du pays, à l'occasion de certaines fêtes ou de certaines circonstances; la tradition n'avait pas tardé à établir des règles, que des Ordonnances avaient ensuite sanctionnées. Les « donatives », considérées comme dépenses nationales, étaient devenues une matière administrative : les comptes de chaque Echelle en fixaient le montant approximatif pour l'avenir; une décision du conseil de Marine ordonnait que ces présents fussent faits « en draps de France ou en autres choses qui en fussent, de préférence à ce qui était des pays étrangers¹ »; les députés étaient chargés de l'achat des donatives, dont une Assemblée avait déterminé la dépense. En visitant le Trésor Impérial renfermé au Vieux-Sérail de Constantinople, à côté des pierres précieuses, des bijoux admirables dont les Sultans ornaient leurs turbans, des armes qui unissent la valeur d'une œuvre d'art à celle d'un trophée, on remarquait encore, il y a peu d'années, des objets d'un goût tout européen : de grandes pendules Louis XV, des tabatières d'or, des montres anciennes, des services à thé de style Louis XVI, des glaces encadrées, des pistolets incrustés de métaux précieux. Ce sont là les objets que nos Ambassadeurs présentaient à Sa Hautesse au nom de leur maître, après leur audience, et qu'ils choisissaient eux aussi en « marchandises du cru de France ». On voit par là que les puissances des provinces suivaient un exemple venu de haut.

Les donatives formaient dans les Echelles de Syrie et de Palestine l'objet le plus important des dépenses nationales. Un rapport rédigé par M. Thomas, Consul d'Alep², nous en donne l'énumération pour cette Echelle. La nation faisait un présent au Pacha à l'occasion de son arrivée et de l'audience qu'il donnait au Consul; d'usage immémorial, le Pacha, après l'audience, envoyait au Consul « un présent de diverses hardes et nippes »; en outre, il faisait depuis quelques années aux Consuls de France, d'Angleterre et de Hollande le même honneur qu'aux Princes des Arabes et aux Turcs de considération, en les faisant revêtir d'une pelisse. C'est en retour de ces présents que les Consuls envoyaient les leurs. Le Muhassil (Grand-Douanier) avait l'habitude de faire chaque année une visite au Consul, qui lui donnait à cette occasion une montre valant 50 piastres; quand le Consul lui rendait sa visite, le Muhassil lui présentait un cheval, en retour duquel le Consul lui envoyait un nouveau présent d'une valeur de 200 piastres. La nation faisait encore des donatives en sirops et confitures aux Pachas, Beys, Agas et autres puissances du pays, de même qu'à leurs officiers, à l'époque du Ramadan et du Kourban-Bairam. Les drogmans distribuaient de petites donatives en argent à la porte des grands; enfin les puissances demandaient quelquefois des liqueurs et divers petits présents en récompense, voire même

1. Le conseil de Marine aux Consuls des Echelles, 29 décembre 1719. 2. En 1769.

comme condition d'un service ¹. Cela se montait à 3.635 piastres. Encore le vice-consul d'Alexandrette devait-il faire de son côté des présents analogues, quoique moindres, au Musselem, au Douanier et aux autres préposés du Pacha d'Alep.

Il en était de même dans le département de Seyde, où les donatives se répercutaient sur un nombre infini de fonctionnaires. « Les Pachas de Seyde, dit un Consul de cette Echelle, prétendent qu'il leur est dû des présents non seulement à leur arrivée et annuellement aux fêtes de leur Ramadan, mais encore qu'il leur en est dû un autre, quoique de moindre valeur, toutes les fois qu'ils s'absentent pour quinze ou vingt jours de Seyde. La même coutume leur donne la liberté de demander journellement aux Consuls diverses petites bagatelles qui leur sont nécessaires, savoir cire d'Espagne, papier, vinaigre, eau-de-vie et autres ² ». A Saint-Jean d'Acre, réside un Aga, « qui est en coutume de recevoir les mêmes présents que son maître, mais de moindre valeur, obligeant aussi le vice-consul à lui fournir les mêmes bagatelles ». Les marchands faisaient aussi un présent annuel aux Agas de Baruth, de Saffed, à cause du besoin qu'ils avaient de leur protection; la même raison les engageait à en gratifier le Cadi, l'Aga de la Douane, le Moutasoup ou lieutenant du Pacha de Seyde. A Rames, il y avait un Pacha particulier, indépendant de celui de Seyde, et qui était en droit de recevoir les mêmes gratifications.

Le montant de ces donatives dépendait beaucoup de l'exigence des fonctionnaires turcs : or, à mesure que le contrôle de la Porte sur leurs actions devenait moins effectif, ils devenaient plus exigeants. « Il est aisé de voir, écrit le Consul de Seyde, que depuis cinquante-huit ans (1691) les Pachas, étant devenus plus opulents et plus avides, ne peuvent se contenter aujourd'hui de présents si modiques ³ ». La condescendance des Français à leur égard, l'habitude de voir leurs désirs satisfaits augmentaient aussi leurs exigences. « Sur la moindre chose, écrit le Consul d'Alep, ils prétendent des montres d'or, des draps de Gobelins, des pièces de satin, de damasquette à fleurs d'or ⁴ ». En 1744, le Nabib des Chérifs d'Alep renvoya au Consul dix pièces de drap qu'il ne jugeait pas suffisantes pour un service élémentaire.

1. Voici l'évaluation des donations faites par la nation d'Alep, d'après le même rapport :

	Piastres		Piastres
Donatives d'usage aux officiers des puissances du pays pour les fêtes du Ramadan et du Kourban	405	Présents en draps ou étoffes pour le cheval présenté par le Muhassil	200
Présents en draps, satins, confitures à l'arrivée d'un Pacha, ce qui peut revenir plusieurs fois l'an	350	Présents aux Serdar, Nabib des Chérifs, Kiaya à leur nomination	500
Présents en retour de la pelisse dont le Pacha fait présent au Consul	350	Confitures et sirops à divers officiers et puissances à leur Ramadan, Beylan, etc.	480
Présents en retour de diverses hardes dont le Pacha fait présent au Consul	170	Présents en liqueurs, sirops, confitures faits à Alexandrette	500
Présents à l'arrivée du Cadi	100	2. Rapport sur les dépenses nationales de l'Echelle de Seyde.	
Présents à la nomination du Muhassil	130	3. En 1750.	
Montre au Muhassil après la visite	50	4. En 1744.	

Les Ministres et la Chambre s'inquiétèrent du danger dont les exigences croissantes des puissances turques menaçaient les Echelles. Ils tâchèrent d'en enrayer les progrès, en recommandant aux Consuls de se montrer plus récalcitrants aux demandes qui leur étaient adressées. Ils parlèrent même de supprimer graduellement les donatives : « Si les Consuls, écrit l'Archivair de la Chambre, M. Isnard ¹, peuvent parvenir insensiblement et sans faire crier à diminuer l'objet des donatives et présents, je crois qu'ils feront bien, parce que les présents sont proprement un asservissement pour la nation, et je les regarde comme une sorte de redevance dont nous devons nous soulager, si c'est possible ». Mais les Consuls voyaient dans les donatives un moyen d'aplanir les difficultés et de simplifier les négociations; ils laissaient entrevoir, non sans quelque justesse, les repréailles des fonctionnaires frustrés. « Je conviens avec vous qu'il ne faut point accoutumer les Turcs à vendre aux Français, non seulement les grâces qu'ils nous accordent, mais encore ce qu'ils ne peuvent nous refuser en bonne justice, écrit à la Chambre le Consul de Tripoli ¹ ». S'ils vous le refusent cependant, que fait-on? Le Consul adresse une réclamation à l'Ambassadeur du Roi, qui obtient au prix de beaucoup de soins et d'argent un commandement du Grand-Seigneur. Mais lorsque ce commandement lui est signifié, le Pacha trouve un moyen de ne pas l'exécuter. « Il paraît donc plus avantageux, conclut le Consul, de terminer les choses avec quelque petite donative, et l'on a la satisfaction de bien vivre avec un Pacha qui vous sait toujours mauvais gré des plaintes qu'on fait parvenir contre lui à la Porte ». Les donatives continuèrent donc à entretenir l'amitié entre les résidents français des Echelles et les puissances du pays.

*
* * *

II. — Les donatives sont ce qu'on pourrait appeler la part du feu : mais elles ne suffisaient pas toujours à satisfaire la cupidité des gens en place. Les « avanies » en fournissent la preuve. L'avanie, c'est, pour employer une expression moderne, le chantage; c'est une somme d'argent extorquée à la nation sous menace de persécution. Les Pachas prenaient prétexte de n'importe quel grief contre les Français pour exiger d'eux le paiement d'une indemnité, sous peine de vexations dans leurs biens, ou même dans leurs personnes. Aux avanies il n'y a jamais qu'un motif : c'est le besoin d'argent du Pacha. L'impôt foncier n'a pas donné ce qu'il en attendait : la caisse de la nation est sous sa main, il y puise à discrétion. Les prétextes sont innombrables : une infraction réelle ou imaginaire des Français aux usages du pays ou à leurs propres règlements de police; les relations d'un résident avec une femme turque; une raillerie à l'égard de la religion; une querelle entre un marchand et un indigène, etc... L'imagination du Pacha et des autres puissances se donne libre cours

1. Lettre de M. Isnard à M. de Saint-Didier, 1^{er} commis du Ministère de la Marine, 30 août 1776.

dans l'invention des prétextes. « L'Aga du Khan où je loge, écrit le Consul d'Alep, et où logent aussi les Jésuites, alla dernièrement chez eux pour voir de dessus leur terrasse partir le Pacha qui s'en allait ce jour-là. Cet Aga, qui est chérif, c'est-à-dire de la race de leur Prophète, s'aperçut en passant qu'un endroit destiné pour les nécessités communes était caché par un rideau de toile verte, couleur respectable parmi ce peuple-ci et que les seuls descendants de Mahomet ont droit de porter à leur coiffure. Celui-ci, indigné qu'elle fût ainsi profanée à ses yeux, voulut sur le champ en aller porter plainte au chef des chérifs qui n'aurait pas manqué d'en faire les siennes au Gouverneur et au Cadi, ce qui pouvait attirer à ces Pères une avanie qui leur aurait coûté beaucoup... Dès que je fus sorti de la messe, où j'étais quand cela se passait, j'envoyai arracher ce scandaleux rideau et fis en sorte que cette affaire fût étouffée dans sa naissance sans qu'il en eût rien coûté à personne ¹ ». Le Consul a raison de noter que ce n'est pas l'insuffisance du prétexte, mais ses propres démarches qui seules évitèrent aux Jésuites d'être rangonnés.

L'empressement des Turcs à se saisir du moindre prétexte pour infliger une avanie à la nation imposait ou aurait dû imposer aux nationaux une extrême circonspection dans leur conduite. C'était parfois le cas; mais parfois aussi ce ne l'était pas, et les imprudents ou les insoucians trouvaient un encouragement à se passer leurs fantaisies dans l'habitude où l'on était d'en faire supporter les conséquences par la collectivité. Aussi le Gouvernement français dut-il, plus tard, mettre bon ordre à un usage qui avait dégénéré en abus et l'Ordonnance de la Marine de 1781 prescrivait aux Consuls de laisser à la charge de celui ou de ceux qui en seraient responsables les avanies qu'une faute particulière aurait provoquées de la part des insatiables Turcs.

A côté des prétextes que l'imagination pouvait partout faire naître à volonté, il y en avait pour ainsi dire de classiques : ainsi les prises opérées par les corsaires sur les négociants turcs entraînaient invariablement des représailles contre la nation française, sous forme d'avanies. Or la présence des corsaires était particulièrement fréquente sur les côtes de Syrie. Malte était le point de départ et le point de ralliement de la plupart de ces « armateurs particuliers ». « L'Ordre de Malte s'était transformé en une vaste entreprise de piraterie, ne s'attaquait plus qu'à la propriété des mécréants et avait remplacé la croisade par la course ² ». Les Turcs considéraient-ils l'île de Malte comme une possession du Roi de France, ou voulaient-ils seulement se dédommager de la manière la plus aisée des pertes que les Maltais leur infligeaient? En tout cas, ils rendaient la nation française responsable de toutes les prises effectuées par les corsaires et s'en rembouraient sur sa caisse. A tel point que la principale occupation du Chargé d'affaires du Roi à Malte consistait à négocier avec le Grand-Maître la restitution des navires enlevés à des Musulmans et des cargaisons confisquées, et la

1. 1730.

2. A. Vandal, Une ambassade française en Orient sous Louis XV.

punition des pirates. Car une convention passée entre le Roi de France et l'Ordre de Malte interdisait aux corsaires de s'approcher des côtes de plus de 50 milles. Ils y contrevenaient perpétuellement et leurs méfaits attirèrent plusieurs fois les nations des Echelles de Syrie dans de très mauvais pas.

En 1724, un Maltais du nom de Galland fait main basse sur plusieurs bateaux indigènes dans la rade d'Alexandrette : l'Aga de cette ville menace de piller les magasins des facteurs français, si Galland ne restitue pas les prises qu'il a faites. Mais le corsaire a mis à la voile et fuit maintenant devant M. de Grandpré, commandant des forces navales du Roi en Levant. Le Consul d'Alep, qui a dû commencer par promettre d'indemniser les victimes, est heureux d'en être quitte, grâce à l'intervention de Bonnac, pour 425 piastres, dont le chevalier d'Argouges, agent du Roi à Malte, demandera la restitution aux armateurs du corsaire. C'est la forme la plus banale et la moins dangereuse des difficultés suscitées aux résidents par les Maltois.

Mais les représailles des Turcs pouvaient aller jusqu'à mettre en danger les biens et même la vie des Français. Le 15 février 1719, la populace de Tripoli de Syrie pillait, en manière de rétorsion, la maison du Consul Monhenault et celles de deux marchands, Fabron et Anglès. S'étant rendu à Constantinople en personne, pour obtenir réparation avec le concours de Bonnac, le Consul revint avec un commandement du Sultan qui ordonnait la restitution de tout ce qui avait été pris aux Français, la punition des coupables et la déposition de l'Aga des Janissaires, principal auteur de l'attentat. Il alla, en compagnie du nouvel Aga des Janissaires, chez le Pacha qui le reçut avec honneur et fit jeter en prison l'ancien Aga. Sur 40 bourses que l'avanie avait coûté à la nation, elle en récupéra 25 : le reste fut réparti entre toutes les Echelles du Levant.

En 1736, arrive en rade d'Alexandrette un navire armé en course à Malte et battant pavillon du Roi d'Espagne. Comme il y avait alors en rade 6 vaisseaux français prêts à charger ou à décharger, le vice-consul se rend à bord du corsaire pour l'exhorter à ne pas faire de prises, en considération des risques qu'il ferait courir aux Français : le Maltais arrête néanmoins un bateau qui portait du riz dans le golfe d'Antioche et capture trois Turcs, enrôlés dans l'équipage. Aussitôt une émeute éclate contre les Français d'Alexandrette; l'Aga somme le vice-consul de retourner à bord du corsaire, pour obtenir la liberté des captifs. Lorsque le vice-consul revint à terre, ayant dans sa chaloupe les trois Turcs dont il avait arraché la restitution au Maltais, plus de mille personnes l'attendaient au débarcadère. Mais, à quelques jours de là, le même corsaire enlève une caravelle chargée de blé et montée par quatre Turcs. Cette fois la populace s'empare du Supérieur du Couvent de Terre-Sainte, lui lie bras et jambes et le roque de coups. Le vice-consul est insulté en se portant à son secours; il fait alors savoir à l'Aga qu'il va se rendre à bord et ne reviendra qu'avec les quatre marins capturés et la promesse de restituer le blé. A force de menaces, il décide le corsaire à relâcher sa prise, et l'émeute est encore une fois apaisée.

En présence de pareils dangers, un Consul pouvait écrire : « Il est certain que, si la Cour n'obtient pas de la Religion de Malte que ses Corsaires ne croisent plus en ces côtes, nos vies et nos biens sont à croix et à pille¹. » Au moment où ces lignes étaient écrites, il n'y avait pas moins de quatorze corsaires maltais sur la côte de Syrie, attendant un convoi parti de Damiette à destination de Tripoli, Alexandrette et Alep, et l'un d'eux, qui venait d'enlever une saïque turque sous le canon de Lattakieh, aggravait le cas en arborant indûment le pavillon du Roi de France.

La Cour ne négligeait rien pour délivrer les Echelles de ce fléau. Tantôt elle chargeait l'Ambassadeur du Roi à Constantinople d'obtenir de la Porte un commandement général « écartant toute responsabilité des Français dans ces sortes d'accidents². » Tantôt elle donnait ordre à son Chargé d'affaires à Malte de faire des remontrances au Grand-Maître sur la convention conclue avec le Roi. Tantôt enfin elle se vengeait sur la personne même des corsaires, quand cela était en son pouvoir. C'est ainsi que Galland, qui avait suscité une avanie à la nation d'Alep en 1724, fut arrêté à La Ciotat en 1727 et emprisonné à la tour de Bouc. On s'assura que sa course n'avait porté préjudice à aucune autre Echelle, on contraignit ses armateurs à dédommager les négociants d'Alep : lui-même fut retenu en prison quelque temps « pour servir d'exemple aux autres corsaires » et ne fut relâché que sur l'assurance « qu'il était à présent hors d'état de faire aucun armement de course, ni de causer d'inconvénient au commerce³. »

*
* *

III. — Les frégates royales qui croisaient presque sans interruption dans les mers du Levant donnaient la chasse aux corsaires Maltais. Mais leur rôle devenait surtout important lorsque la guerre éclatait entre la France et l'Angleterre : il s'agissait alors d'éviter une interruption complète du commerce en empêchant les navires marchands de tomber entre les mains des corsaires ou des armements réguliers de l'Angleterre. Aussi la Chambre et l'Ambassadeur prévenaient-ils les Consuls en toute hâte de la déclaration de guerre⁴; ceux-ci en informaient à leur tour les capitaines qui avaient relâché dans leur Echelle. Le Roi détachait de son escadre un certain nombre de vaisseaux pour protéger la navigation du Levant. « L'objet des vaisseaux du Roi, en venant dans ces mers, écrit l'Ambassadeur Castellane⁵, doit

1. En 1736.

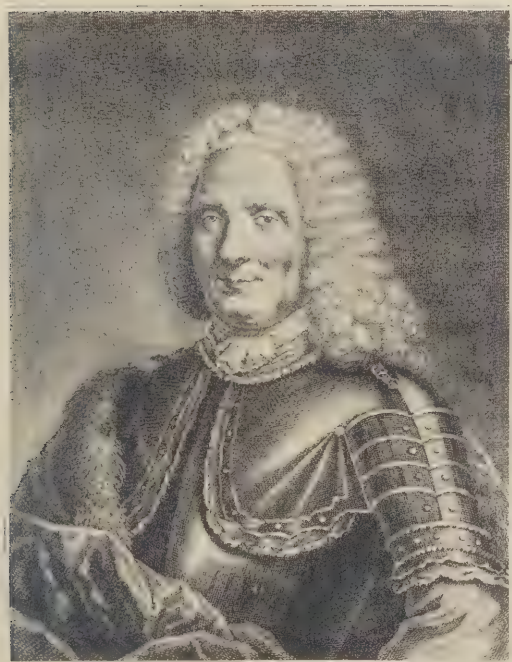
2. Maurepas en charge M. d'Andrezel en 1727.

3. Maurepas à la Chambre, décembre 1727.

4. En avril 1744, Castellane écrit à la Chambre : « Le combat qui s'est livré entre les escadres combinées française et espagnole et celle d'Angleterre devant donner lieu incessamment à une déclaration de guerre, vous ne devez pas douter que j'en fasse part à tous les capitaines et patrons... Je ne leur donnerai aucun ordre

qui puisse arrêter le cours de la navigation, mais je les avertirai seulement de prendre des précautions et d'éviter autant que possible les Anglais qu'ils apercevront sur leur route. » En août 1746, il félicite la Chambre d'avoir obtenu du Roi l'envoi d'une escadre dans le Levant, sous les ordres de M. de Massiac, et souhaite que ce commandant détache de sa force navale la frégate *la Flore*, pour mouiller dans les parages d'Alep.

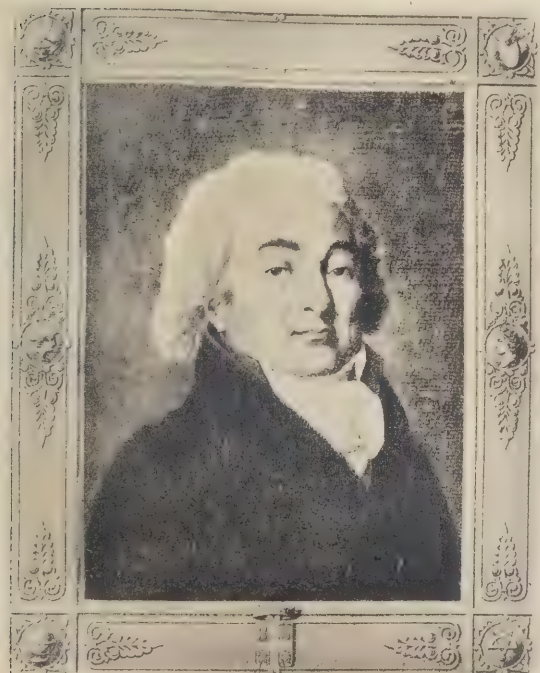
5. En août 1746.



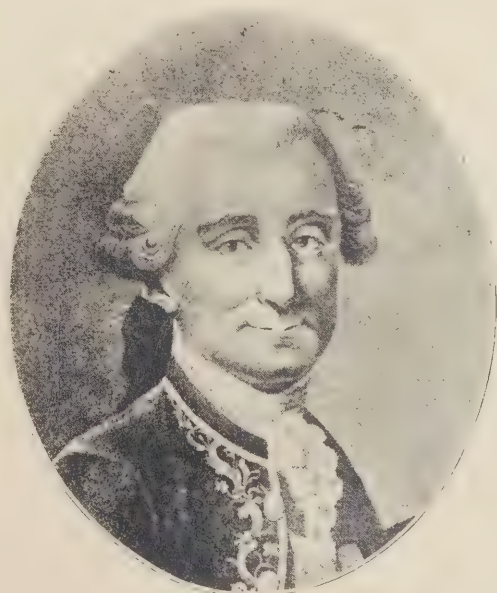
Benoit de MAILLET, Consul de France,
Inspecteur des Echelles du Levant et de Barbarie,
d'après une gravure de JEURAT.



Le Marquis de BONNAC
Ambassadeur de France à Constantinople,
d'après une miniature appartenant à M. le Comte de LUPPÉ (1)



Le Comte de CHOISEUL-GOUFFIER,
Ambassadeur de France à Constantinople,
d'après une gravure de BAILLY.



Le Comte de SAINT-PRIEST,
Ambassadeur de France à Constantinople.

1) Cette miniature a été reproduite en tête du "Mémoire de l'Ambassade de France à Constantinople" par le Marquis de BONNAC, publié par M. CHARLES SCHEFER, chez l'éditeur LEROUX.

être plutôt de détruire les corsaires que de faire des prises. » Afin d'en imposer aux malfaisants corsaires britanniques, les capitaines marchands se réunissaient en convois et naviguaient de conserve sous l'escorte de deux ou trois bâtiments de guerre. Ces convois représentaient quelquefois une valeur immense : en 1747, on annonce l'arrivée à Marseille d'un convoi de quarante-trois voiles, en provenance du Levant et de Barbarie, sous l'escorte de deux vaisseaux et d'une frégate du Roi, commandés par M. de Massiac; la cargaison est évaluée à environ six millions; sur le nombre, deux navires viennent d'Alexandrette, cinq de Seyde et d'Acre.

Ceux qui se risquaient à faire route seuls ou en nombre insuffisant devaient livrer aux Anglais des combats, dans lesquels ils succombaient malgré leur belle défense. En 1757, mande le Consul de Seyde, le capitaine Sallest ne s'est rendu au Commandant du *Graehound* qu'après avoir été poursuivi pendant vingt-quatre heures et avoir tiré 140 coups de canon. Deux ans après, le capitaine Isnard rencontre en sortant de Chypres la frégate le *Preston* : « Sa bonne manœuvre l'en eût fait échapper, écrit le vice-consul d'Alexandrette¹, si le *Faucon*, vaisseau de 18 canons, de 80 hommes d'équipage et très excellent voilier, ne l'eût atteint à portée de pistolet, malgré que ce capitaine n'eût point discontinué de se servir, pendant trois heures, de ses avirons et de se défendre de ses deux canons de retraite avec toute l'activité dont son équipage pouvait être capable. »

Ces prises faisaient essuyer de très fortes pertes au commerce des Echelles. « Si nous ne recevons quelque secours, écrivait dès 1747 un Consul de Seyde, le commerce de ces cantons va être totalement détruit. » Mais des secours, envoyés de Toulon, empêchaient généralement que le courant commercial fût complètement tari et, en outre, pour diminuer les risques, une Ordonnance royale vint interdire la navigation, pendant la guerre, aux navires de moins de cinquante tonneaux.

Nos Consuls obtenaient pourtant des autorités turques la restitution des prises que les corsaires ennemis conduisaient dans les Echelles, quand ces navires avaient été chargés pour le compte de sujets du Grand-Seigneur. Au début de la guerre de 1744, le Grand-Vizir avait essayé d'épargner aux Turcs la perte des marchandises qu'ils confiaient aux capitaines français, en proposant aux belligérants de s'interdire la course et tous les actes d'hostilité au delà d'une ligne de démarcation allant du golfe de Sidra en Afrique au golfe de Larta en Epire. L'Ambassadeur et le conseil du Roi pensèrent qu'accéder à cette demande serait renoncer à protéger directement le commerce français dans les mers neutralisées et le livrer aux déprédations des pirates Barbaresques, sans autre garantie que la protection de la Marine ottomane. Ils refusèrent donc, et les Turcs conservèrent le même intérêt que nous à obtenir de l'Angleterre la restitution des navires français nolisés pour leur compte.

Cette restitution n'allait pas toutefois sans de grandes difficultés. En 1745, un

1. En 1759.

vaisseau anglais, *la Tamise*, amène dans la rade de Tripoli deux navires français qu'il a pris entre Damiette et le « Paya d'Alexandrette », où ils se rendaient. Il les abandonne, après en avoir enlevé toutes les provisions, coupé les câbles et pris les voiles. Comme ces navires étaient chargés pour le compte de sujets du Sultan, le Consul prie l'Ambassadeur Castellane d'en obtenir la restitution. La Porte renvoie l'affaire devant le Pacha de Tripoli, qui assemble en Divan tous les grands du pays. Le Consul de France s'y rend avec la nation; le vice-consul d'Angleterre avec son neveu, seul résident britannique de Tripoli. L'Anglais soutient d'abord que les navires sont de bonne prise; le Français le nie, alléguant qu'ils ont été pris en vue de la côte turque et que, d'ailleurs, un commandement du Grand-Seigneur interdit aux belligérants les actes d'hostilité dans les mers de son empire, dont on ne sort pas pour aller de Damiette à Tripoli. Après ces plaidoiries, le Pacha renvoie la suite de l'affaire à plus tard, sous prétexte de faire procéder à une enquête. Mais cette interruption a, en réalité, un autre but : « le kiaya du Pacha, écrit le Consul, me fit dire que lui et les autres officiers du Pacha le disposeraient en notre faveur, ce qu'ils souhaitaient, assurés que le Pacha, décidant en notre faveur, serait gratifié et eux de même. » En réponse à cette ouverture, les capitaines des navires capturés consentent à abandonner chacun mille piastres en présent. A peine leur réponse est-elle parvenue au Pacha qu'il réunit un nouveau Divan, produit les pièces de l'enquête, invite le vice-consul anglais à formuler ses objections, demande l'avis des assistants et, conformément à leur opinion, ordonne la restitution des navires et du chargement. Le Consul en fait aussitôt prendre possession, arborer et saluer, sur les prises délivrées, le pavillon du Roi.

Rarement, dans les cas analogues, obtenait-on des Turcs qu'ils fissent lâcher prise à un corsaire anglais, sans avoir à délier les cordons de la bourse. Mais il arrivait que les Anglais, instruits par l'expérience, appellassent la cavalerie de Saint-George à la rescousse de leur marine. Ainsi, en 1757, un Consul de Tripoli a-t-il toutes les peines du monde à obtenir d'un Pacha, qui s'est laissé tenter par les offres alléchantes de nos ennemis, l'exécution d'un commandement du Sultan ordonnant la rétrocession d'une voile française, conduite en rade de Lattakieh par les corsaires britanniques qui l'avaient enlevée. Pareille occasion aussi n'était-elle pas trop propice à un honnête Gouverneur ottoman, pour se mettre aux enchères entre deux compétiteurs, bien pourvus d'arguments sonnants et trébuchants?

C'est par ces coups de main des corsaires que les guerres franco-anglaises jetaient le plus de troubles dans le commerce et jusque dans l'existence des résidents français de Syrie et de Palestine.

*
* *

IV. — Si tous les peuples de Syrie et de Palestine avaient été également soumis à la Porte et dociles aux ordres des Pachas, les rapports des Français avec les indi-

gènes se réduiraient à leurs rapports avec ces Gouverneurs. Mais l'autorité des Pachas n'était pas toujours aussi absolue en fait qu'en théorie, soit qu'une insurrection éclatât contre eux parmi les Musulmans, soit qu'ils eussent dans leur gouvernement des peuplades différant des Turcs par la race ou la religion et vivant à leur égard dans une sorte d'autonomie.

Les révoltes, rares pendant cette période où le pouvoir du Sultan était encore redouté, semblent s'être localisées à Tripoli de Syrie. Le peuple de cette ville s'insurge deux fois de suite contre Ibrahim-Pacha et contre son successeur, Osman, en 1731¹. Malgré les précautions d'Osman, qui connaissait « les dispositions de cette populace fière et turbulente », une bagatelle, — la dispute d'un janissaire du pays et d'un soldat du Pacha qui marchandaient tous deux une charge de bois, — provoqua dans la ville une émeute sanglante. La bataille se poursuivit dans la rue pendant quatre jours, avec la fureur d'un carnage, et fit beaucoup de victimes.

Dans ces insurrections, les désordres de la rue n'étaient pas seuls à craindre pour la nation française : elle avait à compter avec les exigences des insurgés pendant la lutte, avec les représailles du parti vainqueur après la pacification. En 1731, ce fut le Pacha qui dut capituler, destituer ceux de ses conseillers que lui désignèrent les meneurs de la révolte et même revêtir ceux-ci « de belles hardes et de vestes. » Et « dans cet équipage, escortés chacun de cinquante à soixante janissaires de leurs camarades les plus aguerris », ces audacieux rebelles s'en furent rendre visite aux grands de la ville, aux Consuls étrangers, et recevoir d'eux les présents qu'on faisait aux nouveaux Pachas. « Ils sont venus jouer le même rôle dans notre quartier, raconte le Consul Lemaire, entrant sans façon dans les maisons des Français et s'y tenant jusqu'à ce que le présent qu'ils attendaient leur fût prendre congé. » Mais le crédit dont notre pays jouissait alors auprès de la Porte en imposait même à des sujets révoltés contre elle : c'est sur l'influence du Consul de France qu'ils comptaient pour désarmer la colère du Sultan. Le chef de la révolte, après avoir reçu son présent et pris son café, vint remercier Lemaire et, en l'embrassant, lui dit à l'oreille : « Consul, si vous êtes de mes amis, écrivez à Constantinople en ma faveur. » Lemaire fit en sorte de ne lui donner ni espérance formelle, ni déception, « car il aurait été, dit-il, de la dernière imprudence de ne pas ménager ces chefs mutins, au caprice desquels les Français étaient absolument livrés, le Pacha n'ayant plus qu'un fantôme d'autorité. » Quand M. de Villeneuve lut cette relation, il lui sembla sans doute relire ce qu'il écrivait lui-même un an auparavant, alors qu'il recherchait les bonnes grâces d'un janissaire et d'un portefaix, devenus, par une révolution à Constantinople, les premiers personnages de l'Empire. Les insurrections de province mettaient aussi nos Consuls dans la nécessité de ménager auprès de ces puissances d'un jour les intérêts français.

1. D'après une relation de la révolte arrivée à Tripoli de Syrie, le 4 avril 1731.

*
* * *

V. — Ils devaient encore plus songer à les défendre auprès de ceux pour qui l'indépendance n'était pas une usurpation éphémère, mais un état permanent, presque un droit : auprès de populations dont la race et la religion faisaient de petites enclaves vassales de la Turquie, comme les Druses, les Maronites et les Mutualis, ou que leurs traditions de vie nomade rendaient impropres à une soumission effective, comme les Arabes-Bédouins et les Kurdes.

Les trois premiers de ces peuples étaient établis en majorité sur les terres du Pachalik de Seyde. Ils vivaient côte à côte, sans se confondre entre eux ni avec les Turcs, dans un espace relativement restreint. Les Maronites habitaient Baruth et les villages de la chaîne occidentale du Liban, spécialement ceux du canton de Kesrouan. Les Druses, plus nombreux ou moins concentrés, occupaient d'autres villages du même massif montagneux, depuis les abords de Tripoli au Nord jusqu'à proximité de Sour et de Seyde au Sud; leur port était Baruth, qui leur appartenait. Les Mutualis, d'abord massés autour de Balbek, dans la plaine qui sépare les deux chaînes du Liban et de l'Anti-Liban, s'avançaient peu à peu vers la mer jusqu'à atteindre, eux aussi, le voisinage de Seyde. Enfin le gouvernement de Seyde, dans sa partie méridionale, servait tantôt d'asile, tantôt de passage aux Arabes sédentaires ou nomades, à ces Bédouins qui transportent leurs tentes des confins orientaux de la Syrie jusqu'aux environs d'Acre et de Caïfa et dont certaines tribus s'étaient depuis longtemps fixées dans le pays de Safed. Ces peuplades qui, sauf les Bédouins, professaient une religion plus ou moins différente des Turcs, étaient plutôt leurs vassaux, leurs tributaires que leurs sujets : ils avaient une organisation politique autonome, sous leurs Cheikhs ou leurs Emirs ¹. Leurs obligations envers la Porte ottomane se bornaient au paiement d'un impôt foncier, le *miry*, qu'ils acquittaient ou devaient acquitter entre les mains du Pacha de Seyde. Qu'ils les eussent reçues ou prises, les terres qu'ils cultivaient, les bourgades qu'ils détenaient étaient considérées comme leur étant affermées par le Grand-Seigneur, sans qu'il leur en coûtât d'ailleurs d'autre redevance que le *miry*, plutôt tribut qu'impôt proprement dit. C'étaient leurs chefs particuliers qui, lorsqu'ils ne le gardaient par pour eux-mêmes en tout ou en partie, versaient ce tribut au Pacha de Seyde pour toute la collectivité qu'ils gouvernaient. Ces chefs étaient, pour les Druses, un Grand Emir, dont le titre et la dignité étaient héréditaires de père en fils aîné dans une famille dont tous les membres se qualifiaient d'Emirs; pour les Maronites, des Cheikhs qui, au XVIII^e siècle, se subordonnaient à l'autorité de l'Emir des Druses, en la tempérant par leur propre pouvoir sur leurs congénères et par l'influence de leur Patriarche; pour les Mutualis, tantôt un seul Cheikh, tantôt plusieurs, quand ils n'avaient pu se mettre d'accord

1. Voyez Volney, *Voyage en Egypte et en Syrie*, t. I, état politique de la Syrie.

pour n'en reconnaître qu'un; pour les Arabes-Bédouins, autant de Cheikhs que de tribus, jusqu'au moment où, dans le pays de Safed et ensuite fort au delà de ce territoire, l'un d'eux s'érigea en une sorte de souverain. Sous leurs divers titres, Emirs Druses, Cheikhs Maronites, Mutualis ou Arabes disposaient d'un pouvoir et de moyens, à la vérité fort inégaux selon l'importance du groupement à la tête duquel ils étaient placés, différents selon qu'ils en partageaient ou n'en partageaient pas le commandement entre plusieurs, variables enfin avec leurs propres mérites personnels, mais généralement suffisants pour que la Porte eût à compter avec eux. Un Pacha voulait-il forcer l'un d'entre eux à payer le tribut, ou tirer vengeance de quelque agression? Les Maronites et les Druses attendaient les Turcs dans les défilés du Liban, sur les contreforts inexpugnables, coupés de cirques et de ravins, que domine le Sannin; les Mutualis se retranchaient dans quelque château-fort aux murailles crénelées, aux tours massives, tel celui qui renfermait les colonnades en ruines des temples du Soleil et de Jupiter; les Bédouins, le fusil en travers de leur burnous rayé et la lance au poing, prenaient la campagne, harcelaient les Osmanlis, ravageaient quelque domaine de bon rapport au Gouverneur, faisaient irruption en quelque place où ils se défendaient et, si l'affaire tournait mal pour eux, s'enfouaient au galop dans les déserts qui s'étendent à l'est du Hauran, pour en revenir bientôt plus nombreux.

L'attitude du Consul et des résidents français de Seyde et des Echelles environnantes devait tenir compte de cette situation particulière, comme en tint compte ensuite la politique des Etats européens envers la Turquie. La croyance des Maronites-chrétiens de vieille roche, leur union avec Rome (ils étaient catholiques, rattachés à l'Eglise romaine), enfin une très ancienne tradition remontant aux Croisades et fortement rajeunie sous Louis XIV, en faisaient de véritables clients et presque des protégés de la France. Nous savons quelles difficultés suscitaient parfois au Consul les rivalités de leur clergé indigène avec les religieux francs. Sans être juridiquement dans une situation aussi claire, par rapport à la France, que les religieux latins dont la protection nous était officiellement reconnue par la Porte Ottomane, ou que les Juifs livournais, eux aussi nos protégés, ou que les « barataires », autorisés par le Sultan lui-même à se prévaloir de la protection française, les Maronites, laïcs ou ecclésiastiques, pouvaient invoquer auprès de nous les droits qu'ils tenaient de lettres royales délivrées à leur nation entière par la Cour de France le 28 avril 1649, au nom de Louis XIV mineur, sous la Régence d'Anne d'Autriche. Ces lettres leur constituaient un titre imprescriptible à mieux que notre sollicitude, qui n'avait pas attendu ce moment pour leur être acquise : à un véritable patronage et à une sorte de protection officieuse, dont les Turcs, sans nous la reconnaître, ne gênaient pas l'exercice. Le soin avec lequel Louis XIV, pendant son long règne personnel, leur en avait continué les bénéfices en consacrait définitivement la tradition. Leur Patriarche, chef de leur religion, et les grands de leur nation entretenaient des relations suivies avec les Consuls français en Syrie et occasionnellement avec le Gouvernement royal par

lettres et par émissaires. En 1655, un Consul de France à Alep avait confié à un de leurs Cheikhs, Abou-Neufel, la charge du Consulat français à Baruth, confirmée deux ans après par des lettres royales. Depuis ce moment, cette charge, retirée puis rendue, était restée dans la famille d'Abou-Neufel, celle des Khazen, malgré les jalousies qu'elle excitait de la part de nos Consuls de carrière et même de nos marchands. Un membre de cette famille portait le titre et exerçait les fonctions de Consul de France à Baruth, à l'époque où notre Ambassade à Constantinople était dirigée par le marquis de Bonnac, qui disait de lui : « Son père, qui était un homme fort puissant et accrédité, avait rendu divers services à la nation, pour la récompense desquels il demanda le titre de Consul, avec la faculté d'exiger 2 % des marchandises que les Français achèteraient ou chargeraient à Baruth. Son fils a hérité de ce titre et de ce droit, dont la nation a fait diverses représentations pour en être déchargée. Mais la chose ne paraît pas praticable, non seulement parce que ce droit est une concession royale, mais aussi parceque, si le Cheik Neufel n'est pas si autorisé que son père, ni si capable de protéger les Français, il l'est assez pour leur faire du mal ¹. » Ni lui, ni ses concitoyens n'y songeaient et il n'eût pas fallu moins qu'une disgrâce imméritée pour les y porter.

Les Maronites, dont le nombre était évalué à environ 70.000 individus, en majorité rassemblés sur un territoire montagneux où ils constituaient une population assez homogène, étaient le plus paisible des peuples vassaux du Grand-Seigneur en Syrie. Ils en étaient aussi le moins arriéré et le plus industrieux. Leur race était belle. L'impression qu'ils produisaient sur les Français leur était favorable : « Les Maronites sont bien faits, lit-on dans un mémoire de peu postérieur au XVIII^e siècle. Ils ne manquent ni d'un certain esprit, ni d'une certaine douceur dans le caractère. Ils ont de l'industrie, de l'activité, du savoir-faire et autant d'instruction qu'ils en peuvent acquérir dans un pays sans ressources de ce côté. » Leurs occupations — ils cultivaient le mûrier et filaient la soie, — leur goût pour les profits d'une vie laborieuse, l'influence d'une organisation plus patriarcale et moins féodale que celle de leurs voisins, enfin l'état relativement avancé de leur civilisation, si l'on peut employer ce mot en parlant d'eux à cette époque, les détournaient de se mêler aux querelles provinciales, à moins qu'ils n'eussent à défendre leur autonomie de fait, dont ils étaient très jaloux, ou leur religion, à laquelle ils étaient fort attachés. Rarement étaient-ils troublés, soit dans l'une, soit dans l'autre, par les Turcs. Aussi leur rôle, dans les compétitions qui mettaient ceux-ci aux prises avec les Druses, les Mutualis et les Arabes, était-il le plus souvent négatif ou effacé. Les Druses mêmes, qui, alors plus puissants qu'eux, exerçaient sur eux une primauté à laquelle ils se prêtaient de bonne grâce, ne semblent pas leur avoir demandé de participation effective à leurs fréquentes campagnes. Le Consul de France, abstraction faite de quelques contestations d'ordre ecclésiastique, n'éprouvait pas de difficultés de leur fait et, quand d'aventure il se trouvait en

1. 1724.

présence d'un de leurs Cheikhs, qui ne descendaient pas souvent de leurs montagnes, il lui semblait continuer des relations séculaires : car tel de ces personnages, se vantant d'une illustration de plusieurs siècles, prétendait que ses ancêtres avaient été de secours à nos Rois dans les Croisades.

L'amitié des Maronites n'impliquait pas alors, comme il advint plus tard, l'hostilité des Druses. Ces deux nations, dont la rivalité fut artificiellement suscitée et attisée par les Turcs pendant la première moitié du XIX^e siècle, vivaient alors côte à côte dans la meilleure intelligence, sur les pentes du Liban. Leurs rapports étaient si paisibles, leur voisinage créait entre eux tant de liens, que l'on voit un homme pourlant aussi averti des choses d'Orient que le marquis de Bonnac confondre un notable Maronite avec un notable Druse et écrire à propos du Cheikh Neufel : « C'est un Seigneur ou Prince de la nation des Druses. » Confusion fort excusable, sinon légitime, en un temps où, politiquement parlant, les Maronites faisaient à peu près corps avec les Druses. En 1772, cette situation durant encore, un Consul de France dira d'eux qu'ils sont des Druses, distingués des autres par le nom de leur culte; et vers 1807 le rédacteur d'un mémoire sur leur contrée appellera leur peuple « une petite république à part sous la protection de l'Emir des Druses. »

Musulmans, mais formant une secte qui leur était tout à fait particulière et différait profondément de toutes les autres sectes de l'Islam, les Druses étaient considérés par les Turcs comme des hérétiques et, comme tels, n'avaient pas leurs sympathies. Mais ils étaient ménagés d'eux, à cause de la force dont ils disposaient. C'étaient, au dire d'un de nos Consuls, « des montagnards forts, vigoureux, à qui il ne manquait que d'être aguerris et d'avoir de la discipline pour devenir très redoutables. » Disciplinées, leurs troupes ne l'étaient certes pas plus que celles d'aucun peuple de l'Orient en ce temps-là, sans en excepter les Turcs. Aguerries, on peut douter qu'elles ne le fussent pas, étant donné qu'elles étaient souvent sur pied et que les hommes dont elles étaient composées avaient été entraînés de bonne heure aux exercices du corps. Les Druses accoutumaient les jeunes gens de leur nation « à bien monter à cheval, à manier la lance et les armes à feu. » Ils étaient, au témoignage des Français qui les observaient, « ambitieux, courageux, très portés à l'avarice, singulièrement vindicatifs. » Leur organisation intérieure était oligarchique et féodale. Les fils, frères, neveux de leur Grand Emir, qui n'était d'ailleurs pas sans trouver de temps à autre des rivaux dans sa parenté, étaient pourvus d'apanages. Leurs Cheikhs étaient en quelque sorte les sous-fermiers du fermier principal que lui-même était par rapport au Pacha de Seyde : ils lui payaient ou lui devaient le *miry*, comme lui même le payait ou le devait au Pacha, représentant du Sultan de Turquie; moyennant quoi, ils étaient maîtres sur leurs terres. A son appel, ils appelaient leurs propres hommes aux armes et lui conduisaient leurs contingents, dont il prenait ou déléguait le commandement. Un de nos Consuls évalue au chiffre relativement modeste de 8.000 hommes le nombre des fantassins qu'il pouvait envoyer au combat; la nature escarpée de son pays ne lui

permettait pas de lever beaucoup de cavalerie. Cependant son concours était toujours recherché, soit par les Turcs, soit par leurs adversaires, quand les Turcs rencontraient l'opposition de quelque autre élément de la population syrienne. Car, même petite, son armée n'était pas un facteur négligeable, vu la faiblesse numérique des effectifs mis en ligne dans les conflits locaux de l'Orient ottoman, à cette époque. De plus, une certaine renommée de puissance militaire et politique, qui était comme un legs du plus illustre de ses prédécesseurs, s'attachait à son rang et à sa situation depuis le règne brillant, quoique mal terminé, de l'Emir Fakr-ed-Din. Qu'il s'appelât Mehlem, Mansour ou Youssef, l'Emir des Druses, bien que réduit à un état beaucoup moins florissant et imposant qu'au siècle précédent, demeura, jusqu'au delà du milieu du XVIII^e, le Prince dont le pouvoir était le mieux assis en Syrie et le plus reconnu dans les cantons où il l'exerçait. Son peuple pouvait compter de cent à cent vingt mille âmes. Entre lui et nos Consuls, les occasions de contact étaient fréquentes. Elles naissaient du commerce de nos négociants, de leurs achats dans le pays, de la vente de leurs marchandises; car les Druses, comme les Maronites, vendaient à nos factoreries les produits de leurs champs et s'y approvisionnaient en articles fabriqués. En outre, la place qu'ils occupaient dans les rivalités intérieures de la contrée leur en faisait une dans les préoccupations des chefs de nos Echelles. Enfin l'attention était naturellement attirée vers eux comme sur un phénomène religieux. Une religion, qui ne les classait dans aucune catégorie confessionnelle bien tranchée, paraissait être chez eux réservée à une caste d'intellectuels. Les gens du commun, qui n'y semblaient pas initiés, étaient éclectiques au point d'accompagner indifféremment un vrai musulman à la mosquée et un chrétien à l'église. Cette indifférence empêchait alors qu'ils fussent fanatiques. « La religion des Druses est inconnue, écrit un de nos Consuls à Seyde. Le peuple n'en a pour ainsi dire aucune. On ne voit pas que le Druse propre rende aucun culte à l'Etre suprême. »

Les Français entretenaient avec les Druses les relations les plus confiantes. Le dévouement qu'ils portaient à la France ne saurait se comparer qu'à celui des Maronites envers elle. En 1743, l'Emir des Druses étant venu, par ordre de la Porte, contraindre les Mutualis à payer le tribut, rendit visite au Consul de Seyde, M. de Lane, accompagné de membres de sa famille. « Je ne saurais bien exprimer, écrit celui-ci, les sentiments de vénération et de tendresse qu'ils m'ont témoignés pour le Roi, et le respect et l'admiration qu'ils ont fait paraître à la vue d'un portrait de Sa Majesté, m'ayant répété plusieurs fois qu'ils ne reconnaissaient dans leur cœur d'autre souverain que le Roi de France. Je suis d'autant plus porté à croire à la sincérité de leurs protestations qu'ils ont toujours protégé le commerce et la religion des sujets de Sa Majesté ¹. » Bien que professant une religion à eux, sans aucun rapport avec le Christianisme, les Druses en effet sont alors plus que tolérants, bienveillants et secourables aux chrétiens, spécialement aux catholiques.

1. Août 1743.

En retour de ces services, les Druses demandaient quelquefois au Consul de France d'intercéder en leur faveur auprès des Pachas, et une demande de ce genre amena le Consul Martin à exercer en 1737 une véritable médiation. Soliman, Pacha de Damas, avait obtenu de la Porte l'autorisation de se venger sur l'Emir des Druses d'un grief personnel : il rassemble ses troupes et obtient l'assistance des Pachas de Seyde et de Tripoli. Tout en se préparant à la guerre, l'Emir des Druses serait bien aise de « tourner l'affaire en négociation. » Il fait prier le Consul d'interposera médiation, promettant d'accepter toutes les conditions auxquelles il lui plairait de le soumettre. Les chefs chrétiens, « craignant la destruction d'un grand nombre de leurs églises », joignent leurs prières à la sienne. Le Consul hésite : il sait ce qu'il en coûte de se mêler des affaires des Turcs. Pourtant, il ne peut se dispenser de tenter quelque chose ; car l'Emir des Druses est, à cette époque, un puissant seigneur, dont le prestige est rehaussé par le souvenir du grand Fakr-ed-Din, et qu'il importe de ne pas s'aliéner, aussi bien dans l'intérêt du commerce des Français, « que pour donner aux chrétiens du pays des marques de la protection dont le Roi les honore. » Martin envoie donc son drogman auprès de Soliman, en lui recommandant la circonspection, et informe l'Emir de sa démarche. Celui-ci comprend que le Consul cherche à éluder la médiation et se plaint qu'en retour des services qu'il rend à la catholicité, le représentant du Roi Très Chrétien agisse si faiblement en sa faveur. En même temps, tous les missionnaires français viennent représenter à Martin que « s'il ne s'emploie efficacement pour apaiser les choses, toutes leurs églises et toutes leurs maisons, qui subsistent sans titre ni permission de la Porte et seulement par la protection de l'Emir, seraient absolument ruinées. » Les démarches analogues des Patriarches grec et maronite et d'un Légat du Pape, Mgr Assemany, décident le Consul à ne rien omettre pour procurer la paix à l'Emir. Le drogman reçoit l'ordre d'agir plus énergiquement auprès de Soliman, dont il a été très bien accueilli. De son côté, le Consul met le Pacha de Seyde dans le parti de l'Emir, par l'intermédiaire du Grand-Douanier, qui reçoit la promesse de présents pour lui et pour son maître. Bref, à peine les Pachas ont-ils réuni leurs armées qu'ils se brouillent et se quittent sur des paroles très vives. Devant les hommes de l'Emir, qui font bonne contenance, appuyés à des montagnes inaccessibleles, Soliman Pacha hésite et charge le drogman de négocier la paix. En une journée, les clauses du traité sont arrêtées. Mais quelle n'est pas la surprise du Consul en voyant, le lendemain, arriver au khan des Français le frère de l'Emir et les enfants de deux des principaux Cheikhs du Kastrevan ! Pour garantir l'indemnité promise par l'Emir, Soliman avait exigé des otages et le drogman avait suggéré l'idée de les remettre à la garde du Consul. Le récit de cette médiation nous donne les renseignements les plus curieux sur les rapports des Français avec les Druses, la protection que ceux-ci accordaient au catholicisme, et le rôle que leurs différends avec les Pachas turcs amenaient le Consul de Seyde à jouer.

*
* *

VI. — Il s'en fallait de beaucoup que les Français eussent avec les Mutualis des rapports aussi anciens qu'avec les Maronites et les Druses.

Cette peuplade, qu'on disait d'origine persane et qui appartenait à la secte des Musulmans Chiites, non sans y introduire des usages religieux particuliers et mal connus, avait commencé par rester cantonnée dans la plaine de la Bekaa, donc sans contact direct avec nos marchands et leurs Consuls, établis dans des ports dont elle ne possédait aucun. Elle était la moins nombreuse des trois races qui avaient fait respecter leur autonomie par les conquérants tures dans cette partie de la Syrie, mais aussi la plus arriérée et la plus combattive. Son infiltration progressive dans quelques vallées du Liban ne l'avait encore mêlée que de loin à la vie de nos Echelles, quand, vers le milieu du XVIII^e siècle, l'alliance d'un Cheikh Bédouin dont nous parlerons tout à l'heure et dont la puissance grandit rapidement la fit entrer dans le tourbillon des luttes intérieures de la province, l'associa à des troubles dont tout le pays fut remué, la déplaça au gré du maître dont elle suivit dès lors la fortune et l'amena jusqu'à la côte. Devenus ainsi une force au service d'un Arabe qui ne sortait pas de leurs rangs, les Mutualis connurent une période de relative puissance, qui fit d'eux des gens avec qui il fallait compter, et se répandirent entre la vallée du Jourdain, Seyde et Saint-Jean d'Acre. En 1759, ils se rendirent maîtres de Sour, où leur installation les rendit voisins de nos comptoirs de Seyde et les établit dans une région dont cette Echelle drainait les produits. Depuis lors et pendant quinze ans, l'occasion se présenta maintes fois à nos nationaux d'avoir affaire à eux, comme auxiliaires de l'agitateur arabe qui les avait enrôlés, soit qu'une de leurs bandes armées tint garnison à Seyde, Saint-Jean d'Acre ou Baruth, soit qu'un de leurs Cheikhs particuliers exerçât des fonctions dans une de ces places.

Ils avaient la réputation de haïr les Turcs, comme le faisaient d'ailleurs d'autres peuples de secte chiite, mais de n'en pas aimer davantage les chrétiens. Un caractère farouche et un préjugé qu'ils se transmettaient de génération en génération leur inspiraient hostilité et même répugnance pour tout ce qui était étranger à leur race. « Malheur à ceux qui tombent entre leurs mains ! écrit un de nos Consuls à Seyde. Ils croient s'acquérir un mérite dans le ciel en les massacrant. » Leur humeur insociable, leur éloignement à frayer avec les autres passaient pour invétérés chez eux et furent longtemps relevés comme un trait essentiel de leur nature. « Les Mutualis sont tout à fait séparés, lit-on dans un mémoire du début du XIX^e siècle. Ils ne peuvent communiquer avec les étrangers sans se croire souillés. » On les disait très braves, audacieux, faciles à se livrer à toutes sortes d'excès. Leurs Cheikhs, qui avaient villages et châteaux, vivaient avec leurs vassaux comme avec des égaux. Leur nombre pouvait monter à une quarantaine de mille. Un de nos Consuls estime qu'ils pouvaient mettre sous les armes environ 2.500 cavaliers et 3.500 hommes d'infanterie.

Les relations entre eux et les marchands français furent d'abord orageuses. Nos Consuls se plaignent fréquemment des procédés vexatoires des Cheikhs Mutualis, Nassif et Ali Abbas. Mais aux tracasseries de ceux-ci succèdent, quelques années après, des avances annonçant de meilleures dispositions. En 1763, un de leurs Cheikhs entrant en charge à Sour écrit au consul de Seyde, M. de Clairambault, « fort poliment pour prévenir qu'il regardait notre amitié comme l'héritage de ses pères et qu'il aimerait mieux perdre ses enfants que d'y manquer. » La même année, tous leurs Cheikhs se rendent à une entrevue avec le même Consul dans les jardins de Seyde, qui devient le théâtre d'une réconciliation entre eux et la nation française. Ainsi le prestige de la France, dont le Consul dans cette contrée est un personnage encore influent et respecté, dont l'établissement commercial détient le quasi-monopole du trafic extérieur, finit-il par s'imposer aux Mutualis, qui mettent un terme à une mésintelligence d'ailleurs sans raison d'être de leur part. Mais les campagnes où ils se sont laissés entraîner leur seront finalement fatales, en fournissant aux Druses, militant dans le camp opposé, l'occasion de piller leurs terres à Baalbek et dans la Bekaa, et plus tard aux Turcs celle de les pourchasser, dépouiller, décimer et réduire aux proportions d'un groupement d'importance numérique extrêmement diminuée.

La présence des Druses et des Mutualis fait l'originalité du Pachalik de Seyde. C'est, dans l'Empire Ottoman, le seul où les terres de deux peuples vassaux, fort émancipés et rendant au représentant du suzerain très peu de comptes, s'avancent jusqu'aux portes même de la ville où le Gouverneur fait sa résidence. L'autorité normale du Pacha est donc restreinte à la superficie de la ville proprement dite, qui n'est pas grande. Elle se fait, si lui-même est rapace, d'autant plus lourdement sentir aux citadins, qu'il n'a qu'eux à pressurer. Circonstance aggravante : elle n'est pas, comme dans la plupart des chefs-lieux de Pachalik, contrebalancée par le pouvoir d'un corps de milice respectable, avec qui le Gouverneur ait à compter. A Seyde n'existent pas ce contrepoids, ce frein à un despotisme et à une rapacité qui, d'autre part, ne peuvent s'exercer à plus d'un quart de lieue au delà des murs d'enceinte.

A l'originalité du Pachalik correspond celle du poste consulaire français. Premier personnage de l'endroit après le Pacha, dans un petit port qui ne se soutient que par le commerce des Français, le Consul de France doit cultiver la bienveillance, à la fois du seigneur du lieu et des seigneurs de la banlieue, à la fois du Pacha, de l'Emir des Druses et des Cheikhs Mutualis, éviter de se mêler à leurs différends quand ils en ont et qu'il peut s'en tenir à l'écart, et cependant n'encourir le mécontentement d'aucun d'entre eux : tâche qui devient difficile, lorsque la situation locale cesse d'être calme.

Le Pachalik de Tripoli contenait aussi une peuplade, à laquelle les Turcs avaient laissé une certaine autonomie et qui se distinguait du reste de la population. C'était celle des Ansaris ou Ansariés, qui occupaient la partie nord du massif du Liban, souvent désignée de leur nom : chaîne ou monts des Ansari. Leur territoire confinait

à celui des Druses et des Maronites au Sud et s'étendait au Nord jusqu'à la plaine d'Antioche. Leur religion, qui leur était particulière, était par eux jalousement cachée et le peu qu'en apprenaient par ouï-dire les Européens, résidents ou voyageurs, se signalait par l'extravagance des croyances et des cultes. Ils avaient moins d'organisation politique que les Druses, les Maronites et même les Mutualis. Une vingtaine de Cheikhs les gouvernaient, qui acquittaient le miry, chacun pour leur canton, au Pacha de Tripoli ou au Musselem de Lattakieh. Les Ansaris cultivaient la vigne, l'olivier, le mûrier et le cotonnier. Ils prenaient peu de part aux compétitions provinciales. Les rapports que l'Echelle de Tripoli entretenait avec eux se limitaient aux affaires de commerce, à l'achat des produits de leur agriculture et à la vente des marchandises nécessaires à leur consommation.

*
* *

VII. — Les Arabes-Bédouins, dont les tribus erraient sur les bords du Jourdain et du lac de Tibériade, et dont certaines y étaient devenues sédentaires, étaient pour les Français des voisins qui pouvaient être plus incommodes. Ils n'avaient eu pourtant avec nos compatriotes que des rapports intermittents, jusqu'au jour où ils devinrent les véritables maîtres de la partie méridionale du Pachalik de Seyde. Un Cheikh nommé Daher, originaire de Safed, étendit peu à peu son domaine autour de ce village, et, en 1749, s'empara d'Acre, dont il se fit reconnaître la possession par le Pacha de Seyde et par le Sultan. Il avait alors 63 ans; son extraordinaire carrière allait se développer entre cet âge et celui de 86 ans¹!. Se fortifiant dans sa conquête, faisant alliance avec les Mutualis, favorisant d'ailleurs l'agriculture et gagnant l'affection des habitants par une bonne administration, il avait en peu de temps assis son pouvoir de manière à défier les efforts des Pachas et de la Porte. En 1763, il battait complètement Osman, Pacha de Damas, dont la tyrannie, s'exerçant sur la Syrie entière par l'entremise de ses fils, les Pachas de Seyde et de Tripoli, avait préparé et facilité les usurpations de son rival. Quelques années après, Ali-bey d'Egypte devait trouver dans le Cheikh Daher son plus ferme appui.

Les résidents français ne furent pas longtemps sans avoir des difficultés avec Daher, qui laissait son Grand-Douanier, Ibrahim-Sebaq, pratiquer la concussion sans l'ombre de retenue et étendre son monopole sur tous les produits du pays. Dès 1752, Daher interdisait de vendre des cotons filés aux Français d'Acre, à moins d'un prix exorbitant : M. de Verrayon, qui en était venu avec lui à un accommodement, traçait de lui à la Chambre ce portrait peu rassurant : « On nous l'a représenté jusqu'ici comme un homme des plus tyranniques et des plus violents, qui ne fait que

l'histoire de Daher et Edouard Lockroy : *Ahmed-le-*

1. Volney. *Voyage en Syrie et en Egypte*, Précis de Boucher.

s'irriter de toutes les tentatives que l'on peut faire pour se soustraire à son pouvoir, et qui est en état d'en venir aux dernières extrémités, plutôt que de souffrir que l'on donnât la moindre atteinte à son autorité. Il n'est pas douteux que ce Cheikh n'ait toute l'avidité d'un tyran et qu'il ne fût capable des dernières violences s'il ne consultait que son penchant; mais la politique réprime beaucoup en lui les vices du tempérament. S'il ne craint pas les plaintes des Pachas, c'est qu'il est assuré de pouvoir les étouffer avec de l'argent. Mais il n'est pas sans inquiétude sur les démarches que nous pouvons faire contre lui¹ ».

Peut-être la nation française ne se rendait-elle pas bien compte de la solidité du pouvoir de Daher, en réclamant trop ouvertement contre lui auprès des Pachas et de la Sublime Porte; ses sollicitations, qui restaient sans effet, n'aboutissaient qu'à augmenter le ressentiment du Cheikh. « Voici quelle est toujours la réponse des Gouverneurs, écrit le Consul de Seyde² : ce sont des rebelles qui se moquent de nous et qui nous refusent jusqu'au paiement des droits du Grand-Seigneur. Voilà de quoi me fermer la bouche ! Vous savez à quels excès le Cheikh Daher s'est porté : prendre de vive force le bien des Français, s'emparer de leurs domaines, chasser les Consuls et vice-consuls, et s'il y en a eu de ces derniers qui se soient soustraits à ses violences, ce n'a été qu'en sacrifiant leurs biens et leur repos. Qu'en est-il arrivé de tout cela ? Rien du tout. » Malheureusement pour la nation, ses plaintes devaient être entendues du Pacha de Damas, Osman, l'ennemi déclaré de Daher. Dès les premières hostilités, elle se compromettait pour la cause d'Osman, en lui laissant embarquer à Baruth sur un navire français un Aga et 30 hommes, chargés de s'emparer par surprise du château de Caïfa³. Prévenu par un espion, Daher les accueillit à coups de fusil, blessa quelques matelots et retint le capitaine prisonnier : le canon du château força le navire à se réfugier à Jaffa. La situation de nos résidents à Saint-Jean d'Acre parut alors assez alarmante au Consul de Seyde pour qu'il leur proposât d'abandonner l'Echelle; mais ils n'acceptèrent pas cette solution, qui était en effet prématurée. Plus timoré qu'eux, le Ministre, Choiseul-Praslin, ne fut pas satisfait de ce refus : « Il y a longtemps, écrivait-il, qu'ils doivent être prévenus du peu de sûreté d'un pays livré à la violence et menacé de guerre civile ou du ressentiment du Grand-Seigneur. Je sais qu'ils n'ont fait qu'y engager leurs affaires de plus en plus et je souhaite qu'ils n'aient pas lieu de se repentir de leur imprudence et de leur obstination. » Du moins, persistant dans son attitude, la nation chargea-t-elle l'Ambassadeur, Vergennes, d'obtenir de la Porte une réparation : Osman Pacha, lui fut-il répondu, allait se mettre en campagne pour réduire le rebelle. Il s'y mit en effet, mais fut encore complètement battu.

Les dangers courus à la suite des défaites du Pacha montrèrent à la nation son erreur. Elle reconnut le fait accompli et chercha un remède à ses maux dans un

1. En 1753.

2. En 1756.

3. Septembre-octobre 1761.

accommodement avec l'usurpateur. En 1763, M. de Clairambault échange des protestations d'amitié avec les Cheikhs Mutualis, alliés de Daher : tous lui font des excuses pour le passé et des promesses pour l'avenir¹. Il offre des cadeaux et donne un grand dîner à la turque et à la française au fils de Daher, Ali, qui est si touché de ces égards qu'il l'invite à venir à Saint-Jean-d'Acre. Daher en personne écrit au Consul une lettre débordante de sympathie. L'intérêt commercial met encore quelquefois les Français en rivalité avec lui, ou plutôt avec son Douanier Ibrahim Sebaq, qui fait embarquer de force, en 1767, deux Français coupables d'empiéter sur son monopole : mais le Consul obtient satisfaction. Daher en vient à s'intéresser à la prospérité de son domaine, à l'activité de son port, qui se développe sous son administration ; et l'Echelle d'Acre aurait pu vivre dans une tranquillité relative, sans le bouleversement dont Ali-bey d'Egypte donna bientôt le signal.

*
* *

VIII. — Les nomades du Nord de la Syrie avaient moins d'organisation politique que ceux du Sud : de leur part, aucune usurpation n'était à craindre ; mais c'était des bandits plus audacieux encore et plus malfaisants que les Arabes.

La distance qui séparait Alep, la véritable Echelle, de son port, Alexandrette, mettait le commerce de ces deux places à la discrétion des tribus pillardes qui en occupaient les environs : les Kurdes et les Turkmènes. Des brigands guettaient les caravanes qui s'acheminaient à chaque instant entre Alep et Alexandrette, les dévalisaient et prenaient la fuite. Quand, sur la réclamation du Consul de France, le Pacha d'Alep envoyait ses cavaliers à leur poursuite, ils étaient depuis longtemps hors de portée, dans les montagnes. C'est ainsi qu'une caravane partie d'Alep le 11 février 1743 fut pillée à mi-chemin d'Alexandrette par 250 Kurdes, qui emportèrent une immense quantité de toiles, et ne découvrirent pas une somme assez importante en espèces, cachées dans les sacs. Le Consul² en avertit aussitôt le Pacha Hussein, qui lança son « Bachi-Aga » à leur poursuite, avec une nombreuse cavalerie : peine perdue, les pillards ne les avaient pas attendus. Du moins le Pacha prit-il ses mesures pour qu'une caravane de 130 chameaux, qui partait le lendemain pour le compte de la nation, n'eût pas le même sort. Il promit aussi de faire rendre tout ce qui avait été volé, soit en nature, soit en argent : mais il ne revint que quelques ballots de toile grossière. Le Consul recourut alors à l'Ambassadeur, qui obtint de la Porte deux commandements, l'un pour le Pacha d'Alep, l'autre pour le Pacha d'Orfa : mais comme tous deux étaient à la guerre à l'arrivée de ces commandements, ils furent signifiés à leurs Musselems qui n'y firent aucune attention³. Les pillages étaient d'autant plus fréquents que les « Melems » ou conduc-

1. En octobre 1763.

2. 19 février 1743.

3. 1743.

teurs des caravanes s'entendaient quelquefois avec les Kurdes pour en partager les profits ¹. Les transactions n'étaient donc pas faciles entre Alexandrette et Alep.

L'audace des Kurdes ne s'en tenait pas à dévaliser des caravanes : ils s'attaquaient aux personnes de nos résidents, et dirigeaient de véritables expéditions contre l'Echelle d'Alexandrette, où ils ne redoutaient la présence d'aucun Pacha. En 1743 leurs chefs, Kitibos et Seblis-Hassan, exigeaient de la nation, « le sabre à la main ² », des contributions en liqueurs, eau-de-vie, poudre. Quatre ans après, les Kurdes attendent le vice-consul Rainaud sur le chemin d'Alexandrette au Beylam, le déshabillent, le traînent pendant trois heures sur une montagne voisine « lié comme un misérable, bourré de coups de crosse et de plat de sabre. » Il s'enfuit ; 70 Kurdes viennent l'assiéger dans sa maison ³. Le péril fut assez imminent pour que les Consuls de Hollande et d'Angleterre, se sentant menacés, « prissent l'affaire à cœur comme si elle leur était arrivée ». Mais toutes les démarches des Ambassadeurs ne purent jamais obtenir de la Porte une répression sérieuse des brigandages commis par les Kurdes. Les Français finirent par acheter, grâce à des donatives, la neutralité des tribus avoisinant leurs Echelles. Ils avaient renoncé à demander aux Pachas l'exécution des commandements obtenus contre ces pillards, « de peur, dit un de nos Consuls, de constituer la nation en de nouvelles dépenses qui n'aboutiraient à rien qu'à indisposer peut-être les Kurdes contre nous ⁴ ».

Pour comble de malheur, il arrivait que ces brigands trouvassent des complices parmi des Français dévoyés.

L'espèce des renégats a disparu de nos jours, époque d'incrédulité. Elle fut relativement répandue pendant les ^{xvi}^e et ^{xvii}^e siècles, qui furent des siècles de foi, et pendant le ^{xviii}^e, où la religion tenait encore une grande place dans la vie morale et nationale des peuples d'Occident. Expliquer pourquoi cette constatation n'est illogique qu'en apparence nous entraînerait trop loin. La foi n'avait, d'ailleurs, rien à voir dans la question. Les renégats étaient tantôt des captifs, qui avaient abjuré le christianisme pour mettre fin à leur esclavage ; tantôt des personnages, qui avaient dû fuir leur pays à la suite de quelque mauvaise affaire et qui étaient venus prendre du service en Turquie ; tantôt de petites gens, qui avaient occupé quelque emploi dans une des nations des Echelles et, ayant commis quelque sottise, se soustrayaient à une menace d'expulsion par le moyen de l'apostasie et de la fuite à l'intérieur des terres. La première de ces trois catégories était surtout représentée dans les Echelles de Barbarie, d'où certains de ces convertis par intérêt prirent parfois leur essor jusqu'à des grades élevés dans la Marine ottomane ; la seconde avait alors pour spécimen le plus notable à Constantinople le fameux comte de Bonneval, devenu Pacha sous le

1. La caravane partie d'Alep le 25 juin 1744, composée de galles, de draps et de numéraire, fut aussi dévalisée par les Kurdes, qui, cette fois, prirent l'argent et les mules et laissèrent les étoffes. Le Consul crut à la connivence des melems.

2. 19 février 1743.

3. Juillet 1747.

4. 1754.

nom d'Ahmed; la troisième n'était souvent qu'une rubrique sous laquelle il n'y avait heureusement personne à classer, mais où les Consuls craignirent plus d'une fois de voir se placer tel ou tel ressortissant en rupture de ban. Les cas de Français faussant compagnie à la nation pour passer aux Musulmans, corps et âme, sont rares, mais pas sans exemple aucun.

C'est ainsi que la trahison d'un résident et la connivence de deux autres avec les Kurdes provoquèrent un désordre permanent à Alexandrette de 1742 à 1744, mirent en danger la vie des Français et interrompirent un instant les relations de cette Echelle avec Alep. Un Français nommé Daniel, se trouvant sans doute dans une situation désespérée et sur le point d'être embarqué, avait « pris le turban », c'est-à-dire embrassé la foi musulmane, et s'était réfugié dans les montagnes du Beylam, auprès d'un chef Kurde, Kara-Youssef. Deux fois il était venu à Alexandrette, à la tête de bandes armées, réclamer des effets et une somme d'argent, qu'il prétendait lui être dûs. Un dimanche de janvier 1742, il descendit des montagnes avec deux cents cavaliers et trois cent fantassins Kurdes. Espérant se saisir de tous les Français au moment de la messe, il investit le village « en faisant une décharge de fusils »; mais négociants et religieux français, mis en garde par ses premières incursions, s'étaient retirés la veille à bord des bâtiments. Daniel se vengea en s'emparant du vice-consul anglais et de son commis, qui durent acheter leur liberté 1.500 piastres. A la nouvelle de ce forfait, la nation d'Alep porta plainte au Musselem, qui gouvernait la ville en l'absence du Pacha; mais ni les cavaliers que le Musselem dépêcha vers les Pachas d'Orfa et de Marrach pour les engager à courir sus aux Kurdes, ni les émissaires secrets qu'il chargea de lui ramener Daniel mort ou vif, ne procurèrent aux Français la moindre satisfaction. Le renégat et sa troupe de brigands renouvelaient leurs incursions, tandis que les députés d'Alep, ne rencontrant de la part des autorités turques que de la mauvaise volonté, se demandaient si elles n'étaient pas « prévenues en faveur de Daniel par rapport à sa nouvelle religion. » Pour s'éviter des pertes et pour intéresser en même temps les Turcs à la réparation qu'elle demandait, la nation d'Alep s'interdit tout commerce avec Alexandrette et défendit aux capitaines d'y débarquer aucune marchandise jusqu'à nouvel ordre¹. L'arrivée d'un nouveau Pacha connu pour son énergie et l'accueil qu'il fit aux réclamations des Français leur rendirent l'espoir d'une pleine satisfaction, « n'y ayant que cela qui puisse prévenir les mauvaises suites, disent les députés, ce qui rend l'affaire de la dernière conséquence. » Il fallut se contenter d'une transaction : en 1743, Daniel étant venu susciter à ses nationaux une nouvelle affaire, Arasy², nommé au Consulat d'Alep, l'amena à se contenter de 22 bourses, au lieu de 84 qu'il demandait; depuis ce moment, on n'entendit plus parler de lui.

Mais il avait laissé à Alexandrette des émules qui prolongèrent jusqu'en 1744

1. Le 24 mars 1742.

2. 15 février 1743.

les troubles de cette Echelle. Le Consul de Lane avait fait embarquer pour la France une famille Longy ¹, venue de Chypre, plus levantine que française, composée d'une femme, qui était la maîtresse de Daniel, et de deux fils, Antoine et Louis, mauvais sujets qui ne cachaient pas leur intention de se faire aussi musulmans et qui étaient depuis longtemps en relations avec les Kurdes, dont ils recélaient les vols dans leurs magasins, pêle-mêle avec les marchandises françaises. Ces aventuriers eurent l'habileté d'intéresser à leur sort la Chambre du commerce, qui les autorisa à repasser à Alexandrette. Le Consul Arasy vit aussitôt les conséquences d'un tel retour dans de pareilles circonstances : « Si la demoiselle Longy revient dans ce pays, je ne réponds pas qu'il n'arrive encore de plus grands malheurs, écrivait-il. Je n'en prévois déjà que trop du retour des deux aînés ² ». La nation d'Alep leur alloua une pension de 10 Paras par jour; le Consul les fit vêtir, mais leur interdit le séjour d'Alexandrette, « de peur, dit-il, qu'ils ne tramassent quelque coup pour nous mettre en désordre. Ils ont des relations très intimes avec tous les bandits et voleurs de ce pays-là, et, comme ils se trouvent extrêmement endettés, ils pourraient bien se porter à quelque parti violent, comme Daniel, qui était dans une situation à peu près semblable ». Quelques mois après, les deux frères vont en effet implorer la protection du Kurde Kara-Youssef, dont on les disait fils. Ils descendent avec lui à Alexandrette, forcent le vice-consul à leur payer 400 piastres et lui donnent quarante jours pour vider les maisons et les magasins, dont ils revendent la propriété. Avec le secours d'un Cheikh des plus déterminés, Chaban Oglou, ils ont formé le projet de revenir piller les magasins, s'emparer des marchandises et emmener le vice-consul en otage dans la montagne. Le drogman du consulat, envoyé vers eux pour leur faire abandonner ce projet, tombe dans les mains des Kurdes, leurs amis, et ne doit son salut qu'à l'intervention de l'Aga du Beylam. Les Longy, pendant ce temps, assiègent Alexandrette et réclament des sommes immenses pour la location d'une maison, qu'ils disent être à eux. Heureusement le drogman avait amené les Kurdes à abandonner leur parti : subitement dociles, les Longy se contentent d'être mis en possession de leur maison ³. Moins d'un an après, Antoine Longy mourait d'hydropisie: « Il a conservé jusqu'à son dernier soupir le caractère que tout le monde lui savait, écrit le Consul d'Alep. C'était lui qui parlait le plus haut à Alexandrette et de qui on avait le plus à craindre ⁴ ». Son frère donna encore quelques tracas aux Français et se décida à repasser en France en 1746. A partir de ce moment la tranquillité put être maintenue à Alexandrette, grâce aux petites libéralités que la nation fit aux chefs des Kurdes.

1. Marin, vice-consul d'Alexandrette, dans une lettre de 1735, parle des frères Longy, qui se disent Français quoique nés à Chypre, sont facteurs de plusieurs négociants français d'Alep, ainsi que de Juifs protégés, font fonction de Consul de Hollande, nation dont ils sont aussi les facteurs. Les Longy lui ont paru suspects par

le silence qu'ils gardent sur les marchandises qu'ils reçoivent par bâtiments étrangers pour compte de Juifs.

2. 18 février 1743.

3. Septembre octobre 1743.

4. 6 février 1744.



IX. — Ce n'était pas tout que les marchandises pussent s'écouler d'Alep vers la côte; il fallait encore qu'elles pussent arriver de l'intérieur jusqu'à Alep. Or les révolutions qui agitèrent la Perse et les guerres qui éclatèrent entre Turcs et Persans tarirent presque complètement la source qui alimentait le commerce d'Alep. La situation précaire de cette Echelle et de celle d'Alexandrette pendant la première moitié du XVIII^e siècle montre l'influence que des événements parfois lointains, en tout cas tout à fait indépendants des Français, pouvaient exercer sur leur existence et sur leur commerce.

En 1722, les Afghans qui, depuis 1715, disputaient aux Persans la possession de leur empire, vainquirent sous la conduite de Mir-Mahmoud les descendants d'Abbas-le-Grand et établirent leur domination sur toute la Perse¹. En 1723 les Turcs, inquiets des progrès des Russes dans l'Asie centrale, déclaraient à leur tour la guerre aux nouveaux maîtres de la Perse et commençaient sur eux une série de conquêtes qui, sans l'intervention de Bonnac, mettait la Turquie en lutte avec la Russie : la guerre se prolongea jusqu'en 1727. Deux ans après, un Persan de condition médiocre, Nadir, relevait le drapeau du Prince Thamas, héritier légitime du trône de Perse, et, prenant le nom de Thamas Kouli Khan, affranchissait son pays des Afghans (1729-1730). Puis il attaquait les Turcs pour leur reprendre leurs conquêtes, et, depuis ce moment (1730) jusqu'au meurtre de Nadir (1747), se poursuivit une guerre généralement malheureuse pour les Ottomans, sans cesse rallumée par les intrigues des Russes et à peine interrompue par de courtes trêves.

Cet état de guerre presque permanent arrêta le trafic entre Alep, la Perse et l'Extrême-Orient, d'où cette Echelle tirait la majeure partie de ses retraits. Les caravanes, autrefois régulières, ne s'acheminaient plus qu'avec intermittence entre Bagdad, Bassora, Ispahan et Alep. Les résidents français ne trouvaient plus le placement des marchandises qu'ils recevaient de France; celles qu'on leur demandait faisaient défaut : leurs magasins restaient pleins tandis que le marché local était vide. Les Consuls de France à Alep tenaient régulièrement le Ministre et la Chambre au courant des événements d'une guerre qui importait tant à notre commerce et s'empressaient de faire écho aux moindres rumeurs pouvant en laisser espérer la fin. « Le bruit court, écrivait l'un d'eux², que les Persans ont fait en dernier lieu à la Porte des propositions raisonnables et, si le Grand-Seigneur les agréé, il ne faut point douter que la paix soit bientôt conclue. En effet, cette guerre est ruineuse pour les Turcs et très onéreuse aux Persans. » Eux-mêmes recevaient de véritables feuilles de renseignements de l'Evêque de Babylone, qui exerçait en même temps la charge de Consul-général de France à Bagdad, d'un certain Rousseau, cousin de Jean-Jacques, qui

1. *Histoire générale*, t. VII, Lavissee et Rambaud.

2. En 1732.

résidait à Bassora, et de marchands français ou vénitiens de cette place. Leur correspondance montre l'influence immédiate de la guerre sur le commerce et la situation des Français d'Alep. « On ne parle plus aujourd'hui que de guerre, écrit Monhenault à la Chambre ¹; j'en suis au désespoir par rapport à votre commerce qui ne peut manquer d'en souffrir... Il serait fort à souhaiter pour tous les habitants de cette ville et particulièrement pour nos négociants que la guerre de Perse fût absolument terminée ². »

Pourtant, ni les négociants, ni le Consul ne jugeaient encore le fléau à sa juste valeur : malgré l'opiniâtreté des deux parties, ils croyaient la paix prochaine, pensant que les Persans n'aspiraient qu'à reprendre les conquêtes des Turcs et que ceux-ci se résigneraient facilement à les y laisser rentrer ³. Leurs prévisions semblèrent d'abord confirmées; en janvier 1732 la nouvelle de la paix parvient à Alep : « il n'y a point de doute que votre commerce en Levant s'en ressentira dans cette Echelle ⁴ », écrit le Consul à la Chambre en la lui annonçant. La paix ramenait en effet à Alep la confiance et la sécurité, ranimait les affaires, et la situation des Français s'améliorait aussitôt : « Je ne sais, écrit Monhenault ⁵, si cette nouvelle a commencé à paraître favorable aux gens du pays, ou quelque'autre raison, mais il est constant que le commerce de cette Echelle a pris faveur extrêmement depuis quelque temps et presque toutes les marchandises d'Europe sont demandées et se vendent même avec avantage. Quoiqu'il y ait eu diverses expéditions de Marseille, dont j'appréhendais même un mauvais succès pour notre commerce, les caravanes qui se trouvaient pour lors à Alep et celles qui sont venues depuis ont enlevé presque toutes nos marchandises, de sorte que, s'il y avait actuellement ici quelque bâtiment, quelque riche qu'il fût, son chargement ne tarderait pas d'être bien vendu. »

Avant la fin de la même année le Consul annonçait à la Chambre la rupture de cette paix, qui n'avait été qu'une trêve ⁶. Thamas-Kouli-Khan, rebelle à son Roi, reprenait les opérations contre les Turcs, mettait deux fois le siège devant Bagdad, et triomphait tour à tour des Seraskiers Topal-Osman et Abdallah-Koeprulu (1733-1735). « Ces nouvelles, écrit le Consul, ont répandu la consternation sur cette Echelle, où l'on craint fort que Bagdad tombe enfin au pouvoir des Persans; de sorte que le commerce se trouve absolument interrompu. » Bagdad, entrepôt de toutes les marchandises que les caravanes apportaient à Alep, Bagdad deux fois investie et menacée de passer sous la domination d'un peuple ennemi de la Turquie : c'était une menace de mort pour l'Echelle d'Alep. Heureux encore les Français s'ils n'avaient eu à craindre que des pertes d'argent : mais, après les foudroyants succès de Thamas-

2. 26 mars 1731.

3. 10 décembre 1731.

4. « Si les choses sont ainsi qu'on le débite, il y a apparence que la paix est assurée et que notre commerce pourra se ressentir des avantages de cette paix », 22 mars 1732.

5. 17 janvier 1732.

6. 6 mai 1732.

7. 30 décembre 1732.

Kouli-Khan, la guerre ne pouvait-elle s'étendre jusqu'à Alep? Ils le redoutaient, et la population indigène encore plus. A défaut d'avant-garde persane, des corps de troupes turcs traversaient constamment Alexandrette et Alep et donnaient à la nation de ces Echelles l'illusion d'une occupation militaire. Tantôt ce sont 1200 janissaires, que deux « Sultanes du Grand-Seigneur » ont débarqués à Alexandrette, avec 700 barils de poudre et 6 caisses de sabres pour la garnison de Bagdad : ils font grand ravage dans le pays, placent des sentinelles aux portes des Francs pour les empêcher, disent-ils, d'être insultés, et leur font payer cette sauve-garde 60 piastres, sans préjudice d'un présent de 200 piastres exigé par leurs officiers¹. Tantôt ce sont des condamnés, qu'on a tirés des prisons du Caire pour les envoyer aux frontières de Perse : comme le vice-consul de France marchande sur un présent de 120 piastres, ils le traînent tel un misérable, leur couteau à la main, menaçant de temps à autre de le lui enfoncer dans le sein, frappant le drogman qu'ils accusent de ne pas lui traduire leurs paroles². Heureusement un an après ces violences, une nouvelle trêve vint rendre le repos aux Français et les rassurer sur l'avenir de leur commerce : engagés dans une autre guerre contre la Russie, les Turcs avaient signé avec Thamas-Kouli-Khan un traité qui leur laissait Bagdad, (1736).

Sept ans d'une paix que troublèrent malheureusement des discordes intestines permirent néanmoins aux résidents de reprendre haleine et de réparer une partie des pertes que les précédentes campagnes avaient infligées à leur commerce. Mais en 1743, pour la troisième fois depuis treize ans, la guerre éclatait entre Thamas-Kouli-Khan et les Turcs : pour la troisième fois elle se terminait par leur déroute (1746). Aussi le Consul De Lane mandait-il à la Chambre qu'Alep était encore coupée de ses relations avec la Perse, « où le commerce est détruit, à ce qu'on dit, de manière à ne plus rien attendre de ce pays-là qu'après la mort de Thamas-Kouli-Khan ³. » Deux mois après, un meutrier réalisait le vœu du Consul en tuant l'usurpateur persan (24 mai 1747) : mais s'il débarrassa la Turquie d'un ennemi redoutable, son crime mit le comble au désordre de la Perse. « Les affaires de Perse semblent s'embrouiller de plus en plus, écrit le Consul d'Alep ⁴ en 1751, et il y a autant de prétendants au trône de cette Monarchie qu'il y a de personnes assez ambitieuses ou assez puissantes pour y aspirer... Ces troubles portent un grand préjudice à notre commerce et surtout à celui d'Alep. » Ce ne furent que combats incessants entre descendants de l'usurpateur et descendants des Shahs détrônés, entre Gouverneurs de provinces, jusqu'au jour où un Turkoman, Kerim-Khan, vers 1760, fit reconnaître son pouvoir dans la plus grande partie de l'Empire ⁵. Encore son âge avancé et les faux

1. Juin 1735.

2. Octobre 1735.

3. 15 mars 1747.

4. 14 janvier 1751.

5. Les correspondances consulaires signalent les victoires de Kerim-Khan depuis 1752 sur Ali-Khan, des-

cendant de Nadir, et sur un certain Azat-Khan, définitivement battu à la fin de 1759. Elles insistent sur l'anarchie de la Perse pendant le temps de ces luttes. « Tout est dans la plus grande combustion en Perse » (17 mai 1754).

bruits qui se répandirent de sa mort ranimèrent-ils plusieurs fois les troubles après 1760¹.

Ces guerres ou ces révolutions permanentes, l'interruption du trafic d'Alep avec la Perse, les brigandages des Kurdes désormais sûrs de l'impunité, l'oppression financière et la tyrannie des Pachas, la disette, l'épidémie presque continuelle, avaient transformé en quelques années la situation d'Alep. « Notre commerce est extrêmement tombé ici, écrit le Consul² en 1758, et nos négociants n'ont pas vendu depuis six mois pour 10.000 piastres de marchandises. La famine, qui règne tant ici qu'à Bagdad, Mossoul, Diarbekir et sur les côtes de la Syrie et de la Palestine, est en partie cause de cette stérilité de commerce. Les rues de cette ville sont jonchées de pauvres, dont il meurt de treize à vingt tous les jours de faim et de froid. Si on ajoute à cela les vexations énormes dont les grands ne cessent de fouler inhumainement le peuple, on n'aura pas de peine à se former l'idée la plus affreuse des maux dont une ville puisse être accablée. Aussi nombre de riches marchands l'ont-ils désertée pour se retirer en Egypte et autres pays. Il est à craindre que la peste, qui est une suite naturelle de la famine, ne mette le comble à tout cela. » Qui reconnaîtrait dans cette description la cité renommée pour la richesse de son commerce, l'aisance et la douceur de ses habitants, la beauté de ses rues propres et bien entretenues, de ses maisons, de son bazar couvert, l'Echelle préférée des Européens pour tous ces avantages?

Cette transformation s'était opérée sous l'influence d'événements locaux qui avaient bouleversé ce que nous appellerions aujourd'hui « l'hinterland » d'Alep. Mais lorsqu'il s'agit d'Alep, ce mot d'hinterland doit être entendu dans un sens aussi vaste que le sont les régions dont cette ville est le débouché. On est surpris de voir que, pendant la guerre de sept ans, la nouvelle de batailles livrées aux Indes parvenait souvent à Versailles par les lettres de notre Consul d'Alep. Après le traité de Paris, il continue à transmettre à la Chambre et à la Cour les nouvelles qu'il reçoit, *via* Bassora, des guerres de l'Angleterre contre Haïder-Ali et Tippo-Sahib.

Ce fait semble n'avoir pas été étranger à un projet que le duc de Praslin s'efforça de mettre à exécution. Quand la fin des guerres de la Turquie contre la Perse eut rouvert au commerce la route de Bagdad et de Bassora, il songea à diriger les marchandises de l'Inde vers ce port, où des caravanes viendraient les prendre pour les transporter à Alep et de là en France. Nous avons été contraints de céder l'Inde aux Anglais : notre compagnie des Indes ne pouvait soutenir la concurrence maritime, par le cap de Bonne-Espérance, avec la compagnie anglaise, maîtresse de tout le pays, puissante, vigoureusement aidée par le gouvernement. Mais que nous eussions un moyen de détourner le commerce de l'Inde vers la Méditerranée, et nous

1. En 1764 et 1765 le Consul mande à la Chambre que le bruit a couru de la mort de Kerim Khan, mais qu'il est seulement vieux et sans enfant, ce qui suffit pour ranimer les troubles en Perse. Des marchands

arméniens partis de Bassora pour Ispahan ont dû rétrograder, tous les chemins étant interceptés (Janvier 1764, février à juin 1765).

2. 3 mars 1758.

pouvions ressaisir l'avantage. Le Duc de Praslin revenait au projet de Louis XIV et de Colbert : mais, au lieu de chercher à obtenir le droit de transit par l'isthme de Suez, il voulait employer la route déjà libre du golfe persique, de Bassora et d'Alep¹. Il sut par l'Evêque de Babylone que le Pacha « souhaitait pour ses intérêts voir reflleurir le commerce des Français à Bassora et à Bagdad² » ; qu'il s'était plaint qu'on envoyât à Bagdad du drap de moins belle qualité qu'à Constantinople, alors que Bagdad était aussi une capitale et contenait une Cour riche et nombreuse ; enfin que les Anglais étaient en guerre avec un Prince arabe des environs de Bassora, Soliman Chaib, qui capturait leurs vaisseaux et tenait leur escadre en échec. Ces raisons décidèrent le duc de Praslin à s'ouvrir de son projet à la Chambre du commerce : « J'ai toujours été surpris, lui écrivit-il³, en examinant la position de l'Echelle d'Alep, qu'elle n'eût pas servi d'entrepôt pour pousser les établissements français plus loin et le débouché de nos marchandises dans les contrées d'Asie où il semble que cette Echelle est à portée de fournir de proche en proche à la consommation des habitants. Bagdad entre autres est un centre commun où l'on peut croire que des factoreries françaises protégées et accréditées auraient pu embrasser un commerce considérable, jusque dans des pays assez éloignés, ou du moins augmenter de beaucoup celui dont ces dernières provinces de l'Empire Ottoman peuvent être susceptibles pour nous. Peut-être même Marseille parviendrait-elle avec du travail et de la constance, et plus aisément qu'elle ne croit, à attirer dans la Méditerranée un commerce qui n'a pu y être encore déterminé et partager une partie de celui de l'Inde par la voie d'Alep et celle du port de Bassora et des caravanes... Marseille, comme tout autre port, ne peut naviguer par le cap de Bonne-Espérance, ni entreprendre des expéditions réservées au privilège exclusif de la compagnie des Indes. Mais le commerce d'Inde en Inde, étant devenu libre, offre encore plus de facilités et d'objets pour tout le trafic possible par le port de Bassora et la voie de terre, sans que la concession de la compagnie s'y oppose. » Le Ministre ne trouva pas dans la Chambre une auxiliaire très empressée à l'exécution de ce projet, dont il faisait cependant ressortir habilement l'intérêt spécial pour Marseille. Dans le mémoire qu'elle adressa en réponse au duc de Praslin, la Chambre insista plus sur les obstacles qui s'opposeraient à l'extension de notre commerce dans l'Asie orientale, que sur les moyens de le faire pénétrer « gradativement » jusqu'aux vallées de l'Indus et du Gange. Il faut dire à sa décharge que les marchands vénitiens, établis à Bassora sous la protection de France, se plaignaient que la vente des marchandises du Bengale ne rendit pas un bénéfice suffisant pour couvrir les frais du transport⁴.

1. Ce projet avait aussi été conçu sous Louis XIV. Voyez la mission de Fabre et l'aventure de Marie Petit dans *Une Ambassade française en Orient sous Louis XV* par A. Vandal.

2. L'évêque de Babylone au duc de Praslin, 27 décembre 1767.

3. Le duc de Praslin à la Ch. du C., 25 avril 1768.

4. Le Consul d'Alep transmettait à la Chambre des

lettres de ces négociants, où il était dit : « Pour ce qui regarde le Bengale, d'où arriva hier ici le sieur Rizetti, il faut savoir que, depuis Bengale jusqu'à Bassora, ni l'année dernière, ni cette année, les marchandises ne gagnent pas 10 %... Tout le commerce des Indes est gâté à cause de la grande quantité d'argent que les Anglais ont, lesquels se contentent que leur argent leur donne 5 à 6 % depuis Bengale à Bassora ».

Ainsi ce nouveau projet de détournement du commerce de l'Inde vers la Méditerranée échouait comme les précédents, comme ceux que les Ministres de Louis XIV avaient formés pour pénétrer jusqu'à l'Hindoustan par l'Egypte et la mer Rouge. Il n'en est pas moins vrai qu'au prix d'efforts suivis et intelligents, Alep aurait pu gagner, par une conséquence imprévue de la guerre de sept ans, plus qu'elle n'avait perdu par les guerres des Turcs contre les Persans.

* * *

X. — L'activité des affaires dans la Syrie centrale et méridionale détermina les négociants de Seyde et de Tripoli à fonder, dans le voisinage, de nouveaux établissements. Baruth avait été complètement déserté par eux; ils avaient cessé d'y avoir un facteur. Mais un grand nombre de familles, que la tyrannie du Pacha de Seyde avait contraintes à l'exil, avaient transporté à Baruth la filature du coton. Aussi, en 1753, le Consul y envoya-t-il un de ses nationaux, nommé Rozan. Celui-ci y fixa presque entièrement sa résidence, « pour y faire un commerce que personne n'avait fait avant lui. »

Baruth était alors et resta jusqu'à la fin du XVIII^e siècle une charmante petite ville, où rien n'avait encore altéré la beauté d'un site admirable. « Une situation agréable sur le bord de la mer, l'air pur qu'on y respire, les jardins qui l'environnent, une forêt de pins plantée au cordeau à un quart de lieue loin de ses portes, en font un séjour délicieux. » Ainsi la décrira un Français, Venture de Paradis, qui y passera en 1777. A cette date, elle aura été soustraite à l'Emir des Druses; mais tant qu'elle fut en son pouvoir, c'est-à-dire jusqu'en 1775, elle prospéra, au point de l'emporter en population et en richesse sur les autres cités côtières. C'est qu'elle offrait à ses habitants des conditions de vie paisible et lucrative, que, rétrospectivement, Venture dépeint ainsi : « La liberté et la tranquillité dont on y jouit y attirent en foule les chrétiens de la Syrie, qui en font l'entrepôt d'un commerce très florissant. L'esprit de tolérance dont les Druses font profession y établit une parfaite égalité entre la religion mahométane et le christianisme. » A l'agrément de son site, à la salubrité de son climat, Baruth joint donc, jusqu'au dernier quart du XVIII^e siècle, le renom d'une hospitalité plus douce qu'ailleurs et l'intérêt d'une activité commerciale, principalement entretenue par le trafic de la soie et du coton, ainsi que par la navigation de cabotage, ou caravane. Chaque année, au mois d'août, après la récolte faite dans le Liban, s'ouvre à Baruth le marché public de la soie, inauguré par un divan que préside l'Emir et où est fixé le cours de la précieuse marchandise. La nation française de Seyde ne manque pas d'en prélever sa part, qui se monte à 600 ou 700 ballots, destinés à Marseille. Le reste passe en Egypte et à Damas. Nos navires marchands, qui font escale à Baruth pour y débarquer le riz de Damiette et les toiles d'Egypte ou y

charger les soies pour Alexandrie, y trouvent un mouillage sûr. Sous tous les rapports, les avantages naturels de la position commencent à faire éprouver quelque surprise de ce que les Français n'en tirent pas plus de parti.

Dans le voisinage de Tripoli de Syrie existait un autre petit port, où les caravaniers français faisaient fréquemment relâche pour y charger du tabac : c'était Lattakieh. Faute de protection, ils y étaient « trop souvent foulés. » En 1733, le Consul de Tripoli, Le Maire, chargea un de ses nationaux, Izouard, de s'installer à Lattakieh, de donner aux capitaines les soins dont ils avaient besoin et de percevoir les droits de la Chambre du commerce ¹. Il avait obtenu pour lui un commandement de la Porte. Déjà Izouard postulait de la Chambre le titre de vice-consul. Mais elle estima que la perception de ses droits et la protection des caravaniers n'exigeaient pas l'installation d'un agent spécial à Lattakieh. Il fut entendu qu'Izouard ne s'occuperait que de ses propres affaires et ne serait autorisé à faire aucune dépense pour le service de la Chambre. Celle-ci repoussa mainte fois, dans la suite, la même proposition : il semble que le motif de sa résistance fût une pensée d'économie. Lattakieh eût pourtant mérité les frais d'installation et d'entretien d'un vice-consul. « Lattakieh, écrivait le Consul de Tripoli, est une grande ville où il y a beaucoup de Turcs et où il aborde 30 à 35 de nos bâtiments par an. Il arrive fort souvent des querelles et batteries entre capitaines pour avoir la préférence des nolis. Les matelots y désertent tous les jours et vont à Chypre, y acheter du vin, qu'ils apportent par bateaux à Lattakieh, ce qui cause également des querelles et batteries entre les Turcs et les matelots qui y boivent ensemble ². » Devant le refus de la Chambre, le Consul prit le parti d'envoyer un drogman à Lattakieh, d'octobre à février, pour la protection de la caravane ; mais la Chambre lui refusa encore toute indemnité de déplacement. Ce fut donc le Consul de Tripoli qui continua à s'occuper de Lattakieh. En 1756, le Consul d'Alep demandait encore qu'un vice-consulat y fût créé : « Il faut un homme à Lattakieh, disait-il, pour protéger les caravaniers qui y abordent en grand nombre et recevoir les sommes considérables que les négociants d'Alep, de Tripoli et de la côte y envoient pour l'achat des soies. » Cette requête ne fut pas plus écoutée que les précédentes. Lattakieh demeura sans Consul jusqu'en 1779. A cette date, il fut créé dans cette Echelle un vice-consulat dont un nommé Bourville reçut la charge. Beaucoup de gens pensaient que Lattakieh remplacerait, comme débouché d'Alep, Alexandrette dont l'insalubrité rendait le séjour dangereux. L'expérience n'ayant pas justifié cette prévision, Laidet, Consul de Tripoli, considérait comme probable, en 1790, la suppression du vice-consulat de Lattakieh. Pourtant ce petit port resta toujours et est encore une des Echelles de la Syrie.

1. Mai 1733.

2. 30 avril 1737.



Polacre de Marseille, pour le Negoce en Levant. Gueroult fec. 16.



Barque, pour le Negoce de Provence, et Languedoc en Levant, et pour la Course. Gueroult fec. 14.

d'après des gravures de GUÉROULT, extraites d'un album intitulé : " Les différents bâtiments de la Méditerranée, présentés à M. GIRARDIN DE VANVRÉ, Conseiller d'Etat, Maître d'hôtel ordinaire du Roy, Intendant de la Marine et des Fortifications en Provence et mers du Levant ".

(Document communiqué par la Chambre de Commerce de Marseille).

*
* * *

XI. — Une rixe sanglante, dont Lattakieh fut le théâtre en septembre 1738, montre que la présence d'un agent consulaire n'y eût pas été inutile. Des matelots français se prirent de querelle avec l'équipage d'un vaisseau anglais. Pendant la dispute, « les Anglais ayant mal parlé du Roi ¹ », des coups de fusil furent tirés de part et d'autre; les Français eurent un homme tué, les Anglais quatre hommes blessés.

La concurrence affectait rarement une forme aussi belliqueuse entre les Français et leurs rivaux étrangers. Nos compatriotes n'étaient pas en effet les seuls Européens résidant dans les Echelles et naviguant sur les côtes de Syrie. Mais ils étaient les premiers en nombre et en richesse, si l'on considère l'ensemble de la Syrie; ils étaient les seuls dans les Echelles méridionales de cette province. Les concurrents les plus dangereux des Français étaient les Anglais, dont le commerce avec la Turquie avait dépassé le nôtre en importance au xvii^e siècle. « Ils sont, disait Duquesne ², de tous les étrangers qui commercent en Levant ceux qui sont le mieux établis et qui peuvent nous faire le plus de tort. » Il attribuait à leur adresse, non pas à l'infériorité des charges de leur navigation, l'avantage qu'ils avaient pris sur nous : « ils entendent mieux leur commerce et frètent leurs bâtiments à meilleur compte. » Leur habileté et leur sagesse frappe tous les Inspecteurs du Levant ou commandants de croisières, dont l'un, Camilly, citera encore en exemple à ses nationaux les Anglais, qui « si libres dans leur constitution présente, si heureux et habiles dans leur commerce, ont établi pour le peu qu'ils en font en Levant des règles que l'imprudence des particuliers ne peut enfreindre ³. »

En Syrie, la concurrence anglaise était localisée dans les Echelles septentrionales, à Alexandrette, à Alep, et ne dépassait guère Tripoli. A Alexandrette, tandis que les Français n'avaient que des magasins « bâtis de terre, avec de mauvaises portes, fenêtres et serrures, dont tout le monde est surpris, dit le vice-consul Marin ⁴, que les gens des montagnes voisines ne viennent faire de fréquentes effractions », la maison du vice-consul d'Angleterre était très vaste, et contenait, autour d'une cour, tous les magasins de la compagnie du Levant. C'est que le commerce de l'Angleterre avec Alep fut, jusque vers 1730, plus considérable que celui de la France. « Les Anglais, écrit Bonnac, ont un grand avantage sur nous dans cette Echelle, étant en possession d'y débiter jusques à 2.300 balles de leurs draps, pendant que nous n'y en débitons que 400 demi-balles environ. Cette différence vient de deux choses : l'une, que les Anglais achètent dans cette Echelle beaucoup plus de soie que nous, ce qui fait

1. Rapports au Roi, février 1739.

3. En 1731.

2. Rapport présenté au retour de l'Inspection de
M. de Maillet, 1718.

4. 1733.

qu'ils trouvent beaucoup plus de facilités à se défaire de leurs draps; l'autre, que leurs draperies sont de meilleure qualité que celles des Français¹. »

Ils conservèrent encore au-delà de l'époque où Bonnac écrivait ces lignes le premier rang dans l'Echelle d'Alep, mais ils le perdirent pendant la seconde moitié du siècle, au fur et à mesure du progrès que fit l'exportation de nos draps aux dépens des leurs, et le chiffre de nos affaires avec la grande Echelle du Nord de la Syrie en vint à dépasser de beaucoup celui de tous nos concurrents réunis.

Leur situation était moins forte à Tripoli, mais ne laissait pas d'inquiéter quelquefois les Français, qui se refusaient à fixer un prix pour l'achat et la vente de toutes les marchandises, parce que, écrivaient-ils à la Chambre, « les indigènes vendraient et achèteraient tout aux Anglais. »² Plusieurs fois, le Pacha de Tripoli fit adjuger d'autorité les récoltes aux Anglais pour amener la nation française à céder sur quelque prétention³. Les capitaines anglais faisaient aussi concurrence aux nôtres pour la caravane dans ces parages : en 1737, il n'y avait pas moins de huit bâtiments anglais faisant le cabotage entre Alexandrette, Lattakieh et Tripoli⁴.

A Seyde, à Saint-Jean d'Acre et à Jaffa la concurrence anglaise était insignifiante. Les Français étaient investis du monopole presque incontesté des importations, comme des exportations. Cette situation durera jusqu'à la Révolution française. En 1777, Venture de Paradis, passant à Seyde, constatera encore : « Depuis plus de deux siècles, les Français ont formé des établissements dans cette Echelle, où ils se sont approprié tout le commerce d'entrée et de sortie et, par un privilège qui ne leur a jamais été contesté, ils achètent sans concurrence étrangère tous les cotons filés que l'on apporte dans les marchés publics. » Les Pachas et les chefs locaux cherchaient quelquefois à leur susciter des concurrents ; mais l'expédient ne réussissait pas, car les Anglais se dérobaient d'eux-mêmes à ce rôle, qu'ils savaient n'être d'aucun profit. C'est ainsi qu'un jour le Cheikh Daher affecta de protéger le vice-consul d'Angleterre, Usgate, pour déterminer nos nationaux d'Acre à une concession. Tout l'avantage qu'il en retirait, dit notre Consul⁵, « était de s'en servir contre nous comme d'un fantôme, pour nous faire donner plus aisément dans ses pièges » ; au point qu'Usgate s'étant enfui, il le fit rappeler, pour continuer à le flatter sous les yeux des Français. En fait, les seules entreprises à redouter, dans le département de Seyde, contre le monopole de nos résidents, étaient celles des Pachas et autres chefs indigènes.

A l'exception des Anglais, nos commerçants ne rencontraient sur le marché de Syrie que des concurrents négligeables : c'étaient les Hollandais, qui fréquentaient peu ces parages, les Vénitiens, dont le commerce était bien déchu, les Génois, qui

1. Mémoire de 1720

2. 1732.

3. 1742.

4. 30-Avril 1737.

5. 1753.

naviguaient encore sous pavillon de France. Leur navigation ne prenait quelque extension que lorsqu'une guerre entre la France et l'Angleterre forçait nos marchands à charger sur leurs navires. Ce fut le cas pour la guerre de sept ans. Mais aussitôt la paix signée, un ordre royal venait lever la permission ou faire cesser la tolérance d'embarquer des marchandises françaises sur des bâtiments étrangers, qui perdaient ainsi leur clientèle d'emprunt. Il est à remarquer que les Allemands d'aucun Etat, pas même les Autrichiens, n'avaient encore de Consuls en Syrie, même à la fin du XVIII^e siècle. Car, sans cela, on n'eût pas vu les Consuls de France à Seyde et Tripoli de Syrie s'occuper d'une affaire qui eût relevé du Consul d'Autriche : la recherche et le rachat d'un officier de l'armée Impériale, le comte Norbert de Turheim, fait prisonnier dans la journée du 11 août 1788, et que l'on supposait avoir été vendu comme esclave aux environs de Bagdad¹. Ni marchands sujets du Saint-Empire, ou de la Prusse, ou d'aucun autre Etat germanique, ni Consuls des mêmes nationalités : cette constatation permet de mesurer les progrès faits par les Allemands en Syrie au cours du XIX^e siècle.

*
* *

XII. — Les Français exploitaient donc presque seuls le commerce de la Palestine et de la Syrie méridionale, et partageaient avec les Anglais celui de la Syrie septentrionale, où, d'abord dépassés par eux, ils les égalèrent, puis les surpassèrent. Malgré leur prépondérance, ils étaient fort peu nombreux : en 1764, il n'y avait en Syrie et en Palestine que 130 Français, négociants, artisans, commis et officiers de Consulat², répartis entre huit Echelles :

Echelles	Officiers	Négociants	Artisans et domestiques	Commis	Total
<i>Alexandrette</i>	1	2	»	1	4
<i>Alep</i>	12	12	6	12	42
<i>Tripoli de Syrie</i>	5	5	»	5	15
<i>Lattakieh</i>	1	2	»	»	3
<i>Seyde</i>	6	13	2	13	34
<i>Acre</i>	3	10	2	»	23
<i>Jaffa</i>	»	1	»	»	1
<i>Rames</i>	2	4	»	2	8

Rien ne montre mieux que cette statistique le caractère du régime sous lequel vivaient, avant la Révolution, les Echelles du Levant.

1. Lettres de Beaussier, Vice-Consul, Seyde, 1790.

Ce tableau est emprunté à un volume de Mémoires

2. Le terme d'officiers comprend les Consuls, Vice-Consuls, drogmans-chanceliers, chirurgiens de la nation,

des Arch. aff. étr.

CHAPITRE IV

LES RÉVOLTES D'ALI-BEY ET DU CHEIKHS DAHER

I. — La période qui s'étend depuis la première guerre de Catherine II contre les Turcs (1768) jusqu'au traité de Jassy (1792) est une des plus critiques qu'ait traversées l'Empire ottoman.

Tandis que les Russes prennent les armes contre lui et s'apprêtent à satisfaire à ses dépens leurs ambitions traditionnelles, tandis que les Autrichiens se montrent moins disposés à le défendre qu'à prendre leur part de ses dépouilles, ses propres sujets profitent du danger pressant où il se trouve pour se révolter contre sa domination. Vaste et disparate comme il est, il contient des provinces où le pouvoir des Turcs a des rivaux : ce sont, en Syrie et en Palestine, les Cheikhs Arabes; en Egypte, les Beys Mameluks. Ces rivaux voient dans l'attaque des Russes contre la Turquie une occasion de secouer son joug et de substituer leur domination à la sienne. Les Russes, de leur côté, voient dans la rébellion d'un Daher et d'un Ali-bey une diversion favorable à leurs desseins : ils l'encouragent et la secondent. Soit qu'ils concertent leurs opérations, soit qu'ils agissent chacun de leur côté, ennemis extérieurs et ennemis intérieurs s'assistent les uns les autres. C'est ainsi que la guerre survenue entre les Russes et les Turcs en 1768 fournit à un Mameluk du Caire, Ali-bey, le moyen d'entreprendre, avec l'alliance du Cheikh Daher, l'expulsion des Turcs de la Palestine et de la Syrie. C'est encore la seconde guerre turco-russe (1788) qui permit au vainqueur de Daher et d'Ali, Djezzar-Pacha, de se rendre presque entièrement indépendant, de se conduire en vrai tyran, et, finalement, de chasser les Français de son gouvernement sans s'attirer un châtement de la Porte.

La réaction des événements locaux sur les Echelles nous est assez connue pour que nous puissions prévoir le contre-coup de ces guerres civiles sur l'existence et le commerce des Français. Mais ce n'est ni dans l'intensité de leurs maux, ni dans la gravité des troubles qui en furent la cause que consiste la nouveauté de leur situation. C'est dans l'affaiblissement du pouvoir de la Porte depuis 1768; c'est dans désorganisation des Echelles elles-mêmes depuis 1789.

Désormais l'impuissance de la Porte supprime en fait le recours que les Français avaient eu jusqu'alors auprès d'elle contre les persécutions des chefs locaux. La question n'est plus d'obtenir d'elle un commandement : s'adressant à des rebelles



Vue de la Ville et du Château de Seyde,
d'après un dessin conservé au dépôt des cartes et plans du Ministère de la Marine.



Vue du Château et de la Marine de Seyde,
d'après une gravure extraite de l'ouvrage de CORNEILLE LE BRUN, "Voyage au Levant", etc.,
communiquée par la Chambre de Commerce de Marseille.

LIBRARY
OF THE
UNIVERSITY OF ILLINOIS

un acte de ce genre serait un non-sens. Contre eux, il n'y a qu'un moyen de répression efficace, la force : mais la nécessité de tenir tête aux Russes en limite tellement l'emploi, que ce moyen ne sert qu'à prolonger la guerre civile. Si bien que la Turquie se résigne à accepter ce qu'elle ne peut empêcher et à fermer les yeux sur les violences d'un Djezzar, de peur de le pousser à la même extrémité que ceux qu'il a vaincus.

La Révolution de 1789 éclatera sans qu'il ait été châtié. A partir de ce moment, les Echelles de Syrie et de Palestine offriront une image réduite de la France à la même époque, divisées, en proie aux luttes de partis, acharnées contre les institutions de l'Ancien Régime, sans constitution certaine, et, par-dessus tout, menacées de destruction par leurs ennemis : ce sera pour elles, comme pour la France, une crise à la fois intérieure et extérieure, dont elles sortiront aussi profondément modifiées que la France, mais beaucoup plus endommagées qu'elle.

*
* *

II. — Au moment où se mirent en campagne les armées du Sultan et de l'Impératrice de Russie, la Syrie et la Palestine offraient un terrain bien préparé aux entreprises d'un conquérant.

Au Nord, Alep et son territoire, éprouvés par de récentes souffrances, commençaient à réparer leurs pertes à la faveur d'une accalmie en Perse. Mais le peuple, qui avait pris ses maux en patience tant que l'autorité de la Porte avait été redoutée, en supportait moins patiemment de beaucoup moindres depuis qu'il savait l'Empire affaibli et menacé. Tandis qu'au plus fort des guerres de Perse, les Consuls ne signalent qu'une émeute de femmes provoquée par la cherté du pain, le 10 août 1770 une révolte éclate parmi les chérifs, qui formaient un corps d'environ 50.000 hommes. Ils se portent en masse au Sérail, où se trouvaient assemblés les grands et le Musselem, qui gouvernait en attendant l'arrivée d'un nouveau Pacha. Les chérifs lui réclament l'étendard sacré de Mahomet, enfermé à la citadelle depuis trente-cinq ans : il cède, mais avertit en secret le Gouverneur de la citadelle de ne pas le leur livrer. Furieux, les insurgés retournent au Sérail pour assassiner le Musselem, qui réussit à s'évader par les terrasses de son palais et à se réfugier par la même voie dans la maison d'un de nos négociants. « Ce lieu de retraite ne pouvant que nous occasionner une action de violence de la part de ces mutins, dit le Consul¹, je lui fis dire qu'il n'était point en sûreté dans cette maison et qu'il était de sa prudence de se réfugier dans le khan de la douane. » Le lendemain à l'aube, le Musselem sortit de la ville et demeura trois jours à la campagne où des députations de chérifs vinrent négocier avec lui : le 15 août, s'étant mis d'accord avec eux, il rentra dans Alep.

Quand le nouveau Pacha, Abdur-Rhaman, vint prendre possession de son poste, au mois de novembre seulement, les Chérifs s'opposèrent encore neuf jours à sa

1. Le 17 août 1770.

réception, vinrent l'assaillir à deux reprises dans le Sérail après son entrée, et restèrent en armes quelque temps ¹. Mais Abdur-Rhaman était un homme énergique ; il mit aux fers le Nabib des chérifs, leur enleva de force l'étendard sacré de Mahomet qu'il remplaça dans la citadelle, fit mettre les plus coupables à mort et les plus riches à l'amende. La nation s'était tenue enfermée dans le khan pendant tous ces tumultes. Le principe de l'émeute, qui était encore la cherté du pain et l'accaparement du blé, n'impliquait aucune persécution contre les Français : mais le fanatisme religieux des chérifs en faisait craindre de graves. « Plusieurs chérifs, écrit le Consul au duc de Praslin ², ont dit hautement qu'ils ne prétendaient plus que les Européens montassent à cheval, ni même sur des ânes ; que le premier qu'ils y rencontreraient aurait lieu de s'en repentir ; que de plus ils ne voulaient pas qu'aucun Français ou chrétien sortît de sa maison après l'oraison du soleil couché. » Aussi les Français s'étaient-ils dispensés de se rendre en corps à l'Eglise de Terre-Sainte le jour de l'Assomption. L'arrivée d'Abdur-Rhaman, qui accueillit avec distinction les drogmans du Consulat et donna aussitôt à la nation des marques de sa bienveillance, rendit aux Français quelque sécurité et leur épargna même une avanie ruineuse. « Nous ne pouvons que nous estimer heureux d'avoir un Pacha pour commandant, écrit le Consul, m'ayant été assuré que, si nous en eussions été privés plus longtemps, les chérifs se proposaient de mettre à contribution toutes les maisons des Francs, en faisant payer 1.000 piastres à chacune d'elles ³. » La présence de 50.000 chérifs indociles limitait donc singulièrement l'autorité du représentant de la Porte à Alep, et si l'on ajoute que le Beylam et le Paya refusaient d'accepter le Gouverneur qui devait relever Abdur-Rhaman, on conviendra que le Nord et la Syrie était, en 1770, un foyer latent d'insurrection.

Au Sud de la Syrie, le Cheikh Daher avait étendu sa domination sur toute la Galilée et la Samarie. Dans un territoire par conséquent assez vaste, il avait réduit la souveraineté ottomane à n'être plus qu'un mot, qui ne correspondait plus à aucune réalité, et soumis à sa loi tous les petits Cheikhs entre lesquels se fractionnaient, avant lui, les tribus et les villages. Cet homme, le plus remarquable qui ait paru en Orient à la fin du XVIII^e siècle, avait alors dépassé 80 ans. Mais son grand âge n'avait affecté en rien ses facultés intellectuelles, ni ses capacités physiques, exceptionnelles à tous égards. « Il agit aujourd'hui en souverain absolu, écrit un de nos Consuls à Seyde, et il trouve presque autant d'obéissance chez ses alliés que dans ses sujets. Il peut lever avec peine 6.000 cavaliers, mais les ressources de son génie ne peuvent se calculer, non plus que sa fortune. Il a été heureux en tout. Il a une famille nombreuse, qui, quoique divisée quelquefois, quoiqu'elle l'ait souvent inquiété, l'a cependant bien secondé dans ses projets. Une singularité dans la vie de cet homme, c'est qu'agé de 90 ans, il épouse ou il prend chaque année une fille de 13 à 14 ans.

1. Lettre du Consul à la Ch., 29 novembre 1770.

2. Même lettre du Consul.

3. 29 novembre 1770.

Les religieux de Terre-Sainte, c'est-à-dire l'ordre de Saint-François, font les frais des noces. Ils ont laissé établir l'usage de payer 1.000 écus au Cheikh pour la première nuit. Ne fût-ce que pour gagner cette somme, il se mariera tous les ans jusqu'à son dernier soupir. » La chronique consulaire ne nous apprend pas si ces noces annuelles, célébrées aux frais des Franciscains, augmentèrent encore la famille du Cheikh nonagénaire, dont les fils Ali, Othman et Salih entre autres, lui servaient de lieutenants, certains comme Ali acquérant dans ce rôle une réputation de courage et d'audace. Daher était maître de Saint-Jean d'Acre, sa capitale, transformée par lui en place forte, de Caïfa, de Nazareth, de Tibériade, de Safed, de Césarée. Naplouse lui appartient, puis lui échappa. Allié des Mutualis et de la plupart des tribus arabes du désert, il dominait par leur entremise des territoires officiellement compris dans les Pachaliks voisins de Seyde et de Damas. Il avait obtenu de la Porte, vers 1768, l'investiture de tout ce qu'il gouvernait jusqu'alors indûment, avec le titre de « Cheikh d'Acre, Prince des Princes, Commandant de Nazareth, Tibériade, Safed, et Cheikh de toute la Galilée ¹. » Il avait enfin victorieusement défendu contre Osman, Pacha de Damas, ce territoire, qui n'était séparé de l'Egypte que par l'étroite bande de la Palestine et formait une admirable base d'opérations pour une armée partie du Caire.

Il ne restait à cette armée qu'à s'assurer de la région comprise entre le gouvernement d'Alep et le petit Etat de Daher pour être maîtresse de toute la Syrie centrale et méridionale. Cette région, formée des trois Pachaliks de Damas, de Tripoli et de Seyde, constituait en réalité un même domaine entre les mains du Pacha de Damas, Osman. Inquiète des progrès de Daher, la Porte avait essayé de faire contrepoids à sa puissance en groupant sous la main d'un même gouverneur tout ce qui n'obéissait pas encore au Cheikh. Osman, élevé au Pachalik de Damas en 1760, y avait joint celui de Jérusalem en 1765 et pourvu ses deux fils des gouvernements de Seyde et de Tripoli. Il s'était en outre procuré l'alliance des Druses, dont les forces pouvaient décider de la victoire en faveur du parti pour lequel elles se prononceraient. L'accroissement de sa puissance avait fait d'Osman l'ennemi naturel de Daher et de quiconque voudrait s'approprier quelque morceau de son apanage. Mais il en avait fait en même temps un sujet très peu docile ², indifférent aux ordres qui lui venaient de Constantinople, assez fort pour éluder même les changements de poste et les révocations qui lui furent signifiés, quand ses défaites eurent fait douter de ses talents le Grand-Seigneur. Osman est comme une première ébauche des gouverneurs indépendants, rebelles, dont la Syrie et l'Egypte devaient ensuite fournir des types plus achevés. Ouvertement méconnu par Daher, le pouvoir du Sultan était donc fort peu respecté par celui-là même qui était censé en être le champion.

1. Volney. *Voyage en Egypte et en Syrie. Précis de l'histoire de Daher*, t. II, ch. 1^{er}.

2. E. Lockroy. *Ahmed-le-Boucher*, ch. II, *La Syrie*.

*
* *

III. — En même temps que la souveraineté de la Porte, et dans une certaine mesure par suite de son affaiblissement, le prestige des Français déclinait dans les Echelles de Syrie. Ils n'y inspiraient plus le même respect, la même crainte, depuis qu'on y savait le Sultan moins énergique à se faire obéir et la France moins influente auprès de lui. La nation de Seyde en fit l'expérience en 1769.

A cette date, un corsaire maltais ayant capturé un navire turc et emmené l'équipage à Malte, le Pacha de Seyde se saisit des deux drogmans du Consulat de France, les sieurs Brüe et Adanson, les fit bâtonner et força le Consul, sous menace de les retenir prisonniers, à signer un billet par lequel il s'engageait à rembourser la valeur des effets capturés et à racheter les Turcs emmenés en esclavage à Malte.

Le Consul dut sur le champ écrire au chevalier des Pennes, Chargé d'affaires du Roi à Malte, pour le charger de négocier le rachat des captifs. « Un attentat pareil à celui où le Pacha de Seyde a eu l'insolence de se porter ne diffère guère d'une offense faite au Roi et d'une violation ouverte des Capitulations¹ », écrivit le duc de Praslin en apprenant cette avanie. Les drogmans participaient en effet à l'inviolabilité des Consuls eux-mêmes. Ni M. de Praslin, ni M. de Saint-Priest, Ambassadeur du Roi à Constantinople, ne se méprirent sur l'effet moral d'une insulte aussi grave. Le premier y vit une occasion, ou de relever, ou de compromettre pour longtemps le prestige des Français dans le Levant. L'affaire lui parut « d'une si grande conséquence pour l'avenir et pour l'opinion qu'elle pouvait accréditer parmi les Turcs, qu'il n'était guère possible d'y garder d'autre tempérament que celui d'une satisfaction entière² ». Pour en convaincre le Ministre des Affaires Etrangères, qui pouvait seul prescrire à son Ambassadeur la conduite à tenir dans une affaire de cette importance, il écrivait au duc de Choiseul : « Si l'on n'obtient une réparation capable de faire impression sur l'esprit des gens du pays....., nous ne serons pas longtemps sans voir les Français totalement avilis et pour ainsi dire sous le bâton des Turcs. Les premiers éprouvent déjà trop fréquemment toutes les chicanes et les avanies de détail qu'on peut leur faire impunément, et je souhaite de me tromper dans la crainte où je suis que le mal n'empire rapidement..... Je vous trace, Monsieur le Duc, ma façon de penser parce que vous m'avez demandé mon sentiment et que je crois que nous avons besoin de reprendre un peu de nerf et de considération dans la plupart des Echelles du Levant et que cette affaire-ci peut y faire époque pour ou contre nous, selon l'issue et les suites qu'elle pourra avoir³ ». L'incident sortait, dès l'abord, du cadre étroit de l'Echelle de Seyde : il s'agissait de regagner le terrain perdu, d'affermir notre crédit ébranlé dans toutes les Echelles du Levant.

1. Le Duc de Praslin au Duc de Choiseul, 1769.

3. Même lettre.

2. Même lettre.

La négociation ouverte par Saint-Priest en vue de ce résultat aboutit à une aggravation du mal.

L'Ambassadeur avait immédiatement demandé à la Porte la déposition du Pacha de Seyde et la radiation de tous les actes extorqués au Consul. Le Reis-Effendi, sans refuser en principe la déposition réclamée, la subordonnait au rachat des huit esclaves enlevés par le corsaire. Saint-Priest se rendit compte que le retour des captifs, rachetés des deniers de la France, annulerait l'effet de la déposition du Pacha coupable : la réparation paraîtrait venir de la France, qui aurait ainsi tenu les engagements arrachés à ses nationaux : « J'ai grand regret, écrivait-il¹, à cette difficulté qui arrête une satisfaction aussi éclatante qu'inouïe par la déposition d'un Pacha à trois queues. » L'Ambassadeur repoussa donc cette condition et sollicita de la Porte un commandement ordonnant au Pacha de Seyde de ne pas s'opposer à la sortie des Français de son Echelle. Devant cette menace, le Reis-Effendi feignit de céder : il venait, dit-il, d'envoyer un courrier à Seyde pour enjoindre au Pacha de restituer le billet souscrit par le Consul, et, dès le retour de ce courrier, il lui signifierait sa déposition². Mais il saisit le premier prétexte venu pour éluder sa promesse : les firmans de destitution du Pacha de Seyde et de nomination de son successeur étaient prêts, quand un commis avait rappelé que le Gouverneur révoqué devait aller au devant de la caravane de La Mecque et que le nouveau titulaire n'arriverait pas à temps pour remplir cet office. En faisant part à Saint-Priest de sa trouvaille, le Reis-Effendi lui avait juré sur son « Alcoran » que la destitution aurait lieu irrévocablement deux mois après, au retour du Pacha³. Tous ces délais rendaient illusoire cette satisfaction, sur laquelle le duc de Praslin en était venu à ne plus compter. « L'affaire de Seyde me paraît essentielle, écrivait-il, et je la regarde comme une époque fâcheuse pour le service du Roi et les intérêts de la nation en Levant, si la réparation en est manquée, comme il y a tout lieu de l'appréhender aujourd'hui⁴. »

En effet, les lenteurs de la Porte donnèrent le temps de se produire à la circonstance que l'Ambassadeur redoutait le plus. Malgré les efforts de Saint-Priest pour éviter la restitution des esclaves, le chevalier des Pennes avait cru bien faire en la sollicitant du Grand-Maître de l'ordre de Malte et en l'obtenant. « Je ne m'étais pas trompé, écrit Saint-Priest, sur le mal qui devait en résulter..... J'étais arrivé au terme qu'on m'avait fixé pour déposer le Pacha, lorsque la Porte a été instruite du retour des esclaves. Depuis lors, le Reis-Effendi répond assez froidement à mes instances, et, si on ne me décline pas un manque de parole formel, au moins les délais successifs me donnent-ils lieu de le craindre. » L'énergie de l'Ambassadeur eut enfin raison de tant de mauvaise volonté : en juillet 1770 il annonçait à sa

1. Saint-Priest à Praslin, 18 septembre 1769.

2. Dépêche du mois d'octobre 1769.

3. Dépêche de janvier 1770.

4. A Saint-Priest, 30 juillet 1770.

Cour la déposition du Pacha de Seyde¹. Cette mesure tardive, précédée d'une concession préalable de la France, perdait le caractère d'une réparation.

Comme le craignait le Ministre, l'affaire de Seyde fit époque contre nous. La nouvelle s'étant répandue à Seyde, un mois après, qu'un corsaire était venu enlever des Turcs dans la rade de Baruth, « on n'entendit qu'une voix dans les rues, qui disait que les coups de bâton ayant opéré l'année dernière le retour des esclaves ici, il fallait à la première occasion prendre quelques Français pour délivrer les esclaves qu'on pourrait venir faire sur cette côte ². » Par le déclin de leur prestige, les Français étaient devenus pour les Turcs de véritables otages, qui leur répondaient des pirateries des corsaires.

*
* *

IV. — Au moins cette négociation mit-elle en pleine lumière les causes du mal qu'elle ne put enrayer. Si la Porte avait constamment refusé à notre Ambassadeur une satisfaction réelle, c'est d'abord qu'elle se rendait compte de l'affaiblissement de son propre pouvoir. Elle craignait que sa sévérité vis-à-vis du Pacha ne servît qu'à démontrer son impuissance à se faire obéir. « Je crois bien, écrivait Praslin, que la Porte éprouve partout les mauvais effets du relâchement qui s'est introduit dans l'Empire Ottoman, où elle n'est pas obéie : mais aussi je suis persuadé, ajoutait-il, qu'elle dispose sans crainte d'un Pacha, quand elle y est poussée par un intérêt aussi fort que celui que nous devons mettre à cette affaire-ci ³. » Ce n'était pas en effet l'insubordination du Pacha de Seyde que la Porte redoutait : c'était celle du peuple de cette ville.

Excité contre les Français par l'acte de brigandage du corsaire, entretenu dans ces sentiments par son Pacha qui se sentait menacé, il pouvait, si la Porte accordait satisfaction à l'Ambassadeur, se porter à quelque excès qu'elle n'était pas sûre de pouvoir réprimer. « Il serait assez dans le génie de ce gouvernement, écrit Saint-Priest ⁴, de n'oser destituer un homme qui s'est rendu agréable à un peuple fanatique par le succès de sa violence. On ne tient point à la personne des Pachas : mais dans la circonstance de la guerre actuelle surtout, on ménage extrêmement la populace. » C'est pourquoi le retour des esclaves avait retardé la destitution du Pacha de Seyde.

Laprudence n'était pas la seule cause de la réserve dans laquelle la Porte s'était tenue. Le crédit de la France auprès d'elle n'était plus en 1769 ce qu'il était vingt ans auparavant. On lit dans une dépêche de Saint-Priest à Choiseul cette singulière

1. « J'ai enfin appris du Reis-Effendi que le Pacha de Seyde était déposé, écrit Saint-Priest le 21 juillet 1770. On croit que le Pacha d'Akalsiké est nommé à sa place. J'espère qu'on aura égard à toutes les autres demandes que j'ai faites pour compléter cette satisfaction et je viens de les renouveler ». La principale de ces

demandes était celle d'un *Katchérij* ordonnant le respect de nos Capitulations.

2. Saint-Priest à Praslin, 17 août 1770.

3. Praslin à Saint-Priest, le 2 avril 1770.

4. 1770.



Jérusalem,

d'après une gravure faite sur un dessin de LUIGI MAYER, peintre de Sir ROBERT AINSLIE, Ambassadeur d'Angleterre à Constantinople de 1777 à 1792.



Le Mont Carmel, Caifa et Saint-Jean d'Acre,

d'après une gouache du 18^e siècle, appartenant à Mme GASTON AUROYNEAU.

LIBRARY
OF THE
UNIVERSITY OF ALABAMA

affirmation ¹ : « Je vous assure, Monsieur le Duc, qu'on n'a point de considération à la Porte sans lui inspirer de la crainte, et, si j'osais lâcher le mot, j'ajouterais que la France n'en a jamais eu, parce qu'elle n'a jamais été dans le cas de faire naître ce sentiment. Je ne vois à citer contradictoirement que l'époque de la mission de M. de Villeneuve, et cela n'a duré qu'un moment. Cet Ambassadeur jugea de lui-même qu'il fallait se hâter de quitter Constantinople, s'il ne voulait voir déchoir son crédit. » La part de l'exagération est très grande dans ces paroles, qui sont presque paradoxales : mais elles traduisent fidèlement l'impression que Saint-Priest rapporta de ses premières négociations avec le Divan de Constantinople. Cet homme énergique souffrait de ne pouvoir parler au nom de la France comme il eût fait à l'époque de sa toute-puissance. Mais la France sortait des défaites de la guerre de sept ans : son propre affaiblissement lui commandait la réserve. Les Ministres ottomans le savaient et mettaient moins d'empressement à la satisfaire. « Il n'y a de ressource que dans des démarches et démonstrations, écrivait Saint-Priest au sujet même de l'affaire de Seyde ². Il est bien temps, ce me semble, d'en venir là : nous nous sommes toujours portés avec tant d'empressement à tout ce que les Turcs osent exiger, qu'il n'est pas étonnant que n'ayant eux-mêmes aucun sentiment de générosité, ils prennent nos égards pour faiblesse et besoin et deviennent tous les jours plus hautains et plus indiscrets. »

Du moins auraient-ils pu accorder à l'amitié ce qu'ils refusaient à la crainte. Mais sur ce point encore, la France leur donnait matière à déception. Dans ses rapports avec la Turquie, elle n'obéissait plus à la seule résolution de la protéger ou même de la secourir contre l'Autriche et la Russie. D'autres considérations agissaient sur sa politique : elle s'efforçait de concilier ce qu'on a appelé depuis le « maintien de l'Empire Ottoman » avec les ménagements dus à l'Autriche, son alliée. Après avoir poussé la Turquie à déclarer la guerre aux Russes, dans l'espoir de sauver ainsi la Pologne, son intervention dans cette guerre se bornait à l'envoi d'une mission militaire sous les ordres du baron de Tott ³. Cette assistance occulte, inavouée, était la seule dont l'Autriche consentit à ne pas prendre ombrage. En 1770, la France avait résolu de conclure avec la Turquie un traité d'alliance, « faisant seulement exception de la présente guerre, pour être désormais en droit de secourir les côtes maritimes de l'Empire Ottoman ⁴ » : le prince de Kaunitz informa le duc d'Aiguillon qu'il considérerait un tel traité comme contraire à l'alliance et fit échouer ce projet, dont le commerce des Echelles aurait pu tirer tant de profits. On conçoit le dépit que cet abandon fit naître chez les Turcs et que la duplicité de notre alliée, l'Autriche, à leur égard ne fit qu'augmenter. Quand ils virent l'Autriche et la Russie

1. Le 18 décembre 1769.

2. Au duc de Praslin 1770.

3. Pingaud, Choiseul-Gouffier, *La France en Orient sous Louis XVI*. Introduction,

4. Mémoire du Chevalier de Saint-Priest sur son Ambassade à Constantinople pendant l'année 1770,

Arch. Aff. étr.

s'entendre comme larrons en foire pour les dépouiller, il dut s'établir dans leur esprit une comparaison peu flatteuse pour notre diplomatie, qui laissait leurs ennemis faire en 1774 ce qu'elle les avait empêchés d'accomplir en 1740. Ces réflexions n'inspiraient pas aux Ministres ottomans de très bonnes dispositions à notre égard et, dans les Echelles, le prestige des Français se trouvait doublement atteint par le fait que la France était moins influente auprès du Sultan et le Sultan moins puissant auprès de ses propres sujets.

La Porte était donc en d'aussi mauvaises conditions pour réprimer une insurrection ou repousser une attaque en Syrie, que les Français des Echelles pour en conjurer les périls.

*
* *

V. — L'attaque et l'insurrection se produisirent au mois de décembre 1770. A cette date, cinq cents Mameluks s'emparent de Gaza; Daher fait fuir Osman-Pacha, accouru pour les déloger, occupe toute la Palestine et fraye la route à une nombreuse armée égyptienne, qui le suit à Saint-Jean-d'Acre, en février 1771.

C'était un Mameluk, Ali-bey, qui avait porté à la Turquie ce coup soudain et vigoureux. Ancien esclave affranchi par son maître, il s'était élevé, par des coups d'Etat successifs, jusqu'au rang de Bey, s'était débarrassé de ses collègues les plus gênants en les faisant assassiner, avait chassé le Pacha du Caire et refusé le tribut à la Porte (1768). Puis il avait conquis le Saïd, ou Haute-Egypte, le port de Djedda, sur la Mer Rouge, et dirigé une expédition contre la Mecque¹ (1769). Ces premiers succès avaient stimulé son ambition. Voulut-il par la Syrie, remonter jusqu'à l'Asie-Mineure et à Constantinople, comme le croient ceux qui le prétendent hanté de « toutes les vastes conceptions qui successivement traversèrent l'esprit de Bonaparte. de Mehemet-Ali et de M. de Lesseps » ?² Ou bien, devenu en fait Sultan d'Egypte, éprouva-t-il, comme tous les souverains de cette région, le besoin de compléter et d'assurer sa conquête par celle de la Syrie ? En tout cas, l'occasion lui parut excellente, en 1770, de tendre la main, par-dessus la Palestine, au Cheikh Daher qui l'avait jadis accueilli dans un de ses exils. La guerre qui durait depuis plus d'un an entre la Russie et la Turquie retenait sur le Danube les forces de celle-ci. La victoire se prononçait de plus en plus pour les Russes. Leur flotte, qui venait de se montrer dans la Méditerranée après avoir contourné toute l'Europe occidentale, avait anéanti la flotte turque à Tchesmé (juillet 1770). La Morée avait donné l'exemple à la Syrie et à l'Egypte en se soulevant. Les corsaires russes montraient le pavillon moscovite jusque sur les côtes de Syrie. Profitant du désarroi dans lequel ce danger pressant mettait la Porte, Ali-bey, d'accord avec Daher, avait lancé un manifeste

1. Volney. *Voyage en Egypte et en Syrie. Précis de l'histoire d'Ali-bey*, t. I.

2. E. Lockroy. *Ahmed le-Boucher*, chap. I, l'Egypte.



Saint-Jean d'Acre,

d'après une gouache du 18^e siècle, appartenant à Mme GASTON AUROYNEAU.



Vue de Tripoli de Syrie,

d'après une gouache du 18^e siècle, appartenant à Mme GASTON AUROYNEAU.

LIBRARY
OF THE
UNIVERSITY OF ILLINOIS

contre Osman, Pacha de Damas, et envoyé son armée, sous les ordres de son gendre Mohammed-Abou-Dahab, car ce précurseur de Mehemet-Ali avait lui aussi son Ibrahim, à la conquête de la Palestine et de la Syrie.

A Saint-Jean d'Acre, dont Daher lui avait ouvert les portes, cette armée fit sa jonction avec les Mutualis et avec les soldats du Cheikh, appelés Safédiens¹. Puis elle marcha sur Damas, où l'attendaient quatre Pachas avec 35.000 à 40.000 hommes : ces troupes se dispersèrent à la première attaque des gens de Daher et d'Abou-Dahab, qui entrèrent dans la ville sans éprouver de résistance. Le château seul tint trois jours, au bout desquels il capitula. Mais le matin même du jour fixé pour la reddition, Mohammed-Abou-Dahab, contre toute attente, donna à ses troupes l'ordre de la retraite (juin 1771). « Ce ne fut pas une retraite, dit Volney, mais une fuite. » Les Egyptiens traversèrent la Syrie et le désert plus vite que si l'ennemi les eût poursuivis l'épée dans les reins. Abou-Dahab fit une telle diligence qu'il n'arriva au Caire que trois heures après la nouvelle de sa propre retraite. Force fut à Ali-bey de faire bon accueil à un général entouré de toutes ses troupes. Mais il ne laissa pas de deviner le mobile de cette défection : réfugié aux environs de Damas, Osman avait envoyé à Abou-Dahab un émissaire secret, chargé de lui promettre le pardon et les faveurs du Sultan, s'il trahissait Daher et Ali-bey ; et il les avait aussitôt trahis.

La nation française avait senti, dans toutes les Echelles, les effets de cette première campagne. Mais dans la plupart elle en avait été quitte pour de vives alarmes ; dans un petit nombre, elle avait éprouvé des dommages effectifs. Ainsi, en apprenant qu'une armée égyptienne s'avancait vers la Palestine, les résidents français de Rames s'étaient réfugiés à Acre et à Jaffa. Quelques mois auparavant, la ville avait été assiégée par Osman-Pacha, qui avait fait payer 450 piastres aux Français la protection de leurs maisons contre le pillage de ses troupes². Aussi nos résidents, ne se doutant pas qu'Abou-Dahab dût entrer à Rames sans coup férir, ne se souciaient-ils pas de se retrouver entre deux partis en guerre et résolurent-ils de se soustraire aux risques d'un second siège. Leur exil fut d'ailleurs de courte durée : ils réintégrèrent leur Echelle, à peine la fortune des armes se fut-elle prononcée pour Daher et ses alliés égyptiens. « Nos nationaux ont couru de grands dangers dans ces divers mouvements³ », écrit saint Priest, au sujet des premières opérations de Daher et d'Abou-Dahab contre Jaffa et Rames.

A mesure que les Egyptiens approchaient de Saint-Jean d'Acre, l'inquiétude

1. De Safed, ville dont Daher était originaire.

2. Le vice-consul de Rames avait écrit à la Chambre en avril 1770 : « Il est de notoriété publique que si le Pacha m'eût refusé ses gardes pour toutes les maisons françaises, rien ne pouvait nous mettre à couvert de la fureur des troupes, qui ne respiraient que le pillage... Je demande des gardes ; on me les accorde de fort bonne grâce, nos maisons sont soustraites à la fureur des sol-

dat, pendant que toute la ville est en proie aux dernières violences... Il faut payer ceux qui nous ont exemptés de ces horreurs... Ma maison se trouve continuellement remplie d'officiers du Pacha qui n'y viennent que pour en imposer aux troupes... Le tout ne se monte qu'à 453 piastres ».

3. 17 septembre 1771.

gagnait la nation de Seyde. Vers quel point allait se porter l'armée d'Abou-Dahab? Ne marcherait-elle pas d'abord sur Seyde? Bientôt la concentration de troupes qui se fait autour de Damas laisse espérer quelque répit aux résidents de Seyde. Ils appellent de tous leurs vœux une action décisive, car, dit le Consul, « le commerce est ici dans une position bien cruelle; tout y est interdit depuis quelque temps ¹. » Enfin on apprend que le 6 juin Damas s'est rendu. « La chute de cette capitale, écrit le Consul de Seyde, va soumettre au pouvoir d'Ali-bey toutes les côtes maritimes. Seyde, par l'évasion du Pacha, n'attend que l'arrivée d'un officier de la part du général égyptien pour faire sa soumission. Le peuple est consterné et, dans cette conjoncture, je me suis fermé dans le khan avec toute la nation en attendant que je voie quelque stabilité dans la forme du gouvernement qui me mette hors de danger. Le Musselem qui la gouverne en attendant cette époque m'a envoyé une garde pour mettre le khan à l'abri d'une insulte, que je crains moins de la part du vainqueur que de celle de la populace². » Ainsi les autorités ottomanes elles-mêmes donnent l'exemple de la désertion, le peuple est frappé de stupeur, Seyde n'attend qu'une sommation pour se rendre aux vainqueurs de Damas. Il semble que d'ores et déjà la Syrie n'appartienne plus au Grand-Seigneur. La manifestation la plus curieuse de cet état d'esprit est la démarche que le Consul de Seyde projette de faire auprès de son collègue du Caire. « Dès que la ville sera rendue, dit-il ³, je m'adresserai à M. Damirat pour lui demander de me procurer pour les nations de ce département des recommandations aux Gouverneurs, pour qu'ils leur conservent les privilèges que les Osmanlis leur accordaient. » Il n'est pas sans originalité de voir, par l'effondrement du pouvoir des Turcs en Syrie méridionale, notre Consul en Egypte jouer un instant auprès d'Ali-bey le rôle de notre Ambassadeur auprès du Sultan, quelques-unes de nos Echelles changer pour ainsi dire d'orientation, et l'axe de leur politique se déplacer de Constantinople au Caire.

Mais la fuite précipitée d'Abou-Dahab, trompant toutes les prévisions de nos résidents, opérait un nouveau et brusque changement de scène. Notre Consul à Seyde partagea, en l'occurrence, le « grand étonnement de tout le monde. » « Je ne sais, écrivit-il, que penser de ce changement subit, après les dépenses immenses qui devaient coopérer aux projets étendus d'Ali-Bey et tandis que toute cette province était tombée sous son obéissance. » Fallait-il donc admettre qu'une armée entière se fût mise en mouvement d'Egypte et jointe aux troupes de Daher uniquement pour châtier et déposséder la famille d'Osman Pacha? Mais cette hypothèse était démentie par la consternation même des alliés à qui Abou-Dahab venait de fausser compagnie. « Les Mutualis et le Cheikh Daher, observait notre Consul, sont consternés de se voir ainsi abandonnés, après les démarches qu'ils ont faites contre les Osmanlis, dont ils craignent le juste courroux. » Toujours est-il que de la domination des Safédiens

1. Mai 1771.

2. Juin 1771.

3. Même lettre.

de Daher, qui, l'avaient occupée quelque temps, Seyde passait à celle des Druses, qui s'en déclarèrent protecteurs et y tinrent une petite garnison en attendant la venue d'un Pacha. « La nation en a été quitte pour de continuelles alarmes, écrit le Consul¹ et pour les précautions que je crus à propos de prendre pour sa sûreté en m'assurant une garde du Musselem et des Druses. » Au mois d'août 1771, tout y était rentré dans l'ordre, par le retour du Pacha, Mehemet-Dervich.

Il n'en était pas ainsi en Palestine, où le désordre n'avait fait qu'empirer après la retraite d'Abou-Dahab. En passant par Rames et par Jaffa, ce général avait relevé les officiers et les quelques hommes chargés de gouverner ces villes au nom d'Ali-bey et d'y maintenir l'ordre : il était parti sans laisser un seul Egyptien dans le pays. A partir de ce moment tout retomba dans l'anarchie. « La Judée, écrit le Consul de Seyde, est sans dessus dessous par les courses continuelles des gens de Daher, des Arabes et des officiers d'Osman-Pacha, qui ont un petit corps de troupes avec eux. Le sieur Méollan me mande de Rames que la nation y est toujours dans de continuelles alarmes. Dieu délivre bientôt la Syrie du fléau qui l'afflige². »

Après avoir tremblé pour leur sécurité à l'approche des Egyptiens, puis s'être rassurés et habitués à la domination des conquérants, en constatant qu'ils n'avaient « fait de mal dans aucun des endroits où ils avaient passé », les quelques Français établis à Rames et à Jaffa vivaient, en juillet 1771, dans la crainte des excès dont pouvait s'accompagner le prochain retour des Turcs et souffraient, en attendant, de l'anarchie où se débattait un pays sans chef aucun. Les Arabes, annonçait Méollan, « barrent tous les chemins ». « Tous ces désordres, observait le Consul de Seyde, portent un coup cruel au commerce. » Bien qu'il écrivit en hâte au Consul du Caire pour annuler la demande de recommandations qui fussent désormais arrivées à contre-temps, force lui était de convenir que le départ subit des Egyptiens avait aggravé la situation dans le Sud de son département. « La position de la Judée est pitoyable, rapportait-il, depuis que les Egyptiens l'ont abandonnée. La ville de Jérusalem a éprouvé diverses séditions. Les choses n'ont pas heureusement eu de suites fâcheuses pour la Custodie de Terre-Sainte : elle le doit aux argents qu'elle fait répandre dans ces sortes d'occasions. La nation de Rames change de huit en huit jours de Gouverneurs. Tantôt ce sont les officiers d'Osman Pacha de Damas qui commandent, tantôt les enfants du Cheikh Daher, qui sont en possession de Jaffa, où ils se fortifient du mieux qu'ils peuvent. » Et comme il n'y avait encore nulle part sécurité du lendemain, même dans les villes où le maître légitime avait ressaisi le pouvoir, notre Consul à Seyde pouvait constater : « l'état actuel de la Syrie est déplorable. »

Le contre-coup de l'expédition d'Abou-Dahab ne s'arrêta pas à la Syrie méridionale. A Tripoli, la populace refusait d'accepter un Pacha qui venait d'être nommé au gouvernement de cette ville ; les victoires des Egyptiens l'encourageant dans sa

1. Juillet 1771.

2. Août 1771. Méollan, qui était en correspondance

avec le Consul de Seyde, était un négociant qui assurait à Rames les fonctions d'agent de ce Consul.

résistance, elle force les résidents français, sous menace d'avanie, à signer une déclaration attestant qu'elle s'est révoltée dans l'intérêt de la Porte. Son audace résultait d'une conviction que la nation partageait : pas plus que les indigènes, les Français ne doutaient que Tripoli dût tomber aux mains des rebelles. « Le Grand-Seigneur, dit le consul Cousinéri, s'est flatté que les sept Pachas, qu'il a nommés pour défendre la Syrie, étaient en état d'exécuter ses ordres. La chose est impossible : Ali-bey s'en rendra entièrement maître et il dépend de lui de se faire déclarer Sultan d'Egypte et de Syrie¹. »

A Alep même, que son éloignement semblait mettre hors de la portée des rebelles, on s'attend à les voir paraître d'un instant à l'autre. Par les lettres d'un marchand vénitien du Caire, Rossetti, jouissant de toute la confiance d'Ali-bey, on a appris que ce Mameluk a l'intention de s'emparer de toute la Syrie et de pousser jusqu'à Alep. Tout en considérant ce renseignement comme une « fanfaronnade », le Consul de France, Deperdriau, se tient prêt à toute éventualité. A défaut d'autre indice, le départ du Pacha d'Alep et celui des Gouverneurs d'Orfa, de Killis et du Beylam, avec leurs troupes, eût renseigné les habitants sur la présence d'un grand danger non loin d'eux. Dès le début de 1771, Abdur-Raman avait reçu l'ordre de marcher contre Abou-Dahab. Heureusement les défaites des Turcs, de janvier à juin 1771, ne rallumèrent pas à Alep la sédition de l'année précédente.

*
* * *

VI. — La campagne d'Abou-Dahab n'avait été pour la plupart des Echelles qu'une chaude alerte : mais ce n'était que le début de leurs tribulations. La retraite des Egyptiens n'avait pas mis fin aux hostilités. Eux partis, restaient en présence leurs alliés et leurs ennemis de la veille, les partisans de Daher et ceux d'Osman. En outre, Ali-bey, encore maître du Caire et de l'Egypte et continuant à coordonner ses opérations avec celles de Daher, dirigea sur la Syrie, en septembre 1771, une seconde expédition, moins nombreuse que la première et seulement forte de 5.000 à 6.000 hommes, sous le commandement d'Abderrahman Bey, Soliman Kâchef et Moustafa Chaouch. Le Pacha de Damas se hâta d'agir, autant pour mettre à profit l'isolement de Daher avant l'arrivée de ce secours, que pour enlever à un Seraskier, envoyé par la Porte, l'honneur de le détruire. C'est encore une fois lui qui fut surpris ; prévenus de sa marche, Ali-Daher, fils du Cheikh, et Nasif, Emir des Mutualis, tombent sur son armée à l'improviste et la culbutent dans le Jourdain (1^{er} septembre 1771). Le retentissement de cette défaite est assez grand pour que le Pacha de Seyde, Mehemet-Dervich, fils d'Osman, quitte précipitamment sa résidence. Les Druses, qu'il rencontre sur sa route, marchant avec leur Emir Youssef au secours des Turcs,

1. Juin 1771.

lui font rebrousser chemin. Mais à peu de temps de là, les Druses eux-mêmes sont mis en complète déroute par cinq cents Mutualis, sous les murs de Seyde, d'où le Pacha s'enfuit de nouveau. La ville tombe, le 23 octobre 1771, au pouvoir des gens de Daher et d'Ali bey, qui en prennent possession au nom de leurs maîtres respectifs. « Le peuple, écrit le Consul de Seyde¹, n'a pas beaucoup souffert par le pillage que les troupes y ont exercé. Heureusement que notre khan n'a pas été insulté, et je crois le devoir à l'amitié que j'ai toujours tâché de cultiver avec nos voisins. Le Cheikh Daher m'a donné toutes les assurances de protection et j'en éprouve les effets par les deux officiers qui gouvernent. Je souhaite que tous ces troubles puissent s'apaiser sans ressentir de nouvelles secousses. » Le commerce, ajoute-t-il, est « tout à fait interrompu depuis un mois. »

De nouveau, toute la côte de Gaza à Seyde inclusivement, avec un territoire s'étendant parfois loin à l'intérieur des terres, notamment en Judée, Samarie et Galilée, échappent en fait à la domination ottomane, remplacée par une sorte de condominium de Daher, d'Ali-bey et des Mutualis, alliés des deux premiers. L'importance politique de l'événement, le but réel des insurgés apparaissent cette fois clairement à nos agents en Syrie. Le Consul de France à Seyde estime que la seconde expédition égyptienne doit être rapportée « aux desseins du Cheikh Daher de donner la loi à tout ce département, en s'appuyant des forces que lui prête Ali-bey, au nom de qui pourtant il dirige toutes ses opérations. » Peu après, le même Consul définit plus exactement encore les intentions des deux associés. Ali-bey lui « semble le mobile de toutes les opérations qui rendent cette province le théâtre de toutes les calamités. » Il lui paraît évident, que « ce n'est ici qu'un plan d'agrandissement formé par le Cheikh Daher pour dominer sur toute la côte maritime. » Et c'est bien en effet de cela qu'il s'agit. Le Mameluk, qui a su se rendre pratiquement indépendant des Turcs en Egypte, seconde les efforts d'un Cheikh arabe pour soustraire à la domination du Sultan la Palestine et la Syrie méridionale. La constatation s'en imposera, en avril 1772, à un nouveau Consul de France² venant prendre possession du poste de Seyde. « Le bruit, écrit celui-ci, qui avait couru que l'entreprise d'Ali-bey et du Cheikh Daher était la suite de leur haine particulière contre Osman, Pacha de Damas, et que, satisfaits de le voir révoqué, ils étaient prêts à rendre Seyde au Gouverneur que devait y envoyer le Grand-Seigneur, n'a jamais eu le moindre fondement... La conduite de ces deux rebelles est l'effet d'un plan plus étendu, et ils auraient de même été les ennemis de tout autre Pacha qui aurait été à portée de mettre obstacle à leur ambition et à leurs projets. C'est par cette conduite, d'après le même plan, que les Deys d'Alger, les Pachas de Tripoli de Barbarie, les Beys de Tunis sont parvenus à former les trois puissances qui composent aujourd'hui les Régences Barbaresques. Ali-bey en s'emparant de l'Egypte, le Cheikh Daher en s'étendant dans la Syrie et la Pales-

1. Octobre 1771.

2. Le Chevalier de Taulès

tine, tendent aussi, chacun de leur côté, à l'indépendance... Un intérêt commun les a unis. »

Ni l'un, ni l'autre n'avaient de raison de vouloir du mal aux Français; l'un et l'autre avaient avantage à ne pas se mettre sur les bras une affaire avec eux. Ils les ménagèrent donc. Avant même d'avoir pris Seyde, Daher fait donner au Consul de France « la plus grande assurance que nous n'avions rien à appréhender, qu'il estimait trop la nation pour souffrir qu'on lui fit la moindre insulte. » Lorsque ses troupes entrent dans la ville, une garde de cavaliers est placée aux portes du khan et de la maison consulaire; les Cheikhs Nassif, Abbas-Ali et Ali Daher viennent rendre visite au Consul, lui prodiguent les assurances de protection, lui laissent de leurs gens; le lendemain, Daher lui fait porter une lettre amicale, accompagnée d'une recommandation pour le nouveau Gouverneur; ce Gouverneur même assure au drogman du Consulat qu'Ali-bey lui a recommandé les Européens en général et les Français en particulier. Plusieurs fois encore, Daher adressera, soit au Consul, soit à la nation, des lettres témoignant de sa sollicitude. Les Français de Rames ayant dû, après une avanie de la part du commandant égyptien, se retirer de la ville pour la seconde fois en un an et se réfugier à Jaffa, Ali-bey, informé du fait, leur ménage la possibilité de réintégrer leur Echelle et d'y être désormais bien traités. Un nouveau Consul, M. de Taulès, arrivant à Seyde, y est reçu avec les mêmes honneurs que si la ville eût été soumise à l'autorité du Grand-Seigneur : « Le changement de gouvernement n'en a apporté, dit-il, aucun à ma réception. Je mis pied à terre au bruit de l'artillerie du château. La garnison sous les armes, ayant ses officiers à sa tête, formait deux haies de la marine à la maison consulaire, où je fus conduit par la nation en corps, qui était venue jusque sur mon vaisseau pour me recevoir. »

Réciproquement, la politique des Français envers Daher et ses alliés devient de plus en plus circonspecte et amicale. La continuité de ses succès lui crée le meilleur des titres à leurs égards et, n'ayant pas à se plaindre de lui, impatients de voir se rétablir un pouvoir stable, ils font presque des vœux pour lui. L'ordre n'est-il pas mieux maintenu à Seyde depuis que le soin en incombe concurremment à l'Aga Degnesli, représentant Daher, et au Mameluk Moustafa, représentant Ali-bey? La nation « ne jouit-elle pas, comme dit le Consul, d'une protection bien marquée », à Saint-Jean d'Acre, à Seyde, à Jaffa, à Rames, dans toute la Palestine, depuis qu'Ali-bey y a fait passer quelques milliers d'hommes? Le Consul de Seyde peut maintenant, en cas de besoin, exercer auprès de son collègue du Caire le recours dont il a eu l'idée l'année précédente : c'est par cette voie qu'il obtient d'Ali-bey un rescrit ordonnant au Mameluk qui commande à Rames de respecter les droits des Français. « J'augure, finit-il par dire, un avenir plus tranquille pour les établissements de ce département sous cette domination. »



VII. — La Porte elle-même paraissait vouloir entrer avec Daher dans un accommodement et lui faisait offrir la paix, quand un nouveau coup de théâtre remit tout en question. Ali-bey venait d'arriver à Gaza, en fugitif et en suppliant. Il avait essayé, pour se venger d'Abou-Dahab, de se saisir de lui : mais celui-ci s'était échappé en Haute-Egypte, d'où il avait marché sur le Caire. Abandonné par la plupart des siens, Ali-bey avait pris la fuite avec 800 Mameluks et cherché un asile auprès de son allié Daher.

Cette révolution réveilla l'ardeur assoupie des ennemis du Cheikh. Les Turcs rentrent à Jaffa et à Rames et se préparent à empêcher la jonction de Daher et d'Ali. Sept Pachas partent de Damas, conduits par Osman, et viennent assiéger Seyde : sous les murs de cette ville, ils retrouvent les Druses de l'Emir Youssef, qui font cause commune avec eux. Le 30 avril 1772, le Consul de Seyde, M. de Taulès, avait encore écrit : « On jouit ici de la plus grande tranquillité et on ignorerait qu'il y règne un désordre intérieur, si on en jugeait par les apparences, et si on ne savait d'avance qu'il y a une révolte contre le Grand-Seigneur. La nation surtout ne peut que se louer de la douceur du gouvernement ¹ ». Un mois après, la situation de Seyde inspirait au même Consul cette réflexion : « Les affaires politiques du pays sont dans une crise dont on ne prévoit pas les suites et qui ne nous permet que de nous abandonner aveuglément à la Providence ² ».

L'Aga qui commandait pour Daher à Seyde, Degnesli, avait essayé de donner le change à la population en faisant tirer le canon sous prétexte de célébrer une prétendue victoire d'Ali-bey sur Abou-Dahab. Mais à peine la vérité est-elle connue qu'officiers et soldats se rendent en tumulte au Sérail, criant qu'ils veulent partir, puisqu'Ali-bey ne règne plus. Leurs cris suscitent une panique. Finalement « la fermeté de l'Aga Degnesli rétablit le calme, dit le Consul ³, dans une ville où une bande de malheureux Maugrabins ⁴, sans état et sans ressources, n'aspiraient qu'au moment de tout piller et de tout massacrer. » On devine les angoisses des Français en présence d'événements que leur imagination, selon M. de Taulès, exagérait encore. Un siège imminent, une mutinerie possible des propres défenseurs de Seyde, l'annonce d'un pillage du khan français par les Maugrabins, tel était le sort que leur promettait leur Echelle. La disparition de toute discipline faisait craindre un réveil du fanatisme : « On ne saurait être trop en garde contre la mauvaise volonté du

1. Il ajoutait, il est vrai : « Mais il est à craindre que ce calme trompeur ne soit bientôt suivi de quelque orage... tout semble annoncer une révolution prochaine ».

2. 15 mai 1772.

3. 15 mai 1772.

4. Le Cheikh Daher et Ali-Bey avaient en effet enrôlé des habitants du Maghreb ou Maugrabins, ou Barbaresques, que les Turcs accusaient même les capitaines français d'avoir transportés sur leurs navires depuis Tripoli de Barbarie jusqu'à Seyde ou Acre.

peuple, écrivait le Consul à la Chambre, dans un pays dont vous connaissez l'horreur pour le nom chrétien¹ ».

Personne à Seyde, même pas M. de Taulès, juge pourtant perspicace, ne doutait cette fois de la défaite de Daher. Les Druses venaient de couper l'aqueduc qui alimentait la ville : c'était l'annonce habituelle de l'investissement. Les Turcs d'Osman étaient en nombre. L'Aga Degnesli proclamait sa résolution de se défendre jusqu'à la dernière extrémité, ce qui faisait prévoir que les assiégeants devraient donner l'assaut. « La nation, écrivait Taulès, ne peut se dissimuler le danger qu'elle court dans la destruction que les apparences nous annoncent². » L'incapacité des Osmanlis trompa fort heureusement ces sombres prévisions : le 10 juin 1772, Daher et Ali-bey, avec 7.000 cavaliers, forçaient les 30.000 Turcs d'Osman et des 6 autres Pachas à lever le siège de Seyde et les dispersaient le lendemain, presque sans combat. « Deux heures après on se souvenait à peine qu'il y eût eu une bataille, si ce qui se passa peut mériter ce nom³ ».

Cette issue inespérée ne dissipait encore que provisoirement les craintes de la nation, dont M. de Taulès définissait la situation dans les mêmes termes qu'un mois auparavant : « L'unique ressource, disait-il⁴, de ceux qui n'ont autre chose à faire que de rester neutres, est de s'abandonner aveuglément à la Providence. »

Cette pieuse ressource n'est pas toutefois la seule à laquelle il eût songé. Depuis le temps que durait la lutte pour des villes où nos Echelles étaient établies, pour des territoires où s'alimentait leur commerce, nos négociants finissaient par être à bout de patience. En dix-huit mois, pour ne pas remonter plus haut, ils avaient vu la victorieuse campagne d'Abou-Dahab, sa retraite inopinée, le retour des Turcs, la seconde expédition égyptienne, la rentrée en campagne de Daher et ses nouvelles conquêtes, la chute d'Ali-bey en Egypte et sa fuite en Syrie, l'attaque des Turcs contre Seyde et leur ignominieuse défaite. Chacun de ces événements, auxquels ils avaient assisté de trop près pour n'y être pas mêlés, avait renouvelé pour eux les mêmes émotions, les mêmes pertes et, sur certains points comme Rames et Jaffa, les mêmes souffrances : pillages ou craintes de pillage, exodes ou risques d'y être réduits, avanies, emprunts forcés, sauvegardes reconnues à prix d'argent, donatives aux vainqueurs, arrêt du commerce. Ce dernier inconvénient eût, à lui seul, suffi à affecter des étrangers dont le commerce était toute la raison d'être sur le sol asiatique. La guerre civile, à laquelle la Syrie méridionale et la Palestine étaient en proie, diminuait le nombre des acheteurs et des vendeurs. Comment eût-il pu en être autrement? Acheteurs et vendeurs étaient, en temps normal, ces Druses, qui participaient à la lutte du côté des Turcs en attendant de les abandonner pour le parti de Daher; ces Maronites, dont le pays était englobé dans celui des Druses; ces Mutualis, qui combattaient dans le camp de Daher et d'Ali-bey; ces Arabes, qui

1. Même lettre.

2. Juin 1772.

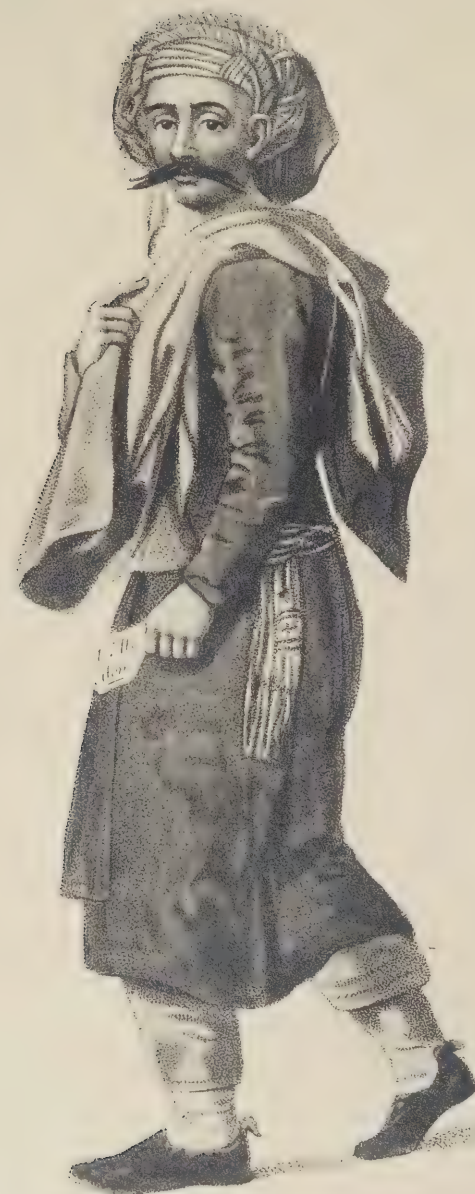
3. 31 juillet 1772.

4. Juillet 1772.



Un Arabe Bédouin,

d'après une gravure de DALVIMART, extraite d'un recueil de types et costumes du Levant.



Un habitant de la côte de Syrie,

d'après une gravure de DALVIMART, extraite d'un recueil de types et costumes du Levant.

THE
UNIVERSITY OF
ALABAMA

étaient les propres sujets du Cheikh; enfin cette population mêlée des ports, Turcs et Levantins, Musulmans et Rayas, qui n'osaient plus montrer un sou de leur bien, de peur de le désigner aux déprédations. Le commerce, en outre, exige la sécurité des communications : or elle n'existait guère à l'intérieur des terres et avait diminué même sur mer, les parages côtiers étant infestés de forbans, qui se couvraient du pavillon russe pour se livrer, en réalité, à la piraterie. L'incertitude du lendemain était enfin la source de perpétuelles préoccupations pour nos marchands. Signalait-on chez les Turcs des préparatifs d'offensive contre une ville aux mains des insurgés? La nation redoutait le départ des insurgés et le retour des Turcs. Annonçait-on une entreprise des insurgés contre une ville aux mains des Turcs? La nation craignait le départ des Turcs et l'arrivée des insurgés. Car les conséquences du changement de maîtres étaient ou pouvaient être pour elle les mêmes dans les deux cas. Même quand la domination d'un des deux partis durait dans un endroit depuis quelque temps, les égards nécessaires envers lui devaient éviter de pouvoir être transformés en griefs par ses adversaires, lorsqu'ils le remplaceraient. « Placés au milieu des différents partis, disait Taulès, les ménagements qu'ils exigent tous doivent, en les contentant, n'annoncer ni partialité, ni préférence. » Aussi la correspondance consulaire en 1771 et 1772, à part quelques semaines pendant lesquelles Daher cessa d'être attaqué, abonde-t-elle en doléances et lamentations sur le sort des Français. La guerre civile, avait écrit le Consul de Seyde en novembre 1771, « fait éprouver à notre commerce et à notre tranquillité les plus fortes secousses. L'un se trouve tout à fait interrompu et l'autre s'est changée en une continuité de tribulations très périlleuses, sans savoir quand et comment tout pourra se rétablir. » Son successeur, en mai 1772, lui faisait écho en ces termes : les négociants « ne voient dans leur faiblesse, dans la haine de la soldatesque qui les environne, dans les événements qui paraissent devoir changer bientôt leur situation présente, que des raisons de trembler pour leur vie, ou au moins pour leurs fortunes. » Le même Consul, à la fin de 1772, appréciera ainsi les résultats commerciaux de l'année, comparés à ceux de l'année précédente : « L'entrée a été à peu près la même... Mais la différence dans la sortie est très considérable. Les productions autour de Seyde ont manqué par le défaut de culture. Les filés, qui sont l'objet le plus important de son commerce, ne peuvent pas compter. Les villages voisins, où on les travaillait, ont été détruits et les habitants, qui se sont échappés, languissent plus loin dans l'inaction et la misère. »

Les Français identifiaient donc leur intérêt avec le retour du pays à la paix intérieure et à une certaine stabilité gouvernementale, sous quelque pouvoir que ce fût. Mais les Turcs ne voulant pas s'avouer vaincus par les rebelles et ne parvenant pas à les vaincre, quelle chance restait-il que la paix reparût dans le pays? Taulès en aperçut une dans l'intervention de la France, jouant et gagnant la partie pour les Turcs. En juin 1772, il soumet cette suggestion au secrétaire d'Etat de la Marine par une lettre qui mérite d'être tirée de l'oubli :

Seyde le 28 juin 1772.

« Oserais-je, Monseigneur, mettre sous vos yeux une idée à laquelle mon cœur s'est peut-être un peu trop attaché, parce que j'ai cru voir une utilité réelle pour la France et pour le commerce dans son exécution? Je la communique aussi à M. l'Ambassadeur, pour le mettre à portée de l'appuyer ou de la combattre auprès de vous. Quel que soit le jugement que vous en porterez, j'espère que vous voudrez bien la pardonner à mon zèle.

S'il était de l'intérêt du Roi d'aider le Grand-Seigneur à pacifier les troubles de la Syrie et à y rétablir son autorité, il m'a semblé que Sa Majesté pourrait sans inconvénient et presque sans dépense lui rendre ce service, supposé que le Grand-Seigneur voulût bien soumettre son orgueil et ses préjugés à le recevoir. Il ne s'agirait alors que de faire passer dans les mers de Syrie deux des frégates qui croisent ou se reposent assez inutilement dans l'Archipel, en y joignant un vaisseau de ligne. La France, du consentement de la Porte, a envoyé plusieurs fois en Levant des commissaires pour visiter les Echelles et pour faire réparer les torts que les Pachas avaient pu faire à la nation. Le même prétexte couvrirait cet armement et, pour peu que la Porte voulût seconder par terre les opérations, on verrait tous les rebelles rentrer promptement sous son obéissance. La petite escadre suffirait seule pour réduire la ville de Seyde et même la ville d'Acre. Celle-ci, qui doit être regardée comme le foyer de la rébellion, ne serait pas plutôt soumise que tous le reste du pays suivrait son exemple.

Il est inutile d'observer qu'avant de rien entreprendre contre la ville d'Acre, il serait nécessaire d'en retirer la nation française et d'exiger le paiement de tout ce qui pourrait lui être dû. Il faudrait qu'il fût demandé ensuite satisfaction des injustices, des violences et des injures que le Cheikh et les officiers ont faites en différents temps à la nation et, comme Daher s'obstinerait à la refuser, on exécuterait le plan qui aurait été concerté avec la Porte en paraissant n'avoir en vue que de punir ce Cheikh et de lui faire éprouver le ressentiment du Roi.

On n'aurait pas songé à proposer cette idée, si l'Egypte eût resté soumise à Ali-bey, parce qu'il aurait sûrement recherché les établissements que la nation a dans cette belle province, pour le mal qu'on aurait fait à son allié. Mais tout ce qui est révolté aujourd'hui devant être assujetti du même coup, les vaisseaux pourraient opérer en toute liberté, sans rien craindre pour les sujets du Roi. Cette expédition, outre le mérite d'avoir rendu à la Porte Ottomane un service qu'on pourrait faire valoir, serait très utile au commerce et contribuerait à rendre aux Français la considération dont ils ont joui autrefois dans le Levant. Les peuples et leurs Gouverneurs y verraient que la nation a un maître toujours prêt à la protéger et à la venger ».

Dans une lettre ultérieure, du 18 novembre 1772, Taulès revient sur son idée : « Il serait bien à désirer dit-il, et même très nécessaire que quelque frégate allât pro-

téger le commerce, si l'idée que j'ai hasardée dans une de mes premières lettres ne peut pas s'exécuter ».

C'est, croyons-nous, la première fois au XVIII^e siècle que fut soumise au Gouvernement royal, par un diplomate français, la proposition d'une action matérielle en Syrie, militaire ou navale. Par sa nature, l'intervention navale suggérée par Taulès, pour mater l'insurrection syrienne, rétablir le pouvoir du Sultan et faire réparer les torts causés aux nations des Echelles, doit être rapprochée de certaines manifestations de l'idée d'une expédition en Egypte, qui se firent jour entre 1790 et 1796 et qui tendirent avant tout, elles aussi, à mettre fin au désordre et à tirer vengeance d'excès commis au Caire et à Alexandrie par les Beys Mameluks. Elle n'est pas sans présenter, toutes proportions gardées, une certaine parenté avec le plan initial de l'expédition de Bonaparte, qui comporta d'abord l'illusion d'arracher son assentiment à la Porte et le maintien de la souveraineté turque sur l'Egypte.

Mais l'idée hasardée par Taulès n'avait aucune chance d'être adoptée par le Gouvernement royal, qui savait que son intervention navale en Syrie n'eût été nullement du goût de la Porte, celle-ci préférant encore avoir des sujets indociles, plutôt que de devoir leur soumission à une puissance étrangère et chrétienne.

*
* *

VIII. — Le secrétaire d'Etat de la Marine, M. de Boynes, écarta donc la solution proposée par le Consul de Seyde. Mais, entre le bombardement des ports tenus par les insurgés syriens et cet aveugle abandon à la Providence, dont avait aussi parlé Taulès, il choisit un moyen terme. Il prit les mesures nécessaires pour soustraire ses nationaux au désastre dont ils étaient menacés. Sur les instances de Saint-Priest, il écrivit à Taulès « pour le laisser maître d'abandonner le pays, si les circonstances ne changeaient point et qu'il ne fût pas possible aux Français de conserver leurs établissements à Seyde¹ ». Il décida même qu'il serait détaché de l'armement destiné à aller relever les croisières du Levant une frégate commandée par le bailli de Suffren, pour passer dans les eaux syriennes et favoriser le départ des Français.

Mais quand cette autorisation parvint à Taulès, l'incurie des Turcs avait une fois de plus tenu les Français quittes de tout dommage. Osman et les Druses préparaient une seconde attaque de Seyde; l'Aga Degnesli, de son côté, se disposait à la repousser vigoureusement. En prévision de ce siège, la diplomatie de Taulès s'employait à procurer aux Français la garantie de tous les partis. « J'ai, disait-il², les plus fortes assurances de la part des Turcs qu'il sera pourvu dans tous les événements à la sûreté des Français et qu'ils doivent être dans la plus parfaite sécurité..... Nous n'avons pas plus à craindre du côté des Druses; je me suis également attaché à me les rendre favorables. » L'Ambassadeur lui avait envoyé, ainsi qu'aux officiers turcs,

1. Boynes à Saint-Priest, 26 octobre 1772.

2. Taulès à la Chambre, 5 octobre 1772.

des commandements octroyés par la Porte. « Enfin, concluait Taulès, s'il est permis de faire quelque fondement sur des peuples aussi barbares, les Français n'ont rien à craindre, ni pour leurs personnes, ni pour leur biens ¹. » L'événement rendit toutes ces précautions inutiles : les opérations des Turcs contre Seyde se bornèrent à une démonstration ridicule. Dans le courant d'octobre 1772, leurs troupes bivouaquèrent dans la forêt d'orangers qu'on appelle les « Jardins de Seyde »; elles se replièrent sans même tenter d'attaque, tandis que deux « cayasses » druses, mouillées devant Seyde, renonçaient elles aussi à lancer des boulets qui tombaient tous plus près de leur bord que du rivage ².

Ce n'était pourtant pas la présence de Daher qui en avait, cette fois, imposé aux Turcs; aussitôt après l'action du mois de juillet 1772, il avait été, avec Ali-bey, mettre le siège devant Jaffa, qui s'était donné au Grand-Seigneur. La résistance de cette ville les arrêta beaucoup plus longtemps qu'ils ne pensaient et le besoin de secours leur fit consommer une alliance déjà ébauchée auparavant.

La Russie avait bientôt vu le parti qu'elle pouvait tirer des rebelles, à qui ses victoires avaient fourni les moyens d'attaquer et de vaincre à leur tour la Porte.

De leur côté, les Français avaient tout de suite compris l'assistance que se prêtaient les uns aux autres les généraux russes et les partisans d'Ali-bey. Dès 1771, le Consul d'Alep, Deperdriau, écrivait : « Les progrès rapides du Moscovite jusqu'à ce jour sont le principe de l'insubordination des provinces de l'Empire Ottoman. » Il voyait dans la paix entre la Russie et la Turquie « l'unique moyen de nous rendre notre première tranquillité. » Entre rebelles arabes et généraux ou amiraux russes, le lien ne se borna pas longtemps à une assistance fortuite. La flotte du comte Orloff reçut l'ordre de coopérer par mer aux opérations d'Ali-bey et de Daher. Dès le premier siège de Seyde, on avait vu une flotille russe arriver sur rade au moment même où les escadrons de Daher apparaissaient dans la plaine. Voyant qu'il ne réussissait pas à se rendre maître de Jaffa, Ali-bey dépêcha au comte Orloff un de ses Mameluks pour le déterminer à bloquer la ville par mer. En effet, au mois de novembre 1772, une frégate et trois polacres russes, commandées par le corsaire grec Panayotti, venaient bombarder Jaffa et apporter aux assiégeants des vivres et des munitions. Ce ne fut pourtant qu'en février 1773 que Jaffa, réduite par la famine, ouvrit ses portes à Daher.

Il n'y avait alors à Jaffa qu'un facteur de la nation française, Vangaves. Pendant le siège et après la prise de la ville, son sort fut pitoyable. Tout ce qu'il possédait lui fut extorqué. Quand il n'eut plus rien à donner, on le força à emprunter pour satisfaire aux avanies. Lorsqu'il ne trouva plus de crédit, on le malmena, on l'exposa garrotté sur le rempart. Tentait-il de s'évader, on le rattrapait. Ali-bey, entré dans Jaffa, lui défendit de s'en éloigner. Comme il avait enfin réussi à s'enfuir, ses créan-

1. 5 octobre 1772

2. Même lettre.



Marchand Arabe
Pour bien vendre sa marchandise *Fait argent de vieille chemise*
Il est adroit il est rusé *Et rend neuf vn habit vse*

LIBRARY
OF THE
UNIVERSITY OF ALABAMA

ciers se ruèrent sur ses effets et les pillèrent. Pour le soustraire à leur haine, Taulès dut le faire passer en France. « L'infortune de ce facteur, écrivait le Ministre de la Marine à la Chambre, tient à des circonstances si extraordinaires que je désirerais pouvoir la soulager¹ ».

Ali-bey n'était pas resté longtemps à Jaffa. Dès le mois d'avril 1773 il était parti avec ses Mameluks et 1500 Safédiens pour tenter de reprendre possession de l'Egypte et de chasser Abou-Dahab du Caire. Il échoua. Vaincu et fait prisonnier aux portes mêmes de cette ville, il mourut mystérieusement quelques jours après, empoisonné, dit-on, par son rival (mai 1773). Sa mort inspira à Daher les plus vives alarmes : Abou-Dahab allait-il marcher contre lui et l'attaquer au Sud, tandis que les Turcs l'attaqueraient au Nord ? C'est ce qu'il eût fait s'il eût été un fidèle sujet du Sultan. « Mais il était à craindre, comme le dit le Consul d'Alep², qu'un traître à son bienfaiteur le fût à son Prince. » Abou-Dahab resta donc au Caire et Daher put aller avec les Druses mettre le siège devant Baruth.

*
* *

IX. — Les circonstances qui avaient fait des Druses, jusque-là alliés d'Osman, les alliés de Daher et qui les amenaient avec lui sous les murs de Baruth nous mettent pour la première fois en présence du futur maître de la Syrie. Baruth appartenait à l'Emir des Druses, Youssef : il en avait confié la garde à un ancien Mameluk, Ahmed-Djezzar. Cet homme, chrétien d'origine et né en Bosnie, avait fui son pays à l'âge de seize ans à la suite d'un crime, s'était réfugié à Constantinople et vendu à un marchand d'esclaves qui l'avait amené au Caire. Là, acheté par Ali-bey, il avait consenti à devenir son bourreau, d'où lui vint le surnom de Djezzar, boucher. L'antipathie d'Abou-Dahab le força à s'évader du Caire et à venir demander l'hospitalité à l'Emir Youssef. Après qu'il eut fait ses preuves en qualité d'Aga dans l'armée d'Osman, Youssef le nomma commandant de Baruth. Mais il n'y gouverna pas selon les vœux de l'Emir. « Tous les chrétiens qui étaient à Baruth, écrit Taulès³, et qui formaient la plus grande partie des habitants en ont été chassés, leurs maisons pillées ou abattues, tous leurs biens saccagés. Douze de ces malheureux ont été ensevelis vivants dans les fondements des nouvelles fortifications par ordre de ce barbare fanatique, sans sujet, sans prétexte même, et uniquement par forme de plaisanterie. » A ces horribles persécutions, Djezzar joignit l'insubordination contre les Druses et déclama qu'il ne reconnaissait d'autre maître que le Sultan. L'Emir Youssef, n'obtenant pas justice du Pacha de Damas, résolut d'assiéger Baruth et se tourna vers Daher.

Djezzar débute en soutenant dans Baruth un siège, en apparence aussi désespéré que celui qui devait couronner sa carrière à Saint-Jean-d'Acre. Les Druses et les

1. Boynes, 1774.

2. Perdreau, 7 juin 1773.

3. Juin 1773.

Safédiens investissaient la ville par terre. Un armement de onze vaisseaux, primitivement destiné par la Russie à porter Ali-bey en Egypte, la bloquait par mer. Cet armement n'avait guère de russe que le pavillon, si l'on en juge pas ce fait, que sur mille hommes de débarquement, il n'y avait que vingt Russes en comptant le commandant. Les mobiles qui animaient ces forbans étaient en rapport avec leur condition : ils ne voulaient prendre Baruth que pour la piller et toute leur crainte était que Djezzar ne s'évadât avec ses richesses. Mais les Druses n'entendaient pas détruire leur cité et peu s'en fallut que ce dissentiment ne défit leur alliance avec les corsaires. Ceux-ci s'engagèrent pourtant à ne rien saccager dans la ville, à condition que Daher et Youssef leur donnassent 600 bourses ¹. Après s'être ainsi partagés la peau de l'ours, ils s'avisèrent de le mettre par terre. Les Russes bombardèrent Baruth : « Ce fut un bruit et un feu épouvantables; Seyde, où l'écho portait chaque coup, en tremblait ². » Comme Djezzar ne se rendait pas, les Russes débarquèrent leurs plus gros canons et firent ainsi une brèche aux remparts. Ils invitèrent alors les Druses à donner l'assaut ; mais l'invitation ne fut pas du goût de ceux-ci. On se querella quelque temps au pied des murailles pour savoir à qui reviendrait l'honneur de les escalader et finalement les Russo-Grecs rembarquèrent leur artillerie, tandis que les Druses décampaient ³.

Djezzar profita très habilement de cette mésintelligence. N'ayant en vue que sa propre fortune, peu lui importait que Baruth tombât entre les mains des Russes ou des Druses, ou restât dans celles des Turcs. Ce qu'il voulait, c'était conserver une armée et les apparences de la victoire. Daher, à qui Russes et Druses en avaient déjà appelé de leurs querelles, vit donc arriver d'abord un émissaire de Djezzar et bientôt Djezzar lui-même : les honneurs de la guerre furent accordés au défenseur de Baruth et à sa troupe, qui restait sous ses ordres et combattrait dorénavant pour Daher. « Baruth est entre les mains des Russes-Grecs depuis le 10 octobre, écrit Taulès ⁴. Ils y ont mis 300 Albanais jusqu'au parfait paiement des 600 bourses qui leur avaient été promises pour prix de leurs services. » Ils y restèrent jusqu'en février 1774 et, pendant ce temps, le pavillon moscovite flotta sur Baruth, le portrait de l'Impératrice fut élevé sur la principale porte, devant laquelle on obligea les passants à faire la révérence, les cavaliers à descendre de cheval ⁵. Les Druses avaient fait un traité d'alliance avec Saint-Pétersbourg, où ils envoyèrent un émissaire avec six beaux chevaux pour l'Impératrice. Tandis que ses alliés entraient à Baruth, Daher battait l'armée ottomane, commandée par sept Pachas, près de Zahlé, dans la plaine de la Bekaa.

1. Lettres de Taulès du 4 juillet et du 2 août 1773.

2. Même lettre

3. « Il y eut dans ce moment, rapporte plaisamment le Consul Taulès, un combat de générosité entre les premiers et les seconds pour se céder mutuellement cet honneur, et ils furent des deux côtés si opiniâtres

dans leur honnêteté que les Druses s'en furent et que les Russes-Grecs, embarquant leurs canons, se retirèrent sur leurs vaisseaux » (2 août 1773).

4. Le 7 décembre 1773.

5. Le Consul de Tripoli au Consul d'Alep, 1774.



X. — A la fin de cette année 1773, la situation de la Turquie paraît désespérée. Le général russe Roumiantzoff tient l'armée du Grand-Vizir bloquée dans Choumla. Le comte Orloff et les corsaires grecs parcourent l'Archipel avec leurs vaisseaux, arrêtant les navires, pillant les biens des Musulmans. En Perse, Kerim-Khan reprend la guerre contre la Turquie. Toute la Palestine, la Syrie centrale et méridionale sont au pouvoir du Cheikh Daher, dont le parti vient de se grossir des Druses; Baruth est entre les mains des Russes; Osman, isolé et vaincu, est réduit à Damas. Sans doute les Turcs ont-ils fait, en Syrie, une intéressante recrue dans la personne de Djezzar, qui a abandonné Daher dans les quinze jours de son accord avec lui : mais nul ne peut alors prévoir encore la fortune qui attend ce chef de bande. L'Égypte, continue en fait à échapper, sous Abou-Dahab, à la souveraineté de la Porte. Les hommes d'état européens étaient convaincus que c'était le commencement d'une complète dissolution de la Turquie. « Il semble que ce colosse de puissance n'est plus destiné à reprendre une assiette stable », écrit alors Saint-Priest¹. De toutes parts vient au Gouvernement royal l'avis de prendre ses dispositions en vue d'un démembrement éventuel de l'Empire Ottoman. Saint-Priest attire l'attention du Roi sur la Crète et sur l'Égypte; le baron de Tott voit dans l'Égypte la part que la France doit se réserver.

La situation des Echelles de Syrie et de Palestine à la même époque n'était pas plus calme que celle de la Turquie. La prise de Baruth et la défaite d'Osman étaient plutôt favorables à la sécurité de Seyde, d'Acre et de Jaffa. « Le pays est tranquille aujourd'hui depuis Jaffa jusqu'à Baruth, écrit Taulès en décembre 1773², et les peuples comptent tellement sur cette apparence de calme qu'ils vont en foule repeupler Seyde. » Mais les mêmes événements jetèrent au contraire l'alarme dans les Echelles du Nord de la Syrie, que la guerre avait jusqu'alors épargnées. Aussi le Ministre de Boynes informa-t-il les négociants de Tripoli qu'une frégate, détachée d'un armement faisant voile pour le Levant, se tiendrait à portée pour favoriser leur départ³. Enfin, pour qu'aucune Echelle ne fût soustraite aux tribulations générales, la peste s'abattit en 1772 sur la Perse, sur Bagdad et sur Bassora, où elle n'avait pas sévi depuis quarante ans. A Bagdad, s'il faut en croire le Consul d'Alep, 300.000 personnes furent enterrées en 1773, parmi lesquelles l'Evêque de Babylone, son clergé et ses domestiques; à Bassora, 80.000 personnes succombèrent. Les relations d'Alep avec l'Asie orientale furent naturellement interrompues : le commerce languit. Les Kurdes et les Turkmènes, profitant du moment où Alep était dégarnie de troupes, redoublèrent d'audace et dévalisèrent impunément les caravanes.

Un dernier fléau affectait enfin toute la côte, depuis Alexandrette jusqu'à Jaffa :

1. Mémoire sur son Ambassade.

2. 7 décembre 1773.

3. Avril 1774.

c'étaient les corsaires, la plupart de race grecque ou slave balkanique, mais battant pavillon russe. La présence de ces forbans dans l'Archipel et sur les côtes de Syrie avait d'abord déterminé un accroissement considérable du commerce français. La terreur qu'ils inspiraient aux Turcs fit tomber entre les mains des Français tout le cabotage. Saint-Priest expose, dans un mémoire d'ensemble sur son Ambassade ¹, qu'à la suite des désastres des Turcs, les Anglais, les Hollandais, les Italiens n'osèrent plus de quelque temps engager d'affaires avec eux : les Français au contraire, sur le conseil de leur Ambassadeur, acceptèrent leurs commissions, et, grâce à cette audace, « le pavillon français devint la seule ressource des Turcs pour leur cabotage, l'importation des marchandises étrangères et l'exportation de celles du Levant. » Mais bientôt les corsaires n'observèrent plus à l'égard des Français aucun ménagement : il fallut se défendre contre eux comme contre des pirates. Les Consuls ne cessèrent de réclamer l'envoi de bâtiments de guerre « pour en imposer aux armements mal intentionnés, car parmi ces Russes, dit l'un d'eux, il y en a dont les équipages ne sont composés que de Grecs de l'Archipel, de Dulciniotes, de Mainiotes et autres nations ramassées ². » Le Ministre de Boynes et son successeur, Sartine, envoyèrent fréquemment des escadres croiser dans les mers du Levant. Les commandants de ces forces navales, MM. de Glandevès, de Tressemanes, de Meyrargues, de Suffren, accueillaient les réclamations des capitaines français contre les corsaires ou les armements réguliers de la Russie et les transmettaient à l'Amirauté russe. Si le dommage subi était grave, la réclamation faisait l'objet d'une communication diplomatique du cabinet de Versailles à celui de Pétersbourg. Mais l'indemnité accordée était dérisoire, la répression n'existait pas, en sorte que les corsaires continuaient leurs pirateries.

Une autre cause réagit contre l'impulsion donnée par la guerre au commerce français : ce fut la ruine matérielle de la Syrie et de la Palestine. « La paix, écrit Saint-Priest ³, quelques années plus tard, a fait connaître toutes les pertes de l'Empire Ottoman : la dépopulation des provinces, l'abandon de la culture, l'épuisement du trésor public et des facultés des particuliers ont, comme de raison, diminué les consommations. Le commerce des étrangers dans le Levant s'en est ressenti et celui des Français plus que les autres. » Il n'y avait pas dans tout l'Empire de province à laquelle ce jugement s'appliquât mieux qu'à la Syrie et à la Palestine. Aussi Saint-Priest l'avait-il formulé sur leur compte avant de l'étendre à l'ensemble de la Turquie : « La rébellion du Cheikh Daher a fait grand tort aux Echelles de Syrie, écrivait-il en 1773 : ce sont proprement les seules qui aient souffert ⁴. »

Cependant le traité de Kaïnardji venait de rétablir la paix entre la Russie et l'Empire Ottoman (juillet 1774). L'opposition des convoitises éveillées par sa situation le sauvait. Quant aux Echelles, elles pouvaient espérer de la paix la fin de la course sur mer et la répression définitive des révoltes qui avaient désolé la Syrie.

1. 1784.

2. Le Consul de Tripoli, Chailan, 1773.

3. Mémoire d'ensemble sur son Ambassade 1784.

4. Mémoire sur son Ambassade pour l'année 1773.



Chrestien Maronnite habitant au mont Liban

*Avoir la venerable teste
De cet homme du mont Lyban*

*Il n'est Chrestien ny musulman
Qui ne le prit pour un prophète.*

Sur le premier point, leur attente fut quelque peu trompée, d'abord parce que les corsaires grecs continuèrent quelque temps pour leur compte les pirateries qu'ils ne pouvaient plus exercer au nom de la Russie, ensuite parce que la guerre éclata en 1778 entre l'Angleterre et la France et que la navigation fut de nouveau exposée au danger de la course.

Sur le second point, leur espoir ne fut pas déçu. « La Russie, écrivait Saint-Priest peu de temps avant la paix de Kainardji, la Russie paraît avoir fait beaucoup de fond sur les intelligences avec Ali-bey et le Cheikh Daher et sur le projet de rétablir le premier en Egypte. » Mais elle n'avait pas, selon lui, tiré de cette diversion tout le parti possible : « La guerre de Syrie, ajoute-t-il en effet, ne saurait être mise sur le compte des Russes, malgré leur coopération au siège de Baruth. Ils manquèrent essentiellement à leur intérêt par leur retard à secourir Ali-bey pour son rétablissement en Egypte¹. » Si insuffisante qu'ait été la participation de la Russie aux campagnes de Daher et d'Ali, l'efficacité de son appui peut se mesurer aux suites que sa sortie de la lutte entraîna pour Daher.

Le Cheikh était disposé à traiter : la Porte endormit sa vigilance en lui accordant tout ce qu'il pouvait désirer; elle lui reconnut la possession de toute la Galilée, de Seyde, du territoire des Mutualis, et lui conféra le titre de Pacha. Mais en même temps elle négociait avec Abou-Dahab, désireux de recommencer pour son compte l'expédition de 1771, et avec les fils de Daher, entrés en rébellion contre leur père. Ménageant ses armées épuisées par une longue guerre, elle se bornait à envoyer sa flotte, commandée par le Capitan-Pacha Hassan², sur les côtes de Syrie. Ce n'était d'ailleurs pas faire un mince honneur à Daher que de lui donner pour adversaires un Grand-Amiral, qui était le seul homme de guerre dont la réputation eût survécu aux défaites turques des dernières années, et le Bey Mameluk qui gouvernait l'Egypte. En février 1775, l'armée d'Abou-Dahab parut en Palestine. Abandonné par ses fils, par les Druses, par les Mutualis, Daher vit tomber tour à tour Gaza, Jaffa, dont les habitants furent égorgés, Saint-Jean-d'Acre même, qu'une émeute le contraignit à quitter. Pendant ce temps, l'Aga Degnesli, assiégé dans Seyde par la flotte d'Hassan, capitulait faute de vivres. Tout à coup, la fortune de Daher parut se relever aussi brusquement qu'elle avait été anéantie : Abou-Dahab mourait subitement, en plein triomphe, et toute son armée prenait la fuite vers l'Egypte. Daher rentra dans Acre.

La cupidité d'Abou-Dahab, soupçonnant les Français de cacher le trésor d'Ali-bey, y avait mis un instant la nation en péril. Du 22 mai au 15 juin 1775, la nation d'Acre avait été exposée à ses violences. Elle avait dû lui faire des donatives « pour garder les deux khans d'habitation des Français et assouvir la rapacité des officiers de l'armée égyptienne qui les ont, pour ainsi dire, mis à contribution. » Dès leur première visite, le Mameluk leur avait réclamé les trésors d'Ali-bey et d'Ibrahim Sebaq,

1. Mémoire sur son Ambassade pour 1773.

2. Le Capitan Pacha était le Grand-Amiral de Turquie.

qu'ils passaient pour détenir. Ils avaient affirmé n'avoir reçu aucun dépôt; mais Abou-Dahab, prétendant qu'Ibrahim Sebaq avait caché de l'argent dans le couvent de Terre-Sainte, était résolu à faire piller le khan français, après un massacre général. La date en était fixée au 11 juin : c'est le 10 au soir qu'Abou-Dahab mourut. « Nous avons premièrement mis notre confiance en Dieu, écrivent à la Chambre les députés de la nation; mais comme elle n'exclut pas les secours humains, nous avons aussi compté sur celui de la caisse nationale ou sur son crédit¹ ».

Ce fut donc sans regret que nos nationaux d'Acre y virent rentrer Daher. Mais le Cheikh ne devait pas longtemps en rester maître. Car à peine y était-il que la flotte d'Hassan vint l'y assiéger : trahi par Degnesli, qui défendit à ses Barbaresques de tirer sur les Turcs, il fut tué par l'un d'eux d'un coup de pistolet dans le dos. Sa tête fut tranchée et portée à Hassan, qui la fit saler et la remit au Sultan (août 1775). Après sa mort, le Capitan-Pacha appela Djezzar au Gouvernement d'Acre et de Seyde et lui donna mission d'achever la destruction des rebelles. Le nouveau Pacha amena trois des fils de Daher à se rendre; en 1776, il assiégea le dernier, Ali, dans Deir-Hanna, avec l'aide de Hassan². N'ayant pas réussi à le prendre, il le fit assassiner. Moins de deux ans après le traité de Kaïnardji, la Porte était rentrée en possession directe de tous les territoires que Daher et Ali-bey lui avaient arrachés.

Les Echelles de Syrie étaient en droit d'espérer une existence plus calme sous l'administration de Djezzar-Pacha.

1. 15 juillet 1775.

2. Le Capitan Pacha était revenu en Syrie en 1776

pour coopérer à l'extinction des derniers foyers d'insurrection.

CHAPITRE V

L'INSPECTION DU BARON DE TOTT. L'ADMINISTRATION DE DJEZZAR PACHA

I. — Sous l'influence d'événements locaux qui avaient hâté pour elles l'heure du déclin, les Echelles de Syrie et de Palestine avaient été les plus éprouvées des Echelles du Levant, si l'on excepte celles de Morée. Mais toutes avaient ressenti à un moindre degré les effets de la crise extérieure et intérieure subie par l'Empire Ottoman, si bien qu'au début du règne de Louis XVI la situation générale du Levant mérita de fixer l'attention du Roi et de ses Ministres.

Les affaires commerciales et consulaires du Levant ressortissaient toujours au ministère de la Marine, dont continuaient à dépendre les Consulats. La tradition qui voulait qu'elles fussent suivies avec vigilance, comme un objet d'importance primordiale et nationale, ne s'était pas démentie un instant et se conserva jusqu'aux tout derniers jours de la Monarchie. Loin d'avoir perdu de sa raison d'être, cette tradition en avait, d'ailleurs, acquis davantage, avec l'augmentation du commerce du Levant, dont l'ensemble s'était considérablement accru pendant les trois premiers quarts du siècle et dont les progrès allaient se poursuivre pendant le dernier, au point que la Révolution Française le trouva à son apogée. Les résultats en justifiaient donc plus que jamais, au moment où la décadence de l'Empire Ottoman coïncidait et contrastait avec un effort de relèvement en France, les soins de Ministres attentifs à ne pas laisser périliter entre leurs mains une partie très prisée du patrimoine économique du Royaume. Aussi, de la chute de Choiseul à l'avènement de Louis XVI, l'administration métropolitaine des Echelles n'avait-elle pas dégénéré, sous deux Ministres dont un, l'abbé Terray, ne fit qu'y passer, et dont l'autre, le comte de Boynes, se maintint trois ans à sa tête. Son activité, à laquelle présida ensuite Turgot pendant un an, gagna à la longueur du temps pendant lequel la dirigèrent successivement deux remarquables Ministres de Louis XVI, M. de Sartine durant six ans et le maréchal de Castries durant sept. Beaucoup moins stables, leurs successeurs, le comte de Montmorin, le comte de la Luzerne, M. de Fleurieu, l'Amiral Thévenard, Bertrand de Molleville, devaient avoir à faire face aux difficultés qu'entraînèrent les dissensions intérieures de la France et l'affaiblissement de son prestige extérieur, et les derniers de la série verront compromettre et dilapider le dépôt qu'un

mot d'ordre de jalouse sollicitude transmettait depuis Colbert de secrétaire d'Etat en secrétaire d'Etat.

De l'un à l'autre, des premiers commis longtemps maintenus en charge et fort au fait de leur emploi assurèrent la continuité des vues et perpétuèrent l'expérience, la compétence. Sur eux doit être reporté, pour une large part, le mérite de l'application qui caractérise le travail ministériel. Le même fonctionnaire, Leguay, avait occupé de 1752 à 1773 ce poste où il succédait à son père; un seul fonctionnaire, Saint-Didier, neveu du précédent, l'occupa de 1773 à la fin du règne de Louis XVI, exerçant sur les affaires une influence que son labeur et son esprit d'initiative rendit prépondérante et dont la trace se retrouve jusqu'en des matières essentiellement politiques.

Ce n'était pas non plus au moment où les échanges avec la Turquie atteignaient un développement presque inespéré que nos Ambassadeurs à Constantinople allaient négliger cette partie capitale de leur tâche qu'était la protection du commerce du Levant. L'inégale série des six diplomates qui avaient représenté Louis XV auprès du Sultan se clôt sur le nom du comte de Saint-Priest, que Louis XVI maintint en fonctions. Sa mission, qui se prolongea ainsi seize ans sous deux règnes, lui remit pendant plus longtemps qu'à aucun autre Ambassadeur le contrôle et la défense des intérêts de nos Echelles, qui n'eurent pas, somme toute, à s'en repentir. Dans une situation politique rendue délicate par les défaites que l'amitié de la France n'épargnait plus aux Turcs de la part de leurs ennemis, Russes et Autrichiens, le comte de Saint-Priest sut garder assez de crédit pour obtenir de la Porte ottomane autant d'appui qu'elle en pouvait encore accorder à nos marchands et à leurs Consuls. Très exact à correspondre avec ceux-ci et avec la Chambre du commerce, très zélé à soutenir la cause du négoce et des résidents qui s'y livraient, il a en somme rempli sans défaillance le devoir que lui-même définissait en ces termes : « l'objet du commerce de la France en Levant ne laisse point de relâche à l'Ambassadeur du Roi sur la vigilance constante qu'il y doit apporter. » Son successeur, le comte de Choiseul-Gouffier, ne dérogea pas non plus à ce devoir, dont il s'acquitta avec un dévouement et une sagacité qu'on n'eût pas attendu d'un homme de Cour. Les affaires commerciales absorbèrent une grande part de son activité, qui s'exerçait simultanément sur le terrain politique dans des conjonctures de moins en moins favorables. Nous le verrons aux prises avec le contre-coup de la Révolution Française dans les Echelles. La Chambre du commerce se louait de son soutien et quand, à la veille de l'émeute qui emporta la Monarchie, il fut question de le transférer à Rome ou à Londres, puis de l'appeler au ministère des Affaires Etrangères, elle lui exprima la gratitude que méritaient ses services.

Enfin à Marseille la Chambre du commerce ¹, réformée par Ordonnance Royale

1. A la veille de l'ouverture des Etats-Généraux, en décembre 1788, le comte de la Luzerne, Ministre de la Marine, faisait le plus grand cas de la Chambre du commerce de Marseille et s'exprimait sur elle en des termes

extrêmement élogieux, dont M. de Rostagny, son député à Paris, se faisait l'écho auprès d'elle. Cf. Paul Masson, *Histoire du commerce français dans le Levant au XVIII^e siècle*, p. 75 et 76.



Patriarche des Maronites.

Patriarche de Maronites,

d'après une gravure anonyme du XVIII^e siècle, sur chêne, communiquée par la Chambre de Commerce de Marseille.

de 1751, auprès d'elle l'Intendant, qui fut quelque vingt ans M. de La Tour, à Paris le Bureau du commerce, où le député de Marseille fut M. de Rostagny pendant vingt ans aussi, apportèrent un soin incessant et judicieux aux multiples attributions d'administration, de contrôle, d'enquête et de direction qui leur étaient dévolues par cet ancien régime du Levant, dont tous les rouages continuèrent ainsi à fonctionner jusqu'en 1792, avec un rendement exemplaire.

Tel est resté et restera le mécanisme administratif, dont l'état précaire des affaires en Orient vint activer le mouvement normal et que nous allons voir s'appliquer, d'abord à recueillir et trier les éléments d'une vue d'ensemble sur la situation des Echelles, ensuite à refondre et rajuster les règlements qui les régissaient.

*
* *

II. — Non seulement l'appauvrissement de la Turquie, les entraves mises à la navigation par la guerre maritime, le contre-coup de la guerre sur les opérations commerciales dans certaines provinces, un peu partout les avanies incessantes, avaient grevé les Echelles de dettes, mais les dangers qu'elles avaient courus avaient réagi sur leur situation intérieure. A la faveur des incursions successives de Daher et d'Ali-bey, des mouvements continuels de troupes rebelles ou fidèles, les abus, l'indiscipline, le désordre s'étaient introduits ou avaient reparu, notamment dans les Echelles de Syrie et de Palestine. « Le commerce du Levant était à cette époque affecté de plusieurs vices : il était surchargé de droits; la nation française avait perdu une partie de son crédit; la mauvaise foi, qui s'introduisait, éloignait la confiance; il régnait la plus grande désunion dans la plupart des Echelles; des abus de toutes sortes avaient pris la place du bon ordre; les lois, les ordonnances et les règlements étaient éludés et sans exécution; les troubles qui s'étaient élevés dans plusieurs parties de l'Empire Ottoman, et encore plus l'inconduite de quelques particuliers, avaient donné lieu à des avanies et à des emprunts, et, pour les acquitter, les différents corps de nation avaient surpris des autorisations pour imposer le commerce¹. » Ainsi s'exprime le préambule de l'instruction confidentielle relative à une Ordonnance royale qui sera rendue en 1781. Le besoin se faisait sentir de mettre un terme à l'abus des dépenses inutiles ou exagérées que, soit les Consuls, soit les nations, faisaient supporter aux Echelles, en les glissant dans des comptes déjà enflés par les sacrifices qu'elles avaient cru devoir faire à leur sécurité. Indubitablement y avait-il « du coulage », à en juger par le passage suivant d'un mémoire rédigé pour le secrétaire d'Etat de la Marine : « Il suffit d'examiner les comptes des Echelles. On sera révolté de l'emploi qui a été fait jusqu'à présent du produit des différentes impositions. On ose passer dans des comptes 3.000 livres pour l'établissement d'un mât de pavillon, 5.500 livres pour des

1. Instruction relative à l'Ordonnance Royale de 1781. Préambule.

réjouissances faites à l'occasion de la naissance d'une princesse ottomane, près de 600 livres pour deux fauteuils d'apparat pour M. le Consul et M^{me} la Consulesse, des sommes énormes pour des fêtes et pour des coups de canon, le traitement des maladies vénériennes, des ports de lettres, la réparation des habitations des négociants, l'entretien de la charrette et du palfrenier d'un Consul, des gratifications à des janissaires pour avoir joué à l'escarpolette! Voilà jusqu'à quelle indécence les abus ont été portés. » Même au siècle où Fragonard peignait les hasards heureux de l'escarpolette, les bureaux d'un Ministère répugnaient à suivre Consuls et nations du Levant dans de telles fantaisies comptables. D'autant que l'inobservance des règlements, en cette matière comme en d'autres, altérerait les rapports des Consuls avec leurs nations et favorisait entre eux les récriminations.

Les Echelles de Syrie n'avaient pas été à l'abri de ces abus et désordres intérieurs auxquels des documents, qui visent l'ensemble du Levant, attribuent une part aussi grande, dans le malaise des Echelles, qu'aux effets de la guerre et des insurrections. Pour n'en citer qu'un exemple, un conflit des plus graves avait éclaté à Tripoli de Syrie entre la nation et le Consul, Cousinéry. Les Ministres, le duc de Praslin puis l'abbé Terray, s'étaient longtemps tenus en garde contre les accusations portées sur lui par les nationaux. Les raisons de leur réserve étaient d'abord la prévention contre cet esprit d'intrigue et de fermentation dont Tripoli avait donné maint exemple¹; ensuite, la crainte d'affaiblir la discipline dans un moment particulièrement critique. « Il est essentiel, écrivit Praslin, de réprimer des désordres capables d'introduire la confusion et le dérangement dans les Echelles... et de ne pas souffrir que des sujets mal avisés ajoutent d'eux-mêmes aux inconvénients que le commerce éprouve en Levant ceux de leur mauvaise conduite². » Pourtant, en 1771, le comte de Boynes dut reconnaître que « les choses en étaient venues au point d'exiger un exemple, après avoir tenté inutilement des moyens plus doux³ » : il manda Cousinéry en France pour y rendre compte de sa conduite. Mais le Consul, au lieu d'obéir à cet ordre, s'était d'abord enfui dans le Liban, puis était revenu à Tripoli : le Ministre ordonna alors au bailli de Suffren de se rendre à Tripoli pour l'y embarquer de force. Cette opération fut accomplie, dit son successeur⁴, « sans peine et sans esclandre. A la première invitation de M. de Suffren de venir dîner à bord de sa frégate, Cousinéry s'y rendit comme un agneau. » Sa soumission, par laquelle il espérait désarmer le Ministre, ne lui épargna pas un séjour de quelque temps au Château d'If. Le fait d'un Consul coupable n'est pas absolument nouveau, quoique très rare : celui d'un Consul indocile

1. « Les avis que j'ai depuis assez longtemps de cette Echelle décèlent plutôt la fermentation habituelle que quelques intrigants cherchent à y entretenir que la confiance qu'on peut prendre à leurs rapports ». (Praslin à la Chambre, 6 août 1770). « Je crois devoir vous recommander à cette occasion de vous tenir en garde contre les relations de ceux que les dernières tracasseries survenues

à Tripoli de Syrie ont fait renvoyer de cette Echelle, parce qu'elles sont suspectes » (L'Abbé Terray, mars 1771).

2. A la Chambre du Commerce le 6 août 1770.

3. A Saint-Priest, 6 juillet 1771.

4. Chailan à la Chambre du Commerce, 12 février 1773.

à l'autorité royale l'est absolument. C'était un symptôme grave de désorganisation que l'exemple de l'insubordination eût été donné par celui qui devait faire respecter les ordres du Roi.

Dès 1774, le premier Commis du Ministère de la Marine, Saint-Didier, adressa à M. de Boynes un volumineux mémoire sur « les officiers du Roi au Levant », où il exposait les grandes lignes d'une réforme des Consulats en Orient et en Barbarie. A la suite de cette sorte de rapport, il fut chargé, avec Rostagny, député du commerce de Marseille, et le baron de Tott, récemment revenu de Constantinople et d'ores et déjà destiné à une mission dans le Levant, de rédiger un mémoire présentant un plan général de réorganisation administrative des Echelles et des Consulats. Ce second mémoire fut lu, en octobre 1776, dans un comité qui se tint chez M. de Sartine, successeur de M. de Boynes au Ministère de la Marine, et auquel participèrent, outre Sartine, le Ministre des Affaires Etrangères Vergennes, Saint-Didier, Rostagny et Tott. Après cette lecture en comité et la discussion qui s'ensuivit, fut rédigé un troisième mémoire, adressé cette fois au Roi et résumant les deux précédents. Sur la base de ces documents préparatoires furent élaborés des projets d'Ordonnances et d'Arrêts, à soumettre au conseil du Roi.

*
* *

III. — Le Conseil commença par parer, au moyen d'une Ordonnance et de trois Arrêts, aux nécessités les plus urgentes. L'Ordonnance du 9 décembre 1776 établit une espèce d'école pour former des sujets et réorganisa les postes et départements consulaires du Levant et de Barbarie, en instituant parmi eux une hiérarchie de Consulats généraux, consulats particuliers et vice-consulats. Ce fut elle qui munit nos Consuls d'un uniforme. Jusque-là, ils ne s'étaient distingués de leurs nationaux, vêtus « à la longue » dans la plupart des Echelles, que par un costume européen, mais quelconque. Désormais, ils apparaîtront, dans les fonctions publiques de leur charge, visites de cérémonie, assemblées nationales etc., en habit à la française de drap bleu de roi, bordé, selon leur grade, d'un ou deux larges galons d'or « à la Bourgogne » et garni de boutons de cuivre doré aux armes royales, veste de serge écarlate également galonnée d'or, culotte de même couleur, chapeau à plumes et épée. Cette tenue réglementaire consacrera leur caractère d'officiers du Roi, c'est-à-dire de fonctionnaires publics, caractère qui n'a cessé de se préciser et s'accroître en eux depuis le début du siècle; seyante, honorifique, elle rehaussera, — du moins l'espère-t-on, — leur prestige auprès de leurs nationaux et des indigènes.

En même temps que cette Ordonnance, furent, comme nous l'avons dit, rendus trois Arrêts du Conseil.

« Le premier Arrêt ordonna la liquidation et l'extinction des dettes des Echelles. Le deuxième rendit les avances personnelles et les mit à la charge de ceux à qui elles

seraient faites, et défendit toute espèce d'emprunts faits en corps de nation. Le troisième supprima toutes les différentes caisses établies dans les Echelles et fixa l'imposition unique que devait supporter le commerce du Levant¹. » Puis, pour compléter ces mesures et déterminer mieux encore les abus et les remèdes, le Roi décida de faire procéder à l'inspection générale des Echelles et la confia au baron de Tott, Lieutenant-Général de ses armées, qui avait rempli à Constantinople, pendant la guerre turco-russe, le rôle d'instructeur et de conseiller militaire des Turcs.

Simultanément à l'élaboration de l'Ordonnance et des Arrêts de décembre 1776, avaient été prises toutes les dispositions pour l'inspection générale de Tott, décidée en principe depuis le début de tous ces travaux préliminaires. Sa Commission Royale est du 16 septembre 1776. Elle est signée par Louis XVI, comme Roi de France et de Navarre, Comte de Provence, Forcalquier et terres adjacentes, ainsi qu'il était d'usage pour les actes royaux concernant le commerce et la navigation du Levant. L'imminente inspection des Echelles donne ensuite lieu à une série de lettres de Sartine à Saint-Priest, à La Tour, à la Chambre du commerce de Marseille, à tous les Consuls dans le Levant et en Barbarie, à Tott lui-même. Ces correspondances et les soins que l'Inspecteur doit se donner, pour se mettre au courant des affaires dont il aura à connaître, occupent le temps jusqu'en avril 1777. Le 14 avril 1777 lui sont délivrées ses instructions, composées d'une longue lettre de Sartine et d'un plus court mémoire du Roi. Le même jour sont signées celles du capitaine de vaisseau, M. de Durfort, qui commandera la frégate à bord de laquelle Tott effectuera sa tournée.

Les instructions de Tott lui tracent l'itinéraire de sa croisière et de sa visite des Echelles, résument l'Ordonnance et les Arrêts de 1776, en déduisent les mesures qu'il aura à prendre pour leur exécution, lui fournissent des renseignements sur les Consuls, vice-consuls et drogmans des Consulats, l'entretiennent des questions administratives sur lesquelles il aura à se former une opinion, mariages des résidents, députés de la nation, statistiques du commerce et autres états à dresser et à envoyer périodiquement, missions religieuses. Au sujet de ces dernières, « il s'est élevé, lui disait Sartine, plusieurs disputes occasionnées par les religieux sous la protection du Roi. Vous en prendrez une connaissance exacte, vous chercherez à les terminer et vous me proposerez les arrangements qui vous paraîtront les meilleurs pour opérer le bien de la religion et la tranquillité des Français. » Quant aux missions des ex-Jésuites, dont la société venait d'être dissoute, la question se posait s'il convenait de leur laisser leurs biens et immeubles en Levant, ou de les transférer à quelque autre congrégation : Tott devait faire connaître à cet égard « sa façon de penser » ; on ne statuerait pas avant son enquête.

Les instructions de M. de Durfort, d'un caractère surtout technique, prenaient toutes les précautions possibles pour éviter les froissements et contestations entre

1. Préambule de l'Instruction relative à l'Ordonnance du 3 mars 1781.

Tott et lui, en déterminant minutieusement les égards et honneurs auxquels l'Inspecteur aurait droit.

En informant la Chambre de la décision du Roi, Sartine, Ministre de la Marine, définit l'objet de la visite dont il a chargé le baron de Tott¹. « Le principal objet de la mission de M. de Tott sera de faire exécuter en Levant les règlements que Sa Majesté a jugé à propos de rendre... M. le baron de Tott sera également chargé de rendre à Sa Majesté un compte exact de la situation des différentes Echelles, de faire provisoirement les Ordonnances qu'il jugera nécessaires pour mettre des bornes aux dépenses excessives qui ont obéré les caisses de la plupart des Echelles et fixer les présents qu'il conviendra de faire aux puissances du pays et de proposer ensuite les moyens qu'on pourra employer pour remédier entièrement aux abus qui s'y sont introduits, y faire renaître l'ordre et la tranquillité et y rétablir une administration sage et exacte, sur les principes les plus propres à accroître et à favoriser le commerce des sujets de Sa Majesté. » Comme Maillet, le baron de Tott tint des conférences, à Versailles avec le Ministre², à Marseille avec l'Archiviste de la Chambre du commerce, Isnard, et l'Intendant de Provence, M. de La Tour. « Nous nous sommes accordés, écrit-il, sur les principes généraux qui doivent diriger toutes nos opérations. Nous avons cru que la protection et la liberté définie étaient la base la plus solide à prendre et celle qui ne pouvait être contrariée en aucun cas par les sophismes de l'intérêt particulier³. »

L'Inspecteur s'embarqua à Toulon le 26 avril 1777 sur la frégate l'*Atalante*, commandée par le baron de Durfort⁴. Il n'eut pas besoin, comme son prédécesseur, de défendre ses pouvoirs contre un Ministre trop docile aux instigations du commandant de la frégate. Mais cela ne l'empêcha pas d'avoir avec le baron de Durfort des difficultés relatives au cérémonial : celui-ci écrivit même au Ministre, pendant l'inspection, pour protester contre l'insuffisance des honneurs qui lui étaient rendus. « Je lui ai constamment sacrifié, répondit Tott⁵, les dégoûts qu'on m'a fait essuyer. Je les ai préférés à l'exécution des ordres qui n'avaient pour objet que de me les épargner. » En dépit des prudentes précautions de M. de Sartine, Tott et Durfort ne s'entendirent donc guère mieux que, soixante ans auparavant, Duquesne et Maillet.

1. Sartine à la Chambre du Commerce, le 23 septembre 1776.

2. Tott écrit à Sartine en septembre 1776 : « Je vous prierai de bien vouloir m'entendre sur les moyens de profiter de ma mission pour établir en Levant la considération de Sa Majesté de manière à assurer à ses sujets une protection suffisante. »

3. Octobre 1776.

4. Tott s'embarqua avec M^{me} de Tessé et le Duc d'Ayen, qui se rendaient en Sicile, un naturaliste, Son-

nini de Manoncourt, que lui avait recommandé Buffon et qui l'accompagna dans sa mission, un interprète, l'orientaliste Venture de Paradis, qui suivit plus tard Bonaparte en Egypte, un officier de marine, M. de La Laune, frère de Saint-Didier le premier Commis du Ministère de la Marine, un dessinateur, un secrétaire, qui était Clerc de Rayneval, MM. de Virly et de Montallé qui allaient dans les états du Grand-Seigneur.

5. Janvier 1778.

*
* *

IV. — Après avoir touché à Malte et « reçu de Son Eminence le Grand-Maître l'assurance la plus positive de ses dispositions à empêcher que les corsaires ne nuisent à la tranquillité de nos établissements en Levant », Tott visita la Canée, Alexandrie, le Caire et débarqua à Jaffa le 28 août 1777. Jaffa était alors très peu prospère et se dépeuplait; le commerce n'en consistait plus qu'en toiles et en riz de Damiette pour la consommation de Jérusalem, de Naplouse et de Rames¹. Ce fut dans cette dernière Echelle que Tott se rendit aussitôt, à cheval, escorté du Procureur de Terre-Sainte, dont il « fut charmé de voir l'uniforme de Récollet affourché sur un beau cheval arabe richement caparaçonné. »

Rames, dont le principal retrait consistait en cotons filés de Jérusalem, lui parut susceptible d'une plus grande prospérité, grâce au commerce avec Gaza, Jaffa et l'Egypte. Il y eût souhaité la présence d'un vice-consul qui, se transportant à Jaffa pendant la saison du pèlerinage de La Mecque, eût mis la paix parmi les capitaines. Mais il fut surpris de trouver « dans l'administration un abandon total des principes les plus solides et les moins contrariés. » Les négociants n'y avaient même pas connaissance des Arrêts du conseil, qui étaient cependant parvenus en Syrie.

Dès sa première étape, le voici donc aux prises avec les abus, avec la routine qu'il est chargé de déraciner. Cette besogne le suivra partout. A Saint-Jean-d'Acre, à Seyde, à Alep, il liquide les dettes de l'« ancienne caisse » et fixe les dépenses auxquelles la nouvelle devra subvenir. Il est rare qu'il trouve, comme à Tripoli, quelques milliers de piastres à passer en recettes. Partout il pourvoit provisoirement aux objets les plus urgents, relève et note tout ce qui lui paraît à reprendre, dicte aux Consuls et aux nationaux les principes de leur conduite. « J'ai soin, Monseigneur, écrivait-il à Sartine², d'établir dans chaque Echelle les principes qui sont la base de la nouvelle administration. J'éprouve partout qu'ils étouffent les voix qui se disposaient à réclamer contre la suppression des abus dont on avait cru pouvoir se faire des droits ; la discussion de ces principes dans les assemblées nationales m'éclaire aussi sur tous les objets dont le règlement général devra s'occuper, et je prépare les matériaux de cet édifice dont il n'appartient qu'à vous d'être l'architecte. Mais je me flatte que je ne vous laisserai rien à désirer de ce qui peut en assurer la solidité. »

Dans ce rôle d'observateur, de critique et de guide, Tott paraît avoir apporté une grande liberté d'idées et beaucoup d'esprit d'initiative. On reconnaît aux observations qu'il communique à Sartine un contemporain et presque un disciple des économistes et des philosophes de la fin du XVIII^e siècle. Réagissant contre les prohibitions inutiles, il estime que l'Etat doit respecter la liberté individuelle, chaque fois

1. Mémoires du baron de Tott, t. IV.

2. Octobre 1777.

qu'elle ne s'exerce pas à ses dépens. « Je regarde, dit-il, comme utiles à l'Etat les règlements qui ôtent aux négociants la faculté de se nuire, parce que leur concurrence nuit à l'Etat. Elle le favorise au contraire dans la vente des produits de son industrie... Je ne crains pas de poser en principe que l'intérêt de l'Etat finit en Levant sur le produit de son industrie et y commence sur la matière première qu'on en emporte. » C'est sous l'influence des mêmes idées qu'il pense, avec infiniment moins de justesse, que l'admission des étrangers au commerce du Levant développerait notre marine marchande sans faire de tort à nos négociants. Sur ce point-là, l'innovation dont il allait être le promoteur ne devait pas être heureuse.

La philosophie ne l'incline pas seulement à la liberté économique, mais à ce qu'on appelait alors, entre gens bien pensants, le libertinage religieux, ou tout au moins à une grande indépendance d'appréciation en matière ecclésiastique. Il ne se contente pas, en effet, de rendre un arrêt ordonnant le séquestre de tous les biens des « missionnaires ci-devant Jésuites », qui avaient continué à résider dans les Echelles après la dissolution de l'ordre, mesure peut-être nécessaire pour empêcher qu'ils en disposassent. Il constate que « les abus, sur ce qui concerne les missions en général, sont à un degré qui nécessite le remède. » Les Franciscains de Terre-Sainte ne lui paraissent pas rendre d'autre service que de faire du Pachalik de Jérusalem « un des meilleurs bénéfices de vexations ¹ », en obtenant du Pacha, à prix d'argent, des persécutions contre les religieux grecs. Le jugement est tout de même un peu sommaire et c'est un point où sa perspicacité semble influencée par quelque prévention.

C'est pourtant entre les mains de ces mêmes Franciscains que Tott propose de centraliser toutes les œuvres catholiques dans le Levant. Les raisons qui l'ont conduit à cette suggestion ne sont pas empreintes d'indulgence pour les missions d'Orient. Il lui a paru, dit-il, que « les moines, qui fatiguent la protection du Roi en Levant sans y servir le véritable objet qui anime le zèle de Sa Majesté, exposaient à des avanies et à des dépenses. » Telle est la considération qui lui fait penser que « le plus avantageux serait de n'avoir en Levant qu'une espèce de moines », les Pères de Terre-Sainte ou Franciscains méritant, dans ce cas, la préférence, parce qu'ils étaient les seuls nommés dans les Capitulations, que la protection royale concentrée sur eux deviendrait plus efficace, qu'ils recevaient des fonds d'Espagne et d'Europe entière et qu'ainsi ils coûteraient moins cher à protéger que d'autres. Tott s'entretint avec le Procureur de Terre-Sainte, par lui mandé à Rames, de ce projet de centralisation et d'unification ecclésiastique en Orient, qui, naturellement, agréa fort à son interlocuteur. « Il serait possible, écrit-il à Versailles après ces conversations², de déterminer la Terre-Sainte à se charger de tout le service des missions, à entretenir des religieux français où ils seraient jugés nécessaires et à acquitter toutes les dettes, moyennant la cession de tout ce qui appartient aux moines, qui ne dépendent aujourd'hui de nous que lorsqu'il faut

1. *Mémoires*, t. IV.

2. Rapport général de Tott sur son inspection des Echelles.

les tirer d'embarras et jamais lorsqu'il faut les contenir. L'arrangement qui pourrait se faire à cet égard avec la Terre-Sainte comprendrait l'établissement à ses frais des hôpitaux qu'on jugerait nécessaires, ainsi que l'entretien des chapelles; et la cession des biens ecclésiastiques en Levant, y compris ceux de la Société de Jésus, suffirait à cet objet. » A cet arrangement, les deux parties contractantes trouveraient, au jugement de l'Inspecteur, leur réciproque avantage : la France, dans une protection plus facile et moins coûteuse; « le Sacré-Directoire »¹, dans le relèvement de son crédit à Jérusalem, grâce à quoi il en imposerait plus aisément aux Grecs. Projet plus ingénieux que judicieux, dont nous aurons à reparler.

De Rames, Tott est retourné à Jaffa, toujours chevauchant en compagnie de son Procureur de Terre-Sainte, qui a eu soin de lui faire remarquer le délabrement d'un hospice de Franciscains, contrastant avec un hospice grec fraîchement remis à neuf. Il s'est embarqué pour Acre, où il arrive le 3 septembre et descend au khan des Français. On y regrette le temps de Daher et l'on déplore la défaite et la fin du Cheikh et de ses fils. Le marché dépérit, le mouvement des affaires se ralentit, le nombre des maisons françaises diminue. La nature de leur commerce paraît à Tott le lier naturellement à celui de nos comptoirs de Seyde, où il débarque le 7 septembre. Là, son séjour est d'une semaine. Les négociants ont mauvaise opinion des réformes administratives de l'année précédente : il leur en inculque une meilleure. Ils vivent dans la crainte de Djezzar : il réagit contre leur appréhension et, dans cette réaction, dépasse peut-être la mesure. La place qu'ils tiennent dans la vie économique de la petite ville et de la région avoisinante lui paraît prépondérante au point de les rendre indispensables et, partant, inamovibles et intangibles. « Le commerce des cotons filés est, dit-il, si important au peuple que cet objet seul garantit la tranquillité des négociants de Seyde. Ils sont convaincus eux-mêmes que la seule menace d'abandonner Seyde les préserverait de toute avanie. » L'avenir devait démentir cette conviction et, en les en faisant convenir, Tott a fait partager à ses interlocuteurs une simple illusion. En attendant, elle le rend d'autant plus sévère pour leur condescendance envers les puissances du pays, les emprunts « prétendus forcés » qu'ils se sont laissés extorquer, les présents qu'ils ont faits et qu'il déclare avoir été « portés à un point scandaleux. » Le Consul qui est à leur tête lui avait été dépeint par ses instructions comme un bon agent et un homme de talent. Telle n'est pas son impression. Il reprend M. de Taulès sur tout. Il lui reproche sa pusillanimité envers Djezzar, ses encouragements à l'hostilité des résidents contre les réformes de 1776, son manque d'égards envers lui-même et le commandant de l'*Atalante*, son étroitesse d'esprit envers son vice-consul, l'imprudence de son « système d'intervention » entre les Druses et le Pacha, etc. etc. Il est vrai que Taulès avait mis de son côté des torts dont nous parlerons dans un instant. Pour considérable que fût le commerce de l'Echelle, Tott le juge susceptible

1. C'est-à-dire celui de la Custodie de Terre-Sainte.



Le commerce intérieur en Turquie au 18^e siècle Marche d'une caravane,
d'après une gravure faite sur un dessin d'HILAIR.



Le magasin d'un commerçant turc au 18^e siècle,
d'après une estampe française du temps.

d'extension du côté de Damas : « Cette Echelle pourrait, dit-il, en étendre utilement les branches jusqu'à Damas, où le luxe de cette ville nous fournira des consommateurs toutes les fois que notre industrie leur offrira de nouveaux genres dans leur goût. » Ce qui convient au marché du Caire agréerait, pense-t-il, à ceux de Damas et d'Alep. Tott souhaiterait à Damas, « une des plus puissantes villes de l'Asie », la présence d'un agent de l'Echelle de Seyde : « un drogman qui, à portée de réclamer du Pacha de Damas la réparation des torts que notre commerce éprouve souvent sur les terres de sa dépendance, fournirait également aux négociants des lumières et préparerait les négociants de cette ville à recevoir les Français qui voudraient par la suite y porter leur industrie. »

Voici l'Inspecteur à Baruth (18 septembre). Il en pressent l'avenir, en apprécie le mouillage, dont il lève le plan, comme un des meilleurs de la Syrie et discerne le parti que le négoce français aurait pu tirer de l'inclination des Maronites pour la France. « Cette ville, qui appartenait autrefois au Prince des Druses, offrirait, dit-il, de nouveaux débouchés au commerce si, la Syrie moins vexée et les Druses moins inquiétés, l'industrie de ces peuples était rendue à la culture. Les soies en sont la branche essentielle. Les montagnes du Kastrevan, qui bordent cette côte et qui se joignent à celles du Liban, sont extrêmement peuplées et la foi catholique s'y est propagée avec l'avantage de nous assurer une préférence dans la partie qui avoisine Antoura, monastère situé sur la côte à deux lieues au nord de Baruth. Le port de cette ville est bon pour de petits bâtiments; mais le mouillage de la rivière, à l'abri de deux écueils, assure aux gros bâtiments un asile d'autant plus avantageux que la tenue y est bonne et d'autant plus utile à connaître que la côte de Syrie offre peu de mouillages. »

De Baruth, Tott se rend à Tripoli, où le commerce de nos négociants « circonscrit et sans concurrence étrangère, offre peu de consommation, mais des retraits précieux dans les soies. » Etablie dans une ville gouvernée par un autre Pacha que celui de Seyde, l'Echelle lui paraît avoir été à tort placée sous la dépendance de ce chef-lieu. Un renseignement obtenu du Consul de Tripoli le détermine à s'arrêter à Lattakieh (24 septembre); car il a appris « qu'il s'y était établi une petite république de capitaines, qui y faisaient le monopole des chargements de tabac, que les matelots ne pouvaient y être contenus et qu'un certain chirurgien, qui y prêtait sur gages aux Turcs, était accusé d'infidélité à cet égard. » Il met ordre aux agissements de la petite république de capitaines, donne six mois pour rentrer en France à un aventurier qui, sans même avoir été autorisé à résider dans le Levant, s'était accaparé du monopole des expéditions de tabac et, le chirurgien prêteur à la petite semaine ayant jugé prudent de « fuir à la montagne », il laisse au facteur français détaché à Lattakieh par l'Echelle voisine un « De par le Roi », obligeant l'usurier à aller se faire juger à Tripoli et à se rembarquer pour Marseille.

De Lattakieh, Tott se rend par voie de terre à Alep, où, après avoir traversé les

montagnes de l'Antiliban et les plaines fertiles qu'arrose l'Oronte, il arrive le 1^{er} octobre. Les Français y jouissent, à ce moment, d'une entière sécurité, la ville est calme et les officiers du Roi n'ont pas de peine à y protéger leurs nationaux. Mais « leur commerce, obligé de traverser à dos de chameaux les plaines qu'inondent les Turkmènes, ne jouit pas de la même tranquillité. Les caravanes y sont dépouillées et les négociants ne se mettent à l'abri de ces déprédations qu'en achetant fort cher les escortes que le Gouverneur leur fournit. » L'usage s'est établi, parmi les Européens des diverses nations, de se cotiser pour former un fonds destiné au paiement de ces escortes. Tott contriste fort les Français en les invitant à ne pas compter désormais sur la caisse publique pour fournir leur part dans ce fonds commun. Avec l'insécurité des routes, la question du débouché sur la mer constitue la principale difficulté de l'Echelle d'Alep. Alexandrette, malsaine, marécageuse, pernicieuse aux hommes et aux marchandises, paraît à Tott un médiocre débouché. Lattakieh lui semble inutilisable à cet effet, le port y étant insuffisant et la douane y dépendant d'un autre Pachalik que celui d'Alep. Pour jouer à l'égard d'Alep le rôle dont s'acquitte Alexandrette, il jette les yeux sur le mouillage de Bassette, qu'il a fait reconnaître par l'*Atalante*. D'Alep enfin, où, malgré l'inconvénient de communications malaisées, nos commerçants trouvent un marché important pour la vente de nos draps, l'achat des toiles et des soies du pays, Tott se dirige vers Alexandrette. Il n'y reste que le temps nécessaire pour constater le dépérissement des magasins qui y servent d'entrepôt à nos marchandises, le bel état de l'édifice que la compagnie anglaise vient d'y faire élever pour le même objet, « l'air blême des facteurs de la nation » et la piteuse mine d'un vice-consul qu'il autorise à « aller respirer en Chypre. »

*
* . *

V. — En plus d'un endroit, Tott eut à arbitrer des différends entre résidents et Consuls. Ses instructions signalaient particulièrement à son attention leurs querelles réciproques : il importait d'établir avec certitude auquel des deux en incombait la responsabilité, afin de mettre ceux à qui elle était imputable dans l'incapacité de retomber dans les mêmes fautes. Quand un négociant lui parut coupable envers le Consul, Tott n'hésita pas, non seulement à lui donner tort, mais à appeler sur lui les rigueurs du Ministre. Ainsi un certain Simian avait accusé en pleine assemblée le Consul d'Alep de fautes très graves. « Chargé par vos ordres de préparer dans les Echelles la tranquillité que vous voulez y maintenir, écrit Tott à Sartine, je ne puis me dispenser de prendre à parti le sieur Simian comme perturbateur du repos public et comme coupable d'avoir voulu surprendre votre religion ¹. » Mais hors le cas de culpabilité réelle des dénonciateurs, il incline plutôt à rejeter sur les Consuls la res-

1. Octobre 1777.

ponsabilité de leurs conflits avec les résidents. « Je dois rendre, dit-il, cette justice aux négociants des Echelles que j'ai parcourues, qu'ils n'ont jamais usé de tous les droits qu'on leur a donnés et qu'ils ont supporté sans tumulte tout ce qui était supportable¹. » A chacune de ses étapes, il s'appliqua à discerner si le Consul était à la hauteur de sa tâche, et lorsqu'il le trouvait dépourvu des qualités nécessaires, il le « disposait à la retraite ». C'est ce qu'il fit notamment pour le Consul d'Alep, de Perdriau, dont ses instructions lui signalaient d'ailleurs « la faiblesse, l'entier dévouement aux moines, la correspondance faible et obscure. » Un de ses premiers soins, à son retour, sera de soumettre au Ministre ce que nous appellerions un « mouvement consulaire », par lequel beaucoup des Consuls avec qui il avait été en rapport devront être mis à la retraite. Sans doute aura-t-il soin aussi de « mettre sous les yeux du Ministre les titres de ceux des sujets de Sa Majesté qui, après avoir mérité, sont restés sans récompense² » ; mais entre le nombre des élus compris sous cette formule et celui des réprouvés rendus à la vie privée, il n'y aura guère de proportion.

Il arrivait que certains Consuls ne vissent pas sans une mauvaise humeur, qu'ils n'avaient pas toujours la prudence de dissimuler, l'intrusion dans leur Echelle et leurs affaires d'un Inspecteur général et d'un capitaine de vaisseau, qui les faisaient passer au second ou au troisième plan. Ainsi quand l'*Atalante* jeta l'ancre à Seyde, le Consul Taulès, prétextant une maladie, envoya à bord le vice-consul de Tripoli et reçut Tott à la porte de ses appartements, en si bonne santé que, lui fit observer l'Inspecteur, « M. de Durfort était fondé à trouver mauvais qu'il se fût abstenu de l'aller voir. » Taulès lui répondit qu'il ne se soumettrait pas à une formalité humiliante, et la seule concession que Tott obtint de lui fut de le mener faire une visite au commandant de l'*Atalante*. Après le départ de l'Inspecteur, Taulès s'exprima publiquement sur son compte en termes désobligeants et assura que tout ce qu'il avait modifié serait rétabli. Quelques mois après, la frégate *la Mignonne* ayant mouillé à Seyde, il ne donna pas signe de vie au commandant, d'Entrecasteaux, et prétendit que cette conduite lui avait été dictée par Tott³. C'est la conscience avec laquelle celui-ci remplissait sa mission qui lui valait ces tracasseries. « J'ai cherché à plaire, dit-il, pour faire oublier l'Inspecteur qui déplaisait et je suis parvenu à passablement vivre. Vous sentez, Monseigneur, que je n'ai pu arriver à ce but sans être aussi scrupuleux sur les égards que peu exigeant. »

Il est un personnage à qui M. de Tott paraît s'être fait scrupule de refuser le moindre honneur : c'est Djézzar. Se trouvant à Saint-Jean-d'Acre en même temps que lui, ce Pacha lui fit dire qu'il le verrait volontiers : il le savait en crédit à la Porte et craignait une démarche de lui auprès d'elle. Tott se plut à accroître son inquiétude ; il ne lui paraissait pas utile, répondit-il, que deux voyageurs eussent une entrevue.

1. *Idem*.

2. 1779.

3. « Je n'ai pas le droit, dit-il à ce sujet, de prétendre

que M. de Taulès ait plus d'égards pour moi que pour l'Ambassadeur de Sa Majesté, qu'il a osé vilipender dans son Département ».

Cette expression de « voyageur », appliquée à un Gouverneur dans son propre Gouvernement, fut très sensible à Djézzar. Du moins essaya-t-il d'obtenir le salut de l'*Alalante* en se montrant sur la plage « avec une brillante cavalcade ¹ » : les canons restèrent silencieux. Djézzar retourna à Seyde, où la frégate l'avait précédé de quelques jours. Dans le port, se trouvait une caravelle turque dont Tott, pendant son séjour à Constantinople, avait surveillé la construction, fait fondre l'artillerie et dont le commandant lui devait son avancement. Cet officier n'eut pas plutôt appris que son bienfaiteur était sur l'*Alalante* qu'il l'envoya complimenter, et, sur le reproche qu'il en reçut de n'avoir pas salué le pavillon du Roi, il fit tirer neuf coups de canon, invita l'Inspecteur à son bord, et renouvela la même salve à l'arrivée et au départ de son hôte. Ce fut un nouveau sujet de dépit pour Djézzar, qui entra de nuit dans son propre port, pour éviter un affront qu'il ne tint pas à Tott de lui infliger : mais M. de Durefort fit, de sa propre initiative, saluer la flotille du Pacha au lever du soleil. Trompé par cet honneur sur lequel il ne comptait plus, Djézzar fit prier Tott une seconde fois de venir le voir : indifférent à la promesse d'une superbe pelisse, bénéfice habituel de ces sortes d'audience, Tott persista dans son refus. Il laisse paraître dans ses écrits sa satisfaction d'avoir humilié Djézzar. Il crut utile, dit-il lui-même, « de traiter légèrement un homme dont les menaces avaient constamment effrayé M. de Taulès ». Un peu plus de réflexion lui eût fait comprendre qu'un simple Consul en impose moins qu'un Lieutenant-Général des armées, Inspecteur-général des Echelles et, par surcroît, ancien organisateur de la défense des Dardanelles et du Bosphore. Mais toujours est-il que les avances du Pacha lui parurent un gage de sa lâcheté et de sa faiblesse réelle. Il ne craint pas d'attribuer à la timidité des résidents français et de leur chef la cause de leurs maux : « Si nos négociants, écrit-il, n'ont pas été exempts des vexations du Pacha, c'est qu'ils n'ont pas encore su montrer assez de fermeté pour lui en imposer, et ce Gouverneur ne pourrait se dissimuler le danger auquel la fureur du peuple l'exposerait, s'il forçait, par ses mauvais procédés, nos négociants à se retirer ». Tott se faisait singulièrement illusion sur l'attachement du peuple au monopole commercial des Français et l'avenir devait lui démontrer la fausseté de ses prévisions, en réalisant l'événement qu'il jugeait Djézzar impuissant à accomplir. Ses dédains pour ce Pacha cruel et vindicatif ne furent peut-être qu'une maladresse.

Bien que soucieux, comme Maillet, d'éviter des honneurs vains et coûteux², au point de décliner, lui aussi, les entrées solennelles, M. de Tott ne refusa pas d'entrer en relations avec les autres Pachas. Il rendit visite à celui de Tripoli, qui lui fournit les sûretés nécessaires pour aller de Lattakieh à Alep par terre. Il rencontra, en quittant Alep, Ized Ahmed Pacha, qui partait de son côté pour remplir une mission à

1. *Mémoires* du baron de Tott, t. IV.

2. « Menacé, rapporte-t-il, d'une entrée publique à Alep », il s'arrêta à trois lieues de la ville pour n'arriver que de nuit. « Les précautions que j'avais prises, ajoutait-il, pour éviter la pompe qui m'était destinée ne servi-

rent qu'à la rendre funèbre; et les flambeaux qui m'attendaient à la porte de la ville me conduisirent chez le Consul en donnant à notre marche tout l'appareil d'un convoi » (*Mémoires*, t. IV).

La Mecque. Ce Gouverneur l'invita à passer la soirée sous sa tente, lui envoya deux de ses chevaux de main, un Alaï-tchaouch et un timbalier, « marque distinctive et particulière aux Pachas », et surtout une escorte de cent chevaux, qui devait lui être fort utile. Pour ne pas tomber entre les mains des Turkmènes, qui venaient d'avoir une escarmouche avec les gens d'Alep, l'Inspecteur ne se rendit pas à Alexandrette par le chemin habituel. Cette précaution ne l'empêcha pas de les rencontrer sur les bords du lac d'Antioche. Le commandant de l'escorte, en lui montrant leurs tentes, paraissait incertain sur le parti à prendre : « le mien, dit-il¹, ne pouvait être douteux ; je devais continuer ma route ». Ce ne fut pas sans peine qu'il y décida son escorte et la maintint en bonne contenance, « à la vue de six ou sept mille Asiatiques dont les dispositions pacifiques étaient au moins douteuses ». Ses doutes à cet égard ne lui parurent que trop justifiés quand il aperçut un mouvement dans le camp Turkmène, vit des hommes s'en détacher et s'avancer vers lui. « J'eus bientôt à la tête de mon cheval, poursuit-il, la musique des différentes hordes. Ces musiciens me précédaient en jouant et en dansant, ce qu'ils firent pendant tout le temps que nous mîmes à prolonger leur camp. Après quoi je les congédiai avec la gratification qu'ils étaient venus chercher ». Heureux d'en être quitte à si bon compte, Tott continua sa route sur Alexandrette, où il s'embarqua pour Smyrne le 17 octobre.

Il y employa son séjour à la rédaction de mémoires et à l'examen des différents objets sur lesquels le règlement général devait statuer. Il procéda à cet examen dans des conférences tenues avec le Consul, Peysonnel, le vice-consul, Châteauneuf, le drogman, Fonton, et deux commissaires désignés par la nation, Martin et Giraud². Après diverses autres escales, notamment à Constantinople, il revint à Toulon en juillet 1778. Les plaintes, les récriminations de tous ceux qui avaient intérêt à le discréditer l'avaient précédé à Marseille et même à Versailles. Il avait signalé au Ministre, pendant sa mission, la « conduite indécente » de la Chambre et son dessein « d'annuler les efforts qu'il faisait pour supprimer les abus ». Revenu en France, il se flattait pourtant « d'amener ses membres à des principes solides ». Mais ce qui l'affligeait le plus, c'étaient les préventions du Ministre lui-même à son égard. « Je serais peu sensible à ces clameurs, lui écrivait-il, si vous ne m'annonciez que j'ai à justifier ma conduite, et vous sentez, Monseigneur, qu'après quinze mois d'un travail fatigant, la certitude de détruire les impressions qu'on vous a données ne peut être un prix qui me satisfasse³. » Les préventions de Sartine furent bientôt dissipées, ainsi d'ailleurs que celles de La Tour, de la Chambre, et des négociants eux-mêmes.

1. *Mémoires*, t. IV.

2. Rapport sur sa mission.

3. Juillet 1778.

* * *

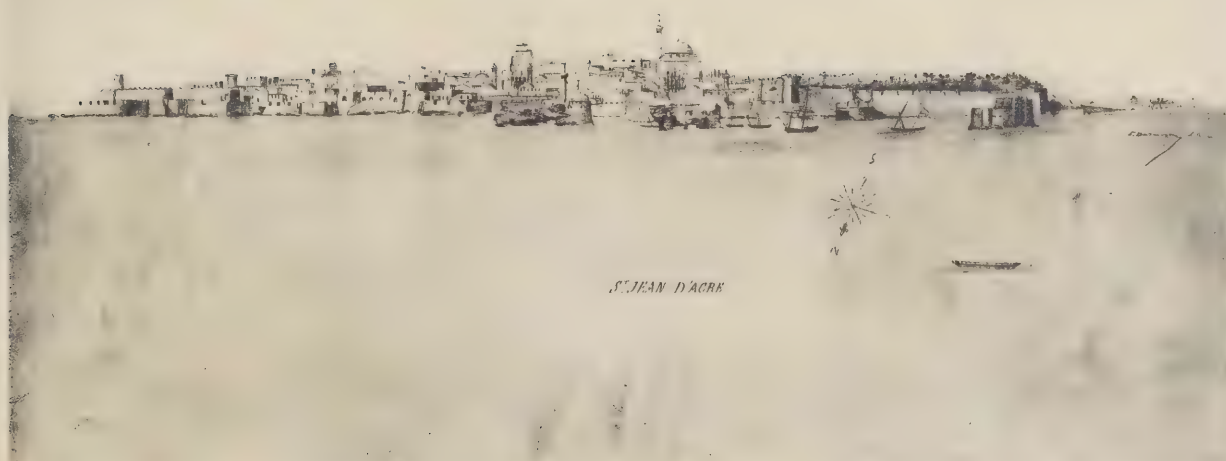
VI. — Ce n'est pas entièrement de sa propre initiative que, pendant sa tournée sur la côte de Syrie, Tott avait remarqué et, si l'on peut dire, « distingué » Baruth. Concurrément avec sa mission officielle, il avait été chargé par le Gouvernement d'une mission secrète. Celle-ci consistait essentiellement à étudier les moyens de conquérir l'Égypte, les avantages de cette conquête, les conditions maritimes et militaires de l'expédition à diriger contre ce pays, le plan des opérations navales et terrestres qu'il conviendrait d'entreprendre pour s'en emparer. Subsidiairement, la mission secrète de Tott consistait aussi à se rendre compte des moyens de défense de l'Empire Ottoman, de ses ressources en fortifications, ports et rades, enfin des points sur lesquels il pourrait être attaqué, ailleurs qu'en Égypte. Tel avait été le souci du Ministre de la Marine, Sartine, de préserver le mystère dont devait s'entourer l'objet essentiel de cette mission secrète; telle aussi la répugnance du Ministre des Affaires Étrangères, Vergennes, à admettre le principe d'une simple enquête sur la conquête éventuelle de l'Égypte, que les instructions de Tott à cet égard, encore que très précises, étaient demeurées purement verbales. Par mesure de précaution contre les indiscretions, pour mieux égarer les soupçons, enfin pour tenir compte des susceptibilités de Vergennes, les instructions écrites remises à Tott en ce qui concerne sa mission secrète n'avaient mentionné qu'une fois et en passant le nom de l'Égypte, parmi d'autres qui sont Chypre, la côte de Syrie et les îles de l'Archipel, et n'avaient expressément appelé son attention que sur deux possessions ottomanes : la Crète et Baruth. « La ville de Baruth, lui avait écrit Sartine, mérite également votre attention. Pendant la dernière guerre des Russes et des Turcs, elle a servi d'asile à tous les bâtiments russes et elle était le centre de leurs opérations en Syrie. On prétend qu'il est très facile de s'en emparer et de la conserver ensuite au moyen de quelques fortifications qu'on pourrait y ajouter. »

Telle avait été pour Tott la raison spéciale de s'intéresser à Baruth, de lever et de rapporter le plan de son port et du mouillage de sa rivière. Et cette raison est aujourd'hui digne d'être relevée et soulignée. Car les quelques lignes de cette lettre de Sartine à Tott sont, après la suggestion de Taulès à M. de Boynes en 1772, la seconde indication d'une velléité d'intervention matérielle de la France en Syrie. En 1772, un Consul de France à Seyde a proposé au Ministre de la Marine une action navale française contre quelques petits ports de Syrie méridionale pour y écraser la rébellion et y rétablir le pouvoir du Sultan. En 1777, le Ministre de la Marine, dont les vues sont en réalité dirigées sur l'Égypte, signale pourtant la côte de Syrie en général parmi les régions sur lesquelles il pourrait lui être utile de recevoir des informations précises, et Baruth en particulier comme un point dont il lui importerait de savoir s'il serait facile de s'en emparer. Où que la politique française ait



Vue de Damas,

extraite du "Voyage du sieur PAUL LUCAS", etc., communiquée par la Chambre de Commerce de Marseille



Saint-Jean d'Acre,

d'après un dessin au crayon de la fin du 18^e siècle, appartenant à Mme GASTON AUBOYNEAU.

agi à l'époque contemporaine, où que la France ait porté son drapeau depuis 1789, il est bien rare qu'on ne retrouve pas, à des époques antérieures, quelque manifestation de l'idée qu'elle a ensuite traduite en actes. Ainsi de l'expédition d'Egypte, qui, avant d'être mise à exécution par Bonaparte en 1798, fit l'objet d'une infinité de plans et de suggestions. Très loin, sans doute, derrière ce projet favori des imaginations françaises, apparaît cependant, au cours de la même période, l'idée de chercher sur la côte de Syrie, spécialement à Baruth, cette position dont la France est en quête pour sauver son commerce du Levant en cas de partage de la Turquie. Entre l'époque des royaumes francs, l'expédition de 1860 et l'établissement du mandat français sur la Syrie en 1919, il y a donc des chaînons intermédiaires.

M. de Tott était, depuis assez longtemps, partisan du projet de conquérir l'Egypte : c'était l'étude de cette conquête qui formait l'objet essentiel de sa mission secrète; l'étude sur les lieux l'avait convaincu que l'entreprise était réalisable : ce fut donc à ce sujet-là qu'il consacra son rapport à son retour. Des autres régions qui lui avaient été signalées, il ne s'occupa, ou bien que pour y montrer, comme dans la Crète, la base d'opérations de l'expédition éventuelle contre l'Egypte, ou bien que pour en fournir, comme de Baruth, les plans ou descriptions utiles à la Marine. D'ailleurs, au moment où il revint à Versailles, la France venait d'entrer en guerre avec l'Angleterre pour l'indépendance des Etats-Unis d'Amérique; nos escadres cinglaient vers la mer des Antilles et celle des Indes : les pensées suivaient la même direction. Il ne fut pas question d'agir dans le Levant, où que ce fût.

*
* *

VII. — L'inspection du baron de Tott fut suivie de mesures législatives très importantes et ces mesures furent prises conformément aux conclusions qu'il avait tirées de sa visite. Dès 1778, Sartine, qui fut certainement un des Ministres les plus attentifs à l'administration du Levant, La Tour et l'Archiviste de la Chambre du commerce, Isnard, se livrèrent à un travail préparatoire des plus actifs. Un « projet de réforme dans l'administration des Echelles du Levant et de la Chambre du commerce de Marseille », élaboré par Isnard en 1776 et déjà utilisé pour l'élaboration des trois Arrêts rendus à cette date, reçut une complète application par une réforme de cette Chambre. L'Ordonnance du 27 novembre 1779 réduisit ses membres à 8 députés et un Echevin.

La même année fut pris en considération le compte-rendu de Tott sur son inspection générale. Les 7 et 8 juillet 1779 fut lu à Versailles, au cours d'un comité auquel assistèrent Maurepas, Sartine, Vergennes, Tott, La Tour, Saint-Didier et Rostagny, un « mémoire sur les arrangements généraux du Levant et de Barbarie ». Ce mémoire reprenait point par point, le plus souvent en se les appropriant, parfois en les rejetant, les conclusions du compte-rendu de l'Inspecteur. En ce qui concerne

les postes consulaires de Syrie et Palestine, le mémoire et, à sa suite, le comité se prononcèrent contre la création d'un vice-consulat à Rames, pour celle d'un vice-consulat à Lattakieh, où il en fut effectivement établi un en 1779, pour le maintien d'un vice-consulat à Alexandrette. L'auteur du mémoire, qui était Rostagny, adhéra à l'idée, émise par Tott, de centraliser les hospices, asiles, églises, chapelles de tout le Levant entre les mains des Franciscains de Terre-Sainte. Il fit précéder cette conclusion d'un jugement, peut-être plus sévère encore que celui de Tott, sur le rôle des missions à cette époque. « M. de Tott, dit-il, a remarqué dans tout le Levant que les moines fatiguaient la protection, que leur conduite scandaleuse était plus propre à inspirer du mépris pour la religion qu'à faire des prosélytes, que la multiplicité des moines de différents ordres était embarrassante, que la facilité qu'ils avaient de contracter des dettes et la nécessité de soutenir leurs établissements nous exposaient à des dépenses énormes et sans limites. L'exemple des Capucins de Smyrne, qui doivent encore 40.000 piastres malgré les dons qu'ils ont reçus, est effrayant. M. de Saint-Priest ne dissimule pas que les Capucins de Constantinople sont inutiles et indécents, que les enfants de langue sont mal entre leurs mains. » Toutefois, après ce réquisitoire, le prudent caractère du bureaucrate reparaît dans une proposition tout administrative : « Il est très instant de s'occuper des missions. Mais cet objet embrasse tant de rapports et tant d'intérêts différents, qu'il paraît nécessaire de nommer incessamment une commission pour examiner leur état et pour déterminer les moyens de faire cesser dans cette partie le désordre qui existe et qui présente des dangers de toutes les espèces. » La décision du comité fut plus prudente encore que la proposition du rapporteur. Elle est ainsi libellée dans la marge du rapport : « il a été décidé de faire un travail particulier sur cet objet. » Et, en attendant, des matières aussi instantes et plus laïques fixèrent l'attention des ministères de la Marine et des Affaires Etrangères, pendant encore toute l'année 1780.

Une ordonnance du 3 mars 1781, véritable code des Echelles du Levant, régla définitivement les attributions des Consuls et des autres officiers royaux, la résidence, le commerce et la navigation des Français en Levant, la relâche des bâtiments du Roi et les questions de cérémonial. Cette Ordonnance n'introduit dans le régime du Levant qu'une innovation fondamentale : la faculté accordée aux étrangers d'exporter du Levant en France et de France au Levant par navires français sans être frappés du droit de 20 0/0. En outre, elle apporte à l'administration quelques dispositions nouvelles, telles que la hiérarchie des Consulats-généraux, des Consulats et des vice-consulats, telles que la création des drogmans-chanceliers, etc. Néanmoins, elle paraît inspirée de ce principe que les lois existantes pourvoient à tout et n'avaient besoin que d'être conciliées et appliquées. Tott, dans ses *Mémoires*, déclare les vices qu'il fut chargé de constater « nés de la contrariété des lois plus que de l'inobservance des règles », et le préambule de l'Ordonnance conclut ainsi ses observations : « Le Roi fut d'avis que les anciennes lois suffisaient pourvu qu'elles

fussent appliquées et décida de les faire revivre. » C'est ainsi que sur certains points, sur les arrangements commerciaux par exemple, l'Ordonnance de 1781 donne aux théories de l'Ancien Régime leur expression définitive. On croit relire certaines lettres de Villeneuve en lisant des passages comme celui-ci : « Le commerce du Levant diffère autant des autres commerces que la Turquie diffère des Etats de chrétienté..... Il lui faut un régime particulier : ce régime doit tenir à la liberté et à une sorte de règle : à la liberté, en laissant à chaque corps de nation la faculté d'exploiter son commerce de la manière qu'il juge le plus convenable ; à une sorte de règle, en assujettissant les membres d'une même nation à la forme que la majeure partie adopte pour la sûreté et l'avantage communs ¹. » Sur d'autres points encore, comme sur celui des avanies, l'Ordonnance de 1781 formait le complément nécessaire et logique de mesures antérieures : elle établissait en règle qu'« à l'avenir il ne pourrait être distrait des fonds de la Chambre aucune somme, ni mis aucune imposition sur le commerce pour payer les avanies et dédommager les particuliers des pertes auxquelles les événements locaux pourraient les exposer. » Ici encore, le maréchal de Castries, qui avait remplacé Sartine au ministère de la Marine, parlait le langage de Maurepas.

Mais beaucoup de changements s'étaient produits depuis le temps de Maurepas et de Villeneuve, et l'Ordonnance de 1781 eut cette triste fortune de déplaire aux uns parce qu'elle innovait, aux autres parce qu'elle conservait, et à quelques-uns pour les deux motifs à la fois. Les négociants de Marseille protestèrent immédiatement contre la liberté du commerce accordée aux étrangers ². Cette mesure, dirent-ils au maréchal de Castries, ne profiterait nullement à notre marine marchande et n'aurait d'autre résultat que de faire passer entre les mains de Grecs, de Levantins et d'autres étrangers le commerce actuellement exploité par des facteurs français. Dans leur bouche, la protestation est toute conservatrice : « Quand il s'agit d'un commerce établi depuis trois cents ans, qui s'est toujours accru successivement, qui est arrivé à un point de prospérité sans exemple... ne doit-on pas trembler d'en renverser les lois fondamentales ? » Ils montrent au Ministre le désaccord de cette disposition avec les règlements et les privilèges qui font du commerce avec la Turquie un monopole pour la France : « Si jamais un commerce a excité la jalousie de nos voisins, c'est sans doute celui des Français au Levant... C'est dans cet état si fort envié qu'on veut nous donner des concurrents, et quels concurrents ? Ces Orientaux, qui vont devenir nos maîtres lorsque nous les avons pour tributaires, ces étrangers qui dans la Méditerranée mettent toute leur étude à s'immiscer dans ce commerce à notre préjudice. » Enfin, ils rappellent le conseil du Roi à l'observation des principes économiques de l'Ancien Régime et l'adjurent de continuer à appliquer aux établissements français en Levant le système colonial : « Oui, nous devons

1. Instruction relative à l'Ordonnance du 3 mars 1781.

2. Mémoire des négociants de Marseille au sujet de l'Ordonnance du Roi du mois de mars 1781.

regarder nos établissements en Levant comme des colonies formées en ces divers Etats de l'Empire Ottoman, comme des comptoirs pareils à ceux établis dans l'Inde par les diverses nations qui y commercent, toutes plus jalouses les unes que les autres d'en éloigner les étrangers. » L'événement justifia d'ailleurs pleinement leurs craintes. La concession faite aux étrangers suscita à nos nationaux une concurrence insoutenable de la part des Grecs, des Arméniens, des Livournais, des Vénitiens et des Anglais. Elle prolongea la situation critique où le commerce languissait dans les Echelles de Syrie, jusqu'au moment où l'Ordonnance du 29 avril 1785 vint la révoquer. « La liberté du commerce du Levant, écriront dix ans plus tard les députés d'Acre¹, a été pour les établissements de Syrie un des plus grands fléaux qu'ils aient essuyé depuis longtemps. »

*
* *

VIII. — Exemptes de tout esprit de système, les critiques des négociants de Marseille s'adressaient tout aussi bien aux dispositions conservatrices de l'Ordonnance, si elles lésaient leurs intérêts : par exemple aux articles qui rendaient les avances personnelles et stipulaient que les cautionnements en répondraient. Mais dans les années qui suivirent sa promulgation, l'Ordonnance de 1781 rencontra aussi des oppositions de principe. Elles émanaient de théoriciens, de philosophes, qui condamnaient en bloc le régime du Levant, au nom de la raison et des lumières, et réclamaient une réforme radicale. L'attention de tous ceux qui pensent, des hommes d'Etat aussi bien que des philosophes, se porte à cette époque sur l'Orient pour y observer, non pas en vérité une révolution économique, mais une révolution politique. L'affaiblissement, la décrépitude dont l'Empire Ottoman continue à donner le spectacle fait croire de plus en plus à sa disparition prochaine. La situation commerciale exceptionnelle que les Capitulations y font à la France est la principale raison de l'appui qu'elle lui prête. Mais si cet appui n'est pas suffisant pour conjurer sa perte ; si d'autre part la France peut espérer des bénéfices équivalents d'un régime économique tout différent, où la liberté remplacerait le monopole, où le droit commun remplacerait le privilège ; pourquoi s'obstiner à soutenir la Turquie et à maintenir un régime commercial suranné, à étayer un empire qui s'écroule et un régime qui s'écroulera fatalement avec lui ? La réforme commerciale est donc présentée comme un corollaire du problème politique, résolu par le démembrement de la Turquie.

S'ils ne l'énoncent pas, Saint-Priest et Tott la sous-entendent quand ils envisagent l'hypothèse de ce démembrement. Consciemment ou inconsciemment, Choiseul-Gouffier la sous-entend aussi quand, dans la préface de son *Voyage pittoresque*

1. Mémoire sur le Département du Consulat de Seyde Acre, 1790.

en Grèce, il appelle la Russie à l'émancipation des races chrétiennes d'Orient. Aussi dès qu'un de ces diplomates ou de ces voyageurs entamerait une discussion plus approfondie de la crise orientale, il devait résoudre la question commerciale : c'est ce que fit Volney, en 1788, dans ses *Considérations sur la guerre des Turks*.

En prévision d'un effondrement qu'une nouvelle guerre turco-russe rend encore plus probable, Volney se demande si « la France est tellement intéressée à l'existence de l'Empire turc qu'elle doive tout mettre en mesure pour la maintenir. » L'intérêt du commerce se présente immédiatement à son esprit. Son argumentation emprunte à la Syrie et à l'Égypte, qu'il vient précisément de visiter, tous les exemples dont il étaye ses principes. « Prétendre que l'état actuel de l'Empire turc est avantageux à notre commerce, c'est, dit-il, se proposer ce double problème : si un empire peut se dévaster sans se détruire, et si l'on peut faire longtemps un commerce riche avec un pays qui se ruine ? » En réponse, il cite l'amoindrissement du commerce avec l'Égypte et la Syrie, à la suite des derniers troubles. Acceptons donc l'éventualité d'une domination plus intelligente s'établissant sur ces régions : mais que deviendront alors nos privilèges commerciaux ? « J'avoue qu'après la Porte nous ne trouverons pas, continue-t-il, de gouvernement qui, nous préférant à ses propres sujets, ne nous impose que trois pour cent de douanes, pendant qu'il exige d'eux dix pour cent. » Et le philosophe se réjouit en lui de la suppression d'une absurdité, fût-elle favorable à son pays. Mais il ne pense pas qu'elle lui fût favorable : une fois les Capitulations et toutes les Ordonnances déchirées, une fois l'égalité et la liberté proclamées, nos facteurs sans doute ne seront plus en état d'exploiter le commerce du Levant. Nous l'exploiterons donc par les indigènes, par les Levantins, et ce sera tout avantage pour nous, car nous éviterons ainsi toutes les dépenses d'entretien des Echelles : or « il est de fait et de principe que, plus le commerce se traite avec économie, plus il acquiert d'étendue et d'activité. » Et Volney fait, à l'appui de ses dires, un tableau pessimiste de la situation intérieure des Echelles, de leur administration dispendieuse et déraisonnable, de l'existence même des résidents. Il est vrai qu'il la peignait d'après ce qu'il avait vu en Égypte et en Syrie en 1784-1785.

Répandues en France par les philosophes, ces idées de réformes radicales, de liberté et d'égalité appliquées au commerce, pénétraient dans les Echelles. Les intéressés, en se les assimilant, les déformaient : ce n'était pas le triomphe de la raison et de la justice qui les séduisait, c'étaient l'affaiblissement de l'autorité consulaire, l'abrogation de toutes les règles, de toutes les obligations, de toutes les prohibitions qui restreignaient leur liberté individuelle. Ils surent qu'ils avaient des avocats en France et parlèrent haut. Des voyageurs moins avisés que Volney, des aventuriers, comme le Comte de Ferrières-Sauvebœuf¹, enregistrèrent leurs doléances et s'en firent les interprètes à leur retour. Les *Mémoires* de ce singulier personnage con-

1. Les voyages du Comte de Ferrières-Sauvebœuf sont de 1782 à 1789. Ses *Mémoires* sont de 1790.

tiennent un chapitre intitulé : « Manière d'établir en Levant et en Barbarie des Consuls point onéreux à l'Etat et qui rendront au commerce l'activité qu'il n'a plus ; suppression des drogmans, charges inutiles et qu'on peut suppléer sans grever le trésor royal et d'une manière à exempter de leurs vexations les négociants qui ont les moyens de s'en passer. » Le dessein exposé sous ce titre pompeux est celui de rétablir des Consuls élus parmi les marchands et continuant à faire le commerce, et de se servir comme interprètes des garde-magasins, qui savent presque tous les deux langues. Ces attaques contre l'institution consulaire, qui dégénéraient toujours dans les Echelles en attaques contre le Consul en fonctions, diminuaient la discipline et la cohésion, partant la force de résistance des nations de Syrie et de Palestine, au moment même où elles en avaient le plus besoin.

Le gouvernement de Louis XVI montra la même aversion pour les principes politiques et pour les réformes commerciales qu'on l'invitait à faire siens. Prêter les mains à un démembrement de l'Empire ottoman était directement opposé aux principes du nouveau Ministre des Affaires Etrangères, Vergennes, dont la loyauté répugnait à un tel dessein, et qui, par son refus d'y participer, empêcha Joseph II de le réaliser. Un nouvel Ambassadeur partit en 1784 pour Constantinople : il n'était autre que ce comte de Choiseul-Gouffier qui avait, quelques années auparavant, adressé des vœux aux insurgés de Morée. Mais il avait dû rétracter, pour obtenir ce poste, ce qu'il appela lui-même « une bagatelle purement littéraire¹ ». Une mission composée d'ingénieurs et d'officiers de toutes armes devait travailler sous sa direction, à doter la Turquie d'une armée, d'une flotte et de fortifications. Quant au commerce et à l'administration des Echelles, ses instructions lui prescrivaient de bien garder « le dépôt d'une des plus belles propriétés de la monarchie. » Renoncer spontanément à ces privilèges que l'ignorance des Turcs nous reconnaissait volontiers, cela eût paru absurde à Choiseul-Gouffier lui-même. « Si les Turcs, écrira-t-il plus tard, sont les plus incommodes des alliés et ceux qui, par leur ingratitude et leurs mauvais procédés de tous genres, méritent le moins de ménagements, ils doivent aussi être considérés comme une des riches colonies de la France, et Sa Majesté, en se chargeant de la conservation de cette colonie, acquerrait le droit de lui imposer des conditions². » Traditionnelle et conservatrice, telle était la politique de la Monarchie française vis-à-vis de l'Empire Ottoman et des Echelles du Levant. La Royauté française ; le traitement de faveur et la situation éminente qu'elle nous avait procurés par les Capitulations ; les lois et ordonnances qui réglaient l'exploitation du commerce du Levant selon des principes conformes à l'esprit même de l'Ancien Régime : tout cela semblait ne faire qu'un et devait s'effondrer ensemble.

1. L. Pingaud. *Choiseul-Gouffier*.

2. L. Pingaud. *Choiseul-Gouffier*.



Vue de Jaffa,

d'après une gravure extraite de l'ouvrage de CORNÉLIE LE BRUN, "Voyages au Levant" etc.,
communiquée par la Chambre de Commerce de Marseille.

*
* *

IX. — La puissance et les moyens du nouveau Pacha d'Acre, Djeddar, qui n'ambitionne un si grand pouvoir que pour en abuser, vont se développer parallèlement à l'esprit de réforme et d'insubordination que nous avons vu naître dans les Echelles. La discorde des unes et l'audace de l'autre vont se prêter un mutuel secours : les souffrances des Français augmenteront leur aigreur contre leurs institutions, principalement contre les Consuls et l'Ambassadeur; leurs divisions, leur isolement, inciteront le Pacha à en profiter pour les vexer, les rançonner et finalement les chasser de deux des plus grandes Echelles.

Tout en résidant à Saint-Jean d'Acre, dont il fit sa capitale, Djeddar gouvernait l'ancien Pachalik de Seyde, auquel il avait même ajouté des territoires relevant de Damas et de Jérusalem. En outre, il fut nommé Pacha de Damas en 1785¹, ce qui le rendait maître de toute la Syrie, moins la partie septentrionale. Il reçut les trois queues et le titre de Vizir. « L'on dit qu'il sollicite encore Alep », écrit Volney à la même époque. Des luttes qu'il avait soutenues contre Daher, contre les fils de ce Cheikh, contre les Druses et les Mutualis, il avait retiré un crédit très considérable auprès de la Porte, un prestige personnel très grand auprès de ses sujets, et surtout une petite armée passablement aguerrie qui le rendait redoutable même au Sultan.

Il était en situation de faire beaucoup de mal à nos nationaux et sa rapacité l'y disposait. La froideur du baron de Tott à son égard fait supposer que ceux-ci avaient, dès 1777, encouru sa disgrâce. Pourtant le Consul de Seyde, Arasy, se félicite encore, en 1782, des procédés du Pacha envers la nation; le vice-consul d'Acre écrit il est vrai qu'« il est d'un caractère despote et ne conçoit de loi que sa volonté »², mais ne dit pas que sa présence ait causé de dommage sérieux aux Français. Renaudot, nommé Consul à Saint-Jean d'Acre le 11 mars 1783, entretint d'abord avec lui de bons rapports. Inquiet d'un arrangement convenu entre nos négociants pour l'achat du coton, Djeddar avait établi un droit de 10 piastres par quintal de coton qui sortirait du port d'Acre, expulsé les uns de leurs magasins, les autres de leurs appartements, « en disant que des marchands qui ne voulaient pas travailler n'avaient pas besoin de magasins et que des étrangers qui voulaient ruiner le pays n'avaient pas besoin d'y demeurer. » Renaudot³ le détermina, non seulement à rendre aux Français la liberté de leur commerce, mais à « accorder, dit-il, de la considération à leurs affaires ». En 1785 il profita de la nomination de Djeddar au Pachalik de Damas pour lui demander de rétablir à Saint-Jean d'Acre « plusieurs branches de commerce » et se vanta auprès de la Chambre d'être honoré de son amitié⁴. Ce qui confirme les allégations du Consul, c'est que Djeddar a recours à son entremise pour se procurer

1. Le Consul Renaudot à la Chambre, 28 mars 1785.

3. Juillet 1783.

2. A la Chambre, 19 août 1782.

4. Lettre du 28 mars 1785.

des armes et des munitions. Les Arabes ayant plusieurs fois attaqué le pèlerinage de La Mecque, qu'il conduisait en qualité de Pacha de Damas, Djezzar voulut se faire suivre d'un train d'artillerie respectable. En 1788, il donna commission à Renaudot de lui faire venir de France « 6 canons de campagne en fer, du calibre de 3 livres de balle, leurs affûts en bois bien faits, tous refouloirs, tire-bourre, écoubillons, enfin tout ce qui est nécessaire pour iceux; 600 boulets du calibre, plus traits, courroies et selles pour 6 chevaux ¹. » Quelques mois après, le Consul dut donner contre-ordre, Djezzar lui ayant réclamé la somme qu'il avait versée pour payer ce matériel.

De ce que les Français d'Acre étaient encore en paix avec Djezzar, on ne saurait conclure qu'ils n'eussent pas souffert de sa tyrannie : celle-ci pouvait les atteindre sans s'exercer directement contre eux.

Les révoltes continuelles des Druses et des Mutualis, les campagnes de Djezzar contre eux, peu meurtrières mais suffisantes pour ravager les cultures, ruinèrent le pays et interrompirent le commerce. Les paysans « occupés du soin de se défendre couraient plutôt aux armes qu'à leurs récoltes, dit Renaudot ², ce qui leur a fait négliger les soies et la filature. » Après quelques années du gouvernement de Djezzar, la culture était abandonnée, les campagnes dévastées, les paysans ruinés, la population des villes dépouillée, le commerce anéanti, la Syrie en un mot réduite au dernier degré de la désolation.

« La misère est si grande dans le pays, écrit Renaudot, que les herbes même sauvages sont dévorées aussitôt qu'elles sortent de la terre et qu'il faut que le gouvernement ait la précaution de faire brûler les charognes pour ne pas voir des hommes les disputer aux animaux carnivores... La mortalité a été si cruelle cet hiver que j'ai cru que l'espèce humaine s'éteindrait à Acre. Depuis le mois de novembre, il est mort 4.557 personnes dans la ville... Les étrangers et les soldats ont fourni la majeure partie de ces victimes ³ ».

Dans un pays aussi dévasté, sans cesse agité par des révoltes, livré au bon plaisir d'un tyran, l'existence des Français ne pouvait être qu'extrêmement précaire et malheureuse. « Depuis un an environ, dit en effet Renaudot, nous avons éprouvé les trois fléaux destructeurs de l'espèce humaine, la guerre, la peste et la famine... Il s'en présente un quatrième aujourd'hui, qui abat le courage : c'est la piraterie... Il nous fait apercevoir, avec l'effroi qu'auraient pu causer les précédents, un enchaînement de malheurs qui rejailliront nécessairement sur la métropole ⁴ ». Enfin la tyrannie de Djezzar n'atteignait pas la nation que par le contre-coup de la ruine générale. Possesseur de toutes les récoltes, adjudicataire de toutes les fermes, il exerçait sur la vente de tous les produits un monopole qui le rendait maître de hausser le prix des objets d'exportation. Les Français étaient donc en relations d'intérêt constantes avec lui et c'était pour lui une occasion permanente de vexations et de chicanes.

1. Décembre 1788.

2. 16 novembre 1784.

3. 18 avril 1787.

4. 7 juin 1785.

*
* *

X. — L'état politique et social de la Turquie à cette époque permettait à des aventuriers sans foi ni loi, mais résolus, énergiques, retors et doués de quelques capacités intellectuelles, de s'élever plus ou moins vite, à la faveur des dissensions qui désolaient beaucoup de provinces, d'échapper aux conséquences des excès et souvent des crimes dont ils parsemaient leur carrière et de faire servir leur barbarie et leur férocité mêmes à assouvir leur ambition. Ainsi pouvait-on voir apparaître sur la scène orientale des types de tyrans cruels et avides, tels que la période féodale avait pu en produire, quelques siècles auparavant, dans les pays d'Occident. Djezzar est un de ces types et sans doute le plus achevé. Celui de nos Consuls qui eut le plus à souffrir de lui a tracé de sa figure le portrait le plus fouillé que nous connaissions :

« Une taille avantageuse et renforcée, une force de corps plus qu'humaine, le teint rembruni et animé, l'air féroce, l'œil en feu, audacieux, infatigable et sobre : voilà Djezzar à l'âge de 55 à 56 ans. Habile dans tous les exercices qui constituent le parfait Mameluk, il a conservé jusqu'à ce jour tous les goûts de cette éducation. On le voit parfois manier de lourdes carabines, monter un dromadaire et dompter le cheval le plus fougueux, avec autant d'adresse et d'agilité qu'il en avait à vingt ans. Brusque, simple et agreste dans ses manières, il devient populaire et familier jusqu'à administrer lui-même à de pauvres gens des remèdes qu'il croit efficaces à la guérison de certaines maladies... Aux vues les plus étendues, il joint un esprit de détail qui surprend les plus avisés. Il aime à parler et, dans une conversation un peu longue, on le voit alternativement passer des choses les plus abstraites aux détails les plus minutieux... Dans une journée, on le voit donner les soins les plus étendus à l'administration de ses gouvernements, diriger des fortifications, des édifices ou la construction de quelque vaisseau, donner des plans de campagne contre ses nombreux ennemis qu'il terrasse toujours, cultiver les fleurs de ses jardins, ordonner la parure de ses femmes et découper adroitement des fleurs pour les faire broder. Généreux et libéral par ostentation, il aime l'or. Ingénieux à découvrir ceux qui en ont, personne plus que lui n'a peut-être employé autant de moyens illégitimes pour s'en procurer. Il aime l'adulation et la flatterie.... Lui qui viole facilement toutes les lois divines et humaines, il est soumis à des pratiques religieuses, respecte par inclination les ministres des temples, révere surtout ceux qui s'adonnent aux pratiques de la nécromancie. Il y a peu de jours dans l'année qu'il ne passe quelques heures avec les savants nécromanciens qu'il entretient dans son palais. Ses cruautés ont dépassé tous les exemples de férocité connus avant lui. C'est lui qui, au siège de Baruth, faisait mûrir vivants les prisonniers qui tombaient entre ses mains, laissant la tête libre, exposée au feu de l'ennemi, et les mains pour y attacher les rênes des chevaux. On lui a vu faire empaler, de la manière la plus barbare, 54 chefs Mutualis, pour leur

faire expier le crime d'être nés chefs de cette nation. Dans une révolte de ses Mameluks, il égorga lui-même les principaux officiers de son sérail et une partie de ses femmes; d'autres furent noyés, pendus, vendus... Que de gens de tout âge à qui il fit retrancher le nez, les oreilles et quelquefois une main!... Une autre fois, on le vit choisir dans une foule d'habitants d'Acre 63 personnes, de tout âge, qu'il envoya à la voirie pour y être égorgées et abandonnées aux animaux carnassiers; il ne donna d'autre motif de cette boucherie effroyable que l'accomplissement d'un vœu qu'il venait de faire à La Mecque.... Un jeune garçon, avec lequel il venait de prendre ses ébats, fut par lui égorgé pour une inconséquence de son âge et parce que ceux à qui il avait ordonné la mort de cet enfant n'osaient plonger le poignard dans le sein d'une aussi belle créature. »

Tel était le tortionnaire dont dépendait le sort des Français d'Acre et de Seyde. Sa réputation avait été assez vite établie à Constantinople et la crainte qu'il inspirait à la Porte assez tôt constatée pour que, dès 1783, Saint-Priest eût écrit à Renaudot, qui prenait alors possession du consulat d'Acre : « Je vous souhaite tout le courage dont vous avez besoin pour vivre avec Djezzar et calculez plus sur votre prudence que sur les secours que vous pourriez attendre de moi contre lui. » Pourtant Djezzar, comme avant lui le Cheikh Daher, comme l'Emir des Druses et les Cheikhs Mutualis dont il poursuivait la ruine, ne disposait pas de troupes nombreuses. « Djezzar en impose plus par son nom que par ses forces réelles, observe Renaudot. Quatre ou cinq mille brigands, Arnaouts, Maugrabins ou Deletis, sont tout ce qui compose son militaire et tout ce qu'il emploie pour désoler ses voisins, garder son vaste pays et faire les voyages de La Mecque. Il n'a pas une place en état de défense et jamais assez de provisions pour tenir la campagne pendant six mois. » L'effroi qu'il répandait, une certaine habileté à se servir de ce qu'il avait, la faiblesse de ses ennemis, les embarras de la Porte, engagée dans une nouvelle guerre contre les Russes, suppléaient, pour perpétuer et affermir son pouvoir, à la pauvreté de ses moyens matériels.

*
* *

XI. — En 1789, les résidents de Syrie fondaient cependant un grand espoir sur l'abondance des récoltes, quand Djezzar, ayant déclaré la guerre le 4 mai à l'Emir des Druses, Youssef, confia à l'une de ses créatures, Selim-Pacha, le soin de le combattre. Mis à la tête de quelques milliers d'hommes, ce Selim, qui préparait depuis longtemps sa trahison, en profita pour provoquer une insurrection générale. Son frère vint le rejoindre avec un certain nombre de Mameluks, fuyant le massacre que Djezzar méditait contre eux, et tous ensemble pactisèrent avec les Druses. « Tous les mécontents, écrit le Consul d'Acre¹, se sont rangés sous les drapeaux de Selim-Pacha, qui a,

1. 29 mai 1789.

dit-on formé le projet de délivrer la Syrie du fléau qui la désole depuis quinze ans. » Voilà de nouveau les Français dans des transes : il ne s'agit déjà plus pour eux de la perte d'une récolte dont « ils escomptaient l'indemnité de quatre années d'inaction » ; ils vont, selon toute probabilité, être exposés aux horreurs d'un siège, que l'humeur de Djézzar rend particulièrement redoutable. Aussi adressent-ils un appel au commandant des forces navales de l'Archipel, le comte de Thy : mais celui-ci se borne à leur envoyer le chevalier de Pannat, avec le brick *le Hasard*, qui resta quarante-huit heures devant Acre et s'éloigna. Le Consul ne peut encore songer à la retraite : « il partagera avec ceux des sujets du Roi qui voudront suivre sa destinée tous les dangers dont ils sont menacés¹. » Pour parer à tout, il se rappelle au souvenir des chefs rebelles, « de qui, dit-il, j'ai toujours cultivé l'amitié. »

Il ne fut pas longtemps sans regretter sa démarche : le 4 juin, les rebelles ayant paru devant Acre « furent chassés, dit le Consul, comme par prestige par quelques malheureux armés à la hâte². » Leur déroute laissa le champ libre aux représailles de Djézzar : elles furent ce que devaient être celles d'un monstre stimulé par la vengeance et la rapacité. Depuis la retraite de Selim, ce ne furent que proscriptions, exécutions, avanies, atteignant « ceux de qui il se défie comme ceux à qui il soupçonne du bien. » Les Français éveillaient malheureusement et la défiance et les soupçons du Pacha. Il commença par faire main-basse sur leurs biens et leurs marchandises ; mais alors qu'ils pouvaient la croire assouvie, sa fureur redoubla. Des ennemis de la nation ayant fait soupçonner au tyran que le vice-consul de Seyde et ses nationaux entretenaient des intelligences avec les rebelles, « il s'est permis, dit Renaudot³, les propos les plus outrageants contre tous les Francs, en a chargé mon drogman et nous a publiquement menacés d'une vengeance éclatante. » Les insinuations de nos ennemis tiraient leur origine d'un prêt de 1500 piastres que les résidents de Seyde, soit de leur plein gré, soit contraints et forcés, avaient fait à Selim-Pacha. Ils furent assez maladroits pour réclamer à Djézzar, par l'entremise de leurs compatriotes d'Acre, le remboursement des sommes avancées pour le combattre⁴. C'est cette demande importune de remplir les engagements de Selim qui provoqua l'accès de fureur de Djézzar. Cette fois le Consul « ne balança pas à former le projet d'abandonner avec ses nationaux ce pays désolé. » Soixante personnes attendaient leur salut de cette évasion, que la surveillance du Pacha rendait difficile. Renaudot demanda à l'Ambassadeur l'envoi d'une frégate : M. de Séran se rendit à Saint-Jean d'Acre sur *l'Impatient*, remplit sa mission à la satisfaction des nationaux et se chargea de leurs mémoires pour l'Ambassadeur, Choiseul-Gouffier. Ils ne s'embarquèrent pourtant pas à son bord : ils n'avaient pu « se résoudre à abandonner deux grands établissements à la veille d'une récolte qui pouvait réparer une

1. 29 mai 1789.

2. 2 août 1789.

3. 2 août 1789.

4. Le comte de Choiseul-Gouffier à la Chambre du commerce, décembre 1790.

partie des dommages causés à leur commerce par quatre années d'inaction¹. » Bientôt ils s'applaudirent du parti qu'ils avaient pris : Djezzar, plus heureux, devenait moins féroce ; à mesure que le danger s'éloignait de lui, la raison s'en approchait ; il était moins défiant, moins sanguinaire. « Nous ne désespérons pas, écrit le Consul, de voir les affaires reprendre leur cours ordinaire. »

*
* * *

XI. — Dès les premiers mois de 1790 les Français n'espéraient déjà plus l'amélioration de leur sort que de la déposition de Djezzar : « Si elle n'arrive bientôt, disaient-ils, il faudra renoncer et abandonner². » En mai 1790, le Consul Renaudot, adressant à la Chambre du commerce de Marseille un mémoire général sur la situation des affaires dans sa circonscription consulaire, évoquait avec mélancolie le souvenir de la prospérité d'antan, pour l'opposer en un contraste saisissant à la misère présente, dont il faisait retomber sur Djezzar toute la responsabilité.

« Le Département de Syrie et Palestine, disait-il, qui comprend cinq ports fréquentés dans une étendue de 45 à 50 lieues de côte, était autrefois la ressource des caravaniers français et la terre promise des négociants, qui exploitaient le grand commerce qu'on pouvait y faire. Deux ou trois cents bâtiments nationaux y étaient employés annuellement à transporter du port de Baruth les marchandises de l'Inde, venues par la caravane de La Mecque, les étoffes, les fruits et les pâtes de Damas, les soies du Kastrevan dites Baruthines, des cendres et quelques autres productions du pays. Il sortait du port de Seyde le coton qui se file dans les montagnes de l'Anti-Liban et dans celles de la Syrie, les soies que produisaient son territoire et les environs, les toiles de coton qu'on y fabriquait aussi et une infinité d'autres productions, que douze facteurs français, établis dans cette Echelle, y rassemblaient de l'intérieur des terres. Le port de Sour fournissait aux navigateurs français qui le fréquentaient un asile sûr dans la saison orageuse, des provisions de toute espèce, plusieurs chargements de tabac pour l'Egypte, du doura, des cendres pour l'Archipel et pour la chrétienté. Le beau pays de Safed, les belles plaines de la Galilée, connues sous le nom de Zabulon et d'Esdreton, ainsi que celles de la Samarie, faisaient refluer dans le port de Saint-Jean d'Acre des productions précieuses, de quoi charger un nombre prodigieux de bâtiments de toute grandeur. Indépendamment de l'immense quantité de coton ou de laine que produisaient ces vastes plaines, on y trouvait encore un peu de soie, du blé dans la plus grande quantité, de l'orge, du doura ; on chargeait de l'huile à Acre, des galles, des cendres, de la scammonée et d'autres objets moins conséquents, que douze établissements français échangeaient journellement pour les productions de leur pays et de leurs Iles. Il sortait du port de Jaffa du coton filé, connu

1. Renaudot, 16 décembre 1789.

2. Le Consul Renaudot, 10 mars 1790.

sous le nom de filés Jérusalem, des cendres, un peu d'huile et une quantité immense de blé. Six maisons françaises établies à Rames suffisaient à peine à exploiter le commerce de cette Echelle : aujourd'hui, deux facteurs y mourraient de faim, sans les savonneries qu'ils font travailler. Des peuples libres cultivaient les montagnes renommées de ce vaste pays; des peuples riches et nombreux en cultivaient les plaines. Les circulations avec l'intérieur étaient faciles; peu de gêne, peu d'entraves à l'entrée et à la sortie. Tout offrait à l'industrie française des débouchés avantageux et une consommation immense.

« Ce beau et bon pays est maintenant dans l'état le plus déplorable. Les Mutualis, qui en cultivaient une partie, sont presque détruits; les Druses, qui en cultivaient une autre, sont asservis ou repoussés dans des montagnes inaccessibles aux tyrans et ingrates aux soins des cultivateurs. Des hordes d'Arabes-Bédouins, qui cultivaient autrefois les montagnes de la Galilée et une partie de celles de la Judée, ont été exterminées ou obligées de refluer dans les déserts. Les habitants sédentaires ont été emportés par les révolutions, par la misère ou par la tyrannie : ce qu'il en reste peut à peine cultiver le quart de ce beau pays.

« Les dissensions intestines qu'un ministre suscitait entre le Cheikh Daher et ses fils, qui s'étaient partagés une partie de cette province, avaient commencé le malheur des peuples : Djezzar l'achève. Ce tyran, le plus féroce, le plus sanguinaire, le plus insatiable de tous ceux qui désolent les hommes, paraît s'être fait une loi d'avilir, de ruiner, de détruire ceux qui ont le malheur de naître dans son gouvernement et s'est emparé de toutes les fortunes, de toutes les productions. Il a violé tous les droits et réduit les malheureux rayahs à la cruelle nécessité de mendier une poignée de l'incroyable quantité de blé que leur sueur fait naître tous les ans.

« Les commerçants français, témoins de ces révolutions, ont été forcés de subir la loi que des circonstances impérieuses leur imposaient. Ils ont suivi la bonne ou mauvaise fortune des peuples auxquels ils fournissaient des objets de consommation et de qui ils retiraient ceux d'échange, et se sont renfermés dans les limites que la tyrannie mettait à leur activité. Aujourd'hui que la population est diminuée, que ce qui en reste est ruiné et que Djezzar exploite lui-même la majeure partie des productions qui formaient les retraits, le commerce national est réduit à rien.

« Le commerce du Département de Syrie et Palestine fut autrefois une source abondante de richesse pour les Français. Il a produit beaucoup de fortunes. Pour voir renaître la paix, la sûreté et l'abondance, pour voir augmenter la population et l'aisance, il faut que Djezzar n'existe plus. Le successeur d'un tel monstre ne peut être un Djezzar. Celui qui désole ce beau pays et qui a anéanti le commerce des Européens ne se départira jamais des maximes qu'il a adoptées. Il vit pour lui seul, il se considère seul, ne consulte dans toutes les occasions que ses convenances, que son intérêt, et son avarice lui fait adopter tous les moyens qui peuvent le satisfaire. Les violences les plus condamnables ne coûtent rien à son cœur endurci.

« Djezzar dirige la vente de toutes les productions du pays qu'il gouverne. Lui seul les possède, parce qu'il a eu l'infâme adresse de paraître le créancier de tous les rayahs sans en avoir secouru un seul. Les plus viles productions ne lui sont point indifférentes. Son insatiable avidité embrasse tous les objets et c'est par ses mains que doivent passer ceux qui veulent faire quelque entreprise dans tout le département... Il fait naviguer des bâtiments sur la côte pour le cabotage de ses divers ports et les Reis qui les commandent ne sont ni plus modestes, ni moins injustes que leur maître : aussi les navigateurs européens les évitent-ils autant qu'ils peuvent. Il serait impossible d'énumérer les avantages que l'éloignement de ce tyran procurerait à la Syrie et à ceux qui la fréquentent. »

*
* * *

XII. — A Constantinople, l'Ambassadeur mettait tout en œuvre pour l'obtenir. Après avoir reçu de M. de Séran les mémoires des nationaux d'Acre, Choiseul-Gouffier s'était rendu auprès du Reis-Effendi, dont l'amitié lui était gagnée : ce Ministre lui avait proposé de se laisser dicter les commandements qu'il lui plairait, mais ne lui avait pas caché les dangers auxquels le ressentiment de Djezzar exposerait nos nationaux; tous deux avaient donc fait écrire au Pacha par le Kaïmakan une lettre très forte pour l'engager à rendre ses bonnes grâces aux Français. Cette lettre étant restée sans effet, Choiseul-Gouffier avait insisté très vivement auprès de la Porte pour qu'un secrétaire, qui se rendait à Jérusalem, s'instruisit des différends de Djezzar avec la nation et en rendit compte au Ministre : l'Ambassadeur avait écrit lui-même au Pacha une lettre personnelle. Il ne se dissimulait pas l'inefficacité de ces demi-mesures et regrettait les ménagements qu'il fallait observer à l'égard d'un tyran, faute de pouvoir employer contre lui le seul moyen susceptible de succès, la force. « Mais, écrivait-il ¹, si la Porte pouvait rassembler des troupes, elle les enverrait au secours du Grand-Vizir, peut-être prisonnier en ce moment. C'est le prince Potemkin qui l'inquiète avec raison, et nous devons même lui savoir gré de prendre un intérêt aussi vif à nos affaires, lorsque tous ses soins, tous ses moyens sont absorbés par sa défense ². » Ainsi, les usurpations, les abus de pouvoir de Djezzar trouvaient dans la seconde guerre turco-russe le même encouragement, le même concours que la première avait apportés à la rébellion ouverte de Daher et d'Ali-bey: mais cette fois la Porte était résolue à tout pardonner, plutôt que de pousser à bout un Gouverneur qu'elle n'était pas assez forte pour abattre.

C'est en vain que l'Ambassadeur et le Consul avaient sagement calculé leurs démarches de manière à ne pas irriter Djezzar. En septembre 1790, un Capigi-bachi

1. Décembre 1790.

2. « M. de Choiseul me manda l'année dernière que la Porte ne lui avait point dissimulé qu'elle était hors

d'état, dans la circonstance, de réprimer la conduite de Djezzar, qu'elle blâmait beaucoup » (Renaudot, 25 septembre 1790).

TRIPOLIS



MARINA *et* TRIPOLI



Vues de la Ville et de la Marine de Tripoli,

gravures extraites du "Voyage au Levant", etc., de CORNELIE LE BRUN, communiquées par la Chambre de Commerce de Marseille.

vint de Constantinople lui signifier l'ordre de restituer aux Pères de Terre-Sainte 26.000 piastres qu'il leur avait extorquées l'année précédente. Ce n'était pas Choiseul-Gouffier qui avait sollicité l'envoi de ce malencontreux Capigi, mais bien, sans doute, l'Ambassadeur d'Espagne, sur l'instigation des religieux eux-mêmes. Djezzar cependant ne douta pas que ce fût notre Ambassadeur, s'imagina qu'il avait voulu lui donner le change en lui écrivant sur un ton amical, et entra dans un nouvel excès de rage contre les Français. « Ce tyran vient de me faire dire, par un de ses écrivains, écrit Renaudot¹, qu'il me ferait égorger si je ne m'éloignais promptement. » Il déclara que la nation d'Acre n'aurait plus une once de coton, qu'il ne lui frèterait plus un seul de ses bâtiments et défendit de lui vendre des galles sous peine de mort.

Les jours suivants, l'écrivain du Pacha vint à plusieurs reprises demander au Consul « s'il avait réfléchi sur l'objet de son premier message », et l'engager à s'éloigner en toute hâte et en secret. « Je suis venu exprès pour vous exhorter à ne pas passer la semaine à Acre² », lui dit-il. Renaudot assembla alors la nation, lui fit part des injonctions réitérées du Pacha et lui exposa le danger où elle se trouverait, privée de son chef, sans espoir d'être entendue de la Porte, en un mot à la discrétion de Djezzar. Il convenait donc à tous les Français de fuir une Echelle où ils étaient si cruellement traités. La nation d'Acre en décida autrement : « l'appât d'une récolte qui pouvait l'indemniser de tout, l'espoir bien pardonnable d'une réconciliation qui aurait pu faire cesser ses maux, l'ont ébloui sur sa situation et sur les effets de l'implacable caractère de Djezzar³. » En même temps la nation de Seyde, prévenue par une lettre de Renaudot à son vice-consul, Beaussier, délibéra sur le même objet et fut d'avis que les menaces de Djezzar s'adressaient uniquement à la personne du Consul. Sur cette double délibération, Renaudot quitta Saint-Jean d'Acre le 6 octobre 1790, à la pointe du jour, et gagna Jaffa.

Après le départ du Consul, Djezzar fit inventorier ses meubles et ses effets et se fit donner par les nationaux « une déclaration qui constatât, dit Renaudot, son ignorance sur la cause de mon évasion et les précautions par lui prises pour prévenir la dispersion de mon bien. » Cependant, le 17 octobre, Youssef Cardahé, secrétaire intime du Pacha, vint au khan et signifia à tous les Français, de la part de son maître, l'ordre de quitter les Echelles d'Acre et de Seyde à bref délai, sous peine de mort. Consternés et remplis d'effroi, nos nationaux se disposaient à partir après avoir mis les scellés sur leurs maisons et magasins : mais Djezzar, leur fut-il dit, voulait qu'ils fussent vidés. Ils s'empressèrent alors de charger sur quelques vaisseaux la plus grande partie de leurs meubles et de leurs marchandises, et mirent à la voile le 27 octobre pour Jaffa, « où je leur ai ménagé, écrit leur Consul, une petite porte aux immenses productions que la Syrie et la Palestine offrent cette année à leur émulation⁴. »

1. 25 septembre 1790.

3. Même lettre.

2. Renaudot à La Luzerne, Ministre de la Marine,
22 octobre 1790.

4. 1^{er} décembre 1790.

La veille, obéissant au même ordre, les négociants de Seyde avaient quitté leurs établissements — où deux mois avant Renaudot les croyait encore inamovibles et indispensables au Pacha lui-même, — et s'étaient rendus à Tripoli de Syrie. Il n'y avait plus un seul Français dans le gouvernement de Djezzar. « Voilà enfin, écrivait Renaudot, la solution du problème de tyrannie qui exerçait notre courage et notre patience depuis dix-huit mois ¹. »

*
* *

XIII. — Un tel attentat ne constituait pas seulement l'injure la plus grave qu'on pût faire à la nation : il entraînait des pertes matérielles considérables pour les résidents expulsés d'abord, pour le commerce de Marseille ensuite. Il n'y avait pas moins de 47 personnes réfugiées à Tripoli de Syrie, parmi lesquelles le vice-consul et son drogman, 11 régisseurs, 9 commis, 1 médecin, l'agent de la nation à Sour, 4 barataires et protégés, etc.; Jaffa donnait asile à 18 personnes, parmi lesquelles le Consul et son drogman, 3 régisseurs, 4 commis, 4 gens de service, etc. Ces diverses personnes avaient laissé soit à Seyde, soit à Saint-Jean d'Acre des meubles, des marchandises qu'elles n'avaient pu emporter, et surtout des dettes exigibles : le total de leurs « pertes et risques » s'élevait à 684.276 piastres. Renaudot à lui seul se prétendait en perte de 4.010 piastres. Mais si l'on songe aux bénéfices qu'aurait donnés l'exportation des récoltes perdues pour nos résidents depuis tantôt cinq ans, les dommages subis par eux et par les maisons de Marseille paraissent inappréciables. L'écho de cette malencontreuse affaire retentit à Paris jusque dans le conseil du Roi. Le 16 janvier 1791 fut lu, pendant la réunion que, sous le nom constitutionnel de « Conseil d'Etat », les Ministres tenaient sous la présidence de Louis XVI, un rapport rendant compte de la situation des Echelles de Syrie méridionale :

« La Syrie, y était-il dit, est depuis longtemps opprimée par les Pachas qui, destinés à la gouverner, sont devenus des despotes presque entièrement indépendants de la Porte. Cette malheureuse contrée gémissant sous la tyrannie de ces Pachas est encore agitée par des guerres avec les peuples voisins ou des divisions intestines. La dernière guerre contre les Druses, s'étant terminée d'une manière très avantageuse à Djezzar Pacha, a affirmé son autorité et lui a fourni des moyens et des prétextes pour exercer la tyrannie la plus violente et les concussions les plus dures. Les négociants français établis à Acre et à Seyde étaient depuis longtemps dans une situation très pénible et très précaire. Leur commerce était toujours gêné et souvent arrêté par les ordres du Pacha, qui s'était emparé exclusivement de toutes les branches les plus importantes de ce commerce et notamment de celle des cotons. Exposés à des dangers de toute espèce, ils ont craint plus d'une fois d'être forcés d'abandonner leurs

1. Au comte de La Luzerne, 22 octobre 1790.

établissements et de quitter ces Echelles. Leurs craintes viennent enfin de se réaliser et de la manière la plus désastreuse. »

Après un exposé des circonstances dans lesquelles l'expulsion des Français s'était produite, le rapport au Roi concluait ainsi :

« L'acte de violence exercé par Djezzar Pacha ne peut qu'avoir des suites funestes pour le commerce de la France dans le Levant. Les négociants qui ont été forcés de s'enfuir d'Acre et de Seyde éprouvent sans doute des pertes très considérables par la destruction de leurs établissements et l'impossibilité de recouvrer leurs créances sur les gens du pays. Quoiqu'ils aient eu la permission d'enlever leurs effets, ils auront probablement été obligés d'abandonner beaucoup d'objets d'une valeur considérable. Mais, d'ailleurs, il y a tout lieu de craindre que le commerce français dans la Syrie ne soit presque entièrement anéanti par ce fâcheux événement, quand même l'Echelle serait promptement rétablie. Les négociants des autres nations qui sont dans le Levant profiteront probablement de l'expulsion des nôtres pour s'emparer des branches de commerce dont ils s'occupaient et il paraît que les Vénitiens particulièrement y formeront des établissements, qu'on croit que le Pacha est disposé à favoriser. Cet exemple peut même devenir fâcheux pour les établissements de plusieurs autres Echelles et nuire beaucoup à la considération dont les Français ont joui jusqu'à présent dans le Levant. Nos rivaux dans cette branche importante de commerce ne négligeront sans doute rien pour en profiter. Il serait donc bien nécessaire d'obtenir une prompte et éclatante justice de cet acte d'hostilité et de cette infraction aux Capitulations. On ne peut attendre cette justice que de la Porte et on ne peut se dissimuler qu'il sera peut-être bien difficile au Grand-Seigneur, dans les circonstances actuelles, de réduire à l'obéissance et de punir un Pacha aussi puissant que Djezzar et qui est presque ouvertement rebelle. On ne peut cependant proposer actuellement d'autre mesure que celle de charger l'Ambassadeur de France à Constantinople de faire de fortes réclamations et de porter les plaintes les plus vives contre cette violence. »

A la suite de ce rapport fut prise une décision ainsi libellée sur le document lui-même : « Le Roi a décidé qu'il serait écrit à l'Ambassadeur pour le charger de porter les plaintes les plus vives contre les violences exercées par Djezzar Pacha et les accompagner des plus fortes réclamations. »

Le ton du rapport prouve assez que le Ministre qui le présenta à Louis XVI ne se faisait pas beaucoup d'illusions sur l'effet pratique des protestations qu'il proposait, par acquit de conscience, de faire élever auprès de la Porte par l'Ambassadeur à Constantinople. Son scepticisme, très justifié, se fondait sur l'impuissance de la Porte envers Djezzar Pacha. Il aurait pu le fonder aussi sur l'impuissance de la France auprès de la Porte. En 1791, le Roi et le pays au nom de qui l'Ambassadeur porterait la parole étaient, le premier un Souverain aux prisés avec une révolution vue d'un œil méfiant par les Turcs, le second un pays déchiré par des dissensions qui lui faisaient momentanément perdre de son autorité à Constantinople.

Au surplus, l'instruction de protester et de réclamer justice était trop naturelle pour que l'Ambassadeur n'eût pas agi sans l'attendre.

*
* *

XIV. — Saisi de ce grave incident, Choiseul-Gouffier se trouvait partagé entre deux sentiments difficilement conciliables : le désir d'obtenir une entière réparation de l'injure faite à la nation, et celui de faire rentrer le plus tôt possible les négociants dans leurs établissements. Il se mit aussitôt en devoir d'atteindre ce double but ¹, et fit remettre des notes au Grand-Vizir et au Reis-Effendi : elles furent communiquées au Mufti, ce qui lui parut de bon augure, le recours à cette autorité religieuse n'ayant lieu que dans les cas les plus graves. Toutefois, après la prise d'Ismaïl par Souvarof, il ne pouvait être question d'employer la force. L'Ambassadeur crut donc pouvoir se contenter d'un commandement très énergique, laissant à Djezzar un accès à la réconciliation, et accompagné de lettres secrètes pour lui et pour ses officiers. Le Reis-Effendi engagea les négociants français à rentrer dans leurs établissements et, pour que ce retour eût la couleur d'une réparation, Choiseul-Gouffier décida qu'ils y seraient ramenés par un armement royal : M. de Ligondès, commandant la *Minerve*, fut chargé d'exécuter cet ordre.

A Tripoli, où Ligondès se rendit d'abord, les résidents de Seyde refusèrent sans hésitation de retourner dans leur Echelle. A Jaffa ², où il fut le 18 avril, ceux d'Acre se montrèrent plus irrésolus. Ils commencèrent par prendre une délibération identique à celle de leurs collègues de Seyde, puis ils annoncèrent qu'ils consentiraient à se rembarquer si Djezzar se soumettait préalablement aux conditions du commandement ; tout aussitôt ils prièrent Ligondès de dépêcher à Tripoli la corvette *l'Utile*, subordonnant leur décision à une nouvelle délibération de leurs collègues de Seyde. Le 30 avril, la corvette était de retour, rapportant une délibération qui confirmait la première. Les résidents d'Acre se rallièrent alors au même parti et en informèrent M. de Ligondès : les moyens proposés par l'Ambassadeur, objectaient-ils, « étaient conciliatoires et faisaient dépendre leur sûreté des promesses d'un Gouverneur dont la perfidie était trop bien connue de la nation ³. »

Leur point de vue était soutenable et, en tout cas, présenté par eux avec une crânerie bien faite pour y rallier les sympathies : « Nous savons, disaient-ils, que l'on est souvent forcé de plier aux circonstances. Nous répondons à cela que nous avons tous l'honneur d'être Français et par conséquent sensibles à l'honneur. Nous sommes presque tous anciens dans le Levant, entendant la langue du pays ; nous voyons que

1. Choiseul-Gouffier à la Chambre du commerce, décembre 1790.

2. Lettre de M. Renaudot au comte de Fleurieu, 6 mai 1791.

3. Renaudot à la Chambre du commerce, 20 mai 1791.

la conduite de Djezzar à notre égard a fait dans tous les environs et sur tous les esprits la sensation la plus vive. Tous ont les yeux sur nous pour voir l'issue de nos réclamations et des démarches de M. l'Ambassadeur auprès de la Porte. » Ainsi s'exprimait la délibération remise au commandant de la *Minerve* par les négociants de Seyde, réfugiés à Tripoli, et finalement confirmée par ceux d'Acre, réfugiés à Jaffa. Il ne fut possible d'en faire démordre ni les uns, ni les autres.

Ligondès s'éloigna sans accéder au vœu des résidents, qui lui demandaient de laisser un armement pour les protéger, et sans exécuter l'instruction de l'Ambassadeur, qui lui ordonnait de réintégrer au moins les Consuls dans leurs postes respectifs.

Quand Choiseul-Gouffier apprit le refus des négociants d'Acre et de Seyde, il fit, écrit-il lui-même ¹, « la démarche la plus solennelle que puissent admettre les usages de cet Empire. » Il exigea une conférence ministérielle à laquelle furent convoqués le Reis-Effendi, le « Beiliktchi et le Cadilesker de Romélie », ce qui n'avait encore été fait que pour la négociation des traités de paix. Il plaida contre Djezzar, sans reconnaître, dit-il, aucun des « torts réels » des négociants d'Acre et de Seyde, et « piqua l'orgueil ottoman », en montrant le déshonneur qui rejaillirait sur la Porte de l'impunité d'un tyran. Le Reis-Effendi, homme supérieur et très bien préparé sur la question, lui annonça qu'un procès-verbal de la conférence serait mis sous les yeux de Sa Hautesse le Sultan et lui promit une solution favorable aux Français. En effet, Choiseul-Gouffier obtint, au mois de janvier 1792, un commandement suivi d'un Hattichérif, « qui est tout à la fois l'acte le plus énergique de la puissance souveraine et de la puissance religieuse réunies dans la personne du Khalife. » Aucune puissance chrétienne n'avait jamais, selon lui, « obtenu une plus forte réparation et très rarement une pareille ². » Un fonctionnaire de la Porte, Emin-Effendi, fut chargé de notifier au Pacha le Hattichérif et de négocier le retour des Français.

Négocier est un mot qui peut paraître étrange, appliqué aux relations du pouvoir central avec un Gouverneur de province : c'est pourtant celui qui convient. Craignant de pousser Djezzar à une complète rébellion, la Porte avait préféré négocier, plutôt qu'ordonner. « Elle semble, écrivait Choiseul-Gouffier à Renaudot, reconnaître Djezzar pour une nouvelle puissance formée dans le sein de l'Empire et l'assimiler aux Régences de Barbarie, sur lesquelles le Grand-Seigneur ne conserve qu'une faible influence. C'est un négociateur que l'on envoie à Djezzar; c'est un hadgeaghian du Divan Impérial, tel qu'il en aurait été envoyé à une puissance européenne, qui est chargé d'aller traiter avec ce Pacha des conditions auxquelles il voudra bien se rendre aux ordres du Grand-Seigneur et offrir la paix aux Français. » Tout hadgeaghian qu'il fût, le négociateur échoua complètement et fut bien heureux, s'il faut l'en croire, de sauver sa tête, tant furent vives les audiences de Djezzar.

Celui-ci ne voulut pas entendre parler du retour des mêmes Français ni des

1. Choiseul-Gouffier à la Chambre du commerce, juillet 1791.

2. A la Chambre du commerce, janvier 1792.

mêmes Consuls : son dernier mot fut qu'il en accueillerait peut-être d'autres¹. Justement à cette époque, deux négociants français, Daling et Martin, informèrent l'Ambassadeur de leur établissement à Acre et à Seyde, et de l'accueil empressé que Djezzar leur avait fait. « A notre arrivée, lui écrivirent-ils, le Seigneur Djezzar a émis des ordres pour qu'on nous donnât de suite le logement et les magasins nécessaires à notre commerce tant ici qu'à Seyde. Son Altesse nous charge de mander à Votre Excellence qu'Elle verra avec plaisir de nouveaux négociants français s'établir à Acre, Seyde et autres villes de son gouvernement, de même qu'un nouveau Consul à Seyde. » Choiseul-Gouffier n'hésita pas à blâmer formellement ces Français qui s'installaient « sur la débîne de leurs compatriotes » et leur intima l'ordre de se retirer. Mais son autorité n'était désormais pas plus reconnue des sujets du Roi que celle de la Porte ne l'était de Djezzar.

*
* *

XV. — L'exemple de Djezzar encouragea les autres Pachas à satisfaire leur avidité aux dépens des Français. En arrivant à Tripoli de Syrie les résidents de Seyde pouvaient se croire quittes de toute vexation. Dervich-Pacha ne manqua pas cependant de leur faire sentir la grâce qu'il leur faisait « en les souffrant dans cette ville sans permission du Grand-Seigneur². » Il voulut les forcer, eux déjà si infortunés, à lui prêter 20 bourses pour solder les dépenses nécessaires au retour de la caravane de La Mecque : ils refusèrent. Alors³, il avertit le Consul, M. de Laidet, qu'il exigerait cette somme des négociants français de Tripoli, soit 10.000 piastres, dont une moitié en argent comptant et l'autre en drap d'excellente qualité. Si les Français refusaient encore, le Pacha ordonnerait à tous les débiteurs qui devaient les payer en soie de porter chez lui leurs marchandises. Pour les forcer à consentir, il avait fait arrêter et emprisonner un protégé français, Antoun Chaptiny Fermanly, qu'il menaçait de mettre sous le bâton. Laidet réclama le prisonnier, en s'élevant contre une violation aussi audacieuse des Capitulations. Mais l'impunité de Djezzar déjouait d'avance ses démarches. « Voyez, répétait le Musselem au Pacha, voyez l'exemple de Djezzar, qui a commis toutes les violences possibles contre les Français : que lui en est-il arrivé? Rien du tout. » Le Consul dut se contenter d'amener Dervich-Pacha à une transaction : la nation lui paya 5.000 piastres, auxquelles les résidents de Seyde, dont

1. Lettre du comte de Choiseul-Gouffier à Dumouriez, Ministre des Affaires étrangères, juillet 1792. Dans la même lettre, l'Ambassadeur mentionne un singulier motif de la haine de Djezzar contre les Français. « Emin Effendi prétend, dit-il, que Djezzar lui a fait entendre, sous le sceau du plus inviolable secret, que son honneur et sa religion avaient été outragés par une intrigue amoureuse de ces négociants français. Il est bien vrai que Djezzar crut alors avoir à se plaindre de la

fidélité de son harem, puisqu'il fit étrangler huit de ses esclaves. Mais je ne puis croire que des étrangers attirés en Syrie par l'espoir d'y faire de bonnes affaires se soient exposés au péril qu'entraînent chez les Turcs de pareilles légèretés ».

2. Lettre des négociants de Seyde, 29 juin 1791.

3. Juillet 1791. Le Consul Laidet à la Chambre du commerce.

le refus, parfaitement fondé, avait cependant provoqué l'avanie, concoururent pour 3.000 piastres comptant. En méconnaissant les Capitulations vis-à-vis d'un protégé de la France, le Pacha et son Musselem, écrivait le Consul Laidet à l'Ambassadeur, « nous ont annoncé par leurs traits de violence que nous ne devions plus avoir pour loi que leur volonté suprême. »

Ils venaient de donner, presque en même temps, une preuve manifeste de leurs mauvaises dispositions à l'égard des Français. Le pavillon tricolore ayant remplacé le drapeau blanc fleurdelysé comme emblème national, il s'agit de le faire reconnaître par la Porte et arborer solennellement dans chaque Echelle. Malgré les obstacles suscités par l'horreur des Turcs pour toute innovation et les intrigues des Ambassadeurs étrangers, Choiseul-Gouffier obtint un Firman de reconnaissance qui fut expédié dans toutes les Echelles : il en coûta un diamant de 2.500 piastres pour le Reis-Effendi et 450 piastres de bakchich pour quelques officiers subalternes. Chaque Pacha ne laissa pas cependant de se faire payer aussi pour se soumettre au Firman. A Tripoli, par la situation de la maison consulaire, le mât du pavillon se trouvait planté presque verticalement sur la principale porte de la ville. Déjà quelques fanatiques évitaient d'y passer pour que l'emblème d'une nation infidèle ne flottât pas sur la tête des croyants. Quand il s'agit d'arborer le nouveau pavillon, le gouvernement ne manqua pas d'objecter les révoltes qui pourraient en résulter. En l'absence du Pacha et des troupes, « arborer un nouveau pavillon dans lequel les ignorants verraient quelque analogie avec celui des Russes, c'eût été insulter à la détresse de l'Empire et exciter une sédition ¹. » Le Consul n'obtint des puissances du pays qu'au prix de mille piastres que le pavillon tricolore fût salué par les forteresses au moment où il se montra. A Saint-Jean d'Acre, Djezzar en avait fait briser le mât et précipiter l'étoffe dans la poussière.

La Syrie donna, depuis 1790, plus de tracas à Choiseul-Gouffier que toutes les autres provinces de l'Empire Ottoman. La région d'Alexandrette et d'Alep n'avait pas été préservée de cette effervescence qui transformait chaque Pachalik en un foyer d'indépendance et de despotisme. Le Pacha du Paya, Kutchuk-Ali, était entré en rébellion contre la Porte en 1789. Il s'empara, au mois de juin 1790, d'un navire français qui avait mouillé dans la rade du Paya, à quatre lieues d'Alexandrette. Comme il refusait de restituer sa prise, le Consul d'Alep, Saint-Marcel, adressa une réclamation à la Porte, qui envoya deux bombardes, deux caravelles et un gros bateau pour assiéger le Paya par mer, tandis que les Pachas d'Adeno et du Beylam l'investiraient par terre. Pour écarter de lui ce danger, Kutchuk-Ali feignit de vouloir traiter avec le Consul de la restitution des marchandises. Déjà la Porte, renonçant à son énergique résolution, lui faisait offrir son pardon s'il remboursait les Français : mais Kutchuk-Ali, éludant toute offre sérieuse du Consul, vendait pendant ce temps toutes

1. Laidet, juin 1791.

les marchandises aux habitants de son Pachalik. Le gouverneur d'Adeno, Battat-Pacha, chargé d'entamer enfin les hostilités contre lui, s'empara alors du Paya : mais Kutchuk-Ali se réfugia dans les montagnes.

Les Français n'avaient, pour la restitution des effets volés, plus d'espoir que dans la Porte. « Si nous n'avons un exemple de justice authentique, écrivait Saint-Marcel, notre position dans le Levant, qui n'est déjà que trop précaire et trop humiliante, recevra le dernier échec ¹ ». Choiseul-Gouffier essaya de faire prévaloir le principe posé par la nation d'Alep : que la Porte était responsable des déprédations commises par ses agents. Mais, bien loin d'être un officier de la Porte, Kutchuk-Ali était un brigand avéré, un ennemi du Grand-Seigneur, plusieurs fois attaqué par des armées de 12.000 à 15.000 hommes. La Porte, répondit le Reis-Effendi, Reschid-Pacha, ne peut être rendue responsable des délits commis par ses ennemis ². L'Ambassadeur se borna donc à demander par un mémoire que la Porte prît des mesures énergiques pour contraindre Kutchuk-Ali à la restitution de 178.820 piastres. Il obtint un commandement qui ordonnait aux acquéreurs des effets déprédés de les rendre soit en nature, soit en argent. Mais Battat-Pacha d'Adeno, à qui l'exécution en avait été confiée, ne la fit pas exécuter. Saint-Marcel rentra en pourparlers directs avec Kutchuk-Ali, mais apporta dans ces négociations un scepticisme que Choiseul-Gouffier lui reprochait. L'Ambassadeur lui envoya encore à plusieurs reprises des commandements du Sultan à ses turbulents sujets : ces actes impériaux restèrent sans aucun effet. Au mois de mai 1792, date de la dernière lettre de Saint-Marcel à Marseille, les Français n'avaient pas encore obtenu une satisfaction jugée indispensable pour leur situation dans cette partie du Levant.

Moins éprouvés que dans les Echelles du Sud, ils ne sont cependant pas en brillante posture dans celles du Nord.

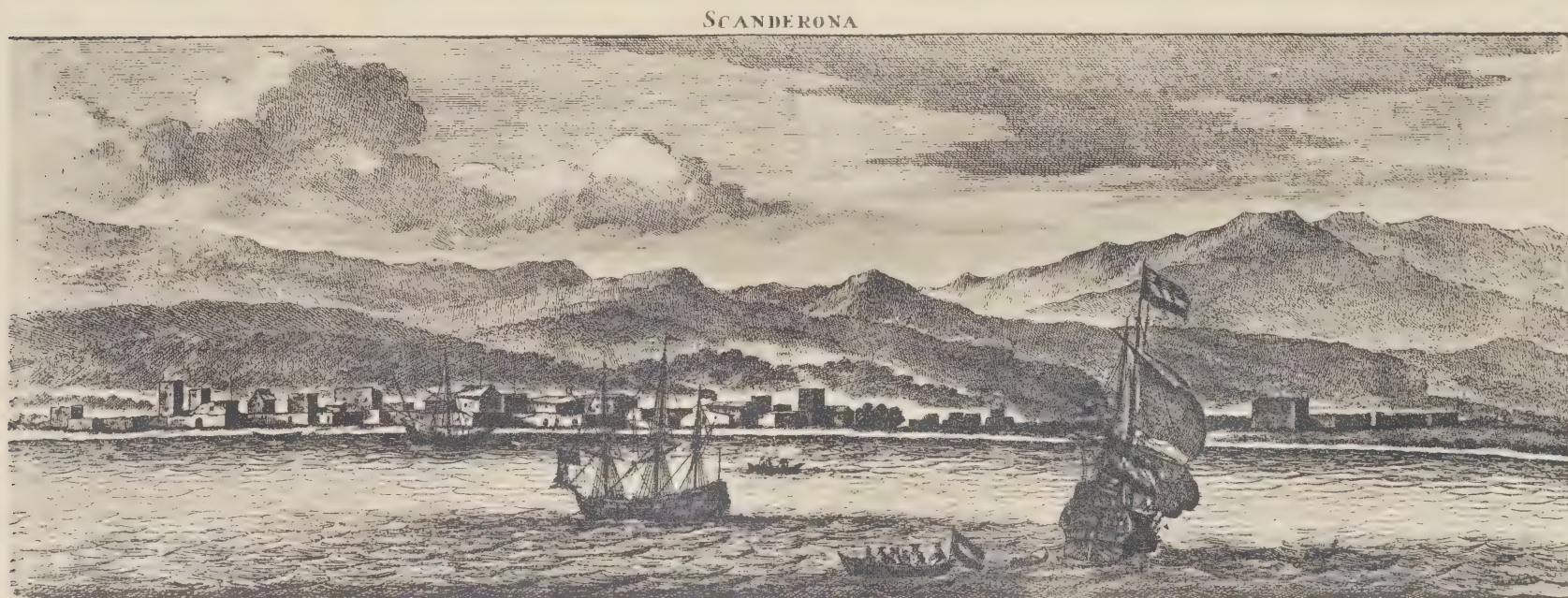
1. 16 août 1790.

2. Choiseul-Gouffier à la Chambre, 1790.



Vue d'Alep,

d'après une gravure du "Voyage au Levant", etc., de CORNEILLE LE BRUN, communiquée par la Chambre de Commerce de Marseille.



Vue d'Alexandrette,

d'après une gravure du "Voyage au Levant", etc., de CORNEILLE LE BRUN, communiquée par la Chambre de Commerce de Marseille.

CHAPITRE VI

LA RÉVOLUTION DANS LES ÉCHELLES DE SYRIE ET DE PALESTINE

I. — Dans la crise la plus terrible qu'elles eussent jamais traversée, les nations de Seyde et d'Acre s'étaient trouvées plus faibles, plus dénuées de ressources qu'à aucune époque de leur histoire. La Porte, aux prises avec les Austro-Russes, était désarmée contre Djezzar. La France, en pleine révolution, s'effaçait devant l'Europe et perdait son prestige en Orient : elle était devenue pour la Turquie une alliée nominale, qu'il n'y avait plus besoin de ménager. « Si nous ne sommes pas médiateurs de cette paix, écrivait Choiseul-Gouffier au sujet de la paix de Jassy (1792), c'en est fait pour un demi-siècle de notre considération à Constantinople et dans l'Europe entière. » M. de Montmorin, Ministre des Affaires Etrangères, convenait, en lui répondant, de l'effacement temporaire de la France : « Les circonstances ne nous laissent pas les maîtres de jouer le rôle qui conviendrait à une puissance telle que la France; nous sommes entraînés par notre situation intérieure¹. » Mais ce qui avait aussi encouragé l'arrogance et secondé les violences de Djezzar, c'étaient l'indiscipline, les discordes intestines des nations d'Acre et de Seyde.

Le contre-coup de la Révolution française s'était promptement fait sentir dans les Echelles de Syrie et de Palestine. A partir de 1789, il apparut clairement à tous que le régime intérieur des Echelles du Levant était condamné et que son abolition était une question de jours. L'Assemblée nationale avait proclamé des principes absolument opposés à ceux sur lesquels ce régime reposait. Dans sa délibération du 12 juin 1790 la Chambre du commerce avait décidé de poser aux résidents des Echelles un certain nombre de questions au sujet des réformes projetées. On conçoit combien cette enquête, cet appel aux opinions, aux sentiments personnels de chacun, dut favoriser l'éclosion de l'esprit d'indépendance dans les Echelles. D'autant plus qu'il n'y avait pour le moment qu'une réforme qui parût certaine et imminente : l'abolition des Consuls. En évitant de les consulter sur la réforme des Echelles, la Chambre semblait indiquer l'intention de les supprimer. Se sentant menacés, ils ne se firent pas défaut d'envoyer eux aussi des mémoires à Marseille, et ce fut alors

1. L. Pingaud, *Choiseul-Gouffier ; la France en Orient sous Louis XVI*.

un véritable procès qui s'ouvrit devant la Chambre et l'Assemblée entre les nationaux et leurs Consuls.

Les résidents des Echelles de Syrie réclament, d'un avis unanime, la suppression des Consuls. « La nation est, disent-ils, la seule utile au pays et la seule considérée¹ »; les indigènes, qui ne se sont jamais opposés à la retraite d'un Consul, sont beaucoup plus intéressés à la présence des résidents, et c'est seulement la crainte inspirée par Djezzar qui les a empêchés de se révolter, quand il a expulsé les Français. N'est-ce pas entre les consulats de M. de Taulès et de M. Arasy que la nation de Seyde a vécu en paix avec Djezzar, et n'est-ce pas « au retour des Consuls que l'on peut fixer la date de l'avilissement où elle est tombée depuis? » Faiblesses envers le Pacha, faux rapports à l'Ambassadeur et à la Cour : telle est en deux mots leur conduite. Dirigée par ses députés, la nation serait-elle dans la situation où elle est? « Eclairée sur ses véritables intérêts, elle les aurait discutés avec courage. Connaissant ses droits, elle les aurait soutenus avec fermeté. Craignant peu des fureurs imaginaires, elle les aurait méprisées. Mais si le Pacha avait empiété sur le moindre de ses droits, elle aurait au moins fait connaître son état et demandé des prompts secours. » Les négociants concluent par une proposition formelle de laisser la nation se gouverner elle-même, sans autre chef que ses députés. Sans formuler de proposition aussi nette, un capitaine marchand, qui adresse lui aussi un mémoire à la Chambre², se plaint de l'incompétence des Consuls, nés la plupart dans l'intérieur du Royaume, ayant passé leur jeunesse dans l'état militaire et ne connaissant quelquefois de la France que la capitale, rien de l'étranger en général et du Levant en particulier. « Du choix que le Ministre fait des sujets qui doivent occuper les postes consulaires procède le désordre qu'éprouve le commerce ainsi que les obstacles qui s'élèvent à son extension. Le mépris qu'ils ont pour un état contre lequel il existe en France des préjugés parmi les militaires ou la noblesse, fait qu'ils regardent tous leur correspondance politique comme leur principal devoir. »

*
* * *

II. — A la première nouvelle que l'Assemblée allait supprimer les Consuls, beaucoup de commerçants qui connaissaient la Turquie lui firent parvenir pourtant leurs protestations. Plusieurs mémoires signés de négociants de Marseille et portant la date de 1790 s'attachent à prouver que les Consuls ne sont pas onéreux au commerce en proportion de leur utilité, qu'ils sont absolument nécessaires, qu'il est essentiel de ne pas leur enlever l'autorité que leur confient les Ordonnances, etc. L'Ambassadeur protesta un des premiers contre ce projet dangereux³. « Je ne doute

1. Mémoire des négociants de Seyde du 10 décembre 1790, Tripoli de Syrie.

2. « Observations d'un Capitaine marchand qui

depuis treize ans navigue dans les mers du Levant ».

3. A la Chambre du Commerce, le 25 novembre 1790.

point, Messieurs, que vous n'ayez promptement reconnu l'impossibilité de supprimer les magistrats chargés tout à la fois de faire exécuter les utiles règlements qui dirigent notre commerce et de réclamer les privilèges qui nous sont assurés par nos traités avec la Porte. » Il était convaincu qu'un député ne pourrait suffire à la gestion de ses affaires et aux soins multiples qui absorbaient seuls l'homme le plus actif. Mais il appelait particulièrement l'attention de la Chambre sur « la réciprocité des engagements contractés avec la Porte sous le nom de Capitulations ». L'abdication faite par le Grand-Seigneur de son droit de souveraineté était subordonnée à la promesse faite par le Roi d'entretenir en Turquie un Ambassadeur et des Consuls pour maintenir les Français dans les limites de leurs devoirs. Toute innovation en cette matière autoriserait la Porte à reprendre l'exercice de son droit de souveraineté territoriale, au plus grand détriment des Français. Quant aux fautes plus ou moins réelles des Consuls, Choiseul-Gouffier voyait dans une subordination plus étroite envers l'Ambassadeur le moyen d'en éviter le retour.

On serait étonné que les principaux intéressés, c'est-à-dire les Consuls eux-mêmes, n'eussent pas fait entendre leur voix dans ce débat. « Demander à la majeure partie des jeunes négociants du Levant, objectent-ils ¹, s'il convient qu'il y ait un Consul dans les Echelles et des lois qui les contiennent, c'est demander aux prisonniers s'ils veulent des chaînes et des bourreaux, car ils regardent comme des chaînes les lois que la sagesse a dictées et comme des bourreaux ceux qui sont destinés à les mettre en activité ». Pourquoi des militaires ne rempliraient-ils pas aussi bien que d'autres les fonctions de Consul? Leur grade au contraire ajoute à la considération des Musulmans pour eux. « L'on n'a pas ouï dire qu'il y ait eu des nationaux sabrés ni réduits à l'obéissance passive des soldats. » Il n'est pas moins faux que les places de Consuls soient accordées à l'intrigue et à la faveur. « Quoique la liberté soit établie en France, la justice et la politesse n'en sont point bannies : on a cependant répandu sur une classe d'hommes honorables et honorablement employés une espèce de marque de réprobation. » Telles sont quelques-unes des répliques d'un Consul en Syrie aux attaques dirigées contre sa corporation.

Le débat ouvert par le questionnaire de 1790 n'est pas, en vérité, toujours aussi personnel. L'opinion des résidents sur les autres réformes proposées montre que, malgré leurs protestations libérales, leurs réponses ne sont jamais dictées que par l'intérêt particulier. S'agit-il d'abroger les règlements pour la vente et l'achat des produits? Ils sont partisans de la liberté commerciale. S'agit-il de permettre aux capitaines d'écouler dans les Echelles leurs pacotilles? de rendre aux étrangers la faculté de charger sur bâtiments français? d'autoriser quiconque en aura le désir à passer dans les Echelles? Ils reviennent à la prohibition et à la réglementation. Plus conséquents avec eux-mêmes, les Consuls demandent le maintien intégral de l'ancien

1. Observations sur le régime actuel du Levant d'après ce qui a été proposé au commerce de Marseille pour son amélioration. Renaudot, 1^{er} juin 1791.

ordre de choses et estiment qu'avec quelques retouches l'Ordonnance de 1781 pourrait rester le code des Echelles du Levant.

*
* *

III. — C'est dans ces circonstances que les persécutions de Djezzar étaient venues offrir au Consul, à l'Ambassadeur et aux nations de Seyde et d'Acre une occasion de s'accuser mutuellement. Le différend éclata d'abord entre Renaudot et les résidents de son consulat. Ceux-ci envoient leur protestation à Choiseul-Gouffier le 24 février 1791. L'origine et le fond de leur dissentiment avec leur Consul est le reproche, adressé par lui aux nationaux de Seyde, d'avoir abandonné précipitamment leurs établissements en apprenant l'expulsion de leurs compatriotes d'Acre. Rester à Seyde quand ces derniers étaient chassés d'Acre eût été, répondent-ils, non seulement très impolitique, mais « très impatriotique et très déshonorant. » Mais les griefs qu'ils invoquent contre leur Consul remontent beaucoup plus loin : il aurait prétendu faire de Djezzar tout ce qu'il voulait alors que les Français gémissaient déjà sous la tyrannie du Pacha ; il se serait vanté de son ascendant sur l'esprit du tyran, alors que lui-même n'en éprouvait qu'humiliations ; il aurait induit le Ministre en erreur au point qu'ils avaient failli voir une frégate porter à Djezzar les témoignages de satisfaction du Roi. « Nous ne saurions, Monseigneur, écrivent-ils à l'Ambassadeur, nous désabuser à l'égard de M. Renaudot, puisque nous ne sommes jamais abusés sur son compte. » La discorde entre eux et lui est devenue telle, que tout ménagement de forme ou de fond leur paraît désormais superflu : « Nous sommes bien aises, disent-ils, que M. Renaudot soit informé des plaintes que nous avons portées contre lui... Nous nous sommes plaints, non des atteintes portées par lui aux droits inaliénables des particuliers, mais de l'infamie dont il a voulu couvrir le corps de la nation, des torts réels qu'il lui a faits, de ceux qu'il lui a injustement imputés, de la tyrannie qu'il a exercée contre elle. »

Choiseul-Gouffier, qui avait combiné le retour des négociants français dans leurs Echelles sur la *Minerve*, ne pouvait que blâmer leur refus de s'y prêter. Il trouvait aussi, comme Renaudot, que les résidents de Seyde s'étaient trop hâtés de quitter leurs établissements : c'en était assez pour s'attirer leurs attaques. Ils lui adressèrent, le 21 mai 1791, une protestation pleine de récriminations irritées et parfois insolentes ¹. Ils repoussent toute distinction entre Français d'Acre et Français de Seyde, et se solidarisent étroitement entre eux « Il n'y a ni Acre, ni Seyde²,

1. Cette phrase du début en donne le ton : « La perspicacité et le talent de beaucoup dire en peu de mots ne sont donnés qu'à vous, Monseigneur ». Le mémoire des négociants à l'Ambassadeur se termine par ce remerciement ironique : « Daignez, Monseigneur, agréer nos remerciements les plus sincères pour les dispositions

doublément avantageuses que vous avez bien voulu prendre pour nous faire transporter plus commodément et plus honorablement dans nos maisons, en accompagnant la frégate *Minerve* de la gabarre l'*Utile*. »

2. 21 mai 1791.



Kurdes

Types de KURDES,

d'après une gravure extraite de l'ouvrage « Mœurs, usages, costumes des Othomans », par A.-L. CASTELLAN.

mais un département dont nous avons été tous chassés. Ou bien nous dirons : nous sommes tous d'Acre, tous de Seyde; nous avons tous maisons à Acre, maisons à Seyde, commis à Acre, commis à Seyde, censaux à Acre, censaux à Seyde, marchandises à Acre, marchandises à Seyde. » Leur dernier mot est qu'ils ne retourneront dans leurs établissements que lorsqu'il y aura sécurité pour les personnes, sûreté pour les propriétés et exécution des traités.

Le débat s'envenimant entre les nations et leurs chefs, les parties en appelèrent réciproquement à la Chambre et au Ministre. Chapitrée par les négociants, la Chambre réclama du Ministre, le comte de Fleurieu, le rappel immédiat de Renaudot pour se justifier des plaintes portées contre lui : Fleurieu n'y consentit pas, craignant, disait-il, que ce rappel ne parût à la Porte un aveu des torts du Consul envers Djezzar. Quant à Choiseul-Gouffier, il trouvait un défenseur dans la personne du successeur de Fleurieu, l'Amiral Thévenard, qui, à propos des démarches de l'Ambassadeur pour obtenir satisfaction contre Djezzar et Kutchuk-Ali, écrivait à la Chambre : « Je me plais à penser que le commerce de Marseille rendra aux efforts de M. de Choiseul-Gouffier toute la justice qu'ils méritent. » Mais le commerce de Marseille était plutôt enclin à prêter l'oreille aux doléances des résidents expulsés de leurs Echelles. Le 9 juin 1791, les négociants demandèrent à la Chambre de former un comité pour trancher leur différend avec le Consul et l'Ambassadeur et lui envoyèrent les 26 principales pièces de l'affaire. Les « majeurs » des maisons de Marseille prirent parti pour leurs régisseurs, dont ils justifièrent la conduite dans une lettre à l'Amiral Thévenard, du 12 septembre 1791.¹ Mais ce Ministre, fort peu satisfait que les Marseillais eussent adopté l'opinion des résidents de Syrie, leur répondit en exprimant sa confiance dans le dévouement de Choiseul-Gouffier et sa conviction « que la négociation ne pouvait être en de meilleures mains² »

Deux ans auparavant, l'affaire en fût restée là : mais il existait depuis peu une autorité supérieure à celle des Ministres eux-mêmes. C'était celle de l'Assemblée Nationale. En 1791, M. Croze-Magnan, député extraordinaire des négociants de Marseille à Paris, présenta à la Constituante un mémoire, également signé par Regnaud de Saint-Jean d'Angély, qui s'intitule : « défenseur officieux ». L'ensemble de leur argumentation, présentée dans des termes véhéments, tend à prouver que, « les négociants d'Acre et de Seyde ayant été chassés sans raison par Djezzar, l'Ambassadeur de France ne les a pas défendus comme il le devait, a mis une autre maison de commerce, protégée par lui, en possession de leurs affaires, de leurs établissements, de leurs maisons, a appris sans s'en plaindre que le pavillon national avait été abattu, traîné dans la boue, tandis que la Porte en tout autre temps l'eût purifié

1. Selon eux, les régisseurs ont refusé « d'aller se livrer sans aucune satisfaction préalable, sans réparation provisoire, sans aucune sûreté pour leurs personnes, pour leurs biens, au pouvoir d'un tyran cruel, dont les prévenances auraient pu cacher les plus noirs desseins ».

2. Octobre 1791. L'Amiral Thévenard estimait d'ailleurs que les négociants expulsés avaient eu tort « de ne pas profiter de la médiation du commandant de Ligon-dès et de tous les moyens accessoires que M. de Choiseul-Gouffier avait ménagés à cet officier ».

par le sang du Pacha qui en aurait souffert la profanation.» Suit un réquisitoire passionné contre la conduite tenue par Choiseul-Gouffier dans l'affaire de Djeddar et une défense indignée des résidents de Seyde. La seule base d'accusation qui mérite à la rigueur d'être prise en considération est l'infériorité des satisfactions obtenues par l'Ambassadeur sur celles que réclamaient de lui les marchands. Pourquoi, quand le Consul, la nation, le Ministre lui prescrivaient d'obtenir la destitution de Djeddar, n'a-t-il envoyé que des commandements? Toutes les excuses invoquées par Choiseul-Gouffier pour expliquer l'impossibilité de la destitution, les auteurs du mémoire les rejettent de parti pris. Aux raisons qu'il a fait valoir, ils en substituent une autre, qui constitue une accusation nouvelle et des plus téméraires contre l'Ambassadeur : d'accord avec Djeddar, il aurait résolu de faire expulser d'Acre et de Seyde les Français qui en exploitaient le commerce. pour y installer à leur place des négociants dans les affaires desquels il était intéressé. De là l'insuffisance d'une réparation volontairement inacceptable. Ses sollicitations, ses conférences avec les Ministres ottomans : zèle simulé; la mission de M. de Ligondès : guet-apens, qui mit la nation dans l'alternative de s'humilier ou d'encourir le soupçon de peur. Les avocats des résidents n'hésitèrent donc pas à accuser Choiseul-Gouffier de corruption et de complicité avec Djeddar.

* * *

IV. — C'est la Révolution qui avait donné l'essor à ces passions, provoqué l'explosion de ces haines et de ces rancunes. Elle avait désagrégé, de la base au sommet, la forte constitution des Echelles, discrédité les hommes et les institutions. Elle avait importé dans le Levant cet esprit de suspicion et de dénonciation qui était, à la même époque, une des plaies de la France. Ici, la délimitation est des plus simples entre suspects et dénonciateurs : les suspects sont les fonctionnaires qui ont autrefois appliqué les règlements aux « hommes libres », aujourd'hui leurs dénonciateurs ; ce sont les Consuls et l'Ambassadeur. Dès le commencement de la Révolution, chaque Echelle offre l'image la plus fidèle d'une ville de France au même moment, avec ses citoyens insurgés contre leurs chefs et leurs institutions, avec ses tribuns, ses assemblées tumultueuses, ses délateurs, ses proscrits. Au bruit que font les résidents, on ne se douterait pas qu'ils sont une vingtaine et souvent moins. Ils ont pris jusqu'au langage des révolutionnaires de la métropole, jusqu'à leurs déclamations mêlées de souvenirs classiques. Le premier député d'Acre, un certain Faurrate, fait précéder son nom du prénom de Marc-Antoine; il a « embrassé le civisme » avec une véhémence qui surprendra, dit Renaudot, « ceux qui pensent que l'intention de l'Assemblée Nationale n'est pas de laisser les sujets du Roi s'insurger contre toute autorité légitime¹. » C'est pour prévenir les plaintes de leurs Consuls et les remontrances qu'ils pouvaient leur

1. 11 août 1790.

attirer, que les résidents prennent le parti de les dénoncer les premiers. En effet, depuis 1790, ce ne sont que mémoires, libelles diffamatoires, protestations adressées aux Ministres, à la Chambre du commerce et à l'Assemblée : un grief insignifiant sert de texte aux plus vives calomnies. Des extraits de la correspondance consulaire s'insinuent, — on ne sait par l'indiscrétion de qui — parmi les nationaux; « vous seriez souvent privés de renseignements importants, fait observer Renaudot à la Chambre, si ceux qui doivent vous les donner ne pouvaient compter sur le secret¹. »

Les Consuls s'aperçurent bientôt que leurs lamentations sur leur autorité méconnue ne répondaient plus aux idées du jour et changèrent à leur tour de langage. Leur volte-face est si subite, si complète, qu'elle fait plus d'honneur à leur instinct de conservation qu'à leur sincérité. Tel Consul qui écrivait, quelques mois auparavant, à « Mgr le Comte de La Luzerne » et se disait son « très humble et très obéissant serviteur », envoie maintenant au « Citoyen ministre » des protestations de civisme, rédigées dans le plus pur style jacobin. Le Consul d'Alep, le ci-devant Saint-Marcel², annonce à la Chambre que la nation a voulu « manifester son zèle et son patriotisme pour la nouvelle constitution qui l'a régénérée... et célébrer la conquête de cette liberté civile, de l'immortelle Déclaration des droits de l'homme et du citoyen qui la consacre. » Toutefois, c'est par une messe et par un *Te Deum*, mode bien archaïque et bien désuet, qu'il a eu l'idée de fêter ce jour : mais le refus des Pères de Terre-Sainte et des missionnaires français d'y assister lui a montré son erreur. La lettre des religieux lui parut « si séditieuse, si insolente, si diffamatoire », qu'il n'aurait pas cru dépasser ses droits en expulsant des moines « dont les devoirs actuels s'étendent à prêcher contre notre religion et notre constitution. » Voilà donc la discorde religieuse introduite dans les Echelles. Pour faire cesser les avanies que leur prosélytisme attirait à la nation, un Consul autrefois eût conseillé la prudence aux missionnaires : voici le remède radical que propose Saint-Marcel. « Il est temps aujourd'hui d'ouvrir les yeux sur les inconvénients fâcheux de cette protection accordée à des moines étrangers, nos premiers détracteurs. Réservons désormais notre surveillance politique et administrative aux objets commerciaux qui nous attirent en Levant et aux personnes qui les dirigent. Voilà la sage politique que nous devons suivre. » C'est une proposition formelle de renoncer à notre protectorat catholique : aucun gouvernement n'a osé l'accueillir. Mais Saint-Marcel ne s'en tient pas là : il entend que l'accès des Echelles soit interdit aux religieux français et voici le jugement qu'il porte sur cette fraction de ses compatriotes : « Peut-on laisser résider en cette Echelle des missionnaires français qui, plus factieux, plus coupables encore parce qu'ils calomnient leur propre patrie, n'inspirent au public que le mépris pour nos lois constitutives, ne cherchent qu'à intriguer contre les membres de la nation..., ne fomentent que la désunion, le scandale et l'opprobre. » Il est probable que cette expérience guérit Saint-Marcel du

1. Jaffa, 1791, Renaudot.

2. 20 juillet 1791.

malencontreux désir de faire célébrer par des messes les nombreuses constitutions que la France se donna dans la suite.

Renaudot¹ salua l'avènement de la République par une magnifique harangue : ici, le contraste est si marqué qu'il semble que ce n'est plus le même homme qui écrit. « Citoyens, dit-il aux Français résidant alors à Jaffa, je vous ai réunis pour vous apprendre que notre illustre nation vient de secouer le joug tyrannique que des Rois lui imposaient depuis une longue suite de siècles et de briser des fers devenus insupportables. » Après avoir appelé la juste admiration de ses auditeurs sur « les courageux citoyens dont la valeur recule les bornes de l'empire jusque dans les foyers des tyrans qui menaçaient de l'envahir », il s'écrie : « Je m'arrête ici, Citoyens, pour faire en votre présence le serment d'être fidèle à la nation, de maintenir de tout mon pouvoir la liberté et l'égalité ou de mourir à mon poste. » Quelle différence entre le ton de ce dithyrambe et celui des mémoires justificatifs qu'il envoyait, moins de deux ans avant, au Ministre de la Marine et à la Chambre du commerce!

Mais c'est aussi le ton des lettres du Consul de Tripoli, le ci-devant chevalier de Laidet. Son style laisse voir des scrupules candides : s'il écrit le mot souverain, il met entre parenthèses (le peuple); s'il parle de ce qu'il a de plus cher, il ajoute entre parenthèses (la liberté). Au lieu d'entretenir ses correspondants, — les officiers municipaux et administrateurs du Bureau provisoire du commerce à Marseille, — de ce qui se passe dans son consulat, il leur parle des événements d'Europe, qu'ils ont connus avant lui : la conquête de la Savoie, de Nice, d'Avignon, la prise de Toulon défilent dans ses lettres. Il leur affirme que « tous leurs frères résidents dans ce consulat sont de bons et vrais républicains pleins de civisme », ce qui leur est assurément moins sensible que de les savoir bons commerçants. Son Echelle, dit-il, n'a jamais été « infestée d'émigration. » Mais ce n'est pas assez que tous les Français soient pénétrés d'admiration et d'amour pour la République, sentiments dans lesquels leur Consul a le devoir de les encourager : il faut que les indigènes le soient aussi. Et Laidet fait des Turcs une peinture dont la fausseté saute aux yeux de ceux qui connaissent cette nation indifférente et méprisante pour tout ce qui lui est étranger. « Les Turcs de ces contrées prennent singulièrement part à la nouvelle des conquêtes de nos braves sans-culottes, dont je leur fais part à chaque réception du bulletin... Nos conquêtes sont si fréquentes et si surprenantes qu'ils ont feint de douter quelquefois de leur véracité.. Mais leur doute disparaît dès que je le leur jure sur l'arbre de la liberté qui est planté au milieu de l'endroit où je les reçois; tellement ils sont persuadés qu'un républicain français n'oserait mentir en prenant à témoin ce qu'il a de plus cher (la liberté). » Selon les tendances, le zèle républicain des Consuls s'exprime en menaces terribles contre les ennemis de la liberté ou se traduit par un optimisme naïf.

Leur enthousiasme ne comporte plus qu'une restriction : la République les paye

1. 10 février 1793.

en assignats et la perte que ce papier-monnaie subit au change les réduit à la dernière misère. Aux plaintes qu'ils risquent timidement, le Bureau du commerce répond que, « ne partageant pas les dangers de leur patrie, ils doivent au moins se soumettre à quelques sacrifices¹. » Ce n'est pas, leur fait-il observer, dans des moments de péril que des fonctionnaires publics doivent se plaindre. Mais, tout en se montrant disposés à un sacrifice, les officiers des consulats réclament au moins de quoi vivre : l'Ambassadeur de la République, le citoyen Marie Descorches lui-même², ne peut taire les désertions qui se sont produites, par suite de la misère, dans le corps des drogmans et des chanceliers.

*
* *

V. — Depuis un an, en effet, Choiseul-Gouffier ne représentait plus la France à Constantinople. Devenu l'objet des mêmes dénonciations que ses subordonnés, spécialement pris à parti dans l'affaire de Djezzar, « il avait refusé de plier le dos sous l'orage. » Cet ami de Talleyrand ne connaissait pas comme lui l'art de faire bon visage à tous les régimes. La Révolution avait produit à Constantinople les mêmes effets qu'en Syrie, et complété la désorganisation de chaque Echelle par celle de leur métropole orientale. Choiseul-Gouffier, qui se faisait gloire d'avoir « montré hautement l'amour de la liberté dans un temps où il y avait quelque mérite à manifester de pareils sentiments³ », n'était pas hostile aux réformes opérées par la Constituante : il prêta serment à la Constitution de 1791. Mais ce qu'il ne pouvait voir sans indignation, c'est le désordre général, l'indiscipline, la discorde introduite dans les Echelles par la Révolution. Il se plaignait que le Ministre, personnage éphémère et de plus en plus effacé, le laissât sans instructions : Dumouriez lui-même « élude l'obligation de diriger ses démarches⁴. » Lorsque la Chambre lui renvoie une masse d'observations, de projets, de plaintes, il relève avec aigreur « les articles qui tendent à le faire soupçonner de quelques négligences ou même de torts plus graves⁵. » Ces calomnies lui sont moins sensibles pour les dangers dont elles le menacent que pour l'insubordination dont elles sont l'indice. Il a beau écrire que, depuis dix-huit mois, « il faut bien tout permettre, puisqu'on ne peut rien empêcher », il ne peut se résigner aux progrès de l'indiscipline parmi les résidents, au discrédit qui en rejaillit sur la nation entière, à la perte de notre situation privilégiée en Orient. C'est la ruine du commerce français en Levant et la substitution des nations étrangères à la nôtre qu'il entrevoit avant la fin de cette agitation. Il convient, avec ses détracteurs, que l'intérêt de la navigation est en danger : personne n'est plus convaincu que lui de cette triste vérité, mais c'est eux qu'il en rend responsables, et non des administrateurs qui, réduits à une impuis-

1. 10 juin 1793.

2. 6 août 1793.

3. A la Chambre du Commerce, 1791.

4. « Je demande depuis longtemps à M. Dumouriez

des instructions claires et détaillées sur cette importante négociation (celle de Djezzar), mais je n'en reçois aucune réponse. » (A la Chambre, juillet 1792).

5. 25 juin 1791.

sance absolue, ne sont plus maîtres de prévenir les calamités dont les Français sont menacés : « ... Oui, sans doute, notre navigation perdra bientôt l'utile supériorité dont elle jouissait dans ces mers : mais il en faut accuser l'insurrection générale des équipages... Le pavillon français perdra la confiance qu'il avait si justement acquise, parce que les marchands du pays ne voudront pas livrer leurs propriétés à des marins inconnus ou même décriés, dont aucune autorité supérieure ne leur répond aujourd'hui, parce que, dernièrement encore, un capitaine, que le douanier menaçait de me porter plainte contre lui, répondait publiquement sur le port : nous ne connaissons plus d'Ambassadeur, nous n'avons plus de Roi¹. »

Les premiers parmi les Français à donner en Orient l'exemple de la mauvaise conduite ont été, en effet, les équipages des navires de guerre et de commerce. Ils ont ouvertement défié l'autorité de leurs officiers et répudié toute discipline dès 1791, à une époque où les résidents des Echelles, la plupart encore attachés à leurs devoirs et appliqués aux soins de leurs affaires, trouvaient fort désagréable que les frasques, escapades, désertions ou mutineries des marins leur attirassent des avanies. « Comment, disait Choiseul-Gouffier, les capitaines marchands pourraient-ils contenir leurs matelots, lorsque nous avons vu ceux de l'*Alceste* mettre leurs officiers aux arrêts et déférer à un cuisinier le commandement de cette frégate, armée pour le maintien du bon ordre ? » Des équipages, l'indiscipline avait gagné les capitaines, qui, désobéis par leurs hommes, s'insurgèrent à leur tour contre la juridiction de l'Ambassadeur et des Consuls. Choiseul-Gouffier en cite un qui, après avoir accumulé pendant trois ans délit sur délit, avoir volé la cargaison qui lui était confiée et avoir été condamné par le tribunal, s'est rendu en Provence, « d'où il menace de la fatale lanterne l'Ambassadeur et les Consuls qui ont osé le gêner dans le cours de ses exploits. » D'autres prétendent obliger les négociants des Echelles à porter la cocarde nationale ; d'autres préparent à Constantinople « une fête prétendue civique, dans laquelle, oubliant totalement qu'ils sont en Turquie et non pas en France, ils projettent de donner un grand repas et de tirer le canon, malgré les défenses expresses du Souverain. Vous pouvez juger, dit Choiseul-Gouffier, quelle sensation ferait ici un pareil spectacle. » Ses lettres, depuis 1791, abondent en lamentations sur des scandales du même genre.

Une telle franchise ne pouvait qu'augmenter la défiance des meneurs révolutionnaires à son égard. Il la justifiait d'ailleurs par des titres infiniment moins honorables. Très attaché à la Reine, à qui il devait son poste, il s'était laissé enrôler dans la diplomatie secrète de Louis XVI et des émigrés : c'est pour obéir à leurs ordres, en particulier, qu'il refusa le poste de Rome. Rappelé en France avant le 10 août, il n'obéit pas, resta à Constantinople, où il continua à intriguer pendant quelque temps, puis passa en Russie. Il finit donc par une défection et une émigration, qui sont une tache sur sa carrière. Voici l'oraison funèbre que lui firent les nationaux d'Acre

1. Lettre du 25 juin 1791.

résidant toujours à Jaffa. « La conduite du ci-devant Ambassadeur n'est qu'un tissu d'horreurs. Pendant le long séjour qu'il a fait à Constantinople, il ne s'est appliqué qu'à dégrader le nom français et qu'à plonger notre commerce dans la ruine la plus complète. Uniquement occupé, depuis notre heureuse Révolution, de s'en montrer l'ennemi juré, il a fini par exercer l'acte de la plus haute trahison¹. » Sa fin les rend injustes pour les longues années de sa misison pendant lesquelles il n'avait eù d'autre but que d'assurer leur sécurité et de protéger leur commerce.

Sémonville avait été désigné comme Ambassadeur de la République à Constantinople². Le 24 mai 1793, le Ministre de la Marine, Dalbarade, annonçait à Marseille le prochain départ du nouvel Ambassadeur, « chargé, dit-il, auprès de la Porte d'une mission de la plus haute importance pour les intérêts de la République Française. Pour y parvenir, ajoute-t-il, il sera porteur de présents magnifiques : tapisseries ou tentures de brocart d'or et d'argent, enrichies de paillettes et de brillants, et différents autres objets précieux déposés dans le ci-devant garde-meubles de la Couronne, ornements produits par le luxe et l'ostentation, devenus méprisables aux yeux du Républicain. »

Mais après la découverte, dans l'armoire de fer, d'une lettre de Talon à Louis XVI dans laquelle Sémonville était représenté comme étant tout dévoué au Roi, un ordre du Ministre des Affaires Etrangères, Lebrun, suspendit son départ pour son poste et le rappela à Paris. Pour entamer des négociations qu'il n'était pas possible de différer plus longtemps, Lebrun dépêcha à Constantinople le citoyen Marie Descorches, ci-devant marquis de Sainte-Croix. Les premières paroles de celui-ci sont pour exprimer l'horreur que lui inspirent les actes de son prédécesseur. « Vous aurez été informés, écrit-il aux membres du Bureau provisoire, des racines laissées après elles par les trahisons de l'infâme Choiseul... Tant de sottise jointe à tant de turpitude ne pouvait recueillir que la confusion³. »

Ayant adhéré au Régime nouveau, avec cette nuance d'exagération nécessaire à

1. 13 février 1793.

2. Sémonville avait été désigné pour l'Ambassade de Constantinople aussitôt après le rappel de Choiseul-Gouffier; sa mission était considérée comme très importante. Son départ de Gênes fut retardé par l'achèvement des présents magnifiques qu'il devait offrir au Grand Seigneur. En octobre, Sémonville n'était pas encore parti. Dans l'intervalle, le Conseil Exécutif fut instruit, non seulement des intrigues de Choiseul-Gouffier à la Porte, mais des démarches faites auprès du Sultan par les Ministres des Cours coalisées, notamment par le ministre de Naples, pour rendre Sémonville odieux aux Turcs et empêcher qu'il ne fût reçu à Constantinople comme Ambassadeur de la République. Pour soustraire la France à un affront, qui eût entraîné la rupture avec une Cour que nous avions le plus grand intérêt à ménager, le Ministre des Affaires Etrangères, Lebrun, jugea

nécessaire de suspendre le départ de Sémonville et de dépêcher à Constantinople un agent secondaire, chargé de préparer la réception de l'Ambassadeur et d'entamer des négociations qu'il n'était pas possible de différer plus longtemps. Sémonville reçut l'ordre de se rendre en Corse. Pendant ce temps, on découvrit parmi les papiers de l'armoire de fer, une lettre de Talon à Louis XVI, dans laquelle Sémonville était représenté comme ayant, sous des couleurs jacobines, un cœur tout dévoué au service du Roi. Ces éloges le rendirent suspect au Conseil Exécutif. Lebrun lui écrivit avec beaucoup de ménagements pour l'engager à rentrer en France et se justifier. Il y revint en effet et réussit à faire dénoncer Lebrun à la Convention, à laquelle ce fut à l'ancien ministre d'adresser un mémoire justificatif.

3. Le 22 juin 1793.

un ci-devant, ancien officier et ancien diplomate, pour faire oublier ses origines nobles et ses services sous la Monarchie, Descorches agit et parle de manière à écarter de lui les soupçons de modérantisme. Il se pose en Republicain enthousiaste devant ses nationaux, entre lesquels s'est instituée une surenchère d'enthousiasme, sincère de la part des uns, affecté de la part des autres. Les débuts de sa mission sont marqués par une fête civique, la célébration du 10 Août. « Ce jour, écrit-il, qui rappelle aux Français le souvenir glorieux de la destruction du trône et de la chute d'un tyran, ce jour mémorable qui verra proclamer une Constitution fondée sur les Droits de l'Homme et qui sera, par conséquent, pour la France et pour le genre humain, l'aurore du bonheur qu'amène le règne des lois : le 10 Août approchait ! » La Sublime Porte ayant interdit à la nation de se réunir au Palais de la République, c'est-à-dire à l'Ambassade, c'est aux Eaux-Douces d'Europe que les Français de Constantinople célébrèrent cette première fête révolutionnaire, en un banquet champêtre. Cinq tables étaient dressées : « On reconnaît, dit Descorches, la simplicité des mœurs républicaines dans l'abondante frugalité des mets dont elles sont couvertes. » Le menu lui-même défiait donc le soupçon de contre-révolution. Des toasts, tour à tour enflammés et attendris, furent portés à l'éternelle durée des effets de la journée du 10 Août.

Tout alla bien pour le successeur de l'infâme Choiseul-Gouffier, tant qu'il ne s'agit que de banqueter, même frugalement, et de planter des arbres de la Liberté. Mais les résidents des Echelles ne supportèrent pas mieux l'autorité d'un Envoyé de la Convention qu'ils n'avaient supporté celle de l'Ambassadeur de Louis XVI. Descorches eut beau se montrer plus facile ; aussitôt qu'il voulut faire un acte d'administration, ses nationaux lui refusèrent l'obéissance et dénoncèrent aux Jacobins de Paris ses attentats contre leur liberté. Il est curieux de le voir, dans ces circonstances, porter lui-même par une circulaire le débat devant tous ses subordonnés, inciter les dénonciateurs à divulguer leurs accusations et formuler dans les termes suivants la théorie des dénonciations : « Des papiers publics annoncent que j'ai été dénoncé en France. Je n'y ai pas vu sur quoi : je ne puis donc fournir, comme je le désirerais, aucun éclaircissement sur cet objet. Mais je m'empresse de saisir cette occasion de demander à ceux à qui ma conduite paraît coupable ou suspecte, de les presser, de les adjurer au nom de la patrie, de la vérité avec laquelle tout le bien se fait, sans laquelle rien ne se fait de bien, de se faire connaître, eux et leurs pensées. Je m'engage à les traduire aussitôt, par la voie de l'impression, au tribunal de l'opinion générale de nos concitoyens... Jamais, je le proteste ici, le plus léger murmure ne m'échappera contre les dénonciations : je serai au contraire le premier à les provoquer, car j'y vois une des sauvegardes de notre liberté républicaine... Mais pour que ces dénonciations soient salutaires, il faut certainement qu'elles soient discutées, approfondies ¹. » C'était consacrer le désordre, l'anarchie dans l'administration locale des Echelles.

1. Circulaire du 25 août 1794 (6 Floréal an II).



Juif.

Arménien.

Types de JUIF et d'ARMÉNIEN,
d'après une gravure extraite de l'ouvrage « Mœurs, usages, costumes des Othomans », par A.-L. CASTELLAN.

Un club des Jacobins fut fondé à Constantinople et s'affilia à celui de Paris. Descorches, qui n'en avait même pas été informé, l'apprit par la lecture d'un procès-verbal du club de Paris, à qui il avait écrit pour se justifier des dénonciations lancées contre sa personne. En réponse à sa circulaire pressant les dénonciateurs de se révéler, l'un d'eux, le citoyen Chénier, se manifesta par une lettre d'un ton tout égalitaire : « Ce n'est pas au citoyen Marie Descorches, Envoyé Extraordinaire de la République française près la Porte ottomane et commissaire civil du Conseil exécutif, que j'écris, mais au citoyen Marie Descorches, mon égal aux yeux de la loi. » Grâce à cette subtile distinction, tout Français pouvait traiter d'égal à égal avec le chef de la nation et se soustraire à son autorité. C'est, en fait, ce qui arriva à Constantinople et dans beaucoup d'Echelles en 1793 et 1794.

*
* *

VI. — La désorganisation gagnait en même temps l'administration centrale. Les Ministres, qui négligeaient déjà de transmettre des instructions à l'Ambassadeur et aux Consuls, s'effacèrent devant le Comité de Salut Public, qui n'eut guère le loisir de s'occuper des Echelles. C'est alors que la Chambre du commerce eût été nécessaire pour le suppléer dans cette tâche. Mais la loi du 27 septembre 1791 avait supprimé en France toutes les Chambres de commerce.

En vain le Ministre de la Marine, Amiral Thévenard, avait-il signalé à l'Assemblée Nationale le rôle spécial de la Chambre du commerce de Marseille, et réclamé ou bien une exception en sa faveur, ou bien l'établissement d'une « section composée de négociants sages et expérimentés qui remplissent le même service ¹ ». Dans un mémoire adressé aux Comités le 28 août 1791, il leur avait exposé les attributions particulières de cette Chambre, si différente des autres, la part prépondérante qu'elle prenait à l'administration des Echelles, en même temps que la situation précaire où l'avait mise la suppression de plusieurs droits de douane qui lui servaient à solder ses dépenses. Il leur avait rappelé les conditions propres au commerce du Levant, l'organisation des négociants en corps de nation, ayant deux députés à leur tête. Puis, revenant à la Chambre du commerce : « C'est elle, disait-il, qui fait passer dans toutes les Echelles les fonds fixes ou casuels destinés à leurs dépenses. Elle est le centre de la correspondance des députés en Levant et en Barbarie, comme Marseille est celui de notre commerce dans ces contrées. Elle devient par là l'organe naturel, auprès du Ministre de la Marine, des plaintes des négociants français qui y résident. Elle sert à la fois à éclairer par ses avis les décisions du Roi, à les transmettre sur les lieux, à en assurer l'exécution à Marseille et partout où elles doivent obtenir leur effet... En sorte qu'on doit considérer la Chambre du commerce de Marseille comme un intermédiaire entre les négociants et le Ministre de la Marine,

1. 1791.

parce qu'elle est leur solliciteur auprès de lui, comme il est lui-même leur défenseur devant le Conseil d'Etat. » Pour détourner l'Assemblée Nationale de la comprendre dans une mesure générale de suppression, Thévenard avait appelé l'attention des Comités sur « l'extrême dissemblance qui existe entre elle et les autres Chambres ». Il avait demandé en sa faveur une exception, « aussi bien méritée qu'utile à la chose publique. » Mais rien n'y avait fait : la Chambre du commerce de Marseille avait subi le sort commun.

La loi l'ayant supprimée sans pourvoir à l'administration dont elle était chargée, le successeur de l'Amiral Thévenard au ministère de la Marine, le comte Bertrand de Molleville, suggéra aux Comités de l'Assemblée Nationale de la remplacer par quelque organisme nouveau. Mais rien ne sortit des délibérations des Comités. Alors la municipalité de Marseille prit sur soi de créer un « Bureau provisoire du commerce ». Sans que ce bureau fût reconnu par le pouvoir législatif, le Ministre de la Marine, du Bouchage (le troisième en un an), entra en correspondance avec lui en juillet 1792 : le service du Levant, disait-il, était trop urgent pour qu'il pût souffrir la moindre interruption. Dix mois après, le décret du 14 février 1793 ayant rattaché les consulats au Ministère des Affaires Etrangères, Lebrun prescrivait au bureau de correspondre avec ce Département, à l'exception de quatre points sur lesquels il devait continuer à correspondre avec la Marine¹. Rien n'était plus illégal cependant que l'existence de ce bureau qui n'existait qu'en vertu d'une décision de la municipalité de Marseille. Un décret du 6 septembre 1792 avait même attribué au bureau de la Santé la recette des fonds de la ci-devant Chambre, et au district le paiement de ses dépenses. Le département des Bouches-du-Rhône s'avisa un jour d'appliquer ce décret : les comptes du Bureau provisoire furent liquidés et le bureau lui-même supprimé. Ainsi disparut le seul corps capable de gérer avec quelque suite l'administration des Echelles du Levant.

*
* *

VII. — En 1793, les Echelles de Syrie et de Palestine étaient donc tombées dans une misère matérielle et dans une désorganisation administrative presque absolues. La succession ininterrompue des troubles, des insurrections populaires, des abus de force des Pachas avaient transformé en un ingrat séjour, voire en un véritable enfer, la « terre promise » des négociants et des navigateurs français. Le régime sous lequel ces établissements avaient prospéré venait aussi de s'effondrer sur les ruines de leur prospérité. La disparition des Ministres-Secrétaires d'Etat, la suppression de la Chambre, puis du Bureau du commerce de Marseille ; l'abandon, depuis l'émigration de Choiseul-Gouffier, de l'autorité supérieure exercée par l'Ambassadeur

1. Février 1793.

sur l'ensemble des Echelles; l'amoindrissement du pouvoir et des fonctions consulaires; l'indépendance, la liberté individuelle conquises par les nationaux; l'abolition, en fait ou en droit, d'un grand nombre des dispositions qui réglementaient leur existence et l'exploitation de leur commerce; l'expulsion des résidents français de deux des principales Echelles et jusqu'à la substitution de nouveaux négociants aux anciens : tout révèle ou présage la fin d'un régime et l'établissement d'un nouvel ordre de choses. Pour le moment, les Echelles de Syrie et de Palestine se débattent dans l'anarchie et dans l'incertitude. Mais quand elles sortiront de cet état temporaire, elles renaîtront sous une forme notablement différente de celle que nous leur avons vue au XVIII^e siècle. L'administration des Echelles du Levant aura perdu cette individualité, qui en faisait un organisme propre et presque indépendant. Leur commerce avec la France aura perdu ce caractère exclusif, qui, en le réservant aux seuls Français, en le centralisant dans un seul port, celui de Marseille, en faisait une sorte d'apanage au profit de navigateurs et de commerçants spécialisés dans ce trafic et tendait à rendre les marchés d'Orient assimilables à un empire colonial. Leur constitution interne aura perdu cette originalité, cette cohésion, cette rigidité, qui résultaient d'obligations rigoureuses et de lois sévères. En un mot, les Echelles seront, ou peu s'en faut, rentrées à l'égard de la France dans le droit commun : elles conserveront, par rapport à l'Empire Ottoman, le bénéfice d'une juridiction d'exception, que les Capitulations ont maintenue en vigueur jusqu'aux traités qui ont mis fin à la dernière conflagration européenne.

ANNEXE I

NOTE SUR LES ORIGINES DES CONSULATS FRANÇAIS DANS LE LEVANT, DE LA CHAMBRE DU COMMERCE DE MARSEILLE ET DES PRINCIPAUX DROITS PERÇUS POUR SUBVENIR A L'ENTRETIEN DES CONSULATS ET AUX DÉPENSES DES ÉCHELLES.

Les indications essentielles, sur le sujet défini dans le titre de la présente note, sont contenues dans les extraits suivants de deux documents conservés dans les Archives historiques de la Chambre de commerce de Marseille :

« Les Marseillais ont jeté les premiers fondements du commerce du Levant. Ils étaient établis dans les Échelles avant que la France eût songé d'avoir un Ambassadeur à la Porte et, lorsque François I^{er} envoya, en 1535, M. de La Forest en cette qualité à Constantinople, le commerce qui se faisait par Marseille au Levant était d'une certaine considération, puisque cette ville nommait très anciennement des Consuls pour tâcher de lui procurer la protection dont il avait besoin. Mais, loin que les Consuls que Marseille nommait alors fussent en état de protéger le commerce au Levant, ils avaient beaucoup de peine à s'y soutenir eux-mêmes. Ils ne le pouvaient que par l'effet des donations qu'ils étaient obligés de faire aux gens en place et, pour s'en dédommager alors, ils vexaient le commerce des Marseillais et levaient sans titre des droits qui lui étaient très onéreux.

« C'est ce qu'on voit par la délibération du Conseil de Ville de Marseille qui fut prise le 15 août 1599 en présence de M. de Libertat, pour lors Viguiier de Marseille. Par cette délibération, quatre principaux négociants de la ville furent nommés, sous le bon plaisir du Roi, pour prendre soin annuellement des affaires du commerce du Levant, « le maintenir, y est-il dit, défendre et garder de toute avanie et imposition, soit de la part des Consuls et particuliers de la nation, par tous moyens et voies dues et raisonnables. » Cette délibération fut prise à l'occasion d'une avanie de 50.000 ducats qui fut suscitée à la nation au Levant et de diverses prises très riches que les corsaires de Barbarie firent à peu près dans le même temps sur les côtes de Marseille.

« Le Roi nomma ensuite des Consuls au Levant. Ces officiers étaient spécialement attachés à chaque Échelle et destinés à suivre, sous les ordres de l'Ambassadeur à la Porte, les affaires de la nation dans le ressort du département qui leur était confié. Il leur était permis de lever un droit sur le commerce de leur Échelle pour pouvoir s'y soutenir. La plupart se rendirent propriétaires des Consulats, qui devinrent héréditaires dans leurs familles. Mais au lieu de procurer au commerce la protection qui donnait lieu à leur établissement, la plupart abusaient alors de leur place, en exigeant très souvent des droits qui ne leur étaient pas dus; d'autres envoyaient sur les lieux des substituts pour y exercer leurs fonctions et jouissaient tranquillement dans leur pays du bénéfice de leurs Consulats.

« Il fut rendu le 20 mai 1628 une déclaration du Roi, par laquelle il fut enjoint aux Consuls de Sa Majesté établis dans les pays étrangers de résider à l'avenir en personne dans leur Consulat. Cette déclaration fut ensuite confirmée par l'arrêt du 15 juillet 1641. Mais le commerce continua d'être exposé, soit de la part des Consuls ou de leurs substituts, à des vexations et à des concussions qui lui portaient le plus grand préjudice. Le 3 novembre 1650, il fut fait un règlement par le Conseil de Ville de Marseille portant établissement d'une Chambre du commerce, qui serait composée de quatre députés et des quatre Échevins, et qui serait chargée de prendre soin du commerce, de pourvoir aux abus des Échelles du Levant et aux impositions qui seraient trouvées nécessaires. Cependant, la nation continuait d'essuyer des avanies au Levant; on y faisait des donations et des présents qui lui avaient fait contracter des dettes considérables et les Consuls empruntaient en son nom à des taux usuraires. D'une part, la

RAMA



Vue de Rama,

d'après une gravure du "Voyage au Levant", etc., de CORNEILLE LE BRUN, communiquée par la Chambre de Commerce de Marseille.

JERUSALEM



Vue de Jérusalem,

d'après une gravure du "Voyage au Levant", etc., de CORNEILLE LE BRUN, communiquée par la Chambre de Commerce de Marseille.

Chambre du commerce fut chargée par la déclaration du mois de mars 1669, qui fut rendue en même temps que l'édit du port franc, d'éteindre les dettes du Levant et, pour l'indemniser de ses avances, il lui fut permis de lever un droit de cotimo, qui a été supprimé depuis quelques années par arrêt du 21 juillet 1766. D'un autre côté, les emprunts furent proscrits aux Consuls par l'ordonnance de la Marine de 1681, qui leur défend particulièrement, à l'article 10 du titre 9, d'emprunter au nom de la nation aucune somme des Turcs, Maures ou Juifs ou autres, sous quelque prétexte que ce puisse être. Il leur fut défendu en même temps par l'article 11, sous peine de concussion, de lever de plus grands droits que ceux qui leur étaient attribués. Il n'y avait alors encore aucun ordre dans l'administration des Échelles du Levant; on y faisait des levées suivant que le besoin l'exigeait. Sa Majesté reconnut qu'il était de la plus grande importance, pour le commerce de ses sujets en Levant, de remédier aux abus qui s'y commettaient. Il fut rendu, le 25 décembre 1685, une Ordonnance du Roi, par le premier article de laquelle il est défendu aux Consuls, députés et négociants, composant le corps de la nation, de faire aucun emprunt des Juifs, Turcs et gens du pays; il est dit par le second que les avanies auxquelles les particuliers auront donné lieu par leur faute ou mauvaise conduite seront par eux entièrement supportées, sans pouvoir être rejetées sur la nation; on voit ensuite, par l'article 7, que les sommes nécessaires pour l'acquittement des dépenses ou dettes contractées par la nation seront levées par contribution sur les voiles qui aborderont dans les Échelles. La même ordonnance donne l'administration des deniers de la nation aux députés et leur enjoint d'en remettre les comptes à la Chambre. Telle est la loi qui a été faite et que l'on suit encore à présent pour la levée de l'avarie que l'on perçoit dans chaque Échelle pour fournir aux dépenses de la nation. Ce droit y est augmenté ou diminué selon que l'état de la caisse ou les dépenses accidentelles peuvent l'exiger. C'est ordinairement par une délibération de la nation que l'on pourvoit à l'un ou à l'autre.

« Mais ce règlement ne fut pas suffisant pour rétablir entièrement l'ordre dans le Levant. Les Consuls de chaque Échelle y exigeaient des droits différents, non seulement par la quotité, mais encore par la manière de les percevoir. Il fut rendu le 31 juillet 1691 un arrêt du Conseil qui supprima tous les droits qui leur étaient attribués, avec défense à eux d'en exiger à l'avenir, sous peine de concussion. Ce même arrêt leur attribua des appointements et établit en faveur de la Chambre du Commerce un droit de tonnage pour subvenir aux dépenses des Consuls du Levant. Ce règlement ne fut point de durée. Il fut rendu le 10 janvier 1718 un autre arrêt du Conseil qui attribua aux Consuls de chaque Échelle pour tous émoluments un droit de 2 % sur la valeur des chargements des bâtiments qui aborderaient dans leur Échelle. Ce traitement rendait la condition des uns et des autres bien différente. Les Consuls des Échelles où le commerce était étendu étaient très avantagés, tandis que ceux des Échelles où l'on ne faisait qu'un petit commerce avaient beaucoup de peine à s'y soutenir. Il fut rendu, le 21 et le 24 avril 1720, deux différents arrêts du Conseil. Par le premier les droits qui se percevaient par les Consuls furent supprimés. Le second rétablit les appointements des Consuls, tels qu'ils leur avaient été anciennement accordés, le Roi se réservant de les payer. Mais les fonds n'en ayant pas été faits, on rétablit de nouveau, par arrêt du 21 janvier 1721, les droits qui avaient été accordés aux Consuls par celui du 10 janvier 1718. Enfin il fut rendu, le 2 septembre 1721, un arrêt qui permet à la Chambre du Commerce de Marseille de percevoir à son profit le droit de Consulat sur les marchandises venant du Levant et de Barbarie, à la charge pour elle de payer les appointements des Consuls et les dépenses extraordinaires des Consuls. Depuis lors la Chambre du Commerce de Marseille a perçu le droit de Consulat, ainsi qu'il est prescrit par cet arrêt, et elle a payé les appointements des Consuls et les dépenses des Consuls. »

Le passage qui précède est extrait d'un document intitulé « projet de réforme dans l'administration des Échelles du Levant et de Barbarie et dans la Chambre du commerce de Marseille », non daté, mais manifestement rédigé en 1775 et se rapportant à la préparation de la réforme de 1776.

Le suivant est extrait d'un mémoire non daté, mais remontant à la première moitié du XVIII^e siècle. Il confirme les indications du précédent sur les origines marseillaises de l'institution consulaire française dans le Levant, en y ajoutant quelques notions sur l'affermage des consulats aux XVI^e et XVII^e siècles.

« Les Gouverneurs de Marseille élaient autrefois les Consuls des Échelles du Levant et de Barbarie, pour protéger les négociants et leur commerce et pour la connaissance et la décision de leurs différends, dont le jugement

était exécuté, sauf à celui qui se prétendait grevé d'en former sa plainte, un mois après son retour, au Gouverneur qui pouvait révoquer le Consul, s'il reconnaissait que celui-ci fût tombé dans quelque prévarication à cet égard ou de toute autre manière (*Statut de Marseille*, L. I, ch. XVIII, f. 71).

« Ces Consuls n'étaient établis, dans ces commencements, que par rapport au commerce de Marseille. Mais comme, de tous les temps, cette ville a fourni au Royaume tout ce qu'on y consommait de marchandises du Levant, bientôt les Français s'introduisirent dans les Échelles et quelques-uns s'y établirent sous la protection de ces Consuls, ce qui forma insensiblement un commerce fort considérable entre les Turcs et les Français. Mais les fréquentes avanies que les gens du pays suscitèrent à ces marchands, à cause qu'ils les privaient des libéralités des capitaines de bâtiments pour la vente de leurs marchandises et pour acheter celles du pays, obligèrent les Français de demander à la Cour de pourvoir les Consuls de Lettres Patentes et de leur faire accorder par le Grand-Seigneur un Bérat, qui est une lettre de créance qui met les Français à couvert des avanies des Turcs et les fait jouir des privilèges convenus par les Capitulations avec la Porte, qui sont fort anciennes.

« On n'a aucune certitude de tout ce qui s'est passé à cet égard pendant un grand nombre d'années et peut-être de siècles. On trouve seulement que les Consulats furent à la disposition des Secrétaires d'État avant le commencement de 1600, que MM. Revol, de Villeroy et de Puyzieux ont été ceux qui ont fait nommer par le Roi les Consuls et que ce dernier en disposa en vertu d'un brevet que le Roi lui accorda en 1617, Sa Majesté étant à Rouen. Tous ces Consuls jouissaient d'un droit de 3 % dans certaines Échelles et de 2 % dans d'autres.

« Les Consulats avaient été ou furent dès lors vendus ou donnés en propriété à des particuliers, qui en jouirent successivement jusques en l'année 1673, auquel temps le Roi les révoqua tous, parce que la plupart de ces emplois n'étaient exercés que par commission des prétendus propriétaires, dont la plupart n'avaient pas d'assez bons titres ou n'en montraient point; et Sa Majesté les donna à M. de Seignelay, qui les fit tous affermer.

« Mais après la mort de M. de Seignelay, M. de Pontchartrain, qui prit sa place dans le même département, ayant reçu diverses plaintes contre les Consuls, fit rendre un arrêt du Conseil à son rapport, le 31 juillet 1691, par lequel les droits des Consuls furent supprimés. On les mit aux appointements, fixés à 100.000 livres, et la Chambre du Commerce de Marseille fut chargée de les leur payer, moyennant un droit de tonnage qu'elle percevait sur tous les bâtiments venant du Levant et de Barbarie, sur le pied que cet arrêt l'avait fixé. »

Le mémoire d'où nous extrayons le passage qui précède résume ensuite des mesures réglementaires concernant, soit le montant global des appointements des Consuls, soit la manière de les leur payer (par la Chambre, au moyen d'un droit levé par eux-mêmes, par le Roi), soit enfin le taux de l'imposition destinée à procurer la somme nécessaire. Ces mesures sont en dates de 1694, 1699, 10 janvier 1718, 21 et 24 avril 1720, 2 septembre 1721, 28 avril 1722. Les plus importantes sont analysées dans le premier extrait ci-dessus.



Un Consul de France en Orient dans son intérieur.
M. de PÉLERAN, Consul de France à Alep, puis à Smyrne,
d'après un dessin de LIOTARD, conservé au Musée du Louvre.



Un janissaire des Consuls au Levant,
d'après une gouache du 18^e siècle, appartenant à Mme GASTON AUBOYNEAU.



Un Consul de France en Orient,
dans l'uniforme créé en 1778,
d'après une gouache appartenant à Mme AUGUSTE BOPPE

ANNEXE II

NOTE SUR LA CRÉATION ET L'EMPLACEMENT DES CONSULATS DE FRANCE EN SYRIE ET PALESTINE ET SUR LES TITULAIRES DE CES POSTES.

Le regretté Auguste Boppe, qui mourut Ministre de France à Pékin après avoir passé à Constantinople et dans les Balkans la majeure partie de sa carrière, et à qui l'on doit tant d'études érudites et originales sur les relations politiques et même artistiques de la France avec l'Orient ottoman, avait entrepris la publication, sous le titre *les Consulats du Levant*, de notices sur ces postes consulaires et leurs titulaires, de l'origine à 1900. Seules ont été publiées les notices concernant Smyrne, Satalie de Caramanie, Alep, Seyde, Tripoli de Syrie et Larnaca. Nous en extrayons les renseignements suivants, au sujet des origines et débuts des trois consulats français en Syrie qui ont fait l'objet de telles notices.

« Le Consulat de Syrie est le plus ancien consulat de la France dans le Levant. Il fut créé en exécution des Capitulations de 1535. Les agents qui l'occupèrent, et dont la liste s'étend ininterrompue depuis 1544, résidèrent à l'origine tantôt à Tripoli, tantôt à Alep. Choisis et nommés par les commerçants de Marseille, ils étaient confirmés par le Roi. Henri IV fit don de la propriété du Consulat de Syrie à Pierre de Libertat, qui, le 17 février 1596, était parvenu, avec ses deux frères Barthélemy et Antoine, son cousin Jean Viguiet et quelques autres partisans, à mettre fin à la rébellion du Consul de Marseille, Cassault, et avait ainsi empêché les Espagnols de s'emparer de la capitale de la Provence. Anobli par le Roi, nommé Viguiet perpétuel de Marseille, Pierre de Libertat ne jouit pas longtemps des bienfaits dont sa famille et lui avaient été comblés. Il mourut le 15 avril 1597. Le Consulat de Syrie devint alors la propriété d'une association formée par Barthélemy de Libertat, Jean Viguiet et Pierre Marmery. Barthélemy étant mort, sa veuve, Jeanne de Secco, lui succéda dans l'association; elle fut elle-même remplacée, n'ayant pas eu de fils, par ses deux gendres, Laurent d'Urre, Sieur de Montanègre et de Paris, et Gaspard de Forbin, marquis de Janson. Leurs descendants, le marquis de Montanègre et le marquis de Janson, cédèrent leur part vers 1600 à Joseph du Pont, de Marseille. La part de Jean Viguiet se conserva dans sa famille; celle de Marmery resta pendant plus de quinze ans sans acquéreur; elle fut attribuée en 1648 à François Picquet, de la famille des banquiers de Lyon. La société ainsi formée pour exploiter le Consulat de Syrie envoyait, suivant les circonstances ou les règlements, pour gérer le poste, soit l'un des propriétaires, soit des délégués ou des fermiers. Ils résidaient à Alep. Tripoli n'était plus désormais qu'un vice-consulat, où ils entretenaient des agents comme à Alexandrette ou à Seyde. Le développement du commerce de la Syrie au début du XVII^e siècle amena l'établissement d'un nouveau consulat à Seyde (en 1615). La propriété en fut donnée par moitié à Viguiet, l'un des associés d'Alep, et à Tarquet, à qui succéda son gendre François de Vintimille, sieur de Seyssons. Pour remédier aux abus des Consuls fermiers, différentes ordonnances ayant été rendues inutilement, on finit par décider que les propriétaires des Consulats seraient dépossédés. Le représentant de la famille Viguiet, Hector Viguiet, s'efforça de faire admettre qu'on ne pouvait lui ôter une charge qui avait été donnée à ses ancêtres pour récompenser leurs services. Ses réclamations, ses démarches tant auprès des Secrétaires d'État aux Affaires Étrangères et à la Marine, qu'auprès de l'Intendant général du commerce, M. de Bellinzoni, furent inutiles. Le Consulat d'Alep, comme tous les autres Consulats passa à la disposition du Secrétaire d'État à la Marine. Le chevalier d'Arvieux, qui y fut nommé (en 1679), a raconté, dans ses curieux *Mémoires* les incidents qui se passèrent à cette occasion. Les propriétaires ne reçurent aucune

ndemnité : « ils avaient joui assez longtemps de leur privilège pour s'être amplement remboursés de ce qu'ils « pouvaient avoir déboursé. »

« Après avoir été pendant assez longtemps la résidence du Consul de Syrie, Tripoli avait été abandonnée par la nation française, qui avait dû, par suite des exactions des autorités turques, chercher un refuge à Alep. Jusque dans les premières années du xvii^e siècle, le Consul de France en Syrie porta indifféremment le titre de Consul à Alep ou de Consul à Tripoli. Il entretenait un agent dans celle des deux villes où il ne résidait pas. En 1587, Jacques Courreau est vice-consul à Tripoli pour Jean Rénier (Consul à Alep). L'Ambassadeur Savary de Brèves, passant à Tripoli en 1605, y trouve un vice-consul. Ces fonctions étaient remplies en 1608 par Claude Beaunier, en 1611 par Gervais Tarquet. A partir du moment (1615) où le Consulat de Seyde fut créé, le vice-consul de Tripoli fut nommé tantôt par Alep, tantôt par Seyde. Une part de la propriété de ces deux postes appartenait en effet à la même famille, aux Viguiers. Les vice-consuls de Tripoli furent longtemps des marchands pris dans le corps de la nation... Le premier agent de carrière (Pierre Poulard, précédemment secrétaire de M. de Ferriol, Ambassadeur à Constantinople) fut envoyé en 1704 à Tripoli, qui devint en 1721 le siège d'un Consulat, où fut nommé la même année Jean-Jacques de Monhenault ».

« J'ai mis, écrit de Seyde, le 16 août 1731, le Chancelier de Bellis, dans le meilleur ordre qu'il m'a été possible tous les vieux papiers de cette chancellerie... J'y ai trouvé les registres en fort bon état; ils commencent en 1615, temps auquel le Roi détacha l'Échelle de Seyde du Consulat général de Syrie dont elle faisait partie et l'érigea en Consulat ». Avant 1606, ajoute Bellis, « je ne trouve point qu'il y ait eu de vice-consul ni de négociants résidant à Seyde ». De 1606 à 1615, c'était le Consul d'Alep ou son Vice-Consul de Tripoli qui nommait au vice-consulat de Seyde. L'un des agents ainsi nommés fut Louis de Gardane (1611). La propriété du Consulat de Seyde (après 1615) appartint à Viguiers et à Tarquet. La part de celui-ci passa ensuite à son gendre François de Vintimille de Seyssons. Les propriétaires furent dépossédés à la suite des réformes de Colbert. Toutes les tentatives faites au cours du xvii^e et du xviii^e siècle pour établir un Consulat à Jérusalem ayant échoué, ce fut le Consul de Seyde qui fut particulièrement chargé des affaires des Lieux Saints; presque chaque année, il se rendait à Jérusalem au moment des fêtes de Pâques ».

Les trois extraits qui précèdent fixent clairement et avec toute la précision possible le moment de la création du Consulat de France en Syrie, en tant qu'il releva du Roi de France et non plus seulement de la ville de Marseille, l'emplacement de son siège, sa subdivision en vice-consulats, la transformation de ces derniers en consulats, les familles qui en possédèrent la propriété, la manière dont elles firent gérer leurs offices consulaires, leur dépossession, la substitution à leurs représentants de véritables officiers royaux. Aux indications ainsi fournies sur ces divers points nous croyons toutefois intéressant d'ajouter quelques renseignements complémentaires.

Les propriétaires des consulats de Syrie (et en général du Levant), pendant la seconde moitié du xvi^e siècle et les trois premiers quarts du xvii^e, sont marseillais ou apparentés à des familles originellement marseillaises, où ces offices se transmettent par héritage. Une seule exception, les Picquet de Lyon, à la suite d'une mutation autre que successorale. A diverses reprises, pendant le même laps de temps, ces propriétaires font gérer les consulats par des membres de leur famille, portant leur nom : ainsi Pierre de Marmery, Pierre et Jean Viguiers, François Picquet à Alep-Tripoli, Blaise Tarquet, Baptiste Tarquet, Jean Viguiers à Seyde. Mais plus fréquemment ils sont représentés dans les postes qui leur appartiennent par des substituts, dont certains peuvent d'ailleurs être parents ou alliés de l'un d'eux. La plupart de ces substituts, consuls en vertu de Lettres Patentes du Roi, sont Marseillais comme les propriétaires pour le compte desquels ils administrent les Consulats. C'est le cas de Samson Napollon, Jean Paul Moustier, Pierre d'Ollivier, François Baron, Joseph du Pont, Laurent d'Arvieux, Louis Chambon, Jean Pierre Blanc pour Alep et Tripoli; Jacques et Honoré Estelle, Barthélemy Artaud, Antoine et J. de Candole, Henri de Bricard, Antoine de Bétan-

dié, Pierre de Croiset, Balthasar de Bonnacorse, J. Desguisier des Tourres, J.-B. Estelle pour Seyde. L'habitude de recourir aux services de Marseillais se maintient, ainsi qu'il appert de cette énumération, même après la dépossession des propriétaires, pendant la période où les consulats du Levant, mis en bloc à la disposition de Seignelay, sont affermés par lui. Il arrive que des liens de parenté directe ou indirecte existent entre des Consuls dirigeant, soit au même moment des postes différents; soit le même poste à des moments différents. Ainsi se forment de véritables familles consulaires, où plusieurs frères sont à la fois consuls dans le Levant et où l'on est de père en fils consul en Orient, par exemple les familles de Bermond, d'Anthoine, de Gardane, Le Maire, Guys, Beaussier, de Lane, Péleran, Arasy, Taitbout de Marigny, Cousinéry, Clérambault, pour ne citer que des noms qui apparaissent dans les listes consulaires de Syrie aux ^{xvii}e et ^{xviii}e siècles. A ce caractère participe, soit dit en passant, la famille de Lesseps, avec les frères Barthélemy et Mathieu, père et oncle d'Edmond, Jules, Victor et Ferdinand de Lesseps, tous entrés à leur tour au service consulaire. Même observation pour la famille Rousseau, dont le nom fut porté et promené par trois générations de Consuls à Bagdad, Bassorah, Alep, en Perse, en Barbarie. La majorité de ces familles de consuls en Orient sont marseillaises ou provençales, mais seulement la majorité. Apparentés entre eux ou non, les consuls de France en Orient, à partir du moment où le Secrétaire d'Etat de la Marine les choisit et les désigne, et ne se borne plus à les agréer sur la présentation d'un propriétaire de consulat, cessent d'être pour ainsi dire spécialisés dans un poste ou dans une région et passent successivement dans plusieurs Échelles du Levant et de Barbarie, parfois dans beaucoup au cours de leur carrière. Ce sont mêmes noms, mêmes agents qu'on rencontre à tour de rôle au Caire et à Alep, à Smyrne et à Seyde, en Morée et à Tunis ou Alger. Les noms de quatre, cinq ou six Échelles figurent couramment dans les états de service d'un même Consul. Ainsi se constitue un cadre d'agents de carrière. Peu à peu, dans ce cadre, diminue la proportion des Marseillais, bien qu'elle reste toujours assez forte. Au cours du ^{xviii}e siècle y sont introduits par le Gouvernement Royal des officiers de l'armée de terre, tels le chevalier de Taulès, Renaudot, Amé, Devoize, le chevalier de Laidet, pour ne citer encore que des noms rencontrés dans les Consulats de Syrie. L'introduction parmi les consuls d'Orient de ces militaires (et aussi de civils comme, par exemple, Saint-Marcel, ancien secrétaire de Saint-Priest à Constantinople), atténua le caractère régional, marseillais de ce cadre consulaire, qui toutefois ne le perdit jamais complètement. Enfin, quelles que fussent leur origine et leurs occupations antérieures, plusieurs des Consuls qui représentèrent la France à Alep, Tripoli et Seyde aux ^{xvii}e et ^{xviii}e siècles furent des hommes remarquables par l'intelligence, le savoir et le caractère. Ainsi, à Alep, Gédoyin dit *le Turc*, dont le journal de voyage et la correspondance ont été publiés par Auguste Boppe; François Picquet, qui devint Vicaire-apostolique en Perse avec le titre d'Ambassadeur du Roi de France; François Baron, qui procura à l'Ambassadeur Nointel la doctrine des églises syriennes; Laurent d'Arvieux, dont les *Mémoires* sont pleins d'intérêt et qui fournit à Molière les données de la cérémonie turque du *Bourgeois gentilhomme*; Claude Lemaire, les deux Péleran, les deux de Lane, Joseph Arazy, Petro de Perdriau; à Seyde, Antoine de Bétandié, qui avait beaucoup contribué, comme négociant, à développer le commerce de la Syrie avec Marseille, Benoist Le Maire, Taulès, qui connut les temps difficiles des campagnes d'Ali-Bey et de Mohammed-Abou-Dahab, Jean-Vincent Arazy, Bonaventure Beaussier, qui eurent affaire au Cheikh Daher et à Djezzar Pacha; à Tripoli, Poulard, Monhenault, Jacques-Louis Lemaire, Clérambault.

Un nouveau poste consulaire français en Syrie, Saint-Jean d'Acre, fut créé comme vice-consulat dépendant de Seyde en 1723 et maintenu à ce rang jusqu'en 1782. A cette date il fut érigé en consulat au profit de Renaudot, ancien officier de cavalerie. Nous avons raconté les événements qui obligèrent tous les Français, consul en tête, à s'en retirer, comme de Seyde, devant les persécutions de Djezzar.

Rames, Jaffa, Alexandrette et Lattakieh furent des vice-consulats intermittents.

Rames fut, depuis 1701, un vice-consulat dépendant de Seyde, souvent laissé vacant, finalement supprimé avant l'inspection générale de M. de Tott, qui propose de le rétablir en 1777. Jaffa, vice-consulat dépendant de Seyde, fut supprimé par la réforme de 1776. Quant à Jérusalem, une tentative malheureuse avait été faite en 1624 pour y installer un consul nommé Lempereur. Nous avons rapporté la deuxième tentative, non moins malheureuse, faite à cet effet en 1693-1700 et la troisième et dernière, en 1713-1715.

Alexandrette fut un vice-consulat dépendant d'Alep depuis 1674. Lattakieh fut érigé en vice-consulat en 1779.

Une Ordonnance royale du 9 décembre 1776 établit entre les postes consulaires du Levant et de Barbarie une hiérarchie, en les distinguant en consulats généraux, consulats particuliers et vice-consulats. Elle institua, parmi quatre consulats-généraux dans les Échelles du Levant, un consulat général de Syrie et Palestine, dont elle fixa le siège à Seyde et fit dépendre les vice-consulats de Tripoli et de Saint-Jean d'Acre. A Alep, elle n'installa qu'un consulat particulier, dont elle fit relever comme de juste, le vice-consulat d'Alexandrette. C'est cette ordonnance qui dota les consuls des Échelles d'un uniforme ainsi décrit : « L'uniforme des consuls-généraux, des consuls particuliers et des vice-consuls sera composé d'un habit de drap bleu-de-roi, avec parements de même couleur; veste et culotte de drap écarlate; doublure de l'habit de serge écarlate; manches en bottes, boutonnées jusqu'à la taille, trois sur chacune des poches et des manches; boutons de cuivre doré, timbrés des armes du Roi. L'habit et la veste des consuls-généraux seront bordés à la Bourgogne d'un galon d'or de neuf lignes de largeur et d'un autre de dix-huit lignes; le grand galon double sur les manches et sur les poches, conformément aux modèles qui seront envoyés dans chaque Échelle. L'habit et la veste des consuls particuliers seront bordés comme ceux des consuls-généraux, à l'exception du double galon sur les manches et sur les poches. Les vice-consuls auront seulement sur l'habit et sur la veste le grand bordé de dix-huit lignes » (art. 5). « Sa Majesté défend aux consuls-généraux, consuls particuliers et vice-consuls de porter d'autre habit que l'uniforme ci-dessus dans les fonctions publiques de leur charge, telles que visites de cérémonie et assemblées nationales ».

La grande Ordonnance royale du 3 mars 1781 mit fin à la brève existence des « consulats particuliers », dénommés par elle et dorénavant consulats tout court. Elle transforma en consulat général le simple consulat d'Alep, Échelle dont l'importance justifiait cette promotion, et en consulat le vice-consulat de Tripoli de Syrie. Elle détermina comme suit les trois départements des deux consulats généraux d'Alep et de Seyde-Palestine et du consulat de Tripoli : « Consulat général d'Alep : la côte d'Asie depuis le cap Mala jusqu'à Lattaquié et, dans les terres, le gouvernement du Pacha d'Alep. Consulat de Tripoli de Syrie : la côte d'Asie depuis Lattaquié jusqu'aux environs de Baruth. Consulat général de Seyde et de Palestine : depuis et compris Baruth jusqu'en Égypte et, dans les terres, Jérusalem et toute la Palestine ».

ANNEXE III

NOTE SUR LA LÉGISLATION FRANÇAISE CONCERNANT LES ÉCHELLES DU LEVANT SOUS L'ANCIEN RÉGIME

I. — Dans les Archives historiques de la Chambre de Commerce de Marseille est conservé un *Recueil général de règlements*, dans lequel sont reproduites ou résumées les dispositions essentielles des Ordonnances Royales, Arrêts du Conseil, Règlements des Inspecteurs des Échelles et des Intendants de Provence, Inspecteurs du Commerce du Levant, dépêches du Secrétaire d'État de la Marine, lettres de l'Ambassadeur du Roi à Constantinople, qui ont eu trait à l'administration des Échelles du Levant de 1681 à 1740. Ces dispositions y sont rangées sous un certain nombre de rubriques — six parties divisées chacune en plusieurs chapitres. Ce recueil constitue donc un véritable répertoire de législation et de réglementation, pour la période sur laquelle il s'étend. Nous croyons utile d'en donner ici un aperçu.

La première partie traite des consuls, vice-consuls et autres officiers des Consulats. Les *règles fondamentales de l'organisation consulaire* sont édictées par l'Ordonnance de la Marine de 1681. Nul ne peut se dire consul de la nation française sans commission du Roi. Le Consulat venant à vaquer, le plus ancien député de la nation fait fonction de consul. Tout nouveau consul fait faire publication des lettres royales qui le nomment dans l'assemblée des marchands et enregistrement en la chancellerie du consulat, au greffe de l'Amirauté et à la Chambre du commerce de Marseille. Aux assemblées de la nation sont appelés tous marchands, capitaines et patrons français sur les lieux, mais ni les artisans, ni les matelots. Le consul envoie tous les trois mois au lieutenant de l'Amirauté de Marseille la copie des délibérations prises par l'assemblée et les comptes des députés. Il lui est défendu de lever de plus grands droits que ceux qui lui sont attribués et d'en exiger aucun des patrons de navires qui mouilleront sur rade sans charger ni décharger de marchandises. Il a le droit d'expulser et embarquer les Français qui ont une conduite scandaleuse. En cas de contestation entre consul et négociants, un pourvoi est prévu devant l'Amirauté de Marseille. Ordre est donné aux capitaines de présenter leur congé et le rapport de leur voyage au consul et de prendre de lui au départ un certificat et un état de leur chargement.

Les *limites à l'initiative des consuls en matière financière et administrative, la manière de rétribuer leurs services, les impositions sur le commerce* de leurs Échelles, sont définies ou modifiées par une longue suite de dispositions ultérieures.

L'Ordonnance Royale du 25 décembre 1685 interdit aux consuls, ainsi qu'aux députés et à tous négociants, d'emprunter aux Turcs et autres gens du pays. Par un règlement du 8 octobre 1687, M. d'Ortières, « commis par Sa Majesté pour la visite des Échelles du Levant », édicte que les consuls devront observer la neutralité pour l'élection des députés de la nation; qu'ils ne pourront, sans la participation des députés, ordonner aucune dépense supérieure à quatre piastres, ni envoyer de courrier sans les avoir avertis; que les drogmans seront sous les ordres des consuls; que la nation pourra en

avoir un, dont les marchands se serviront pour leurs affaires particulières, à condition d'en informer le consul; enfin que lecture des ordonnances et règlements devra être faite devant l'assemblée. L'arrêt du conseil du 31 juillet 1691 décrète la suppression de tous droits que les consuls avaient jusqu'alors perçus sur les bâtiments français, en les laissant subsister pour les étrangers naviguant sous la bannière de France, et établit un droit de tonnage au profit de la Chambre du commerce de Marseille pour pourvoir aux dépenses consulaires fixées à 100.000 livres. Cet arrêt maintient le droit de cotimo perçu à Marseille et institué en mars 1669 pour aider à la liquidation des dettes des Échelles. L'Arrêt du Conseil du 27 janvier 1694 décide que les sommes encaissées par les députés seront déposées à la maison consulaire dans une caisse, dont le consul et les députés auront chacun une clef; que les consuls ne pourront disposer des deniers de la Chambre ou de ceux de la nation qu'en vertu d'un ordre de la Chambre ou d'une délibération de la nation; qu'un bref état des recettes et des dépenses devra être envoyé à la Chambre de quartier en quartier. Une ordonnance rendue par M. Le Bret, Intendant de Provence et Inspecteur du Commerce du Levant, le 17 mars 1694 sépare, parmi les dépenses consulaires, celles qui se rapportent aux charges consulaires (telles que table et nourriture de l'aumônier, du chancelier, du drogman, gages des domestiques, loyer de la maison), des appointements alloués aux consuls et officiers du Consulat, qui seront payés de quartier en quartier par les députés, au moyen des fonds fournis par la Chambre du commerce de Marseille. Un arrêt du Conseil de Marine du 10 janvier 1718 rétablit en faveur des Consuls, en guise d'émoluments, l'ancien droit de consulat et leur en rend la perception. Deux Arrêts des 21 et 24 avril 1720 abolissent de nouveau ce droit et rétablissent les appointements des Consuls, que le Roi paiera directement. Enfin l'arrêt du 2 septembre 1721 confie à la Chambre, comme en avait décidé l'arrêt de 1691, le soin de payer les consuls et l'autorise à percevoir à cet effet le droit dit de Consulat.

Une lettre de Pontchartrain, 1^{er} septembre 1700, une série de lettres de Maurepas, 18 décembre 1726, 11 février 1733, 31 octobre 1736, une lettre de l'Ambassadeur Villeneuve, 7 janvier 1739, invitent les consuls à faire respecter leur autorité par leurs subordonnés et leurs nationaux et rappellent les vice-consuls et résidents à la discipline et à l'obéissance.

Les *fonctions judiciaires des consuls* sont définies et réglementées par l'ordonnance de la Marine de 1681, qui se réfère sur ce point aux Capitulations entre la France et la Porte ottomane, d'où procède le droit de juridiction des consuls français en Orient. Cette Ordonnance édicte l'exécution par provision des jugements des consuls en matière civile, moyennant caution, et leur exécution définitive et sans appel en matière criminelle, quand il n'y a pas lieu à peine afflictive. En cas de peine afflictive, les pièces du procès, instruit par le consul, sont envoyées avec l'accusé à l'Amirauté du premier port français où touchera le bâtiment auquel elles auront été confiées et l'affaire est jugée par les officiers de l'Amirauté. Les appels sur jugements de première instance des consuls sont portés devant le Parlement d'Aix. L'Ordonnance du 25 décembre 1685 prescrit aux consuls d'instruire sur la mauvaise conduite des particuliers qui auront donné lieu à une avanie au détriment de la nation. La procédure devra être envoyée à la Chambre du commerce. S'il a été justifié de l'innocence du particulier et que le prétexte de l'avanie soit injuste, celle-ci sera réputée avanie faite à la nation et comme telle supportée par elle. Une Ordonnance Royale du 12 avril 1702, constatant que des crimes commis dans les Échelles demeurent impunis par défaut de preuves provenant du refus de témoigner, enjoint aux Français de répondre aux assignations et de témoigner sur les faits sur lesquels le consul les interroge. Une déclaration du Roi du 25 mai 1722, vu la difficulté de réunir quatre notables en plus des deux députés pour assister le consul au tribunal consulaire, ainsi qu'en avait disposé l'ordonnance de 1681, autorise le consul à rendre ses sentences sur des affaires civiles en n'appelant à l'assister que les deux députés ou, à leur défaut, deux notables négociants français. Une lettre de l'Ambassadeur Villeneuve, du 22 novembre 1729, recommande aux consuls de s'effor-

cer d'accommoder les procès entre Français et sujets du Grand-Seigneur et, en tout cas, de n'en connaître que par voie de médiation, parce que les Turcs ne se soumettraient à leurs sentences qu'autant qu'elles leur seraient favorables. Une lettre du Ministre Maurepas, du 29 octobre 1739, rappelle les consuls à l'observation des règles de procédure suivies en France.

L'obligation imposée aux consuls d'envoyer annuellement des *mémoires sur les affaires de leur poste, états du commerce de leur Echelle, listes des Français y résidant*, prend naissance dans la disposition suivante de l'Ordonnance de la Marine de 1681 : « Les Consuls tiendront bon et fidèle mémoire des affaires importantes de leur Consulat et l'enverront tous les ans au Secrétaire d'État de la Marine. » Mais cette disposition générale est précisée et considérablement amplifiée par une circulaire du Conseil de Marine aux consuls du Levant du 8 janvier 1720, par des lettres de Maurepas du 19 août 1725, du 4 février 1728, du 3 avril 1731, du 13 avril 1733. Ces instructions ministérielles exigent l'envoi périodique, à date fixe, de statistiques commerciales détaillées et de listes nominatives des résidents avec indication de leurs professions.

L'institution des *députés de la nation* est régie principalement par les articles de l'Ordonnance du 25 décembre 1685 qui s'y rapportent, ainsi que par quelques articles du règlement de M. d'Ortières du 8 octobre 1687. L'Ordonnance de M. Le Bret du 10 mars 1694 leur attribue une rétribution prélevée au moyen d'un droit de 1 %, leur interdit toute autre perception pour leur propre compte et limite leur initiative dans l'emploi des fonds de la nation. Une circulaire du Conseil de Marine du 11 décembre 1719 rappelle aux consuls qu'ils n'ont pas à participer à l'élection des députés, mais seulement à autoriser par leur présence l'assemblée qui élit ses représentants. Une circulaire du même Conseil du 29 décembre 1719 confie aux seuls députés l'achat des objets offerts en présents aux puissances des Échelles, sous réserve d'une décision de l'assemblée les y autorisant et sous condition de choisir pour présents des draps de France ou autres marchandises françaises. Une troisième circulaire du même Conseil du 17 février 1723 rappelle aux députés un Arrêt du 27 janvier 1694 qui les astreint à rendre de trois en trois mois les comptes de la nation, sous peine de suspension de leur traitement. Le devoir d'information qui incombe aux députés envers la Chambre du commerce de Marseille, relativement au commerce de leur Échelle, par l'envoi de mémoires et d'états et par une correspondance suivie, est précisé par des lettres de la Chambre du 29 septembre 1728 et du 22 janvier 1731 et par une lettre de Maurepas du 3 janvier 1731. Défense est faite par Villeneuve aux députés (26 septembre 1731) d'assembler les négociants sans le consentement et hors de la présence du consul, qui ne peut jamais refuser de réunir la nation. Pour assurer la liberté de l'élection des députés et éviter que ceux qui sortent d'exercice désignent eux-mêmes leurs successeurs au choix de l'assemblée, Maurepas décide (13 août 1737) que l'élection se fera au scrutin secret.

Les attributions, droits et devoirs des *Chanceliers* font l'objet de dispositions dans l'Ordonnance de la Marine de 1681, celle du 25 décembre 1685, le règlement de M. d'Ortières de 1687, l'Ordonnance Royale du 4 décembre 1691, l'Arrêt du Conseil du 31 mai 1694, qui retire aux chanceliers la permission, qu'ils avaient eue jusqu'alors, de faire le commerce. Une ordonnance royale du 17 décembre 1732 décrète qu'ils prendront rang dans les cérémonies immédiatement après les députés de la nation. Par ordre du Conseil de Marine du 19 juin 1720 doit être tenu dans chaque chancellerie un recueil général des ordonnances, arrêts et règlements concernant le commerce et la navigation dans le Levant. Les dépôts en chancellerie d'argent et de valeurs font l'objet d'une lettre de Maurepas du 23 mai 1729 et d'une ordonnance royale du 11 septembre 1731. Les manifestes à remettre dans les chancelleries et les devoirs auxquels sont astreints, sous ce rapport, tant les capitaines marchands que les consuls et chanceliers donnent lieu à une ordonnance royale du 18 mars 1693, à des Arrêts du Conseil du 6 octobre 1698 et du 3 mai 1722 et à une lettre de Maurepas du 11 octobre 1730.

Défense est faite aux *drogmans* de se livrer au commerce par l'Ordonnance Royale du 28 août

1691; aux négociants de se servir des drogmans, non plus que des janissaires du Consulat, sans la permission des consuls, par ordre du Conseil de Marine du 8 janvier 1720; aux négociants de se rendre chez les puissances du pays sans avoir avec eux le drogman de la nation après l'avoir demandé au consul, par instruction de l'Ambassadeur d'Andrezel du 21 septembre 1726.

L'existence des *chapelles consulaires*, des *chapelains* et *curés de la nation*, ainsi que les règlements qui dictent les devoirs respectifs du consul et des ministres du culte, trouvent leur base dans un Catchérif du Grand-Seigneur obtenu l'an de l'Egire 1084 et de l'Ere chrétienne 1676, par lequel le Sultan octroie « permission à tous religieux qui sont sous protection de France d'exercer dans tout son Empire la religion chrétienne et d'en enseigner la doctrine aux catholiques dans les écoles publiques, sous défense qu'il leur soit fait aucun tort ni empêchement ».

Un grand nombre de dispositions réglementaires déterminent (seconde partie du *Recueil*) ce qui doit être observé dans les *Echelles* tant par les Consuls et Vice-Consuls, que par les négociants et autres. De cette catégorie sont notamment celles qui ont trait aux *dépenses consulaires et nationales*. Elles montrent, en premier lieu, le souci du Gouvernement Royal de limiter les charges résultant des *avanies*, en imputant autant que possible la responsabilité matérielle de celles-ci aux particuliers qui les ont attirées à la nation. Ainsi l'article suivant de l'Ordonnance du 25 décembre 1685 : « Les avanies auxquelles les particuliers, négociants, artisans et autres Français résidant dans les *Échelles* auront donné lieu par leur mauvaise conduite seront par eux entièrement supportées, sans pouvoir être rejetées sur la nation ». Dans le cas où, un particulier n'ayant pu satisfaire à une *avanie* causée par sa faute, la nation l'aurait acquittée pour lui, il sera arrêté et retenu prisonnier jusqu'à ce qu'il ait remboursé la nation; faute de remboursement dans les trois mois, il sera embarqué pour la France. Le désir du Gouvernement et de la Chambre du commerce de restreindre les *dépenses extraordinaires*, de quelque nature qu'elles soient, apparaît dans la multiplicité des instructions qui prescrivent, soit aux consuls, soit aux députés, tantôt de s'abstenir de toute dépense pour la réception d'un Inspecteur des *Échelles* (Conseil de Marine, 9 juin 1718), tantôt de ménager les deniers publics à l'arrivée d'un nouveau consul (Chambre 15 mai 1724), tantôt de motiver les délibérations qui autorisent une dépense extraordinaire (Maurepas, 22 décembre 1728), tantôt de veiller à ce qu'aucun abus ni fraude n'augmente le prix des « étoffes, liqueurs, confitures et autres présents qui sont distribués aux Pachas » (Maurepas, 8 janvier 1731), tantôt de modérer les manifestations coûteuses à l'occasion de la naissance d'un Dauphin (Maurepas, 15 août 1731), tantôt de ne pas laisser les nations se mettre en frais pour la visite des vaisseaux du Roi (Maurepas, 17 décembre 1732). *Défense est faite aux nationaux de députer à Constantinople* les consuls ou vice-consuls par Ordonnance royale du 26 décembre 1719. *Défense leur est faite de prêter leurs noms aux étrangers* pour n'importe quelle opération commerciale par le règlement de M. d'Ortières, Ordonnances royales du 21 octobre 1687 et du 4 août 1688, Arrêt du Conseil du 27 janvier 1697, instruction du marquis de Bonnac du 15 octobre 1716, Ordonnances royales du 26 décembre 1719, du 4 février 1727 et du 2 février 1735 : la répétition des injonctions à cet égard s'explique par les infractions dont se rendaient coupables certains marchands qui y trouvaient leur intérêt.

Relativement au commerce en général (troisième partie du *Recueil*), *défense est faite aux nationaux de charger sur des bâtiments étrangers*, soit pour leur compte, soit pour celui d'étrangers, par les Ordonnances du 7 janvier 1689, du 15 avril 1713 et du 10 juillet 1719. Cette interdiction est levée par Ordonnance du 7 janvier 1727 : mais les marchandises du Levant introduites à Marseille sous pavillon étranger sont soumises à un droit de 20 %. Le *monopole du port de Marseille*, pour les relations commerciales de la France avec le Levant, institué par l'Édit de mars 1669, est pratiquement confirmé par l'Arrêt du Conseil du 10 juillet 1703, qui maintient un droit de 20 % sur toute marchandise du Levant introduite en France par un port français autre que Marseille. Les *arrangements*

entre marchands d'une même Échelle, pour la vente et l'achat des marchandises, sont prescrits par une circulaire de Maurepas aux consuls du 23 mai 1731 qui, après avoir décrit le mal auquel il s'agit de « remédier dans sa source », enjoint aux consuls d'assembler les nationaux deux ou trois fois l'an, et même plus souvent s'ils le jugent à propos « pour qu'ils prennent eux-mêmes par des délibérations les arrangements qu'ils trouveront nécessaires pour remettre le commerce sur un meilleur pied et l'y soutenir ».

Quant à la *résidence des Français dans les Echelles*, le texte primordial est l'Ordonnance royale du 21 octobre 1685 qui fait « très expresses inhibitions et défenses » aux marchands français voulant passer dans le Levant pour s'y établir de s'embarquer avant d'avoir été examinés et reçus par la Chambre du commerce, à laquelle ils devront fournir caution, et aux capitaines de les recevoir à leur bord s'ils ne produisent l'autorisation de la Chambre. Des infractions à cette Ordonnance ayant été signalées au Ministre, Maurepas, par lettres du 24 mai 1724 et du 14 juin 1736, enjoint aux consuls de repousser tout Français qui arriverait non muni du certificat de la Chambre. Une Ordonnance royale du 17 mars 1716 permet à la Chambre de délivrer des autorisations de résidence aux enfants ou parents de négociants qui justifieront de l'âge de dix-huit ans accomplis, ainsi qu'aux femmes ou filles dont les maris ou pères sont établis dans les Échelles. Mais une Ordonnance royale du 20 juillet 1726 révoque la permission accordée aux femmes et filles de négociants établis dans le Levant d'y aller faire leur résidence. Une Ordonnance royale du 21 mars 1731 limite à dix ans le séjour des Français dans les Échelles, où ils ne pourront retourner qu'après avoir passé cinq ans en France. Une lettre de Maurepas, 15 février 1740, annonce que le Roi ne fera aucune exception à cette règle; une autre lettre, 31 août 1742, accorde une prolongation de cinq ans.

Les interdictions concernant les *mariages des Français dans le Levant*, soit avec « des filles et veuves nées sujettes du Grand-Seigneur », soit avec des filles de Français, sont contenues dans les Ordonnances royales du 11 août 1716, 20 juillet 1726, 25 août 1728. Elles sont sanctionnées par des pénalités ou incapacités, telles que exclusion des fonctions publiques et des assemblées nationales, défense de faire le commerce avec la France. Ces sanctions frappent, en même temps que les contrevenants, leurs descendants.

En ce qui concerne la *navigation* (quatrième partie du *Recueil*), la *police des bâtiments fréquentant les Echelles* donne lieu à de nombreuses dispositions dans l'Ordonnance de la Marine de 1681, l'Ordonnance de 1685, le règlement du 1^{er} mars 1716, les Déclarations royales de janvier 1723, du 21 octobre 1727, du 16 mars 1728, l'Ordonnance du 23 mai 1728, qui énumèrent les conditions à remplir et prescriptions à observer par les patrons, capitaines et propriétaires de navires, ainsi que par les officiers d'Amirauté en France et les consuls dans le Levant, pour l'*armement, la traversée et la relâche dans les Echelles de bâtiments de commerce ballant pavillon français*. Une circulaire de Maurepas du 27 janvier 1728 vise « l'abus du pavillon français » de la part de navigateurs étrangers. Une Ordonnance du 23 avril 1737 permet que des navires français soient adressés à des négociants étrangers établis dans les Échelles, à condition d'avoir été entièrement frétés par des étrangers. Les dispositions concernant la *protection de France accordée aux étrangers* montrent le souci de restreindre en cette matière l'initiative des consuls. L'Ordonnance royale du 4 février 1727 décrète qu'aucun Juif ou étranger ne sera reçu sous la protection de France qu'il ne l'ait demandée et obtenue du consul et de la nation et qu'il n'ait fourni caution; les protégés ne pourront faire aucun commerce du Levant en France, directement ni indirectement. Une lettre de Villeneuve du 7 janvier 1739 a trait à l'usage fait du pavillon français par les Vénitiens et les Suédois.

Les obligations auxquelles sont astreints les *Capitaines et équipages* (cinquième partie du *Recueil*) sont une matière abondamment réglementée. La législation protège les résidents des Échelles, agents attitrés des échanges entre Marseille et le Levant, contre le *commerce des capitaines*.

c'est-à-dire contre la concurrence de ceux-ci et de leurs passagers, qui ont coutume de porter dans les Échelles des marchandises, soit pour leur propre compte, soit pour celui de tiers. L'Arrêt du Conseil du 17 mars 1733 décrète que les capitaines seront tenus de vendre à la nation les marchandises qu'ils auront apportées et d'acheter d'elle celles qu'ils rapporteront. Les *matelots déserteurs, libertins ou autres* font l'objet des Ordonnances ou Déclarations royales du 25 juillet 1719, 8 février 1724, 18 décembre 1728, 27 mai 1730, qui ont pour but d'empêcher la désertion, de prévoir l'arrestation et le retour des marins en rupture de ban, de pourvoir au rapatriement des naufragés.

Les *droits que nos bâtiments paient dans les Echelles* (dixième partie du *Recueil*) consistent dans : le *cotimo* dont le montant, fixé par l'Ordonnance de décembre 1685, diffère selon les Échelles et selon la nature du bâtiment, vaisseau, polacre, barque ou tartane (il sera supprimé par Arrêt du 21 juillet 1766); un *droit dit de Consulat*, payé par les marchandises chargées sur bâtiments français dans les Échelles à destination de l'Italie et d'autres pays étrangers de chrétienté; enfin le *droit d'avarie de sortie*, au sujet duquel il est dit dans une observation portée au *Recueil* : « Comme le droit d'avarie en général n'est imposé sur les bâtiments chargeant pour chrétienté et autres endroits que pour subvenir au paiement des charges de la nation dans chaque Échelle, l'usage en a introduit de deux espèces, l'un sur les bâtiments qui vont terminer leur voyage en Chrétienté, l'autre sur ceux qui vont porter des chargements dans tous les états du Grand-Seigneur... L'exaction du droit d'avarie se fait par les députés des Échelles qui en rendent compte de quartier en quartier. La nation peut bien diminuer l'avarie parce que cette opération est à la décharge du commerce; mais elle n'a plus la liberté de l'augmenter sans en avoir fait voir la nécessité au Ministre ». Le *droit de consulat sur les marchandises du Levant à destination de France* est perçu à Marseille; il a été mentionné à propos des appointements des consuls, au paiement desquels son produit est destiné. Le *droit de tonnage*, également perçu à Marseille et institué en 1691, a disparu en 1718, à la création du droit de consulat.

II. — L'analyse qui précède ne donne encore qu'un aperçu incomplet de la législation édictée entre 1681 et 1740, laquelle se réfère souvent à une législation antérieure et déjà abondante depuis 1669. On conçoit qu'une telle multiplicité d'Édits, Ordonnances, Arrêts du Conseil, Déclarations, règlements, instructions, tantôt se contredisant, tantôt se corrigeant, le plus souvent se confirmant complétant et amplifiant, ait produit quelque confusion et nécessité, au bout d'un certain temps, une remise au point et une refonte générale. C'est ce qui eut lieu de 1776 à 1781. Un grand travail de révision et de réforme, entrepris et poussé sous le ministère de Sartine, a provoqué successivement plusieurs actes législatifs, dont le dernier en date, promulgué sous le ministère du maréchal de Castries, est d'une importance capitale.

Le désordre, le relâchement de discipline et les embarras financiers, constatés dans les Échelles à l'avènement de Louis XVI, ayant fait ressortir l'infériorité de quelques consuls à leur tâche, une Ordonnance royale du 9 décembre 1776 eut pour but d'améliorer leur recrutement, en même temps que d'établir une hiérarchie et une division nouvelles entre les postes consulaires du Levant et de Barbarie. Le souci d'améliorer le *recrutement des Consuls d'Orient* apparaît clairement dans les travaux préparatoires de cette ordonnance. Une note soumise au Roi et rédigée par le premier commis du Ministère de la Marine, Saint-Didier, sur un canevas fourni par Rostagny, député du commerce de Marseille, expose que « le choix des Consuls a été assez négligé jusqu'ici » et qu'il est « dangereux de confier ces places à des hommes qui n'ont souvent pour titres que des besoins et une protection accordée à des sollicitations ». Le même document insiste sur la nécessité que les consuls possèdent des connaissances et une expérience locales et, par suite, que les personnes destinées aux consulats aient été « éprouvées », c'est-à-dire mises à l'épreuve. Il résulte d'autres notes et de projets d'articles que les conseillers de la couronne avaient pensé à créer des « élèves-vice-consuls », idée qui fut abandonnée. Mais le remède au mal parut pouvoir être trouvé sans recourir à cette innovation.

La hiérarchie instituée entre les postes et par conséquent entre les chefs de poste, — consuls-généraux, consuls-particuliers, vice-consuls —, permet de prévoir pour ces derniers deux sortes d'emplois : soit à la tête d'un vice-consulat, dans une Échelle secondaire; soit auprès d'un consul-général ou d'un consul-particulier, leur service consistant alors à s'instruire en regardant faire, sans exercer aucune fonction que par ordre exprès de leur chef. En outre, une *règle d'avancement* fut établie, d'après laquelle les consuls-particuliers durent être obligatoirement choisis parmi les vice-consuls, et les consuls-généraux soit parmi les consuls-particuliers, soit exceptionnellement parmi les vice-consuls. Cette ordonnance du 9 décembre 1776 eut un caractère provisoire, étant entendu que les constatations faites par le baron de Tott au cours de son inspection des Échelles seraient mises à profit pour amender ce qui paraîtrait devoir l'être.

A la même date intervint une série d'Arrêts du Conseil. Le premier ordonne à la Chambre du commerce de Marseille d'emprunter onze cent mille livres au denier 25 et d'employer cette somme au paiement des dettes des Échelles du Levant. Un état détaillé de ces dettes devait être adressé par la Chambre au secrétaire d'État de la Marine, le Roi se réservant d'ordonner la forme dans laquelle la liquidation serait faite et la manière dont il serait procédé à la libération. Ces deux derniers points font l'objet d'un second Arrêt du Conseil. L'état détaillé dont il est question dans le précédent arrêt sera remis au baron de Tott, Inspecteur des Échelles, et à M. de La Tour, Intendant de Provence et Inspecteur du Commerce du Levant. Les créanciers munis de titres pour être payés en France les présenteront à M. de La Tour, qui aura pouvoir pour ordonner le paiement ou procéder à la réduction des créances. Le baron de Tott vérifiera dans chaque Échelle les dettes du corps de nation et, après en avoir reconnu la réalité, ordonnera le paiement à l'aide de fonds fournis par la Chambre,

Par un autre Arrêt du Conseil en date du même jour, toutes les impositions établies sur le commerce du Levant sont réduites à un droit unique de 5 % sous la dénomination de droit de Consulat. Cet arrêt prononce la suppression de toutes les caisses nationales de toutes les Échelles du Levant. Le but de cette suppression est de mettre un frein aux avanies des Turcs, en faisant disparaître la tentation qu'était pour eux, dans chaque Échelle, une caisse nationale où ils n'avaient qu'à puiser. A partir du 1^{er} janvier 1777, il ne doit plus y avoir qu'une seule caisse, celle de la Chambre du commerce de Marseille, pour payer les appointements des consuls et toutes les dépenses des Échelles. Cette caisse sera alimentée par le droit unique de 5 % sur le commerce des Échelles, perçu à Marseille par la Chambre, qui nommera un préposé dans chaque Échelle pour effectuer ses paiements. L'Arrêt prononce la suppression du droit d'avarie de l'Echelle et celle du droit de Consulat frappant les marchandises chargées sur bâtiments français dans les Échelles à destination de pays de chrétienté autres que la France.

Enfin, un dernier Arrêt du Conseil, également du 9 décembre 1776, a trait aux avanies et emprunts. Il défend de faire payer soit par imposition, soit par la caisse de la Chambre du commerce de Marseille, les avanies non plus que les emprunts demandés à la nation dans les Échelles, et il interdit également aux négociants établis dans les Échelles d'emprunter en corps de nation. L'article de cet Arrêt qui rend, en fait, les avanies personnelles est très explicite dans l'énumération qu'il fait de tous les cas possibles et imaginables : « Tous les événements, de quelque espèce qu'ils puissent être, comme avanies, emprunts demandés à la nation, sacs, incendies, révolutions, invasions et généralement tous les autres cas et accidents imprévus qui pourront arriver dans les Échelles du Levant et de Barbarie, et toutes les pertes, dommages, avances, dépenses et fournitures ne pourront être supportés par la caisse de la Chambre du commerce de Marseille. » La manière catégorique dont l'Etat décline la responsabilité des imprudences ou infortunes individuelles l'amène à enjoindre à ses nationaux d'être extrêmement circonspects : « Ordonne sa Majesté à tous Français établis dans les Échelles et à tous patrons, capitaines, navigateurs et passagers d'être très réservés dans leur con-

duite sous peine de punition exemplaire contre ceux qui compromettraient la tranquillité de la nation et troubleraient l'ordre public ».

Moins de deux ans après cette série d'Ordonnances et d'Arrêts, intervint un Édit du Roi sur les *fonctions judiciaires et de police qu'exerçaient les Consuls* (Versailles, juin 1778, enregistré au Parlement d'Aix le 15 mai 1779). Le but principal en est indiqué par l'extrait suivant du préambule : « Parmi les fonctions que remplissent nos consuls... dans les Échelles du Levant et de Barbarie... nous avons fixé nos regards sur l'administration de la justice. Nous avons reconnu que, d'après les Ordonnances rendues à cet égard, les affaires doivent être instruites devant nos consuls par les voies les plus simples et les plus sommaires et que, cependant, les mêmes Ordonnances ne les affranchissent pas expressément des formalités observées dans notre Royaume, qui sont la plupart impraticables sous une domination étrangère ». Il s'agit donc avant tout de la *simplification de la procédure*. Mais l'Édit de juin 1778 ne s'en tient pas là et régleme de nouveau l'ensemble des fonctions judiciaires et de police exercées par les consuls des Échelles.

Le 27 novembre 1779, un Arrêt du Conseil fixa les appointements des consuls.

Les choses en étaient là quand le baron de Tott revint de son inspection des Échelles. Alors eurent lieu des conférences entre lui, le secrétaire d'État de la Marine, le premier Commis de ce Département, l'Intendant de Provence, Inspecteur du Commerce du Levant, le Député du commerce de Marseille, à l'effet d'élaborer un véritable *code des Echelles du Levant et de Barbarie*. Ce fut la grande *Ordonnance de la Marine du 3 mars 1781*. Elle reprit, amalgama, remit au point et retoucha toutes les dispositions réglementaires antérieurement rendues sous quelque nom que ce fût, sans en excepter même les plus récentes, auxquelles il lui arriva de déroger aussi bien qu'aux plus anciennes. Elle se compose d'un préambule et de quatre titres, qui sont les suivants : *des Consuls et autres officiers de Sa Majesté dans les Échelles du Levant et de Barbarie; de la résidence et du commerce des Français dans les Échelles du Levant et de Barbarie; de la navigation des sujets du Roi dans les Échelles du Levant et de Barbarie; relâche des bâtiments du Roi dans les Échelles du Levant et de Barbarie, questions de cérémonial, visites, saluts, audiences* ». On voit par cette seule énumération que l'Ordonnance du 3 mars 1781 embrasse toute la matière à laquelle peut s'appliquer la législation française dans les Échelles, tous les objets sur lesquels il peut y avoir lieu de légiférer.

Son préambule en rattache les dispositions au besoin de protéger les Français, d'administrer leurs communautés et d'adapter les modalités de cette protection et de cette administration aux conditions locales et aux traités passés avec le Souverain territorial : « La sûreté des Français établis dans les Échelles du Levant et de Barbarie et les avantages du commerce qu'ils y font dépendent essentiellement d'une protection toujours active et d'une administration fondée sur des principes relatifs au gouvernement du Grand-Seigneur et des Princes de Barbarie, aux traités faits avec ces puissances, aux mœurs et aux usages de leurs sujets ».

Vu l'étendue et la complexité du texte de l'Ordonnance, l'analyse complète en devrait être trop longue pour pouvoir être donnée ici et l'on doit se borner à en signaler quelques dispositions. *Les établissements français en Levant et en Barbarie sont divisés en Consulats généraux, Consulats et Vice-Consulats*, division qui fait donc disparaître la dénomination équivoque de consulats particuliers, instituée par l'Ordonnance de 1776. *La subordination des consuls de tous grades à l'Ambassadeur du Roi à Constantinople* est fortifiée et précisée par les articles qui prévoient l'avis donné par le secrétaire d'État de la Marine à l'Ambassadeur de la nomination de tout nouveau consul, l'intervention de l'Ambassadeur auprès de la Porte pour obtenir d'elle l'exequatur ou barat, l'obligation faite au consul d'informer l'Ambassadeur de tout ce qui se passe d'important dans sa circonscription consulaire, le recours du consul à l'Ambassadeur pour instructions dans toutes les cas non prévus par

les ordonnances, arrêts ou règlements. *Défense est faite aux consuls de France d'accepter aucun titre de consul de la part de puissances étrangères.* Leurs appointements ayant été déterminés par le Roi dans un arrêt antérieur, *il leur est défendu de percevoir aucun droit* sous quelque dénomination et quelque prétexte que ce puisse être. La défense leur est renouvelée *de faire aucun commerce*, directement ni indirectement, et *d'emprunter aux Turcs.* Il leur est interdit *de se marier sans autorisation*, *de s'absenter sans permission.* Des prescriptions spéciales règlent l'intérim des fonctions consulaires, la suppléance des consuls, la transmission des archives, leur inventaire. Une étroite *subordination* est établie *des vice-consuls aux consuls.* Il est créé des *emplois d'élèves vice-consuls*, dont le brevet ne peut être obtenu que de 20 à 25 ans. Ces jeunes gens, qui ne peuvent exercer aucune fonction que sur l'ordre exprès du consul, ont pour devoir d'acquérir toutes les connaissances relatives à l'administration des Consulats et d'étudier les langues orientales, notamment le Turc. Leurs progrès, leurs travaux feront l'objet de constatations. Ils seront choisis de préférence parmi les fils et neveux des consuls du Levant et de Barbarie, disposition qui consacre le *principe du recrutement familial.* Le cadre consulaire achevant de prendre, par les dispositions qui en renforcent la discipline, tous les caractères d'une carrière de l'État, *des retraites sont allouées aux consuls* de tous grades et le montant en est fixé. Elles sont payées moitié par le Trésor royal, moitié par la Chambre du commerce de Marseille. Il est institué des *secrétaires-interprètes de Sa Majesté pour les langues orientales*, au nombre de trois, dont un toujours à la suite de la Cour, les deux autres à Paris, tous trois choisis parmi les drogmans du Levant. La nomination des *drogmans du Levant* appartient provisoirement à l'Ambassadeur du Roi à Constantinople, qui en rend compte au secrétaire d'État de la Marine. Ils sont aux ordres de l'Ambassadeur à Constantinople, des consuls ou vice-consuls dans les Échelles. Défense leur est faite d'aller chez les puissances du pays sans ordre ou permission, de s'employer aux affaires des particuliers sans autorisation, de faire aucun commerce, ni aucun emprunt. Des retraites leur sont allouées. Ils sont choisis parmi les *élèves-drogmans* entretenus en Levant, eux-mêmes choisis parmi les fils, petits-fils ou neveux des secrétaires-interprètes du Roi et les drogmans. *Les fonctions de chancelier sont dévolues aux drogmans*, qui les exerceront. En ce qui concerne le *proteclorat catholique*, l'Ambassadeur à Constantinople, les consuls et vice-consuls dans les Échelles sont invités à protéger « tous les prêtres séculiers et réguliers qui se trouveront en Levant à titre de missionnaires, les curés et chapelains français et tous les religieux qui sont sous la protection de la France ». L'Ambassadeur, les consuls et vice-consuls ont droit à la place d'honneur à l'église; à l'occasion des fêtes solennelles; ils reçoivent l'eau bénite, l'évangile, l'encens et le flambeau des mains des ministres de l'autel. Ce sont les *honneurs liturgiques.* L'octroi de la *protection accordée aux étrangers* et les *droits des protégés* sont réglementés dans un sens restrictif. Les consuls ne doivent la protection du Roi qu'aux sujets du Grand-Seigneur employés pour l'utilité de la nation. Cette protection est personnelle et relative aux affaires de la nation. Une délibération de la nation est nécessaire pour la délivrance de lettres de protection. La caution de la nation en corps ou d'un négociant français est exigée du protégé.

Le droit pour tous Français de passer dans les Échelles reste subordonné à la *production d'un passeport* signé par le secrétaire d'État de la Marine ou d'un *certificat* délivré par la Chambre du commerce de Marseille. Quand il s'agit d'artisans, la délivrance du certificat par la Chambre est elle-même subordonnée à la caution de l'artisan par la nation de l'Échelle où il se rend. En vue de purger les Échelles des parasites qui avaient pu s'y introduire en violation des règlements antérieurs, ordre est donné de procéder à une *révision des titres de séjour.* Dans le délai d'un an à dater de la publication de l'Ordonnance, tous les négociants devront avoir produit le certificat de la Chambre en vertu duquel ils résident dans une Échelle et qui fait foi en même temps du cautionnement qu'eux-mêmes ou leurs majeurs ont fourni à ladite Chambre. Seront renvoyés en France tous ceux qui

dans le délai prescrit, n'auront pas produit cette pièce ou ne se seront pas mis en règle. Le seront également tous les artisans que la nation n'aura pas voulu cautionner. Le seront aussi tous sujets du Roi qui seront dans les Échelles sans y exercer aucun état et sans permission expresse. Le seront encore tous ceux qui tenteraient de se soustraire à l'autorité du Roi en se plaçant sous une protection étrangère. Aucun Français renvoyé d'une Échelle ne pourra plus être admis dans une autre. Telles sont les *sancions prises contre une résidence non régulière*. Une disposition spéciale vise les *Français d'origine, nés dans le Levant*; ils sont tenus de se procurer dans les trois mois la caution de la nation ou d'un négociant français, sous peine de perdre leur qualité de Français. La *résidence dans les Echelles où il n'y a ni consul, ni vice-consul* est soumise à des restrictions rigoureuses. Défense est faite à la Chambre du commerce de Marseille de délivrer des certificats pour ces Échelles. Défense est faite aux Français de s'y établir sans une permission écrite de l'Ambassadeur à Constantinople ou d'un consul, qui ne peuvent accorder cette permission qu'à des Français résidant dans leur Échelle et déjà cautionnés par la Chambre du commerce. Ordre est donné de faire évacuer les lieux où il n'y a pas d'officier du Roi par les Français qui y résideraient sans autorisation. Des *agents des consuls* peuvent être nommés par ces derniers, sous réserve de ratification par le Secrétaire d'État de la Marine, dans les localités de leur circonscription où il n'y a pas d'officier du Roi : ces agents des consuls (on dirait aujourd'hui agents consulaires) sont choisis, autant que possible, parmi les négociants français. Est soumis à l'autorisation écrite du consul et à un cautionnement l'envoi par des négociants français de commis dans une Échelle indépendante de celle où ils résident. Les *départements consulaires* (circonscriptions consulaires selon la dénomination actuelle) font l'objet d'un remaniement. Le territoire de chacun est nouvellement déterminé. En plus du département de Constantinople, qui est sous la juridiction directe de l'Ambassadeur, il y a dans le Levant cinq Consulats généraux (Smyrne, Bagdad, Alep, Seyde, Palestine. Égypte) et trois Consulats (Tripoli de Syrie, Chypre et Salonique)

En matière de *discipline*, de *liberté individuelle* et de *capacité civile*, l'ordonnance renouvelle ou signifie aux Français la défense de se marier, sauf permission accordée par l'Ambassadeur ou le consul sur demande de l'intéressé; celle d'acquérir des immeubles autres que les locaux nécessaires à leur logement et à l'entrepôt de leurs marchandises; celle de prendre des biens-fonds à ferme; celle de posséder des navires du pays; celle de s'assembler sans autorisation; celle de jouer à des *jeux de hasard*; celle de prêter leur nom aux étrangers. Bien entendu, le *droit d'expulsion* est maintenu aux consuls à l'égard de leurs nationaux, dans les mêmes conditions qu'auparavant, c'est-à-dire sous des conditions laissées pour une large part à leur appréciation. La seule véritable limite à ce droit, dont l'exercice ne peut pas être lié à une énumération limitative de cas, consiste dans la conscience des consuls et dans leur responsabilité envers leurs supérieurs hiérarchiques. En ce qui concerne les *avanies*, l'Ordonnance reprend les termes et les dispositions du rigoureux Arrêt de 1776 pour les laisser à la *charge des particuliers*. Elle restitue aux *députés de la nation* les attributions financières qu'un arrêt de 1776 avait confiées à des préposés de la Chambre et les confirme dans toutes leurs autres attributions traditionnelles, commerciales et administratives, ainsi que dans le droit de fournir les assesseurs au tribunal consulaire. Enfin, au titre consacré à la *navigation*, parmi un grand nombre de dispositions qui en répètent simplement d'antérieures, l'Ordonnance déroge sur un point essentiel aux principes fondamentaux des règlements jusqu'alors en vigueur : elle accorde aux étrangers la permission de faire charger en France à destination des Échelles toutes sortes de denrées, à la seule exception des draps, dont le commerce est réservé aux Français, et celle d'envoyer en droiture des Échelles à Marseille toutes sortes de denrées et marchandises. C'est donc la *liberté concédée aux étrangers d'exploiter le commerce du Levant avec la France*. Le sort réservé à cette innovation fera l'objet d'une mention ultérieure.

III. — L'Ordonnance de 1781 fut accompagnée d'une *instruction confidentielle* et même secrète, destinée à l'usage des consuls et autres chefs de poste. Cette instruction, après un bref historique des circonstances d'où l'Ordonnance était sortie, en commente le texte article par article, indiquant le pourquoi de chaque disposition et l'esprit dans lequel l'application devait en être faite. Elle constitue donc un document des plus intéressants pour connaître, tant les principaux abus auxquels il s'est agi de remédier, que les principes généraux dont s'est inspirée la législation édictée. Si l'étendue du document interdit malheureusement d'en donner une analyse complète, quelques extraits permettront cependant de fixer les idées sur certains points.

L'infériorité de plusieurs consuls à leur tâche est dénoncée sans ambages dans les lignes où le mal, constaté en 1776 dans la situation des Échelles, est attribué « principalement à la négligence de plusieurs consuls, qui n'avaient pas d'ailleurs les connaissances suffisantes pour remplir avec succès les fonctions importantes dont ils étaient chargés ».

Les constations faites à la suite de la mission du baron de Tott sont résumées dans le passage suivant : « Il a paru par le résultat de ce travail que les dépenses d'administration en Levant et en Barbarie étaient excessives; qu'elles étaient plus souvent relatives à l'intérêt particulier qu'à l'intérêt général; que quelques consuls avaient laissé enfreindre les Capitulations et établir l'anarchie dans leurs Échelles; que d'autres au contraire exerçaient des abus d'autorité; que les sujets de Sa Majesté ne jouissaient pas de toute la protection qui devait leur être accordée et qu'ils étaient exposés à des injustices; que les drogmans ne remplissaient pas exactement leurs devoirs; qu'il s'était introduit dans les Échelles des gens sans mœurs, sans état et sans ressources, qui avilissaient la nation, ce qui donnait lieu à des avanies, à des fraudes, à de mauvaises affaires et à la dégradation du commerce; que le commerce était compromis par l'avidité de quelques particuliers, qui se permettaient de frauder les marchandises et d'abuser de la confiance des acheteurs; qu'enfin l'oubli des lois de police sur la navigation des mers du Levant tendait à faire perdre le crédit de notre pavillon et à provoquer la désertion de nos matelots ».

L'idée directrice des auteurs de l'Ordonnance, le but essentiel de celle-ci et son caractère beaucoup plus conservateur que novateur résultent de l'intention, affirmée dans l'instruction, d'obtenir la réforme des abus par la remise en vigueur de règlements perdus de vue. La décision du Roi est définie dans ces termes : « faire revivre d'anciennes lois qui suffisaient, pourvu qu'elles fussent appliquées ».

La base des établissements français dans les Échelles du Levant et de Barbarie est montrée aux consuls dans les Capitulations de la France avec la Porte ottomane et dans ses traités avec les Princes Barbaresques. Un rapport étroit est établi entre les droits que ces actes confèrent aux Français et les devoirs qu'ils leur imposent. « Les consuls doivent s'occuper principalement de l'étude de nos Capitulations et de nos traités; ils doivent veiller très exactement à leur maintien, tant pour ce qu'elles nous accordent que pour ce à quoi elles nous soumettent; en tolérant leur infraction de la part des sujets du Roi, on donnerait aux Turcs et aux Barbaresques un exemple d'autant plus dangereux qu'ils auraient un motif légitime de manquer eux-mêmes à leurs engagements vis-à-vis des Français. On doit exiger avec fermeté ce qui est dû; mais on ne le peut qu'en rendant aux autres ce qu'on leur doit ».

L'obligation faite aux consuls de tenir l'Ambassadeur à Constantinople au courant des affaires de leur Échelle est rattachée au besoin de ses interventions auprès de la Porte et aux exigences de ses négociations avec elle : « L'Ambassadeur du Roi à la Porte doit être instruit de ce qui se passe d'important dans les Échelles du Levant, pour qu'il soit en état de réclamer, dans l'occasion, la jouissance des privilèges de la nation et de négocier ce qui peut convenir à ses intérêts ».

Par rapport aux affaires commerciales de leur Échelle, sont recommandés aux consuls une

sollicitude et une activité, qui n'excluent pas l'initiative. Dans l'intérêt du commerce et de la navigation leur sont montrées la raison d'être de leur institution et celle des établissements qu'ils protègent : « Les avantages de notre commerce et de notre navigation étant les principaux objets de l'administration qui est établie en Levant et en Barbarie, les consuls doivent s'appliquer essentiellement à tout ce qui y est relatif. Ils doivent en faire une étude suivie, consulter les négociants, exciter leur industrie, les engager à faire des essais, examiner les moyens d'augmenter nos importations et nos exportations, observer le commerce des étrangers, voir par quelles mesures nous pourrions y prendre part, en rendre compte en détail et enfin chercher, indiquer et prendre tous les moyens d'étendre notre navigation, de manière à faire obtenir à notre pavillon la préférence sur tous les autres ».

La volonté d'obtenir que, non seulement les consuls, mais tous leurs subordonnés s'abstiennent de toute opération commerciale est très fortement marquée. Elle se combine avec d'autres motifs pour justifier le transfert aux drogman des fonctions de chanceliers : « Sa Majesté a cru devoir confier les chancelleries aux drogman parce que la connaissance des langues et des usages locaux les met à portée de contracter, mieux que personne, suivant l'esprit et la volonté des parties. Elle a été bien aise, d'ailleurs, de leur faire trouver par cet arrangement de nouveaux avantages, pour leur ôter tout sujet et tout prétexte d'ambition étrangère à leur état ».

L'importance du rôle des drogman et leur influence en Orient sont judicieusement indiquées : « C'est cette influence que les drogman ont dans les affaires qui rend leurs fonctions délicates et importantes. Ils sont intermédiaires, pour ainsi dire, entre les officiers du Roi et les puissances du pays; c'est par eux que se font toutes négociations; ce sont eux seuls qui peuvent juger des dispositions des personnes avec lesquelles ils sont chargés de traiter; c'est donc de leur intelligence, de leur courage et de la fidélité de leurs rapports que dépend presque toujours le succès des affaires ».

Les restrictions apportées à l'octroi de la protection française sont justifiées par les inconvénients qui naissent d'une clientèle arbitrairement grossie. « La protection accordée légèrement compromet le respect qui est dû au nom du Roi, lorsqu'il est employé en faveur de rayas qui n'ont ni droit, ni titre pour être protégés par la France ».

La longue série des prescriptions disciplinaires, des entraves à la liberté individuelle et à la capacité civile est expliquée, cas par cas, par des raisons d'ordre public, qui dérivent tantôt des conditions spéciales au Levant, tantôt de l'espèce de mission incombant aux résidents des Échelles. Sacrifier délibérément l'intérêt particulier à l'intérêt général; éliminer des Échelles tous ceux qui ne concourent pas au but déterminé des établissements français du Levant, tous ceux qui, ne servant à rien ou ne servant qu'à eux-mêmes, ont d'autant plus de chances de créer des embarras ou de porter tort aux autres; concentrer sur les opérations de leur commerce l'activité de tous ceux qui sont admis à résider; faire en sorte que l'autorité et la protection des consuls soient toujours à portée de s'exercer sur eux; enfin réserver à la France la possibilité de récupérer ses enfants momentanément expatriés : telles sont les préoccupations qui apparaissent dans des lignes comme les suivantes.

« Il est dangereux de laisser passer dans un pays, où les fautes d'un particulier retombent presque toujours sur la nation dont il est membre, des sujets dont les mœurs, la conduite et la manière d'exister sont équivoques, surtout lorsque l'intérêt de cette nation exige qu'elle fréquente ce pays. La Turquie et la Barbarie présentent cet inconvénient. Les Pachas et autres chefs de ces pays prennent souvent à parti tous les nationaux pour un fait de mauvaise conduite d'un seul. Il en est résulté souvent des avanies générales. C'est d'après la connaissance des opinions des Turcs que le Gouvernement a toujours défendu aux Français de passer dans les Échelles sans en avoir demandé la permission et d'y résider sans avoir fourni une caution qui répondît des dommages auxquels leur conduite pourrait donner lieu. Cette loi de salut public, qui est de 1685, a été négligée. Il vient d'être vérifié qu'il se trouve dans tout le Levant des Français épars, sans emploi et sans ressources, qui sont à charge aux Échelles, qui y mettent le désordre, et qui sont toujours à la veille d'y causer des avanies, et qu'il y en a d'autres qui se sont établis

sans permission dans les Échelles où il n'y a point d'officier du Roi, où ils font l'usure, exercent le monopole sur notre caravane et se livrent à toutes sortes d'excès »...

« Toutes les Échelles sont surchargées d'enfants de Français qui ont fait de mauvais mariages et qui n'ont laissé d'autres ressources à leurs familles que celle de leur origine. Ces originaires français sont la plupart à charge à la nation; ils vivent presque toujours dans l'avilissement; souvent ils corrompent les jeunes gens qui arrivent dans les Échelles et ne cessent de compromettre la protection. L'intention de Sa Majesté est de retrancher du corps de la nation des individus qui ne sont propres qu'à la déshonorer »...

« L'expérience a démontré que le commerce du Levant exigeait un régime particulier et devait être assujéti à des règles qui, en arrêtant les écarts d'une liberté absolue, pussent réunir tous les avantages dont ce commerce est susceptible et s'opposer aux dangers auxquels il est exposé. Il ne serait pas prudent de permettre des établissements isolés et indépendants dans le voisinage des Échelles principales et dans les lieux où il n'y a point d'officier du Roi. Il ne pourrait en résulter que les plus grands désordres et il serait dangereux pour notre commerce, notre politique et notre crédit, qu'il nous importe de conserver, d'abandonner des Français en Turquie à leur sauvegarde, à leur liberté et à leurs volontés. Si, dans le temps que Sa Majesté établit l'ordre dans les Échelles principales, le désordre et l'anarchie existaient au voisinage, on ne pourrait se promettre un résultat avantageux de l'ordonnance la plus sage. Les plus petits intérêts anéantiraient les intérêts majeurs. Tout notre commerce en Levant doit donc être porté dans les Échelles principales, sous l'inspection et la protection des officiers du Roi »...

« L'inconvénient des mariages qui se font en Levant et en Barbarie est bien démontré : il en résulte souvent la ruine et l'expatriation de ceux qui les contractent »...

« Sa Majesté, désirant conserver ses sujets et les maintenir sous son autorité, ne veut pas qu'ils fassent dans les Échelles des acquisitions qui puissent les rendre dépendants du Grand-Seigneur »...

La fermeté envers leurs nationaux est recommandée aux consuls, à qui il est prescrit de ne jamais laisser entreprendre sur leur autorité et dont le libre-arbitre doit rester entier, quant à l'accueil dont sont susceptibles les requêtes de leurs ressortissants. « Le Roi ne souffrira jamais que l'autorité de ses officiers soit compromise par des tracasseries et qu'elle soit exposée au mépris. C'est ici le lieu d'observer que les nationaux veulent souvent exiger des officiers du Roi des démarches qui sont contraires à leurs devoirs. On est dans l'opinion, dans les Échelles, que les fonctions de consul consistent principalement à soutenir les Français, soit qu'ils aient raison ou tort. Cette opinion a eu les suites les plus fâcheuses; elle a avili l'autorité; elle a compromis les droits des Français; elle a fait confondre l'injuste avec le juste; elle a autorisé l'inconduite et souvent excité des avanies. »

L'extrême et néfaste importance prise par les avanies dans l'existence et dans les opérations des établissements français du Levant ressort des développements qui sont consacrés à ce sujet. On en voit se dégager aussi les constatations de fait et les conclusions d'après lesquelles fut cherché le remède à ce fléau. L'instruction reproduit d'abord les termes d'une circulaire adressée, le 26 décembre 1776, à l'Ambassadeur à Constantinople, à l'Intendant de Provence et à la Chambre du commerce :

« Les avanies sont les vers rongeurs du commerce du Levant. Il est indispensable de mettre des bornes aux extorsions que les puissances du pays exercent, soit à titre d'emprunt, soit à titre de contribution, sous le prétexte bien ou mal fondé d'un délit commis par un Français ou par le corps de la nation. La facilité de trouver de l'argent dans les caisses nationales a excité la cupidité des Turcs et a provoqué les querelles qu'ils ont élevées. La faculté d'imposer sur le commerce a rendu les négociants moins circonspects. La timidité de quelques consuls les a rendus faibles : et le vice des avanies a été porté si loin que les fortes impositions dont il a fallu grever le commerce dans certaines Échelles les menaçaient d'une ruine prochaine. En vain a-t-on fait jusqu'ici les lois les plus sages pour modifier l'effet funeste des avanies; en vain a-t-on ordonné que les avanies auxquelles les particuliers donnaient lieu seraient entièrement supportées par eux : l'intérêt personnel et une condescendance funeste firent presque toujours

éluder la loi et les avanies, dans tous les cas, ont été présentées comme générales et n'ont cessé d'être à la charge et au détriment du commerce général. »

Les motifs, pour lesquels les auteurs de l'Ordonnance de 1781 croient devoir persister dans le système de l'Arrêt de 1776 et insister pour qu'il soit rigoureusement appliqué, résultent du passage suivant de l'instruction :

« Je suis fâché d'être obligé de dire que plusieurs Français ont été suspectés de s'entendre avec les gens du pays; j'ai sur ce point les présomptions les plus fortes. On a encore imaginé de ranger dans l'ordre des avanies les cas fortuits indiqués dans l'Arrêt, comme si les négociants du Levant et de Barbarie ne devaient pas être assujettis aux mêmes risques que ceux de tous les autres pays, comme s'il était possible de faire supporter à tous les négociants d'une ville les malheurs que l'un d'eux éprouverait par un naufrage, un incendie, un tremblement de terre ou tout autre hasard! »

Les espoirs d'amélioration fondés sur les mesures ordonnées et sur la règle posée par l'Arrêt de 1776 sont exprimés dans l'extrait qu'on va lire :

« Cette règle est de toute justice : elle assimile simplement le sort des négociants du Levant et de Barbarie à celui de tous les négociants qui résident dans d'autres pays. Sa Majesté est bien persuadée que les avanies seront bien moins fréquentes, lorsqu'un Pacha ou tout autre officier musulman n'aura pas sous ses yeux une caisse nationale toujours prête à être remplie par une imposition, au premier mouvement de son avarice; que ses sujets seront plus circonspects, quand les avanies seront à leurs risques personnels; qu'ils éviteront de compromettre leur fortune en fournissant des prétextes à des avanies, et qu'ils veilleront les uns sur les autres pour n'être pas victimes de la mauvaise conduite d'un particulier. »

Enfin, en matière d'opérations commerciales, de vente et d'achat des marchandises, la nécessité de limiter l'initiative privée, de soumettre la liberté individuelle aux conditions d'arrangements dictés par l'intérêt collectif, est justifiée par les considérations suivantes :

« Le commerce du Levant diffère autant des autres commerces que la Turquie diffère des États de chrétienté. La constitution du pays, la forme du gouvernement, les préjugés des Musulmans, les usages auxquels ils sont soumis, leur religion, la mauvaise foi des Grecs et des Juifs qui sont les intermédiaires nécessaires entre les Turcs et les Francs, sont autant d'obstacles qui dérangent les calculs et les spéculations ordinaires et qui exigent des procédés particuliers. En Levant, l'inconduite ou le malheur d'un seul Français compromet toute la nation. A Constantinople, le commerce des draps serait impraticable et ruineux, si la nation ne se réunissait pour vendre en corps cette espèce de marchandise et si elle n'avait établi une caisse garantie pour assurer la solidité des acheteurs. A Salonique et dans d'autres Échelles, quelques officiers du Grand-Seigneur sont seuls propriétaires de certaines espèces de marchandises qu'il faut acheter pour les retours de notre commerce: si l'achat de ces marchandises était livré à la concurrence des acheteurs, elles seraient mises à l'enchère et le prix auquel elles seraient portées opéreraient certainement la ruine des acheteurs... A Smyrne et sur la côte de Syrie, les Grecs, les Arméniens et les Juifs sont nos facteurs pour l'achat de nos retraits : ils connaissent nos besoins, s'entendent et font monter dans les marchés les marchandises au prix qu'ils veulent. Partout, il faut se garantir des pièges qu'on nous tend; partout, il faut maintenir la bonne foi de notre commerce pour ne pas perdre les avantages que l'habitude de traiter avec nous et l'usage d'employer nos marchandises nous a procurés en Levant. Ce sont ces différentes circonstances qui doivent empêcher d'appliquer au commerce du Levant les principes et maximes des autres commerces. Il lui faut un régime particulier. Ce régime doit tenir à la liberté et à une sorte de règle. A la liberté, en laissant à chaque corps de nation la faculté d'exploiter son commerce de la manière qu'il juge le plus convenable; à une sorte de règle, en assujettissant les membres d'une nation à la forme que la majeure partie adopte pour la sûreté et l'avantage communs. L'expérience a démontré la nécessité de suivre cette direction. Dès que le commerce du Levant a été livré à une liberté absolue, nous avons été à la veille de le perdre. »

Par les exemples précédents, choisis de préférence sur des points concernant l'administration, l'existence et l'activité des nations françaises dans les Échelles, on peut juger de l'esprit qui a inspiré l'Ordonnance de 1781 et, en même temps qu'elle, toute la législation française applicable aux Échelles du Levant sous l'Ancien Régime. Car l'Ordonnance de 1781 est la synthèse et l'expression la plus accomplie de cette législation, le dernier mot du droit monarchique français sur la matière. Elle est restée, sauf modification sur un seul point, le code des Échelles jusqu'à la Révolution française. Au-delà même de la Révolution, bien qu'un nombre important de ses dispositions essentielles aient été abrogées en fait ou expressément par les réformes des Assemblées Constituante et Législative, elle a conservé force de loi sur assez de points pour demeurer autre chose qu'un document d'archives. On en trouve des exemplaires imprimés encore sous le règne de Louis-Philippe, à l'usage de nos Consulats en Orient.

IV. — La principale innovation que comportait l'Ordonnance de 1781, par ailleurs si conservatrice, — la liberté accordée aux étrangers de participer au commerce entre la France et le Levant, — provoqua les plaintes très vives de la Chambre du commerce de Marseille. Le mémoire que les membres de cette compagnie adressèrent au secrétaire d'État de la Marine, pour protester contre l'introduction des étrangers, éclaire utilement les intérêts et les conceptions économiques que cette mesure avait heurtés. L'intention à laquelle elle avait répondu est ainsi définie :

« Tous les étrangers, tous les domiciliés en Levant et les naturels du pays sous les dénominations de Grecs, Juifs, Turcs, Arméniens, seront donc admis sans distinction à l'importation des marchandises du crû d'Asie dans le port de Marseille, seulement par navires français, et à l'exportation par le même port de toutes celles d'Europe, d'Amérique et des Indes, qui font la base des envois au Levant. On a pensé que ces étrangers augmenteraient le commerce national, qu'ils procureraient un plus grand débouché à nos manufactures, qu'ils nous fourniraient les matières premières dont nous avons besoin à meilleur marché. Voilà sans doute les seules raisons qui ont pu donner lieu au changement que l'on a fait. »

Augmenter le commerce national doit s'entendre ici, non seulement du mouvement des échanges, mais aussi de la Marine marchande, dont le législateur s'était proposé de favoriser le développement, en même temps que celui du trafic.

La Chambre montrait dans l'élimination des commerçants français par les étrangers la conséquence inéluctable de la concession faite aux seconds : « Les Orientaux et les étrangers resteront peu à peu les maîtres et les facteurs de tout le commerce du Levant en France, effet nécessaire et infaillible de la gêne imposée aux négociants de Marseille par le cautionnement et de la liberté accordée aux étrangers ». La Chambre s'étonnait qu'on changeât l'une des conditions essentielles, sous lesquelles se pratiquait un commerce dont l'activité et la prospérité avaient été croissant : « Si jamais un commerce a été bien suivi, s'il a jamais excité la jalousie de nos voisins, c'est sans doute celui des Français au Levant. La multiplicité des bâtiments qui y ont été employés, trois convois de quatre-vingts à cent voiles expédiés dans l'année, la quantité de draps, de denrées des Isles et des Indes qui y ont été envoyées et dont il est facile au Gouvernement d'avoir les états, en sont des preuves incontestables. C'est donc lorsque la nation a fait le plus grand commerce au Levant, même depuis l'époque de la guerre ¹, c'est lorsqu'elle en a trop fait peut-être, que l'on veut y admettre les étrangers et en changer les lois fondamentales ». Le même argument, intéressant parce qu'il atteste les progrès du commerce français du Levant, sous le régime qui en avait exclu les étrangers, est repris dans le passage suivant :

Pour que le changement édicté fût justifié, « il faudrait avoir la certitude que les Français

1. La guerre franco-anglaise provoquée par l'émancipation des États-Unis d'Amérique.

n'ayant pas fait au Levant par le passé tout le commerce qu'ils y pouvaient faire, nos établissements en ont souffert, y ont languï; que notre marine marchande, dont l'accroissement paraît être le seul objet qu'on ait eu en vue, est diminuée; que nos denrées des Isles restent à Marseille et ailleurs invendues dans nos magasins; que le commerce respectif de Marseille et de nos Échelles est, en un mot, dans une inertie affligeante pour l'État. Mais nous sommes dans une situation tout opposée. Nos Échelles sont fournies de marchandises d'Europe; nos magasins sont dépourvus de denrées des Isles et, à peine nous en vient-il de nouveaux approvisionnements, qu'on s'empresse d'en aller remplir les marchés d'Asie; les bâtiments destinés à ce commerce sont si nombreux que nos convois en deviendraient difficiles, embarrassants, dangereux même, si les officiers du Roi, sous la protection desquels on les fait naviguer, ne veillaient sur eux avec la plus scrupuleuse attention. C'est donc lorsque nous sommes parvenus à ce haut point de prospérité qu'on veut tout changer; c'est dans cet état si fort envié qu'on veut nous donner des concurrents, et quels concurrents? Ces Orientaux, qui vont devenir nos maîtres, lorsque nous les avons pour nos tributaires; ces étrangers qui, dans la Méditerranée, font tous leurs efforts, mettent toute leur étude à s'immiscer dans ce commerce à notre préjudice, qui gémissent en secret de nos ressources et de nos succès, ceux qui enfin, par leurs liaisons avec nos ennemis, reçoivent d'eux les moyens de nous nuire!

Enfin, aux préoccupations qui avaient dicté l'innovation de l'Ordonnance de 1781, est opposée la conception classique du système commercial français appliqué, sous l'Ancien Régime, au trafic maritime avec le Levant et plus ou moins avec tous les pays d'outre-mer :

« Oui, nous devons regarder nos établissements en Levant comme des colonies formées dans ces divers États de l'Empire ottoman, comme des comptoirs pareils à ceux établis dans l'Inde par les diverses nations qui y commerceront, toutes plus jalouses les unes que les autres d'en éloigner les étrangers. En effet, que sont ces établissements, si ce n'est la nation elle-même? Nos lois nous y suivent, nos codes civils, criminels et marchands y font la règle des décisions des officiers du Roi. Ces officiers, consuls, vice-consuls, y représentent les magistrats des tribunaux subalternes du Royaume et leurs jugements vont par appel au Parlement d'Aix. Si tout ce que nous avançons est d'une vérité incontestable, si nous sommes en Levant ce que nous sommes en France, si nous sommes aussi sévères, rigides à éloigner les étrangers des commerces nationaux, pourquoi renoncer à un système qui, jusqu'à ce jour, ne nous a prouvé que des avantages? »

Cette conception coloniale du commerce français du Levant c'était bien celle de l'Ancien Régime. Et en y dérogeant sur un point essentiel, tandis qu'elle y restait fidèle sur une infinité d'autres, l'Ordonnance de 1781 avait effectivement péché contre la logique.

Une *Ordonnance du 29 avril 1785* abrogea les articles de celle de 1781 qui avaient admis les étrangers au commerce du Levant et revint sur ce point au *statu quo ante*. Privés du droit de charger sur bâtiments français entre Marseille et les Échelles et *vice versa*, les étrangers n'eurent plus, comme avant 1781, que la faculté d'affréter des bâtiments français en entier, faculté d'un usage difficile et rare.

Ce retour à l'état de choses antérieur fut bien accueilli dans les Échelles, ainsi qu'il résulte des lignes suivantes du consul de France à Saint-Jean d'Acre en 1790 :

« La liberté du commerce du Levant accordée aux étrangers a été, pour les établissements de Syrie, un des plus grands fléaux qu'ils aient essuyé depuis longtemps, et sa révocation a été un de ces biens que la sagesse répand sur les grands établissements pour les consoler des malheurs que l'erreur leur cause de temps en temps. »

Tel était, dans l'ensemble, l'état de la législation française concernant les Échelles du Levant au moment où éclata la Révolution de 1789.

ANNEXE IV

NOTE SUR L'ENQUÊTE ADMINISTRATIVE DE 1790-1791 AU SUJET DES RÉFORMES A INTRODUIRE DANS LE RÉGIME DES ÉCHELLES DU LEVANT

Par une délibération du 12 juin 1790, la Chambre du commerce de Marseille décida de poser un certain nombre de questions aux nations des Échelles, afin de mieux se rendre compte des réformes nécessaires à l'amélioration de leur sort. Cette décision avait eu pour cause l'affluence, à Marseille auprès de la Chambre, à Paris auprès de l'Assemblée Nationale, de doléances sur les points les plus divers du régime appliqué aux Échelles et de suggestions sur les réformes qu'il convenait d'y introduire. L'un demandait qu'on supprimât totalement les Consuls; l'autre, qu'on rendit le commerce libre aux étrangers; le troisième, qu'on permit aux capitaines de navires marchands de se livrer au commerce; un autre, qu'on rétablît dans les Échelles les caisses nationales supprimées par un Arrêt de 1776; un autre, qu'on renouvelât les Capitulations avec la Porte..., etc., etc...etc... Pour examiner ce qu'il y avait lieu de faire, en présence de cet afflux de plaintes et de revendications, où se manifestaient en somme l'incompatibilité foncière de l'ancien régime du Levant avec les principes nouveaux et l'impatience de chacun à se libérer des entraves administratives ou légales, la Chambre du commerce avait désigné parmi ses membres un Comité, une sorte de commission d'enquête, qui s'adressa aux principaux intéressés, mais en s'abstenant de demander leur avis aux Consuls, ni à l'Ambassadeur de France à Constantinople.

Les nations de Seyde et d'Acre répondirent au questionnaire de la Chambre par un mémoire daté de Tripoli de Syrie, 10 décembre 1790. « Le commerce des Échelles de Seyde et d'Acre, disent-elles, languit depuis si longtemps, l'état des Français qui y sont établis est devenu si vil par l'abus de l'autorité, le manque de protection les a tellement mis au niveau des rayas, qu'ils ont vu avec la plus vive reconnaissance qu'on voulût bien enfin s'occuper de leur sort ». Les rédacteurs de leur mémoire se prononcent catégoriquement pour la suppression des Consuls. Ils fondent leur conviction à cet égard, non sur leurs griefs contre leur propre Consul, avec qui ils sont alors en violent conflit; mais sur la prétendue inutilité de celui-ci. Ils commencent par soutenir que « la nation est la seule utile au pays et la seule considérée », en citant à l'appui de cette affirmation des exemples de cas où les Pachas et les indigènes s'étaient opposés à la retraite de la nation, sans jamais s'opposer à celle des Consuls, et en alléguant que seule la crainte inspirée par Djezzar à ses propres sujets avait empêché ceux-ci de se révolter, quand il avait expulsé les Français de son Pachalik. C'est, assurent-ils, lorsque la nation n'avait eu à sa tête que ses députés, entre les Consulats de Taulès et d'Arasy, qu'elle avait vécu en paix avec Djezzar et c'est du retour des Consuls que l'on pouvait dater l'avissement où elle était tombée. Selon eux, le Consul doit son poste à la faveur. Il a toujours mission de maintenir la bonne harmonie avec le Pacha, alors même qu'il devrait lui céder sur tout. Seul à négocier avec le Pacha, par l'intermédiaire de drogmans, il raconte à la nation ce qu'il veut et la contraint à céder à son tour. Les rédacteurs du mémoire énumèrent « les suites de ces faiblesses réitérées : mépris des Capitulations, entraves au commerce, double douane, impositions arbitraires,

séquestre de marchandises, interdiction aux indigènes de vendre aux Français, refus de payer les dettes à la nation, emprisonnement de censaux, insulte au pavillon du Roi, arrestation ou expulsion de drogmans, défense aux Français de monter à cheval, mauvais traitements envers des négociants. « Ce n'est là qu'une faible ébauche de l'état de la nation et des injustices dont nous avons à nous plaindre ». Pendant ce temps, le Consul, assurant les auteurs du mémoire, écrivait à la Cour que tout allait bien; mêmes informations étaient envoyées en France de Constantinople. La nation, sans chef, conduite par ses députés, en serait-elle arrivée à cette atroce situation? Non. « La nation, seule éclairée sur ses véritables intérêts, les aurait discutés avec courage. Connaissant ses droits, elle les aurait soutenus avec fermeté... Craignant peu des fureurs imaginaires, elle les aurait méprisées... Mais si le Pacha avait voulu empiéter sur le moindre de ses droits, elle aurait au moins fait connaître son état et demandé de prompts secours contre les vexations. » Ainsi est motivée, par les négociants d'Acre et de Seyde, la demande formelle de laisser la nation se gouverner elle-même, sans autres chefs que ses députés, élus chaque année.

Ils se prononcent contre l'octroi aux capitaines des navires marchands de l'autorisation de « porter en Levant toutes sortes de marchandises et en telle quantité qu'ils pourront se les procurer ». A cet égard, ils pensent que « la manière d'exploiter le commerce d'entrée et de sortie à Seyde et Acre et les détails immenses auxquels ce commerce est assujéti en rendront l'exploitation impossible à tous autres qu'à des résidents. » Ils prétendent qu'un capitaine de navire marchand ne saura ni acheter, ni vendre et perdra sur les deux opérations. Par suite, ils recommandent de ne pas abroger la défense relative aux pacotilles.

De même, ils sont hostiles à la proposition de rendre aux étrangers la liberté du commerce entre la France et le Levant. L'expérience, disent-ils, en a été faite; elle a été désastreuse. Les négociants de Marseille n'ont pu lutter contre les marchands du pays, qui s'emparèrent de tous les articles d'exportation et tirèrent eux-mêmes de France les marchandises que les régisseurs des établissements français leur avaient fournies jusque-là. Les auteurs du mémoire sont donc d'avis de maintenir l'Ordonnance de 1785 et tiennent à ce que toute immixtion irrégulière d'étrangers, de Grecs notamment, dans le commerce de Marseille avec le Levant soit rigoureusement empêchée.

Ils insistent pour que des bâtiments de guerre français viennent fréquemment croiser sur la côte de Syrie, afin de protéger le commerce et d'en imposer aux Pachas mal intentionnés, accusant en passant leur Consul d'avoir, par ses faux rapports, fait croire à l'inutilité de telles croisières.

Ils demandent que les drogmans soient à la disposition de la nation, et non du Consul, dont au surplus ils ont réclamé la suppression. Ils sollicitent le renouvellement des Capitulations, qui sont oubliées et auxquelles des additions sont nécessaires. Au lieu d'un règlement général pour toutes les Échelles, comme en a édicté l'Ordonnance de 1781, ils veulent un règlement local, spécial à chaque Échelle, où la nation l'élaborera elle-même, quitte à le présenter ensuite à l'approbation de la Chambre du commerce de Marseille. Bien qu'ils ne veuillent plus de Consul pour eux-mêmes ni, à ce qu'il semble dans les Échelles en général, ils réclament que l'on en nomme un à Constantinople, où il n'y en avait pas. Car « les occupations essentielles que donne la politique à l'Ambassadeur de France lui ont fait, disent-ils, souvent négliger les affaires des Échelles ». Placé à côté de lui, le Consul « devra être, disent-ils encore, uniquement occupé de ce qui regarde le soutien des droits des Français en Levant et de tout ce qui a rapport à la Marine ». Ils souhaitent qu'à chaque Échelle soient fixées des limites, au delà desquelles l'activité des résidents ne puisse pas s'exercer, et que la permission, donnée par l'Ordonnance de 1781, de vendre et d'acheter sur le territoire des Échelles voisines soit rapportée. En ce qui concerne le droit de s'établir dans les Échelles, ils sont favorables au maintien de l'autorisation préalable, du certificat de la Chambre et du cautionnement. Ils désirent que la défense de se marier sans permission soit renouvelée. Ils estiment que le nombre des maisons fran-

gaises installées à Seyde et Acre (onze, au moment où ils en ont été chassés), est suffisant et ne doit pas être augmenté, le commerce ne pouvant fournir d'aliment à l'activité de davantage. « Que nous reste-t-il à demander en terminant ce mémoire, concluent-ils ? La protection, et la protection la plus efficace. Non, jamais le commerce ne prospérera s'il n'est fortement soutenu contre l'avidité et la mauvaise foi levantines ».

La place de Constantinople avait, on ne sait pour quelle raison, été laissée par la Chambre du commerce de Marseille en dehors de l'enquête à laquelle celle-ci avait procédé. L'Ambassadeur de France, Choiseul-Gouffier, prit le parti d'attribuer cette omission à la confiance de la Chambre dans son zèle et dans son empressement à en donner des preuves. Il engagea donc les négociants de Constantinople à adresser spontanément à la Chambre un mémoire résumant les connaissances qu'ils avaient pu acquérir dans cette capitale, où, disait-il, « toutes les affaires du Levant viennent en quelque sorte aboutir comme à un centre commun, où toutes celles qui rencontrent des obstacles sont nécessairement renvoyées pour obtenir une décision du gouvernement, où l'on peut, mieux que dans les provinces éloignées, juger les avantages et les inconvénients du régime actuel et apprécier plus sûrement ce que les administrateurs peuvent tenter et ce qu'ils peuvent se flatter d'obtenir ». S'étant trouvé d'accord, dans l'ensemble, avec les vues exposées par les négociants de son Échelle, Choiseul-Gouffier transmit leur mémoire à la Chambre, le 25 novembre 1790, par une lettre dans laquelle il formule son opinion personnelle sur divers points :

« Je ne doute pas, dit-il, que vous n'ayez promptement reconnu l'impossibilité de supprimer les magistrats chargés, tout à la fois, de faire exécuter les utiles règlements qui dirigent notre commerce et de réclamer les privilèges qui nous sont assurés par nos traités avec la Porte. Je ne répéterai pas ici tout ce qui vous aura été dit sur l'impossibilité où serait un député, occupé de ses propres affaires, de remplir encore des fonctions dont les détails multipliés absorbent, dans les grandes Échelles, tous les moments de l'homme le plus actif. Vous aurez également senti combien il serait difficile au négociant revêtu d'une autorité passagère de réprimer des transgressions dont il aurait peut-être lui-même donné l'exemple, ou sur lesquelles il croirait devoir fermer les yeux pour s'assurer, l'année suivante, la même indulgence de son successeur... Toutes ces vérités auront été mises sous vos yeux. Mais peut-être n'aura-t-on pas assez arrêté votre attention sur la réciprocité des engagements contractés avec la Porte Ottomane sous le nom de Capitulations. Par ces traités, que nous avons un si grand intérêt de maintenir dans toute leur intégrité, le Grand-Seigneur a renoncé au droit incontestable qu'exercent tous les autres souverains sur les étrangers qui viennent habiter leurs territoires. Il a permis que les Français fussent gouvernés par leurs propres lois. Mais cette espèce d'abdication du droit le plus légitime n'a pu être et n'a été que conditionnelle. Nos Rois, en retour, se sont engagés à entretenir en Turquie un Ambassadeur et des Consuls munis des pouvoirs nécessaires pour empêcher que la liberté assurée aux Français ne dégénérât en licence, et pour surveiller l'exécution des articles des Capitulations qu'ils voudraient éluder, pour répondre au Gouvernement que l'on n'abusera jamais de sa condescendance et qu'en cas de contravention ses sujets trouveront un magistrat en état de leur rendre justice. C'est pour cela que les Consuls ne sont que choisis, que présentés par le Roi, et sont véritablement installés par le Grand-Seigneur. Ce dernier peut seul, en effet, leur donner le droit d'exercer une autorité quelconque dans ses États; et c'est ce qu'il fait par des provisions dans lesquelles, à la réquisition de l'Ambassadeur du Roi, il leur confère un pouvoir dont ils ne sauraient user, si ce titre n'était même ensuite vérifié et enregistré dans les tribunaux du pays. On ne pourrait donc supprimer les Consuls sans s'exposer à voir le Ministère Ottoman réclamer contre une innovation qui lui paraîtrait certainement entraîner les plus grands inconvénients. Si les Consuls ou ceux qui les remplaceraient n'étaient pas armés d'un pouvoir suffisant pour faire une police exacte, les Turcs, rentrant dans leurs droits imprescriptibles, se hâteraient de la faire eux-mêmes; et dans tous les cas ils se prévaudraient de cette inobservance d'une partie des traités pour se relâcher à leur tour sur les articles qui nous intéressent le plus directement. »

Après cette démonstration magistrale du danger qu'entraînerait la suppression des Consuls, Choiseul-Gouffier signale très judicieusement le risque auquel exposerait une rupture avec les us et coutumes en général, dans cet Orient ottoman où l'usage, la tradition avaient si souvent force de loi :

« Vous savez, dit-il, que les talents de mes prédécesseurs et quelques circonstances heureuses offertes à mon zèle ont fait obtenir aux privilèges fixés par les traités la plus forte et la plus utile extension. Ces avantages si précieux ne sont fondés que sur l'usage. Ce sont des usages que je puis seuls invoquer dans les discussions que fait journellement naître une masse considérable d'affaires. Ils sont tous en notre faveur et nous ne pourrions, sans nous porter un sensible préjudice, attaquer le respect que les Turcs conservent pour les coutumes de leurs ancêtres. Si, par un nouvel ordre de choses qui choquerait leurs préjugés ou qui donnerait lieu à des plaintes réitérées, les Turcs venaient à recourir aux Capitulations, à les examiner et à en exiger la fidèle exécution, nous n'aurions, Messieurs, aucun moyen de défendre les précieuses usurpations que nous n'avons cessé de faire sur un gouvernement insouciant et peu éclairé. Votre expérience vous suggérera facilement les nombreuses applications de ce principe général et vous distinguerez les changements que peut exiger le régime intérieur des Échelles, de ceux qui influeraient sur l'opinion des habitants du pays. »

Choiseul-Gouffier souhaite une subordination plus étroite des Consuls à l'Ambassadeur, que ne l'avait prévue l'Ordonnance de 1781. Selon lui, les Consuls avaient trop fait de l'Ambassadeur « en quelque façon leur chargé d'affaires près la Porte ottomane et ne manquaient guère de lui supposer peu de talents ou de considération, toutes les fois qu'il ne parvenait pas à terminer comme ils le désiraient les affaires confiées à son zèle. » Sur ce point, Choiseul-Gouffier se rencontrait avec son prédécesseur, Saint-Priest, qui avait exprimé la même observation dans un mémoire présenté au Roi au retour de son Ambassade, en 1784.

La nécessité d'assurer l'indépendance et le libre-arbitre du Consul par rapport à ses nationaux est fortement soulignée dans la lettre de l'Ambassadeur. Le Consul doit « jouir de la sécurité indispensable à tout magistrat. Pour bien remplir ses devoirs, il ne faut pas que, chargé de faire exécuter les lois, il puisse redouter les intrigues ou les plaintes mal fondées de ceux dont il aura écarté les injustes prétentions et que chaque négociant puisse le mouvoir et diriger à son gré pour soutenir les écarts auxquels son intérêt personnel l'aurait entraîné. Il faut surtout que le magistrat, si l'on veut de concert avec les députés, puisse réprimer et renvoyer en France les sujets dangereux et les voyageurs, de quelque rang qu'ils puissent être, qui par leur inconduite compromettraient l'honneur national ou la sûreté de nos compatriotes ».

Enfin Choiseul-Gouffier adhère à la proposition de supprimer les barataires ou protégés. « De toutes les suppressions, puisqu'il en faut absolument, ce sera la moins préjudiciable ». Mais l'Ambassadeur ne s'y résigne pas sans faire remarquer que « le crédit d'un ministre auprès des Turcs s'accroît précisément par la multiplicité des objets qu'il a occasion de traiter » et que le droit de protection, « ajoute ici, à tort ou à raison, à la considération nationale ».

Le Comité formé par la Chambre du commerce de Marseille ne se trouva pas en mesure de conclure sur les résultats de l'enquête à laquelle il avait procédé. Un second comité fut nommé, auquel fut transmis tout le matériel amassé par le premier. Cette circonstance, qui témoignait de naturelles hésitations à porter la sape dans un ouvrage aussi imposant et délicat que l'ancien régime du Levant, vint à la connaissance de nos Consuls dans les Échelles, comme y était venu aussi le fait des questions posées à leurs nationaux et des réponses renvoyées par ceux-ci. Le Consul général de Syrie et Palestine, Renaudot, prit sur lui d'adresser à la Chambre, le 1^{er} juin 1791, un mémoire intitulé : « *Observations sur le régime actuel du Levant, d'après ce qui a été proposé au commerce de Marseille pour son amélioration* ». Il y défend l'institution consulaire, telle qu'elle était organisée, le minimum de pouvoirs indispensables à un consul, les principes de réglementation, de discipline, d'ordre, inséparables de l'intérêt et de la sécurité même de nos nations dans le Levant :

« Comme il faut, dit-il, un régime particulier pour l'exploitation du commerce du Levant et de Barbarie, il faut des ordonnances fortes pour contenir les régisseurs qui en sont chargés et des officiers fermes pour les mettre en

activité. Le Comité des Consuls a judicieusement observé qu'il convenait de conserver les Consuls dans les Échelles principales. Il aurait pu substituer : dans toutes celles où ils seront nécessaires, »

L'idée ayant été émise de transférer du Gouvernement au commerce de Marseille, représenté par la Chambre, la nomination des Consuls et l'autorité sur eux, Renaudot s'élève contre cette suggestion, dont l'adoption eût été un retour à l'état de choses antérieur au ^{xvii}^e siècle :

« On a peut-être commis une grande erreur en faisant pressentir au commerce de Marseille qu'il lui convenait d'avoir la surveillance des Consuls et que les Consuls fussent à sa nomination... Qui ne peut en effet prévoir les cabales que ces nominations occasionneraient parmi les majeurs du Levant, de qui elles dépendraient essentiellement; les intrigues des Échelles, de qui elles dépendraient indirectement; le désordre, l'anarchie qui naîtraient du choc d'une autorité précaire avec les convenances particulières, avec l'impétuosité, l'effervescence d'une jeunesse sans expérience?... L'inconduite doit être réprimée en Turquie plus soigneusement que partout ailleurs, parce que les effets en influent non seulement sur ceux qui les excitent, mais encore sur toute la nation, et que les Levantins appliquent toujours au corps entier les défauts ou les vices des particuliers. La considération devant être regardée comme la base de la confiance, le Consul qui doit être chargé de la surveiller, de l'entretenir, doit pour cela être absolument indépendant de ceux qui pourraient avoir directement ou indirectement quelques intérêts aux établissements des Échelles. L'intervalle des uns aux autres, des Consuls aux nationaux, doit être assez séparé pour que l'autorité soit respectée et que celui qui en est chargé jouisse au moins des égards qu'il convient d'accorder à un chef. »

Aux motifs invoqués en faveur de certaines propositions, présentées comme les moyens de réaliser des économies, Renaudot oppose l'intérêt bien compris d'un commerce, dont la prospérité dépend avant tout d'une bonne administration :

« Ce n'est point dans les vues d'une économie insignifiante qu'il faut chercher la prospérité du commerce et son agrandissement; c'est dans une administration sage, dans une police soignée que Marseille trouvera des épargnes conséquentes... »

La condition fondamentale de la prospérité du commerce du Levant, Renaudot la montre dans un régime bien approprié aux Échelles et dans la bonne conduite des résidents :

« Les avantages que la France doit attendre de son commerce du Levant et de la Barbarie peuvent bien dépendre du choix des marchandises qu'elle y envoie, de l'à-propos de ces envois et de leur importance. Mais c'est des lois qui doivent diriger les Échelles et principalement de la conduite des sujets qui exploitent ce grand commerce, que dépendent toujours les bénéfices que l'on doit en attendre, »

Pour faire disparaître certaines habitudes d'intrigue, dans lesquelles il dénonce « le vice des Échelles », Renaudot voudrait qu'on renforçât l'interdiction faite aux Français de s'adresser aux puissances du pays, en dehors de leur Consul et sans l'assistance d'un drogman du Consulat. Une aggravation des dispositions en vigueur à cet effet lui paraît nécessaire pour empêcher les résidents « de cabaler contre les Consuls et autres officiers..., de se déchirer les uns les autres, au grand scandale des gens de bien et à la satisfaction des Juifs, Grecs, Arabes et autres fripons à leur service, toujours attentifs à découvrir les mésintelligences et à les entretenir pour en profiter, enfin pour qu'ils soient forcés à ne s'occuper que de leurs propres affaires ».

Renaudot estime, comme ses nationaux du reste, que les mariages sont à proscrire dans le Levant. « Il n'y a peut-être jamais eu, dit-il, un motif valable qui ait pu autoriser l'association d'un Français avec une Levantine, et l'on en peut calculer des milliers d'inconvénients ». Il est d'avis de maintenir la limitation à dix années du séjour dans les Échelles.

Contrairement à ses nationaux, il estime nécessaire un règlement général, commun à toutes les Échelles, et non des règlements locaux, spéciaux à chaque Échelle. « Tout démontre, dit-il, que l'exploitation du commerce du Levant et de Barbarie ne doit avoir qu'un seul code, que toutes les Échelles doivent se conformer à un régime commun. Une seule Ordonnance doit suffire, et celle du 3 mars 1781 pourrait remplir cet objet, en supprimant quelques articles et en y ajoutant d'autres ».

Renaudot se retrouve d'accord avec ses nationaux : 1^o pour condamner absolument la prétention des capitaines de navires marchands à pouvoir faire le commerce, au point de souhaiter « une addition à l'article de l'Ordonnance du 3 mars 1781 à ce sujet, afin de contenir dans la plus stricte observance tous les pacotilleurs du Levant » ; 2^o pour désirer que des croisières soient faites par des bâtiments de guerre, « le commerce du Levant ayant besoin d'une protection distinguée de la part du Gouvernement français » ; 3^o pour demander que les Capitulations avec la Porte soient renouvelées, « d'une manière assez authentique pour en imposer aux gouverneurs des provinces, qui pour la plupart regardent les traités comme de vieux usages, comme de vieilles coutumes qu'on peut enfreindre impunément » ; 4^o enfin pour repousser catégoriquement le projet de rendre aux étrangers le droit de participer au commerce du Levant avec la France.

Sur ce dernier point, si important eu égard aux principes économiques de l'Ancien Régime et au caractère national du commerce du Levant, Renaudot avait déjà exposé son opinion dans un mémoire du 10 mai 1790, qui révèle d'ailleurs une enquête en cours dès cette époque :

« Si la France, avait-il dit, peut voir avec indifférence la destruction de ses établissements du Levant ; si la destruction de la marine marchande, celle de la caravane, celle de cette pépinière de matelots qui s'accroît journellement dans la Méditerranée lui sont indifférents ; s'il lui est indifférent de recevoir de la main des étrangers les matières premières qu'elle tire du Levant ; de voir passer dans des mains étrangères les bénéfices immenses que font ses agents sur les productions territoriales, sur celles des Isles, sur les productions des manufactures nationales, alors, seulement alors elle pourra accorder cette liberté de commerce, tant désirée des étrangers. »

C'est au cours de son argumentation contre cette proposition, que Renaudot, définissant « les motifs principaux que la nation avait eus en vue, en éloignant les étrangers de ses affaires », donna cette exacte définition de l'intérêt national engagé dans le commerce du Levant : « Retirer à bon prix l'immense quantité de matières premières que le Levant fournit à la consommation des Français, faire adopter aux Levantins les objets que la France fournit à la leur, les échanger avantageusement, provoquer ces échanges et les étendre ». Le succès de ces opérations, c'est-à-dire leur profit, eût été, à son jugement comme à celui de ses nationaux, irrémédiablement compromis par l'admission des étrangers au trafic entre la France et le Levant.

Ce trafic, Renaudot est d'avis d'en maintenir au port de Marseille le monopole de fait et de droit. « Le régime actuel doit, dit-il, être respecté comme le plus avantageux possible à la nation et tous ses rapports doivent être concentrés dans le port de Marseille. C'est bien assez qu'il y ait, dans un Royaume comme la France, deux ports ouverts au fléau le plus destructeur (la peste). D'ailleurs cette ville, par sa position, par ses liaisons et ses ressources, est la seule en état d'en imposer à tous ses rivaux ».

Les indications et les citations qui précèdent donnent une idée de ce que fut l'enquête menée, pendant les deux dernières années de la Monarchie française, au sujet des réformes à introduire dans le régime des Échelles du Levant. En rapprochant les unes des autres les propositions sur lesquelles les intéressés ont été consultés et leurs réponses, les observations des négociants et celles des Consuls, on voit s'affronter des principes anciens et des principes nouveaux, des conceptions opposées, des états d'esprit différents. On assiste à l'ébranlement que firent subir à l'ancien régime

du Levant le développement de la Révolution française, les passions révolutionnaires, la crise de toutes les autorités établies, les doctrines qui se substituaient aux normes traditionnelles, en matière de droit public, de droit privé, d'économie politique. On comprend mieux que, même après le rétablissement d'une certaine discipline chez les administrés et la restauration de l'autorité dans l'administration, le régime des Échelles du Levant dût, pour être adapté à celui de la France, être expurgé d'une partie des dispositions qui, en donnant aux opérations commerciales des Français le caractère d'un commerce d'État et à leurs petites colonies marchandes celui de communautés étroitement régies et contrôlées par l'État, avaient conféré aux unes et aux autres leur originalité propre pendant les ^{xvii}e et ^{xviii}e siècles.

ANNEXE V

NOTE SUR LA VALEUR DES ÉCHANGES ENTRE LA FRANCE ET LES ÉCHELLES DU LEVANT, PARMI LESQUELLES CELLES DE SYRIE ET PALESTINE, AVANT 1789.

Chargé par le Ministère des Affaires Étrangères, en 1817, d'une inspection générale des Échelles du Levant, M. Félix de Beaujour a adressé au duc de Richelieu, le 5 janvier 1818, un rapport qui contient des données statistiques sur le commerce de la France avec les Échelles du Levant, parmi lesquelles celles de Syrie et de Palestine, avant 1789. Nous croyons utile d'en extraire le passage suivant :

« On évaluait annuellement ce commerce avant la Révolution à 46 millions et demi de piastres turques ou, d'après le change qui avait cours alors d'un franc et demi pour une piastre, à environ 70 millions de francs : savoir, les exportations de la Turquie en France à 25 millions et demi de piastres et les importations de la France en Turquie à 21 millions. En sorte que la France payait annuellement à la Turquie une balance de 4 millions $1/2$ de piastres ou d'environ 7 millions de francs, partie en traites sur l'Allemagne et l'Italie, qui provenaient de la faveur de notre balance avec ces deux pays, et partie en numéraire ou en talaris dits de Hongrie, quoi qu'ils eussent été fabriqués en France.

« *Commerce des Échelles avant 1789.* — Voici la part que chaque Échelle prenait à ce commerce. *Smyrne* y entraînait pour 16 millions de piastres. *Constantinople* pour 4 millions. *Salonique* pour 6 millions $1/2$. *La Morée* pour 1 million $1/2$. *L'Île de Crète* pour 1 million $1/2$. *L'Île de Chypres* pour 1 million $1/2$. *Alep* pour 5 millions. Les autres Échelles de Syrie pour 4 millions $1/2$. *L'Égypte* pour 6 millions.

- « Les exportations de Smyrne étaient de 9 millions de piastres et les importations de 7.
- « Les exportations de Constantinople de 1 million et les importations de 3.
- « Les exportations de Salonique de 3 millions $1/2$ et les importations de 3.
- « Les exportations de la Morée de 1 million et les importations de $1/2$.
- « Les exportations de Crète de 1 million et les importations de $1/2$.
- « Les exportations de Chypres de 1 million et les importations de $1/2$.
- « Les exportations d'Alep de 3 millions et les importations de 2 millions.
- « Les exportations des autres Échelles de Syrie de 2 millions $1/2$ et les importations de 2 millions.
- « Les exportations de l'Égypte de 3 millions $1/2$ et les importations et de 2 millions $1/2$ ».

Il est très difficile de comparer la valeur des échanges de la France avec les Échelles ou avec un groupe d'Échelles, à des dates un peu éloignées l'une de l'autre pendant le XVIII^e siècle, d'abord parce que la valeur de la monnaie n'a été constante d'un bout à l'autre de ce siècle ni en France, ni en Turquie, ensuite parce que plusieurs espèces de piastres ont existé simultanément dans l'Empire Ottoman et qu'on ne peut jamais être sûr, devant deux statistiques établies en piastres, qu'elles le

soient dans la même espèce de piastres. Cependant nous citerons ici quelques chiffres de nature à rendre compte approximativement des progrès du commerce des Échelles de Syrie et Palestine au cours du XVIII^e siècle.

Voici par exemple, d'après un état conservé dans les Archives du Ministère des Affaires étrangères, le tableau des entrées et sorties de ces Échelles, en provenance ou à destination de France, en 1720, 1721, 1722 et 1723 :

		1720	1721	1722	1723
Alep	entrées.	284.850 <i>piastres</i>	146.613	473.673	301.850
	sorties.	198.676 —	84.513	85.108	213.329
Tripoli de Syrie	entrées.	90.747 —	18.763	35.535	108.416
	sorties.	129.474 —	46.536	152.159	93.083
Seyde Acre Rame	entrées.	531.293 —	180.481	266.835	165.541
	sorties.	532.216 —	83.104	132.718	235.937

En 1720, le marquis de Bonnac, dans un mémoire à la Cour, où il dut faire état des résultats acquis jusqu'en 1719 inclusivement, évaluait le commerce général des Français dans le Levant, par année commune, à 4.650.000 piastres. Sur ce total, Alep entraînait pour 400.000 piastres, Seyde et Acre pour 450.000, Tripoli de Syrie pour 200.000, donc l'ensemble des Échelles de Syrie pour 1.050.000 piastres.

Des chiffres cités par M. Paul Masson dans son ouvrage sur le commerce français dans le Levant au XVIII^e siècle, il résulte que la valeur des marchandises achetées par les Français à Alep de 1776 à 1787 s'est élevée, en moyenne annuelle, à 2.732.000 livres et celle des marchandises vendues par eux sur le même marché pendant les mêmes années à 1.775.000 livres (moyenne annuelle); que la valeur des marchandises achetées par les Français à Seyde et Acre de 1776 à 1787 s'est élevée, en moyenne annuelle, à 1.874.000 livres et celle des marchandises vendues par eux sur les mêmes marchés pendant la même période à 850.000 livres (moyenne annuelle).

La valeur, en moyenne annuelle, des marchandises achetées par les Français à Alep de 1715 à 1760 s'était élevée à 1.400.000 livres; la valeur, en moyenne annuelle, des marchandises achetées par les Français à Seyde et Acre de 1715 à 1760 s'était élevée à 1.850.000 livres.

La valeur, en moyenne annuelle, des marchandises achetées par les Français à Seyde et Acre en 1787-1788-1789 s'est élevée à 794.700 livres; celle, en moyenne annuelle, des marchandises achetées à Tripoli de Syrie pendant la même période triennale s'est élevée à 641.333 livres.

La moyenne par année des ventes de draps, principal article français d'exportation, s'est élevée pour Seyde, Acre et Tripoli de Syrie, de 1763 à 1767, à 1.500.000 livres.

Enfin, une statistique conservée aux Archives des Affaires Étrangères et établie d'après des données fournies par la Chambre du commerce de Marseille, donne les résultats suivants pour l'année 1787 :

*État du commerce d'entrée au Levant et en Barbarie
par le port de Marseille pendant l'année 1787.*

Constantinople.	£ 4.395.107
Smyrne	6.124.260
Alexandrette	1.485.994
Alexandrie	835.891
Salonique.	1.445.182
Seyde, Acre, Tripoli de Syrie	882.662
Chypre.	105.275
Morée	213.288
La Canée.	40.130
Alger	345.981
Tunis	742.523
Tripoli de Barbarie.	10.420
La Caravane	31.400
Total	£ 16.658.113

*État du commerce de sortie du Levant et de Barbarie
par le port de Marseille pendant l'année 1787.*

Constantinople.	£ 2.854.820
Smyrne	15.240.159
Salonique.	2.432.285
Alexandrette	3.798.992
Alexandrie	2.818.572
Seyde, Acre.	574.286
Chypre.	953.409
Tripoli de Syrie.	777.062
Morée et dépendances	1.405.028
La Canée.	531.947
Tunis	5.114.012
Alger	501.871
Tripoli de Barbarie	46.551
Total	£ 37.048.994

ANNEXE VI

NOTE SUR LA CONCURRENCE ENTRE ÉCHELLES

Nous avons signalé qu'entre les Échelles de Syrie méridionale, en raison de leur voisinage, les relations étaient fréquentes et la concurrence chronique. Bien que des règlements eussent délimité le champ de leur activité et la nature des opérations auxquelles pouvaient se livrer les négociants établis dans chacune d'elles, l'exploitation de leur commerce et l'inexécution ou même l'application des règlements qui le régissaient firent plus d'une fois naître des contestations ou des récriminations entre elles. Ainsi, par une lettre du 10 octobre 1731, le vice-consul de Rames, Brue, se plaint à la Chambre du commerce de Marseille de ce que les négociants d'Acre et de Seyde attirent à eux tout le commerce des filés de coton. Il réclame la stricte application des règles instituées par une lettre du Ministre Maurepas sur le commerce des Échelles du Levant et s'élève contre la tendance de la nation de Seyde à accaparer tout le trafic des Échelles du département consulaire. Au même moment, les négociants d'Acre, ainsi qu'il appert d'une lettre de leur consul et de leurs députés à la Chambre le 16 octobre 1731, protestent contre des prétentions à l'accaparement, dont ils font reproche en même temps à leurs compatriotes de Seyde et de Rames, pourtant en conflit entre eux. Les négociants de ces deux Échelles voudraient, disent-ils, jouir du monopole du commerce des filés de coton. Niant d'avoir envoyé leurs censeaux en acheter en dehors d'Acre, ce qui leur était interdit, ils revendent par contre le droit d'en vendre. Ces contestations se firent plus rares et disparurent, à mesure que les Échelles secondaires, comme Rames et Jaffa, perdirent le caractère de comptoirs autonomes, ne se distinguant des Échelles voisines que par la moindre importance de leur chiffre d'affaires, et devinrent en fait de simples agences, des espèces de sous-comptoirs des nations installées dans les centres plus actifs, comme Acre et Seyde.

Pourtant une rivalité et une jalousie mutuelles se maintinrent assez longtemps entre les nations d'Acre et de Seyde. On les trouve encore en conflit en 1751 et 1753, à propos du commerce des filés de coton, qui a fait l'objet, à cette époque, d'un règlement de la part du Consul de France à Seyde, Mossoni de Verrayon. Les députés d'Acre protestent contre ce règlement, en vertu duquel nos négociants devaient « n'avoir aucune affaire avec les marchands du pays pour l'achat des cotons et denrées », et contre la délibération de l'assemblée de la nation de Seyde, approuvée par une ordonnance du Consul, prescrivant la suspension des achats et ensuite une répartition pour les cotons de la nouvelle récolte. « Nous ne croyons pas, disent les députés, que nous devions nous soumettre aux arrangements que les intérêts de MM. de Seyde peuvent leur suggérer... Ils veulent aujourd'hui venir travailler sur notre industrie. »

D'autres conflits s'élevèrent à diverses reprises, au cours du XVIII^e siècle, entre des Échelles plus éloignées les unes des autres, quelquefois même appartenant à des régions très différentes. Par exemple, en 1732, les députés d'Alep écrivent à la Chambre du commerce de Marseille pour se plain-

dre des négociants français de Tripoli de Syrie. Ils se plaignent de ce que ceux-ci, qui avaient coutume d'envoyer à leurs compatriotes d'Alep des marchandises d'Europe pour les faire vendre au meilleur compte possible et recevoir le produit de ces ventes, s'adressent maintenant à des Anglais et à des Hollandais, qui, n'étant pas tenus de vendre à des prix obligatoirement fixés par des règlements, leur font effectivement des conditions plus avantageuses : d'où grave préjudice pour l'Échelle d'Alep, en même temps qu'infraction aux règlements en vigueur. Mais la prétention des députés d'Alep va plus loin : ils entendent que les négociants de Tripoli prennent des arrangements réglant les prix des marchandises d'Europe, sur le marché même de leur Échelle, à des cours proportionnés à ceux qui sont pratiqués sur le marché d'Alep. Un autre exemple nous les montre, à la même époque, défendant leur Échelle contre la concurrence de Smyrne : ils ont, écrivent-ils, pris des arrangements avec leurs compatriotes de Smyrne, afin d'éviter que les prix de certains articles soient inférieurs à ceux des mêmes articles à Alep et que, par suite, les caravanes qui ont coutume de se fournir de ces marchandises à Alep n'aillent désormais à Smyrne.

A la fin du siècle, une affaire commerciale soulève les protestations des négociants d'Acre et de Seyde contre ceux du Caire et d'Alep. Les premiers adressent à leur consul, Renaudot, le 1^{er} mars 1783, un mémoire où ils lui exposent que, « par une infraction formelle à toutes les ordonnances concernant les Échelles du Levant et une violation manifeste des privilèges respectifs attribués à chacune d'elles, les maisons du Caire et d'Alep cherchent à envahir entièrement le commerce de sortie du département de Syrie-Palestine, et, privant les sujets du Roi qui y sont établis des droits qui leur sont justement acquis en qualité de commissionnaires, s'adressent à des étrangers et gens du pays pour se procurer les retraits qui en sont la base ». Les suppliants se plaignent de ce que ces maisons du Caire et d'Alep, ne pouvant obtenir, pour les retraits qu'elles se procurent ainsi (en général des cotons), la contremarque à laquelle les exportations des Échelles sont soumises pour être expédiées en France, les font charger sur des navires étrangers, à destination de Livourne ou d'autres ports italiens : d'où il suit qu'elles favorisent la navigation étrangère, font perdre à l'État la perception des droits que ces articles auraient acquittés en entrant à Marseille, et frustrer de leur légitime profit les commissionnaires dont elles ont éludé l'intervention dans leurs achats. Renaudot prend vivement le parti de ses ressortissants. Il écrit à la Chambre, le 4 juillet 1783 :

« La première justice que j'aie dû leur rendre devait tendre à leur conservation, au maintien de leurs privilèges, au soutien de leurs droits, qui sont ceux des Français de toutes les Échelles. Chaque nation autorisée par vous, Messieurs, et par la Cour à résider dans une Échelle du Levant et de Barbarie supporte les charges de l'Échelle qu'elle habite : elle doit donc jouir des privilèges de cette Échelle ; c'est le droit naturel, le droit des gens. Il n'a pourtant point été respecté par des Français (ceux du Caire et d'Alep), qui, au mépris de toutes les bienséances, ont osé tenter la destruction de leurs compatriotes de ce département. Si les négociants français résidant à Acre et à Seyde ont été sur le point d'être ruinés jadis par la simple concurrence des différentes maisons de notre nation qui y sont établies, quel désordre, si celles des Échelles voisines peuvent impunément y venir chercher des retraits, faire hausser les prix de ces retraits, les recevoir tels qu'on les leur donne, les soumettre aux naturels du pays ou à des étrangers, et donner nos marchandises en échange beaucoup au-dessous du prix ordinaire!... Il est arrivé de ce désordre que les Français des Échelles voisines ont empêché ceux de celle-ci de recueillir, cette année, le fruit de leurs sages arrangements ; qu'ils ont acheté de la très mauvaise marchandise fort cher ; qu'ils se sont adressés aux gens du pays ; qu'ils ont fait passer une grande partie de leurs achats en Italie et sur des bâtiments étrangers. Ainsi ils ont fait considérablement hausser le prix de cette marchandise à Acre ; ils ont privé leurs compatriotes des droits de commission ; ils ont privé notre marine des transports ; ils ont privé les négociants de votre place des bénéfices que ceux-ci doivent faire en fournissant l'étranger ; ils ont

fait tort au Trésor public et à cette foule de gens employés à l'exploitation du commerce. C'est cependant, Messieurs, pour de pareilles personnes que vous vous intéressez ! »

Ces derniers mots prouvent que la Chambre du commerce de Marseille inclinait à ne pas faire droit aux plaintes des marchands d'Acre et de Seyde. Les concurrents de ceux-ci, les négociants du Caire, d'Alep et même de Chypre, avaient en effet allégué que les premiers avaient refusé d'exécuter leurs ordres l'année précédente, percevaient une commission exagérée, etc., etc... La Chambre donna pour instruction à Renaudot d'apaiser le conflit et de fermer les yeux sur les agissements des concurrents de ses ressortissants. Aussi Renaudot écrit-il à la Chambre en 1783, à propos de marchandises chargées à Acre, à destination de Gênes, pour compte de Français d'Alep et du Caire : « J'ai fermé les yeux, en considération de votre recommandation et j'ai apaisé de mon mieux la crise de nos négociants à ce sujet ». Mais il continue à défendre auprès de la Chambre la cause des résidents d'Acre et de Seyde.

« Le droit que de tous temps les négociants de Syrie ont exigé pour la commission est de 5 % , écrit-il le 4 février 1784 ; et il faut observer que la contremarque d'un négociant d'Acre est un billet de garantie pour le poids et la qualité de la marchandise qui la porte. Ces provisions sont-elles exorbitantes ? Si ceux-ci (les marchands d'Acre) refusèrent les commissions de leurs compatriotes des Échelles voisines en 1782, c'est qu'ils étaient dans l'impossibilité de pouvoir les remplir au moment même... Je ne vous dissimulerai point, Messieurs, que je trouve ma position critique. La Cour autorise la répartition, parce qu'elle nous rend maîtres du choix et du prix des matières premières : tel est son but véritable. La Chambre voudrait que l'intérêt de quelques particuliers pût s'assimiler au bien général. Les négociants d'Alep, du Caire et de Chypre élèvent des prétentions injustes, entièrement désavantageuses à la métropole, et tendent à ruiner les négociants d'Acre et de Seyde. Ceux-ci invoquent la justice et les privilèges qui leur sont accordés par des règlements locaux, que l'Ordonnance de 1781 n'a point détruits. Et cette Ordonnance, qu'il faut consulter, présente des contradictions sans nombre. Je ferai tout mon possible pour concilier tous les intérêts. »

Le particularisme des Échelles se manifestait quelquefois à moins juste titre. C'était quand le Ministre de la Marine ou l'Ambassadeur de France à Constantinople décidait de faire supporter à toutes les Échelles ou à un certain nombre d'entre elles les charges résultant de quelque événement imprévu, survenu dans l'une d'elles. Ainsi, lorsque le marquis de Bonnac, à la suite d'un pillage commis par les Turcs à Tripoli de Syrie, répartit entre Tripoli, Seyde, Alexandrette, Alep et le Caire les dépenses qu'il a dû faire pour obtenir le commandement qui nous avait fait rendre justice, toutes ces Échelles réclament-elles que Constantinople, Smyrne et Salonique supportent aussi une part de ces dépenses, afin de diminuer la leur. Le 30 avril 1723, les députés d'Alep écrivent encore à la Chambre : « Nous n'avons pas vu sans regret que le conseil ait obligé cette Échelle à contribuer à la dépense qui s'est faite à Tripoli au sujet du pillage qu'on y fit et qui lui devait être, par toute sorte d'endroits, particulière ». Mêmes récriminations, quand une ordonnance de M. Lebret, inspecteur du commerce du Levant, en date du 17 septembre 1730, répartit entre le Trésor Royal et les caisses de toutes les Échelles le montant d'une indemnité allouée au Consul de France à Tripoli de Barbarie, pour les dommages subis par lui pendant un bombardement de cette place.

ANNEXE VII

NOTE SUR LES RELATIONS D'ALEP AVEC L'INTÉRIEUR DE L'ASIE.

Nous avons signalé l'importance et le caractère particulier que l'Échelle d'Alep tenait de ses relations avec des régions parfois très éloignées de sa position. Les principales caravanes qui arrivaient à Alep et qui en partaient venaient de Diarbékir, Mossoul et Bagdad, et se rendaient dans ces trois villes. Elles emportaient d'Alep les marchandises d'Europe qui pouvaient trouver du débit sur les marchés des places où elles retournaient, et apportaient à Alep les produits bruts ou fabriqués qui leur étaient confiées à leur point de départ. Encore Diarbékir, Mossoul et Bagdad jouaient-elles, au profit d'Alep, le rôle de places intermédiaires entre cette Échelle et des régions beaucoup plus lointaines, qui étaient respectivement l'Arménie et le Caucase, la Perse du Nord et de l'Ouest, l'Irak, le golfe Persique et l'Hindoustan. Car aux caravanes qui circulaient entre Alep et Diarbékir en correspondaient qui reliaient Diarbékir à Bitlis, Erzeroum, Van, Erivan, Tiflis; à celles qui circulaient entre Alep et Mossoul, d'autres qui reliaient Mossoul à Ourmiah, Tabriz, Hamadan, Téhéran; à celles qui circulaient entre Alep et Bagdad, d'autres et la batellerie fluviale qui reliaient Bagdad à Bassora, par où se faisait la jonction, au moyen de navires de mer, avec le golfe Persique, l'Océan Indien et le golfe du Bengale.

La compagnie française des Indes entretenait, au moins pendant la seconde moitié du XVIII^e siècle, un agent à Bassora. La compagnie anglaise en faisait autant. Des bâtiments britanniques venaient à Bassora, soit de Surate ou de Bombay, soit même de Madras et de Calcutta.

On ne doit pas conclure du mécanisme de ce commerce qu'il assurât des communications fréquentes ni rapides. Au contraire, les caravanes étaient rares et leur marche lente. Quant aux relations maritimes entre Bassora et les côtes occidentale et orientale de l'Hindoustan, la mousson déterminait l'époque de la traversée des navires et la durée en dépendait des multiples circonstances qui pouvaient affecter une aussi longue navigation. Mais on comprend le trouble que devaient jeter, dans le trafic intérieur et extérieur dont Alep était le débouché, des guerres turco-persanes dont les opérations se déroulaient précisément le long d'une frontière partant du Caucase pour aboutir au golfe Persique, ou encore les guerres civiles qui mettaient aux prises les Persans entre eux, et même les luttes des Persans et des Afghans. Nous en avons amplement fourni la preuve.

Comme pour les marchandises, Alep était généralement une étape pour les Européens qui se rendaient en Perse. Nous n'avons pas à retracer ici les efforts de pénétration économique ou politique en Perse, que la Monarchie française entreprit à diverses reprises. La défiance des Turcs envers les contacts directs de la France avec l'Empire Persan n'était pas sans rendre ces tentatives hasardeuses pour les agents qui en étaient chargés et qui avaient à emprunter le territoire turc. Ainsi, en avril 1716, arrive à Alep M. de Gardane, nommé Consul en Perse. « Je lui ai conseillé, écrit Péleran, Consul à Alep, de cacher avec attention son caractère aux yeux des Turcs, qui ne manque-

raient pas de s'opposer à son passage, s'ils le connaissaient. » Suivant ce sage conseil, Gardane prend les plus ingénieuses précautions pour égarer les Turcs sur sa qualité et sa destination et ne pas être traversé dans son voyage. « On a fait après son départ, rapporte encore Péleran, bien des perquisitions de la part des Turcs pour savoir ce qu'il était devenu. Mais j'ai tout lieu d'espérer qu'ayant le temps devant lui, il fera son chemin quand on voudra l'arrêter, comme on m'a fait entendre qu'on le ferait. » Péleran se faisait des illusions. Gardane fut arrêté à une journée d'Alep, en rase campagne. Le mystère dont lui-même et sa suite s'étaient entourés les avaient fait prendre par le Grand-Douanier d'Alep pour des espions autrichiens. Le Grand-Douanier avait expédié au Pacha d'Ourfa, « inquisiteur de ce pays-ci », dit Péleran, l'ordre de les arrêter : ce qui fut fait. Péleran fit aussitôt prévenir le Pacha d'Ourfa de leur qualité, obtint pour eux des adoucissements à leur détention, la restitution des chevaux et des effets qui leur avaient été enlevés et jusqu'à leur mise en liberté, mais à la condition que le Consul et la nation d'Alep se rendissent chez le Cadi de la ville pour se porter garants des personnes de Gardane et de sa suite, jusqu'à ce que la Sublime Porte eût statué. Les lettres royales qui accréditaient Gardane auprès du Roi de Perse ou Sofi ayant été trouvées sur lui et traduites au Pacha d'Ourfa et au Cadi d'Alep, ceux-ci écrivirent une lettre au Kiaya du Grand-Vizir, à qui il appartenait de décider du sort des voyageurs. En août 1716, le Cadi et les autres puissances d'Alep les envoyèrent réclamer à Péleran, qui les hébergeait, et, comme celui-ci tardait à les livrer, le Serdar et ses janissaires vinrent s'emparer d'eux. Un Capigi-bachi était, en effet, arrivé de Constantinople, porteur d'un commandement du Sultan, ordonnant que Gardane et ses gens fussent conduits à Constantinople sous la conduite de ce Capigi. De là, ils devaient être dirigés sur le camp du Grand-Vizir, qui se trouvait aux armées, vers la Hongrie. « Ils iront à petites journées, écrit Péleran, sans chaînes, ni cordes, en liberté, mais bien escortés ». Le sac contenant les lettres de créance et les instructions de Gardane avait été violé, puis scellé du sceau du Cadi. Peut-être aigri par sa mésaventure, à moins qu'il n'eût lieu de supposer qu'une indiscretion des députés d'Alep avait éclairé les Turcs sur sa qualité et sa destination, Gardane s'était horriblement disputé avec ces députés pendant son séjour chez Péleran, après son arrestation.

Comme pour les marchandises et pour les personnes, Alep était une voie pour les correspondances, les informations, les nouvelles. Le Consul de France à Alep acheminait à leur destination les dépêches de la Cour pour ses agents en Perse, quand elle en avait, les rares courriers des missions catholiques dans cet Empire, les plis de la Compagnie des Indes pour son représentant à Bassora. C'était seulement très rarement que la Cour ou la Compagnie des Indes expédiait par cette voie des dépêches à nos établissements de l'Hindoustan : la voie normale était, pour cette correspondance, celle du cap de Bonne-Espérance; dans la seconde moitié du siècle, il fut fait un certain usage de celle de Suez et de la mer Rouge. Réciproquement, nos Consuls à Alep recueillaient très fréquemment des nouvelles de Perse et les transmettaient à Versailles. Leurs rapports, tant au Secrétaire d'État de la Marine qu'à la Chambre du commerce de Marseille, notamment ceux de Monhenault, Arasy, Thomas, abondent en informations de cette nature, entre 1730 et 1755, époque de guerres turco-persanes et de troubles dans toute la région de l'Iran. C'est au point que la correspondance consulaire d'Alep pourrait constituer une des sources de l'histoire de Perse.

Soit qu'on n'en reçût pas d'autres à Versailles, soit qu'elles y arrivassent les premières, les nouvelles de Perse transmises par le Consul de France à Alep étaient fort appréciées de la Cour. Parmi les « rapports au Roi », que les bureaux de la Marine composaient avec des extraits de correspondances diplomatiques et consulaires, et que le Ministre lisait au Conseil de Sa Majesté, figurent assez souvent des passages démarqués des lettres du Consul français à Alep. Ainsi en 1743, à propos de la guerre que se font alors Turcs et Persans; ainsi en décembre de la même année, quand ce Consul a écrit que Thamas-Kouli-Khan allait s'avancer avec une armée nombreuse vers Diarbékir et

marcher ensuite sur Alep. « Cette nouvelle, observe le rapporteur, a jeté la consternation dans cette dernière ville, mais le peuple paraît encore plus affligé de l'arrivée du Grand-Vizir avec son armée, qu'on a annoncée et qui causera la ruine entière de ce pays. » Vers la même époque, sont résumées dans un de ces rapports au Roi deux lettres écrites, le 21 septembre 1742, « du camp du Roi de Perse auprès de Derbent aux monts Caucases », par un capucin qui, ayant gagné la confiance de ce monarque en le guérissant d'une maladie, en avait profité pour obtenir la protection royale en faveur des missionnaires de son ordre, en avertissait notre Consul à Alep et le renseignait sur les succès de Thamas-Kouli-Khan.

Le Consul à Alep transmettait aussi à Versailles des nouvelles du golfe Persique et des Indes. Il les recevait soit de l'évêque de Babylone, soit du négociant français Rousseau, soit de marchands vénitiens, soit enfin de personnalités qui, allant en Perse ou aux Indes, passaient par Bassora après s'être arrêtées à Alep. Ainsi l'évêque d'Ispahan écrivait-il de Bassora à Petro de Perdriau, Consul à Alep, le 24 juin 1769, en lui annonçant « le peu de succès d'une ambassade anglaise auprès de Kérim-Khan, la mauvaise réussite des expéditions des Anglais contre le Cheikh Soliman Chiaby et contre Mirmahana, qui a su se moquer de leurs escadres et de toutes leurs forces, les ayant obligés à se retirer avec pertes et dommage considérable, après les avoir battus et leur avoir pris, à la vue de leurs escadres, un bateau marchand venu de Bengale ». Dans la même lettre, l'évêque d'Ispahan relatait l'apparition devant Ormuz de bâtiments de guerre anglais, dont un des plus gros avait sauté en l'air, la présence à Bassora d'une petite escadre britannique, celle à Mascate d'une frégate battant pavillon de la même nation, l'arrivée à Bassora de deux vaisseaux venus des Indes et l'annonce de deux autres attendus, l'un du Bengale et l'autre de Surate. Certaines de ces nouvelles étaient confirmées à notre Consul à Alep par Rousseau dans les termes suivants : « Les nouvelles de l'Inde sont qu'Haider-Ali-Khan continue de faire la guerre aux Anglais, que les Français du Bengale voulaient envoyer ici un vaisseau, mais que les Anglais y ont mis empêchement. Les Anglais entretiennent ici une petite escadre. Ils attendent quelques vaisseaux de Bombay. Il y aura cette année trois vaisseaux de Bengale ». Ainsi était-ce par l'entremise du Consul de France à Alep que la Cour de Versailles était mise au courant de l'activité commerciale anglaise dans le golfe Persique et des premières manifestations d'une activité politique et militaire, de la part des Anglais de l'Inde, sur les deux côtes, arabe et persane, de ce golfe. Ce fut souvent par la même voie qu'elle reçut, pendant la guerre de sept ans et pendant la guerre franco-anglaise de 1778-1783, les premières nouvelles de ce qui s'était passé aux Indes, soit entre les Français et les Anglais, soit ensuite entre les Anglais et leurs adversaires hindous, comme Haider-Ali et Tippoo-Sahib.

Les intermédiaires habituels du commerce entre Bassora et l'Inde, entre la Perse et les villes turques d'où les caravanes partaient pour Alep, étaient généralement des marchands arméniens. Par le canal des mêmes parvenaient le plus souvent aux informateurs du Consul de France à Alep les nouvelles qui lui étaient communiquées.

Il arrivait que la Cour nommât intentionnellement au Consulat d'Alep des sujets connaissant déjà bien le commerce et les affaires de l'Inde, de l'Irak et de l'Iran. Ainsi Petro de Perdriau, nommé à ce poste en juin 1768, était un ancien agent de la compagnie des Indes à Bassora. Il y fut envoyé par le duc de Praslin, qui, ainsi que nous l'avons signalé dans notre récit, tenta de ranimer le commerce franco-indien par Alep et le golfe Persique. Praslin, annonçant à la Chambre du commerce de Marseille le passage du nouveau Consul par cette ville pour s'y embarquer, disait l'avoir chargé de « s'entretenir avec elle de tout ce qui peut intéresser en général le commerce du département d'Alep et de concerter surtout les moyens de profiter de la position avantageuse de cette Échelle pour étendre le plus qu'il sera possible le débouché de nos marchandises ».

Quand la charge de Consul de France à Bagdad fut confiée à l'évêque de Babylone, c'est par les

députés de l'Échelle d'Alep qu'il fut payé en cette qualité, les députés ayant reçu instruction de porter son traitement dans les dépenses de leur Échelle, dont ils envoyaient l'état à la Chambre du commerce de Marseille. Les marchandises embarquées à Marseille à destination d'Alexandrette à l'adresse du consul-évêque acquittaient les droits de consulat dans cette Échelle, tout comme celles que les marchands français d'Alep faisaient venir de Marseille sous leur nom, pour les diriger ensuite sur Bagdad ou Bassora.

Lorsque l'évêque de Babylone, pendant un séjour en France, en 1781, avait quitté Paris pour Marseille, le maréchal de Castries avait eu soin d'informer de son passage la Chambre du commerce de Marseille, en lui disant : « Vous pouvez conférer avec lui sur l'accroissement dont le commerce de votre place serait encore susceptible, si nos importations pouvaient s'étendre avec quelque avantage sur les frontières de la Turquie et de la Perse, par la voie d'Alexandrette, d'Alep et des caravanes qui traversent le désert jusqu'à Bagdad ». Le Ministre envoyait à la Chambre des présents que l'évêque était chargé de remettre au Pacha de Bagdad.

Ainsi douze ans après la tentative de Praslin pour pousser le commerce français d'Alep vers le golfe Persique et quatre ans avant celle que le maréchal de Castries fit faire, en 1785, pour ouvrir la Mer Rouge et la route de Suez au pavillon français, le ministre de la Marine songe à utiliser les services de l'évêque de Babylone afin de développer nos exportations au delà de Bagdad.

ANNEXE VIII

NOTE SUR LES DRUSES, MARONITES, MUTUALIS ET ARABES GOUVERNÉS PAR LE CHEIKH DAHER

La manière dont se répartissaient, sur le territoire de la Syrie méridionale, le domaine des Druses, celui des Mutualis et celui du Cheikh Daher, est indiquée avec précision dans un bulletin que M. de Taulez, Consul de France à Seyde, joignit à sa lettre du 19 juin 1772 au ministre de la Marine. Ce bulletin contient également quelques données sur la religion des Druses, sur celle des Mutualis et sur l'état politique et social des uns et des autres.

« Peut-être ne sera-t-on pas fâché de trouver ici quelques notions sur la situation de la Syrie relativement aux troubles actuels et à ceux qui y dominent présentement. Qu'on trace une ligne de l'Ouest à l'Est, en passant à travers la ville de Seyde, et cette ligne conduira à peu près à un petit vallon qui est formé par le Mont Saint-Elie à gauche et par d'autres montagnes à droite, à demi-lieue de Seyde. Ce vallon, à l'exception de quelques lambeaux de terre, qui se trouvent enclavés les uns dans les autres, sépare le pays des Mutualis et le pays des Druses. Les jardins des uns et des autres touchent les maisons de Seyde. Les Druses s'étendent sur la côte jusqu'à Tripoli sur dix à quinze lieues de profondeur. Leur port de mer est la ville de Baruth. Le pays des Mutualis est borné par le cap Blanc, ce qui peut faire environ neuf lieues de côtes, sur environ la même profondeur dans les terres. Le port et la ville de Sour, qui est l'ancienne ville de Tyr, leur appartiennent.

Au cap Blanc commence le pays de Safed. On comprend sous ce nom tout ce qui est de la dépendance du Cheikh Daher, qui s'est rendu absolu dans la ville d'Acre, anciennement Ptolémaïde, dont il n'avait que le gouvernement. Il a joint, il n'y a pas longtemps, le port et la ville de Caïffe à ses usurpations. Il s'était même étendu jusqu'à Jaffe et Gaze. Mais ces deux villes se sont soustraites à sa domination, depuis qu'Ali Bey, obligé de fuir de l'Égypte et abandonné de la plupart de ses partisans, n'a pu continuer à Daher les secours qui l'avaient aidé à s'en mettre en possession. La ville de Tibériade lui appartient. Le lac de même nom, la ville de Naplouse (Sichem), qu'il a assiégée en vain il y a quelques jours, et du désert sont ses bornes.

La religion des Druses est inconnue. Le peuple n'en a, pour ainsi dire, aucune; on ne voit pas que le Druse propre rende aucun culte à l'Être suprême. On assure même qu'il a des idoles, dont ses prêtres ont la garde, et qu'il ne lui est pas plus permis de les voir que de les adorer. Ceux qui, parmi eux, portent le nom de spirituels sont les seuls qui peuvent aspirer à être initiés dans les mystères de la religion, car tous n'y parviennent pas.

Il y a, dans leur pays, des Chrétiens romains, Grecs, Maronites, qui sont Druses comme les premiers, mais qui n'en portent pas le nom. On ne les distingue que par le nom de chrétiens et par leur culte.

Les uns et les autres sont soumis, depuis un temps immémorial, à un prince qui porte le nom ou titre de Grand Emir, tandis que le simple titre d'Emir est celui de tous les princes de sa maison.



ALI BEY du Caire,
d'après une estampe éditée à Venise au 18^e siècle.



HASSAN PACHA, Capitan-Pacha (Grand Amiral de Turquie)
d'après une estampe française du 18^e siècle.

Le fils aîné du Grand Emir succède au père dans le gouvernement. L'Emir Mansour succéda autrefois à son frère au préjudice du fils; il fit ce qu'on peut faire dans tous les pays où le droit de succession est le mieux établi. Il profita de la minorité du prince Youssef pour s'emparer du gouvernement. Des intrigues le lui ont fait perdre ensuite pour y élever le véritable héritier, comme de nouvelles intrigues, dans un temps de troubles, peuvent encore le lui rendre.

Le Prince dépend de la Porte. Mais cette dépendance est presque insensible, et tant qu'il paye exactement le *miry*, le tribut ou prix de la ferme au Grand-Seigneur, il peut agir en maître absolu. Les Emirs ses fils, ses frères ou ses neveux ont des apanages en partage. Il y a ensuite des Cheikhs, qui sont ses sous-fermiers, parmi lesquels il y en a de très puissants. Ceux-ci payent le *miry* au Grand Emir, comme le Grand Emir paye le *miry* au Pacha de Seyde, et ils vivent à peu près dans la même indépendance, en paraissant comme des serviteurs ou des courtisans du Grand Emir.

Les Druses sont des montagnards forts, vigoureux, à qui il ne manquerait que d'être aguerris et de la discipline pour devenir très redoutables. Leurs montagnes ne leur permettent pas d'entretenir une grande cavalerie, aussi ne la compte-t-on pas. Le Grand Emir peut mettre 8.000 hommes sous les armes.

Les Mutualis sont tous de la secte d'Ali. Ils haïssent les Turcs, les Chrétiens et tous les hommes. Malheur à ceux qui tombent entre leurs mains! Ils croient s'acquérir un mérite dans le ciel en les massacrant. La tyrannie du Pacha et les intrigues de Daher les ont soulevés contre la Porte. Méprisés autrefois, regardés par leurs voisins comme de vils paysans, quelques succès, en leur inspirant de la confiance, les ont rendus insolents et redoutables. Ils n'ont aucune vue de conquête; ils ne gagnent dans leur révolte que de l'indépendance et de point payer les revenus qu'ils doivent au Grand-Seigneur. Il n'y a point de prince parmi eux, mais il y a des Cheikhs, qui ont des villages et des châteaux, et qui vivent avec leurs vassaux comme avec des égaux. Chaque Cheikh peut mettre sous les armes depuis 230 jusqu'à 800 hommes. Tous réunis, ils peuvent former au plus un corps de 2.300 cavaliers et d'environ 3.300 hommes d'infanterie. »

Cinq ans après la date où M. de Taulez rédigeait cette note, Venture de Paradis passait en Syrie, accompagnant le baron de Tott dans son inspection générale des Échelles. A cette époque, Djezzar était déjà Pacha de Seyde, où il résidait — (il transféra plus tard sa résidence à Saint-Jean d'Acre) —; le Cheikh Daher avait péri, vaincu par Djezzar et le Capitan-Pacha, et ses états étaient rentrés sous la domination directe du Sultan, ou plutôt de Djezzar. Dans des *Observations sur la côte de Syrie*, qui se sont trouvées parmi ses papiers et sont conservées à la Bibliothèque Nationale, Venture de Paradis, décrivant successivement tous les ports de cette côte, signale les conditions particulières que faisait au Pachalik de Seyde la présence des Druses et des Mutualis, sur lesquels il fournit aussi quelques indications intéressantes :

« Le Pachalik de Seyde, confié ordinairement à un Pacha à trois queues, s'étend depuis Giblet jusqu'au château Pellegrin exclusivement, où commencent les terres du Pachalik de Damas. Seyde est une petite ville assez bien bâtie, et dans une position agréable et avantageuse. Elle peut avoir 8.000 à 10.000 habitants, dont la tyrannie ottomane a épuisé toutes les ressources. A l'exception de deux ou trois personnes, qui peuvent y jouir d'une fortune médiocre, tout le reste est dans la misère et le commerce des Français est le seul et unique soutien de cette ville exténuée. Ce qui a rendu sa position si dure, c'est que l'autorité du Pacha n'y est point bridée, comme dans la plupart des autres villes de Turquie, par un corps de milice respectable et que la rapacité de ce gouverneur ne peut s'étendre à plus d'un quart de lieue hors de son enceinte. Il est obligé d'affermir toutes les terres de son gouvernement à des vassaux puissants, qui, au centre de leurs montagnes ou au milieu de leurs châteaux, sont non seulement à l'abri de toute vexation de sa part, mais même ne payent

leurs redevances que quand il leur plaît et de la manière qui leur convient. Ces vassaux sont les Druses et les Mutualis.

« Les premiers occupent toutes les montagnes de l'Anti-Liban et la rivière de Seyde, qui est à une demi-lieue de cette ville, est la limite de leur apanage. Moyennant un tribut réglé de 400 bourses par an, ils vivent en liberté dans leurs montagnes, sous les lois d'un gouvernement féodal, et le Pacha n'a ni le droit, ni le pouvoir de se mêler de leurs affaires.

« Les Mutualis afferment la plaine qui s'étend depuis la rivière de Seyde jusqu'au territoire d'Acre. Ils achètent annuellement pour environ 200 bourses la possession seigneuriale de toutes les terres et le droit de vivre paisiblement selon leurs lois et leurs constitutions particulières. Quelques châteaux des anciens Croisés, situés dans des positions avantageuses, les mettent à l'abri de toute insulte. C'est un peuple fanatique. Sectateur ou plutôt adorateur d'Ali, ainsi que des onze imans de sa race qui furent ses successeurs dans le Khalifat, il abhorre en secret tous ceux qui n'ont pas les mêmes opinions que lui, mais surtout les Musulmans Sunnites ou orthodoxes, qu'il massacre impitoyablement, lorsqu'il peut le faire sans danger. Plusieurs chefs, auxquels on donne le nom de Cheikhs, commandent à cette nation. Le Cheikh Nassif est le plus respecté et le plus puissant parmi eux. Il fait sa résidence dans un château connu sous le nom de Tibnîn, la place la plus forte de cette contrée. Les Mutualis sont moins nombreux que les Druses; mais ils sont plus guerriers et passent pour les meilleurs cavaliers de la Syrie. »

A l'époque où Venture de Paradis recueillit sur place les éléments de ces observations, l'Emir Youssef s'était déjà laissé déposséder de Baruth, qui avait beaucoup perdu en passant du pouvoir des Druses à celui de Djazzar.

« Depuis un temps immémorial, écrit-il, l'Emir qui est à la tête de la nation druse affirme du Pacha de Seyde pour 150 bourses par an les douanes et le commandement de Baruth. C'est une affaire qui lui est propre et qui n'est point comprise dans le tribut annuel qu'il doit à la Porte pour les pays habités par les Druses. Mais malheureusement la faiblesse de l'Emir Youssef, leur prince actuel, n'a pu jusqu'à présent venir à bout de forcer Djazzar à le laisser jouir de ce droit. Depuis trois ans environ que ce Pacha a été nommé au gouvernement de sa province, il s'est emparé de Baruth, où il établit un Musselem. La crainte de ses tyrannies a obligé les habitants à se retirer dans les montagnes du Kastrevan et de l'Anti-Liban, où ils attendent avec impatience qu'une révolution favorable leur permette de revenir habiter leurs maisons abandonnées ».

Venture de Paradis regrette donc franchement que Baruth ait échappé aux Druses. Il signale à haine de Djazzar envers eux et les hostilités que le Pacha a ouvertes contre eux. « Djazzar Pacha, dit-il, jaloux de conserver le titre de boucher que ses cruautés lui ont justement mérité, se plaît à fomentier des troubles dans cette partie de la Syrie et à faire aux Druses une guerre injuste et infructueuse, dont les dépenses exorbitantes l'empêchent de satisfaire aux droits du Grand-Seigneur, auquel il doit déjà les arrérages de deux années de *miry*. »

Comme il regrette les Druses à Baruth, Venture de Paradis regrette le Cheikh Daher à Saint-Jean d'Acre : « Depuis sa mort, dit-il, Acre et le pays de Safed sont devenus la proie du Pacha de Seyde (Djazzar) et la tyrannie qu'il y exerce par lui-même et par ses lieutenants a déjà détruit en moins de trois années tout le bien que le Cheikh Daher avait fait depuis cinquante ans par un gouvernement équitable... Depuis lors, tout languit dans le pays de Safed. La campagne a été désolée, la ville d'Acre dépeuplée, les marchands dispersés et, de 14 établissements que les Français y avaient, à peine en a-t-il survécu 4. » On voit par là que la période de domination arabe dont les usurpations du Cheikh Daher avaient été l'occasion pour Acre et le pays de Safed paraissait à Venture de Paradis bien préférable à l'administration ottomane sous Djazzar Pacha.

Des Maronites, Venture de Paradis ne fait aucune mention nominale. La seule allusion qu'il

fasse à leur existence consiste en ce qu'il signale la présence d'un nombreux élément chrétien dans la population de Baruth.

Une trentaine d'années après l'époque dont datent ces observations de Venture de Paradis, un anonyme, qui paraît être un Consul de France en Syrie, rédigeait un *Mémoire sur le gouvernement de Saint-Jean d'Acre*, conservé aux archives du ministère des Affaires Étrangères. Ce mémoire n'est pas daté, mais a été écrit aux environs de 1807. On y trouve d'intéressantes indications sur ce qu'est alors la situation des Druses, après les guerres de Djézzar contre eux, des Mutualis, après les persécutions qu'ils ont subies de la part de ce Pacha, enfin des Maronites, que l'auteur distingue déjà davantage de la masse druse, qu'on ne le faisait au XVIII^e siècle. Nous donnons ici quelques extraits de ce mémoire :

Du pays des Metualis. — « La montagne est habitée du côté du Sud de Seyde et dans la branche nommée Chaïk jusqu'à Saffet par une nation nommée Metualis. Ce sont des Chiites ou sectateurs d'Ali. Ils sont très portés à la guerre et ont donné beaucoup de peine à réduire au fameux Djézzar, qui les a presque détruits. Leur pays s'étend depuis Bassah, village à quatre heures ou lieues de Saint-Jean d'Acre jusqu'au pont de l'Aoulla près Seyde. Sa largeur est depuis le lac de Houlé jusqu'à la mer. La distance est, dit-on, de dix lieues. Il y en a encore près Damas, dans un désert nommé Houran. Il contient 13 à 15.000 Metualis. Ceux de Saint-Jean d'Acre ne passent pas 25.000. Ils avaient autrefois un Cheikh à leur tête et se gouvernaient eux-mêmes en payant un tribut aux Turcs. Mais depuis Djézzar, qui fit couper la tête au Cheikh Nassif et qui les assujettit, ils sont restés sous la domination du Pacha. Il y a dans ce pays trois Mutesselims. Leur résidence est Nebalich Tebnin et Djebbah. Une des contrées qu'ils habitent se nomme Chekif. Ils ont cependant encore quelques cheikhs indépendants. Ils sont au nombre de 20 à 25.000. Ils reconnaissent pour chef Faris Abou Nassif, petit-fils de celui dont nous avons parlé plus haut »...

Montagne des Druses. — « Le pays des Druses s'étend sur le mont Liban depuis le pont de l'Aoulla jusques à Tripoli. Il s'étend depuis la mer ou à peu près, en exceptant les territoires de Seyde et de Beyrouth, jusqu'auprès d'Alep et de Damas. Les Druses, de la religion desquels nous parlerons plus bas, sont une nation de Musulmans d'une secte particulière et qui sont regardés comme des hérétiques par les Osmanlis ou sectateurs d'Omar. Ils ont à leur tête un Emir, dont la famille est en possession, depuis l'extinction de celle de Fakreddin, de la souveraineté de ces contrées. Cette famille se nomme Chahab. Elle a pour adjoint une autre famille nommée Djamballath, dont le chef ne prend que le titre de Cheikh, mais qui jouit d'une considération presque égale à celle de l'Emir. Elles ont été longtemps ennemies; mais les vexations de tous genres de Djézzar ont opéré leur réunion et depuis ce temps l'Emir des Druses ne fait plus rien que par le conseil et avec le consentement du chef de la famille des Djamballath »...

L'Emir Béchir, alors régnant, était le neveu de l'Emir Youssef, la victime de Djézzar, qui l'avait fait étrangler.

Sur les Maronites. — « Outre ces diverses provinces (du pays des Druses), il y en a une que j'ai séparée exprès parce qu'elle forme, pour ainsi dire, une petite république à part sous la protection de l'Emir Béchir : je veux parler du Kesrouan ou pays des Maronites. Deux Cheikhs maronites, que le prince Béchir traite de frères, gouvernent ce petit canton. L'un habite un gros village nommé Zouh-Mikhail et s'appelle Cheikh Béchara; sa famille est connue sous le nom de Hazin. L'autre demeure dans la capitale du Kesrouan, appelée Gazir, et se nomme le Cheikh Chemsin; il est de la famille des Habaichi et se vante d'une illustration de plusieurs siècles, puisqu'il prétend que ses ancêtres ont été d'un grand secours à nos Rois dans les Croisades. On dit que le Kesrouan a trois lieues de long sur dix de largeur, ce qui fait trente lieues carrées. On y compte plus de quarante villages ou hameaux contenant tous de grands monastères..... »

« On fait monter la population des Druses proprement dits à 50.000 et celle des Maronites dans la montagne à 70.000, ce qui donnerait pour toute la population une somme de 110.000 âmes. »

« Les Maronites sont bien faits; ils ne manquent ni d'un certain esprit, ni d'une certaine douceur dans le caractère. Ils ont de l'industrie, de l'activité, du savoir faire et autant d'instruction qu'ils peuvent en acquérir dans un pays sans ressources de ce côté..... »

« Les Druses sont ambitieux, courageux et très portés à l'avarice. Les jeunes gens s'accoutument de bonne heure à bien monter à cheval, à manier la lance et les armes à feu. Ils sont hospitaliers, mais singulièrement vindicatifs..... »

« Les Métualis sont tout à fait séparés. Ils ne peuvent communiquer avec les étrangers sans se croire souillés et ne peuvent toucher leurs habits sans répugnance. On assure qu'ils sont très braves et très généreux, mais audacieux et faciles à se livrer à toutes sortes d'excès..... »

« La religion des Druses est une secte tout à fait particulière à ce peuple. Il l'a reçue d'un Cheikh nommé Mouhammed Abou Ismaïl el Darori, qui a fait tant de bruit au commencement du ^{ve} siècle de l'hégire, vers le milieu du ^{xiii}e siècle de notre ère. Elle est fondée sur diverses lettres de ce Cheikh et sur quelques écrits publiés dans la suite par les Akals, les intelligents, les spirituels, les savants par excellence. Ils espèrent tous devenir Beys ou Pachas au retour de leur Hakim, qu'ils prétendent être le mahdy, le chef prédit et annoncé dans l'Alcoran par Mouhammed. Ils sont cependant remarquables par une espèce d'indifférence pour leur croyance. Les akals, qui sont des espèces de derviches, ont des choses qui leur sont particulières, comme de ne point manger et de ne point communiquer avec les gens du monde. Ils sont habillés de blanc, font la prière en commun le jeudi soir au lieu du vendredi; ils y admettent leurs femmes, mais jamais les gens du monde. Ceux-ci vont à la mosquée avec les autres Musulmans quelconques; mais dans l'occasion, ils vont aussi à l'Église avec les Chrétiens. »

ANNEXE IX

EXTRAITS DE CORRESPONDANCES CONSULAIRES RELATIVES A DIVERS ÉVÉNEMENTS

A

Le tremblement de terre de Seyde en 1759.

Seyde, l'ancienne Sidon, l'actuelle Saïda, fut pour les Français, pendant le XVIII^e siècle, la principale « Échelle » de la Syrie centrale et méridionale, Alep étant la principale de la Syrie septentrionale. Nous avons dit quelle importance économique la petite ville, qui était alors le siège d'un Pachalik turc, devait au commerce des cotons, dont elle était le marché le mieux fourni, dont l'exportation donnait de l'activité à son port et dont le trafic était à peu près exclusivement entre les mains de négociants français, représentant des maisons de commerce de Marseille.

Un tremblement de terre (dont la mention n'a pas trouvé sa place dans notre récit) ayant causé de graves dommages à Seyde en 1759, le Consul de France en rendit compte à la Chambre du Commerce de Marseille dans les termes suivants, dont l'évidente exagération montre du moins la forte impression que les secousses sismiques et leurs conséquences avaient produite sur l'esprit de ce brave fonctionnaire.

Des jardins de Seyde, le 28 décembre 1759.

Messieurs,

« Depuis le 30 octobre, qu'une furieuse secousse à trois heures trois quarts du matin nous fit craindre un sort pareil à celui de Lisbonne, nous n'avons cessé jour et nuit de ressentir jusqu'à ce jour des tremblements de terre continuels. Il y en eut un le 25 novembre, qui a été plus fort et plus long encore que le premier. Les deux secousses ont ruiné la ville de Seyde, de façon que je doute qu'elle s'en puisse relever, vu la misère du pays et le Gouvernement peu disposé à la diminuer. Il n'y a point de maison qui n'ait été écroulée en tout ou en partie. Le Khan a été extrêmement maltraité, surtout du côté du couchant et du midi; il est inhabitable dans cette partie et dans beaucoup d'autres. Ma maison est dans le même état; tous les appartements ont été endommagés. Il a fallu en démolir plusieurs; quelques-uns ont été abîmés. Nous avons tous abandonné la ville dès le 30 octobre pour nous réfugier à la campagne, sous des tentes que le Pacha m'avait fait prêter. Nous y avons passé quarante-huit jours et, ayant été obligés de rendre les tentes au Pacha, ce que nous avons fait avec une reconnaissance d'environ deux cents piastres, nous nous sommes fait construire des cabanes, qui nous coûtent incroyablement et sous lesquelles il nous faudra hiverner, quoiqu'avec beaucoup d'incommodité pour le lieu et pour la saison et beaucoup de risque du côté de la peste, qui vient de se manifester à Acre et dans son voisinage, et qui infailliblement sera bientôt ici.

« J'ai déjà eu l'honneur de vous marquer que les tremblements de terre continuent toujours. Nous n'en avons pas encore été exempts pendant vingt-quatre heures et aujourd'hui encore nous en avons ressenti des secousses. Ces tremblements sont généraux par toute la Syrie. Vous saurez des autres Échelles ce qui est arrivé. Je me bornerai à vous dire que, dans ce département, qui paraît avoir été la partie la plus souffrante, Acre a été à peu près comme Seyde, mais un peu moins mal. Baruth (Beyrouth), Rames, Jérusalem et Jaffe l'ont ressenti, mais avec moins de dommage. Safed et Napoulouse ont été entièrement ruinées et renversées. Damas l'est aux trois quarts et le fameux Balbek est entièrement détruit. Plusieurs villages ont été abîmés dans les montagnes. Il s'est fait des ouvertures considérables à la terre du côté de Balbek et l'on dit que ces abîmes durent plus de vingt lieues. Enfin l'on suppose qu'il a péri jusqu'à ce jour plus de trente mille personnes dans la Syrie.

« Grâce à Dieu, personne des nôtres n'a pris mal. Mais nous avons tous eu une belle peur. Heureux encore de pouvoir l'avoir ! Nous croyions que la sécheresse de la terre contribuait à ces ébranlements ; nous soupirions après la pluie. Il en fait de très abondantes, avec des orages continuels, depuis quatre jours, sans que la terre en soit plus stable ; et nous n'en sommes que plus en désordre : toutes nos cabanes sont inondées ; une seule, grande de la longueur d'une planche en carré, l'est un peu moins et fait tout l'abri que j'ai pour moi, ma femme, quatre enfants dont un à la mamelle, et pour mes domestiques. On ne peut voir de situation plus fâcheuse. »

B

Le siège de Baruth (Beyrouth) en 1773.

Nous avons dit ce qu'était Baruth, au XVIII^e siècle : une charmante petite ville, d'une certaine prospérité, surtout paisible, ce qui la distinguait du reste de la Syrie, troublée à partir de 1770 et agitée depuis une date qu'on peut faire remonter à dix ans plus tôt. Les Maronites, que l'on considérait alors comme une fraction chrétienne de la nation des Druses, distincte du gros de cette nation par la religion seulement, formaient le fond de la population de Baruth, qui appartenait au Grand Emir des Druses, vassal du sultan de Constantinople. L'Emir avait confié le commandement de Baruth à Ahmed Djezzar Bey, qui était appelé à une grande fortune, puisque, devenu Pacha de Saint-Jean d'Acre, il devait en 1799 défendre victorieusement cette ville contre Bonaparte. Ahmed Djezzar refusant de restituer Baruth à l'Emir, qui voulait lui en retirer le commandement et y rentrer, l'Emir décida de la lui reprendre par la force et de l'en chasser. Il conclut alliance à cet effet avec le Cheikh Daher, avec la peuplade des Mutualis, qui combattaient dans le camp de Daher, enfin avec des forbans grecs et dalmates, entrés au service de la Russie, qui fut en guerre avec la Turquie de 1768 à 1774.

Il n'y avait pas de « nation » française à Baruth, qui n'était pas une « Échelle » et ne donnait asile que par intermittence à un facteur de l'Échelle de Seyde.

Le chevalier de Taulez, consul de France à Seyde, fit donc part à la Chambre du Commerce de Marseille du siège et de la prise de Baruth, pour le compte de l'Emir des Druses, par un armement de rayahs au service russe, assistés de tribus druses et soutenus par le Cheikh Daher et les Mutualis. Nous citons ici des extraits de trois lettres de lui. Elles rapportent certains épisodes pittoresques des opérations conduites par ces confédérés contre la petite ville, défendue par Ahmed Djezzar. Elles montrent les mobiles, d'ordre très terre à terre, qui animaient les partis aux prises dans ces luttes



Edw^d Thorne Esqr^t

Ahmed DJEZZAR, Pacha de Saint-Jean d'Acre, rendant la justice,
d'après une gravure anglaise en couleurs du début du 19^e siècle.



Un bazar à Tripoli de Syrie,

d'après une gouache du 18^e siècle, appartenant à Mme Gaston AUBOYNEAU.

LIBRARY
OF THE
UNIVERSITY OF ILLINOIS

locales, décidaient de leurs associations, de leurs brouilles et de leurs réconciliations. Elles font enfin connaître les débuts, dans les conflits intérieurs de la Syrie, de l'homme qui devait, à partir de 1775, se rendre progressivement le maître de presque tout ce pays : Ahmed Djezzar Pacha, l'adversaire heureux de Bonaparte.

Seyde, le 4 juillet 1773.

« Les barbaries commises à Baruth par Djezzar Bey, à qui le Grand Emir en avait confié la garde, et le refus qu'il a fait ensuite de rendre cette place ont rapproché les Druses du Cheikh Daher et des Mutualis, qui ont pris enfin le parti de terminer leurs anciens démêlés par un accommodement. Le résultat de cette démarche est la résolution de se réunir pour chasser Djezzar Bey de Baruth. Quelque faible que soit la place, les confédérés seraient cependant venus difficilement à bout de la réduire, s'ils n'avaient trouvé un secours plus puissant que leurs propres forces dans les corsaires russes, qui infestent ces mers depuis quelque temps, et surtout dans un armement plus respectable, destiné par la Russie à secourir Ali Bey ¹, avant qu'on eût appris la nouvelle de sa retraite et de sa mort. Cet armement consiste en onze bâtiments, parmi lesquels il y a deux frégates, l'une de quarante canons et l'autre de vingt-quatre. Tout le reste n'est que petits bâtiments de dix à seize canons et diverses felouques à rames. Mais il y a douze cents hommes de débarquement, la plupart Russes et bien disciplinés, beaucoup d'officiers d'artillerie, des canons, des mortiers, des bombes et tout ce qu'il faut enfin pour rendre ce corps respectable. Tout cela est sous le commandement d'un officier russe qui a servi longtemps en Angleterre et dont le nom est, si on ne l'a pas altéré, Mikaël Lakiskoff. Il vient de jeter l'ancre dans cette rade dans ce même moment, avec ses deux frégates et huit bâtiments. Il y en avait déjà huit autres, y compris les felouques ou galiotes attachées à chaque vaisseau, dont trois de seize à vingt-quatre canons commandés par les sieurs Giovanni Vainovitch et Marco Vainovitch, sans compter un chébec et deux galiotes, qui sont détachés depuis trois jours de cette division pour aller bloquer, conjointement avec les bâtiments du Cheikh, le port de Baruth. La ville est déjà investie par terre par vingt mille Druses qui, ne sentant pas leur propre force, attendent pour agir l'arrivée de tous ces vaisseaux, dans lesquels ils mettent toute leur espérance. »

Seyde, le 2 septembre 1773.

« Les Russes-Grecs dont j'ai eu l'honneur de vous parler (et, pour dire la vérité, assez peu exactement) partirent d'ici le 6 juillet et furent le même jour à Baruth. Les troupes de débarquement se réduisaient à mille hommes tout au plus et il n'y avait en tout qu'une vingtaine de Russes avec celui qui a le titre de commandant. Je dis le titre, car ce titre, parmi des troupes aussi indisciplinées, ne suppose pas un vrai commandement. Toute leur inquiétude était que les avenues de Baruth fussent assez exactement gardées par les Druses pour que Djezzar Bey ne s'évadât pas avec ses richesses. C'est leur expression. Ils prenaient d'ailleurs sur eux le soin de réduire la ville et même celui de la saccager. Mais les Druses ne voulaient point détruire leur ville et cette opposition de sentiments, quand les Russes-Grecs furent arrivés, exigea une négociation. Elle traîna longtemps. Ils ne furent d'accord que vers la fin du mois... Les Emirs s'engagèrent à donner 600 bourses aux Russes-Grecs

1. Ali Bey d'Egypte, ce Mameluk qui, s'étant rendu à peu près indépendant au Caire, était venu attaquer les Turcs en Syrie, comme allié du Cheikh Daher, et venait de mourir ino-

pinément, sans doute victime de son gendre, Mohammed-Abou-Dahab, qui l'avait trahi et lui succéda.

et à leur remettre un des leurs en otage, pour sûreté de l'engagement. Les Russes-Grecs, de leur côté, assurèrent qu'ils prendraient Baruth et que ni eux, ni leurs soldats ne toucheraient à rien de ce qui pourrait être dans la ville. Il dut cependant y avoir quelque restriction mentale dans ce traité de la part des Russes-Grecs, puisque, sans en faire part aux Emirs, ils arrêtaient divers bâtiments pour y charger le butin dont ils croyaient s'enrichir... Ils dirent aux capitaines qu'ils voulaient employer que, l'attaque une fois commencée, deux heures leur suffiraient pour tout terminer. Tant de confiance ne peut se prouver qu'avec un grand courage. Ils attaquèrent Baruth le 2 du mois dernier. C'était un bruit et un feu épouvantables. Seyde, où l'écho portait chaque coup de canon, en tremblait. Mais quel fut leur étonnement, lorsqu'après avoir tiré dans l'espace d'un jour plus de 4.000 coups de canon, ils virent que Baruth existait encore et ne parlait pas de se rendre! C'était un mécompte dont ils ne pouvaient revenir. Ils prirent le parti de descendre à terre leurs plus gros canons et de dresser trois batteries pour exterminer tout d'un coup par plusieurs endroits à la fois cette malheureuse ville. Un frère du sieur Marco Vainovitch eut le malheur d'être tué en disposant la première. Mais la brèche n'en fut pas moins faite malgré cet accident. Alors les Russes-Grecs dirent aux Druses que la ville était à eux, qu'ils n'avaient qu'à monter et la prendre. Il y eut, dans ce moment, un combat de générosité entre les premiers et les seconds pour se céder mutuellement cet honneur — et ils furent, des deux côtés, si opiniâtres dans leur honnêteté que les Druses s'en furent et que les Russes-Grecs, embarquant leurs canons, se retirèrent dans leurs vaisseaux. Tous depuis ont été tranquilles. Les Russes ont envoyé Marco Vainovitch vers Daher pour faire à Acre une consultation. Il croyait n'y entrer que deux heures et on l'y a amusé douze jours; il est retourné à Baruth très mécontent. Mais enfin Giovanni Vainovitch, plus grand et plus habile homme que lui, vient d'y être comme ambassadeur... On ne saurait répondre du succès de cette seconde négociation. Tout cela et quelques autres mouvements qui se font de divers côtés ne nous annoncent pas encore la fin des troubles. La Syrie au contraire paraît menacée de nouvelles calamités et de plus grands malheurs que ceux qu'elle a éprouvés. »

Seyde, le 7 décembre 1773.

« Baruth est entre les mains des Russes-Grecs depuis le 10 octobre. Ils y ont mis 300 Albanais ¹ jusqu'au parfait paiement des 600 bourses qui leur avaient été promises pour prix de leurs services. Ils en ont déjà reçu 450 avec des peines infinies, quoiqu'ils aient tout pris, argent, colliers, agrafes, bracelets, marchandises, et ils ont été enfin obligés de se contenter pour le présent de 500 bourses et de donner un petit terme de deux mois pour les 100 bourses restantes. La garnison maugrabine ² de Baruth, ayant Djezzar à sa tête, avait eu liberté de sortir avec armes et bagages; elle avait épuisé la ville pendant le siège même par les extorsions les plus criantes et des brigandages sans exemple. Le Grand Emir, réduit aux dernières extrémités, s'est adressé à ses alliés et à ses amis pour être secouru dans une aussi triste circonstance. Le Cheikh Daher lui a donné des conseils. Il s'est adressé à moi pour un emprunt de 15.000 piastres; je lui ai répondu par un refus. On ne sait pas encore quand les Russes partiront. Mais le pays est tranquille depuis Jaffa jusqu'à Baruth et les peuples comptent tellement sur cette apparence de calme, qu'ils vont en foule repeupler Seyde, comme s'ils devaient y être à l'abri de tous les orages.

« Djezzar, en sortant de Baruth, s'était donné à Daher, qui lui avait conservé le commandement

1. Les Russes, pour combattre sur leurs armements réguliers ou leurs corsaires en Méditerranée, avaient enrôlé les Albanais.

2. Djezzar était alors le chef d'une bande de guerriers du

Maghreb (Tunisie, Algérie, Maroc) qu'on appelait tantôt Maugrabins, tantôt Barbaresques, en dérivant leur nom, soit de Maghreb, soit de Barbarie.

de ses Maugrabins et l'avait même chargé d'une expédition du côté d'Hébron et de Gaza. Là, il s'était joint au Cheikh Haim, avec lequel il avait été faire le siège de Bethléem. Un Pacha, gouverneur de Jérusalem, est accouru au secours de la ville. Mais il n'y a eu qu'un commencement d'action; car, après les premiers coups de fusil, Djezzar et ses troupes se sont jetés du côté du Pacha et, désertant le parti du Cheikh Daher, ont pris la route de Jérusalem, où la défiance a empêché que Djezzar ne fût reçu qu'avec quelques officiers, en petit nombre, sans qu'il ait jamais pu obtenir un asile pour sa troupe. Enfin dans ce moment il court un bruit qu'Ali-Daher ¹ est venu à bout d'arrêter Djezzar et qu'il lui a fait trancher la tête sur-le-champ. Cette nouvelle a été portée par des officiers russes-grecs qui arrivent d'Acre : et c'est une raison sans doute pour devoir en attendre la confirmation. On avait dit hier que Djezzar était heureusement arrivé à Damas ».

C

Un soulèvement des Chérifs à Alep (1770).

Si tous les Musulmans qui se qualifient de Chérifs et se couvrent le chef d'un turban vert étaient d'authentiques descendants de Mahomet, leur nombre à Alep aurait fait honneur à la descendance du Prophète. Nous avons mentionné, au cours de notre récit, le soulèvement des Chérifs d'Alep contre l'administration de cette ville en 1770. Le Consul de France, Petro de Perdriau, en a rendu compte au duc de Praslin, secrétaire d'État de la Marine, et à la Chambre du Commerce de Marseille, dans deux lettres dont nous extrayons les passages suivants :

Alep, le 17 août 1770.

« ... Notre Échelle, Monseigneur ², court les plus grands risques par la révolte des Chérifs, qui, dit-on, forment un corps d'environ 50.000 hommes, et leur insubordination aux ordres du gouvernement. Le vendredi 10 du courant, la plus vile populace de ce corps se transporta avec fureur au Sérail, où se trouvaient assemblés les grands. Ils demandèrent avec de grands cris au Musselem qu'il eût à leur délivrer l'étendard de Mahomet (il est depuis 35 ans renfermé dans le château). Pour autoriser leur demande, ils s'étaient munis d'un hodget du Cadi, lequel, nouvellement arrivé, n'aurait pu, sans danger de ses jours, le leur refuser. Le Musselem, avec juste raison craignant pour les siens, s'est trouvé contraint de mettre au bas de cette pièce son bouyouurdi, pour autoriser le gouverneur du château à livrer ce pavillon. Vraisemblablement lui ayant fait dire en secret de n'y avoir aucun égard, ce gouverneur le refusa. Cette troupe audacieuse retourna au Sérail pour y assassiner le Musselem. Il eut le bonheur de se soustraire à leur rage et, par voie des terrasses qui se communiquent de maison en maison, il se rendit dans celle de l'un de nos négociants. Ce lieu de retraite ne pouvant que nous occasionner une action de violence de la part de ces mutins, je fis dire au Musselem qu'il n'était point en sûreté dans cette maison, qu'il était de sa prudence de se réfugier dans le Khan de la douane, nos terrasses le joignant. Il s'y rendit par ce chemin; le soir, le tumulte se trouvant apaisé, il retourna alors sa maison. Le 11, de grand matin, il sortit de la ville et, ainsi que les grands, s'en éloigna de trois lieues. De cet endroit, s'étant consultés, ils firent savoir aux Chérifs que, le 13, on leur remettrait l'étendard de Mahomet. Effectivement, ceux-ci le reçurent ce même jour au Kendi, prière qui se fait à quatre heures de l'après-midi. Alors quelques-uns des principaux Chérifs

1. Un des fils du Cheikh Daher.

2. Le duc de Praslin, ministre de la Marine.

se transportèrent à la campagne où se trouvait le Musselem, pour l'engager à rentrer en ville. Celui-ci en ayant fait refus, et même s'étant plus éloigné, et faisant publier qu'il voulait se rendre à Antioche, ils firent, le 14, une seconde députation. Il est à présumer qu'elle lui a donné les sûretés qu'il pouvait désirer, étant rentré en ville le 15, suivi d'un grand nombre de ces Chérifs. Les grands n'ont point encore pris ce parti.

« Il me paraît que le principe de cette émeute populaire vient du pain, que l'on voulait renchérir, augmentation qui naturellement prend sa cause de l'achat que les grands ont fait des blés destinés à la subsistance du peuple, pour les resserrer en magasin et les vendre au prix qu'ils voudraient.

« Pendant tout ce tumulte, où toutes les boutiques du bazar ont été fermées (elles ne se sont rouvertes que le 14) et nous renfermés, il n'y a eu aucun sang répandu. Mais plusieurs Chérifs ont dit hautement qu'ils prétendaient que les Européens ne montassent plus à cheval, ni même sur des ânes; que le premier qu'ils y rencontreraient aurait lieu de s'en repentir; que, de plus, ils ne voulaient pas qu'aucuns Français, ni Chrétiens sortissent de leurs maisons après l'oraison du soleil couché. S'il en est ainsi, je vous laisse à juger, Monseigneur, du triste état où nous nous trouvons, les Turcs se persuadant que nous avons tous été massacrés à Smyrne ¹.

« Pour convaincre Votre Grandeur de notre attention à éviter toutes les occasions qui pourraient nous compromettre, nous nous sommes dispensés, le jour de l'Assomption, de nous rendre en corps et en cérémonie, ainsi que le porte l'ordonnance de M. Bigot de Gâstines, à l'église de Terre-Sainte en conformité du vœu de Louis XIII, et nous nous proposons d'agir ainsi le jour de la Saint-Louis, à moins que les circonstances ne nous permettent de faire cette fonction suivant l'usage. »

Alep, le 29 novembre 1770.

« ... Abdurrahman, Pacha du Beylam, ayant été nommé, Messieurs ², pour commander notre Échelle en qualité de Kaimakam, sans pompe ni cérémonie y est entré le 5 de ce mois à quatre heures du matin, avec un corps de troupes d'environ 900 hommes. Il s'est trouvé contraint de rester neuf jours au Khantoman : pendant ce temps, les Chérifs s'étaient opposés à sa réception. La division s'étant mise entre eux, le parti dominant a consenti de l'admettre.

« Le résultat d'une assemblée des plus mutines, tenue la nuit du 4 au 5, a été de rester armés. Le 6, entre quatre et cinq heures du soir, les Chérifs sont venus assaillir le sérail. Le Pacha s'y trouvant enfermé avec son monde, il s'y est tiré plus de 2.000 coups d'armes à feu. Ces révoltés, rentrés chez eux la nuit, sont revenus le 7. Mais cette seconde attaque ne leur ayant pas mieux réussi que la première, ils n'ont pas jugé devoir en tenter une autre. J'ignore le nombre des blessés de part et d'autre.

« Le Nahib des Chérifs, arrêté furtivement de nuit et trouvé avoir des armes sous ses habits, a été conduit au château; il y est aux fers. L'étendard de Mahomet, qui en avait été enlevé de force et déposé chez lui depuis le 10 août, y a été remis. Les plus forcenés, pris les armes à la main, suppliciés par le pal et la corde, les plus riches punis par la bourse, des règlements de police faits avec justice nous rendent notre première tranquillité. Le commerce reprend avec vigueur et nous sortons sans aucun risque.

« Le 13 nos drogmans furent faire à ce Kaimakam nos compliments de félicitation. Ils en furent accueillis avec affabilité et il nous fit assurer qu'il n'avait d'autre désir que celui de nous obliger. Il nous a octroyé des bayraks pour conduire notre caravane jusqu'à Antioche, a donné ordre au

1. Le bruit avait couru à Alep d'un massacre des Français à Smyrne, ce qu'avait démenti une lettre de l'ambassadeur de France à Constantinople, Saint-Priest.

2. Les membres de la Chambre de Commerce de Marseille.

commandant de cette ville, qui est de son département, de la faire escorter jusqu'à Alexandrette ainsi que celle qui partira de ce port pour ici. Nous ne pouvons que nous estimer heureux d'avoir un Pacha pour commandant, m'ayant été assuré que, si nous en eussions été privés un peu plus longtemps, les Chérifs se proposaient de mettre à contribution toutes les maisons des Francs, en faisant payer 1.000 piastres à chacune d'elles. Quel qu'en pût être l'objet, il ne pouvait que nous devenir des plus onéreux. »

On appréciera mieux la chance que Consul et négociants français avaient eue de s'en tirer sans vexation ni dommage, quand on connaîtra l'incident que les Chérifs avaient suscité au Consul d'Angleterre, dix mois avant leur soulèvement d'août 1770. Cheminant à travers les rues d'Alep suivi de ses janissaires et de ses domestiques, ce Consul, un jour, rencontre une charge de bois de charpente, conduite par un chérif. Refusant de se ranger, il bouscule ou frappe le chérif, qui appelle et ameuté ses congénères, en sorte que le Consul a toutes les peines du monde à pouvoir se retirer chez lui. Sur ce, le Cadi cite le Consul à comparaitre devant son tribunal, en violation des Capitulations anglo-turques. Le Consul ayant eu la faiblesse de se rendre à cette citation irrégulière, il s'en faut de peu qu'il ne soit assassiné. Le Khan et les magasins anglais sont fermés. Le Cadi fait tenir le Consul à sa disposition jusqu'à ce que des ordres aient eu le temps de lui parvenir de Constantinople. Enfin, les démarches et sollicitations de l'Ambassadeur d'Angleterre, ainsi que des présents évalués à 3.000 piastres, tirent le Consul de ce pas épineux. Son collègue français, Petro de Perdriau, qui rend compte de cet incident le 23 octobre 1769 et se félicite égoïstement de ce que l'agent britannique dans l'embarras n'ait pas fait appel à lui, signale ce cas comme un exemple des inconvénients auxquels l'absence d'un Pacha expose les nations franques, c'est-à-dire européennes, à Alep, où la faiblesse du Musselem permet, dit-il, « au corps des Chérifs de s'y attribuer une autorité des plus insolentes ».

Leur susceptibilité rendait dangereuse pour la nation française toute inconséquence d'un ou de plusieurs de ses membres. Ainsi, en 1770, quelques négociants français d'Alep ayant été passé la journée aux environs de la ville, à Babalah, la fantaisie leur prit de sonner la diane, la retraite, et de faire parler la poudre. Querelle leur fut cherchée, sous prétexte qu'ils avaient pu vouloir manifester ainsi leur joie des défaites que la Turquie essuyait alors de la part des Russes, et leur Consul eut du mal à préserver l'Échelle d'une avanie.

D

Une émeute des janissaires et de la populace à Tripoli de Syrie en 1731.

Il y avait à Tripoli de Syrie, comme en plusieurs autres Échelles, un corps de milice locale ou janissaires, qui contrebalançait l'autorité du Pacha et l'exposait au désagrément d'émeutes, auxquelles la populace avait tôt fait de se joindre, pour pêcher en eau trouble. En 1730 s'était déjà produite une de ces insurrections, au cours de laquelle le Gouverneur, Ibrahim Pacha, avait été fait prisonnier et enfermé au château. La Sublime Porte l'avait ensuite déposé et remplacé par Osman Pacha, contre qui éclata, le 4 avril 1731, une nouvelle émeute, dont nous avons fait mention dans notre récit. Le Consul de France à Tripoli en adressa, le 12 avril, au ministre de la Marine et à la Chambre du commerce de Marseille, une relation d'où nous extrayons les passages suivants.

« Depuis les troubles qui s'élevèrent dans cette ville et sous lesquels succomba Ibrahim Pacha, alors Gouverneur de cette province, il était toujours resté, dans les esprits et dans les cœurs des

principaux moteurs de la révolte, un certain levain de sédition... Osman Pacha, destiné à succéder à celui qu'on venait d'enfermer prisonnier au château, connaissant les dispositions de cette populace fière et turbulente, vint prendre possession de son gouvernement avec toutes les précautions convenables au pays où il venait commander, menant avec lui un train superbe et magnifique, escorté par un corps considérable de troupes... Après son entrée, il parut vouloir éviter toute sorte de brouillerie avec les habitants et la milice de cette ville. Pour cela, il réitéra plusieurs fois les défenses les plus expresses à tous ses gens, et sous peine même de la vie, de n'avoir aucun démêlé avec personne. Les choses demeurèrent ainsi tranquilles, lors même qu'il prit possession de son gouvernement, temps auquel les puissances croyaient qu'il ferait quelque coup d'état contre les chefs de la précédente révolte. Il ne se passa rien cependant et les choses étaient toujours sur le même pied, les janissaires et le reste de la jeunesse se tenant sur leurs gardes, les politiques du pays disant que le Pacha méditait un coup violent contre certaines premières têtes et les chefs des troupes de la ville, qu'il attendait après les fêtes du Ramadan pour exécuter son projet. Enfin, lorsqu'on s'y attendait le moins, une bagatelle donna occasion à un éclat formel, qui attira un grand désordre.

Un paysan venant de la campagne, roulant les rues pour vendre une charge de bois, entra en marché avec une espèce de soldat de la ville. Dans ce moment, un homme de la maison du Pacha se présenta pour acheter le même bois. La dispute commença entre les deux acheteurs; un soufflet, suivi de quelques coups de poing de part et d'autre, alluma une grande querelle; ils en vinrent aux armes, il y eut quelques coups de sabre et de couteau. Il n'en fallut pas davantage pour attirer du secours à l'un et l'autre combattant. On commença de part et d'autre à s'attrouper, surtout les gens du Pacha, qui, étant tous ramassés dans leur konak, furent plus tôt rendus aux postes convenables. D'abord ils firent feu sur quelques janissaires du pays et en tuèrent deux ou trois..., puis se saisirent en diligence de plusieurs avenues des rues, où ils se portèrent en corps, leurs officiers à leur tête. Pour obtenir du Pacha un ordre exprès de tirer et de faire main basse sur les janissaires et les gens de la ville, ils portèrent devant lui deux ou trois corps des premiers tués, disant que c'était leurs camarades qu'on avait ainsi massacrés, qu'ils voulaient vengeance pour l'honneur de leur maître. Là-dessus, il leur donna ordre de faire feu. Ce qu'ayant exécuté, depuis l'après-midi jusque vers les cinq heures du soir, ils tiraient sur tout ce qui se présentait le long des rues. Ils tuèrent ce jour-là, qui était le 5^e d'Avril, sept à huit hommes et en blessèrent environ autant. Personne n'osait plus paraître devant eux ...»

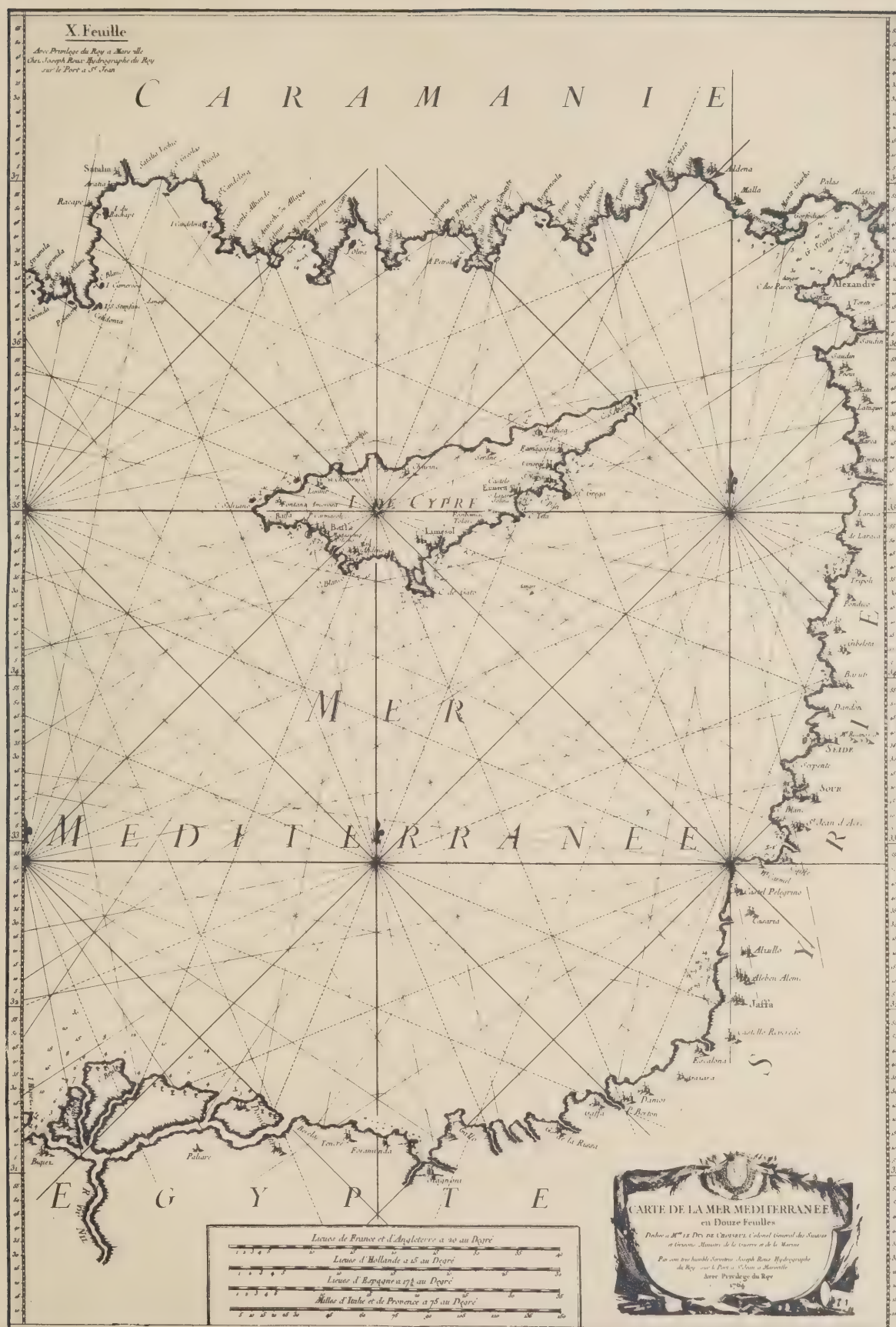
Le Pacha trouve alors le moyen d'attirer les janissaires de la ville au château, sous prétexte de recevoir leur paye, et les y enferme, en faisant garder les portes par des soldats à lui.

« Cela n'empêcha que les chefs et presque tous les autres janissaires ainsi enfermés, apprenant la mort de quelques-uns de leurs camarades, ne se révoltassent et ne trouvassent des moyens de se faire descendre par des cordes à la faveur des ténèbres. Le lendemain, ayant ramassé leurs gens, ils recommencèrent le combat, qui fut tout aux dépens des troupes du Pacha. Ceux de la ville attaquèrent celles-ci vigoureusement, les chassèrent de tous leurs postes, les rencoignèrent jusques au quartier du Sérail où habite le Pacha, et les tinrent là bouclées le reste du jour. Cependant d'autres d'entre eux attaquèrent les Konaks, logements ordinaires des soldats du Pacha, où il en était resté quelques-uns de garde. On tua ce qui ne put se sauver, on pilla, la fureur même alla jusqu'à couper par quartiers les mourants et les jeter à la rivière. Le carnage dura tout ce jour-là. Sur le soir, le Pacha demanda quartier, y ayant eu environ 25 à 30 hommes de tués et presque autant de blessés à mort,... 6 ou 7 soldats de la ville tués. Le samedi septième du mois, il n'y eut personne de tué ni de blessé, les gens du Pacha se tenant renfermés dans le Sérail. On tira quelques coups de fusil, de mosquées voisines, sur ceux de la ville. Ces derniers roulaient cependant de tous côtés, bien armés... Vers le midi, il se présenta à la porte d'Alep quelques troupes pour entrer, ce qui jeta de nouveau

l'alarme dans la ville : c'était trois ou quatre bannières des gens du Pacha, qu'il avait envoyé prendre à une journée d'ici, pour avoir du secours au besoin. On les empêcha d'entrer et, de part et d'autre, on composa. La conclusion fut que le Pacha déposerait son lieutenant ou kiaya, qui est son propre frère, et quelques autres de ses officiers, qu'il ferait sortir de la ville ses troupes et que, s'il en avait besoin pour sa garde ou autre service, les soldats composant la milice de cette ville étaient prêts à marcher et à lui obéir au premier ordre. Le Pacha en est venu jusqu'à revêtir de belles hardes et de vestes les principaux chefs de la sédition, qui, dans cet équipage, escortés de 50 à 60 janissaires de leurs camarades les plus aguerris, ont été rendre visite à plusieurs grands de la ville et au consul anglais, et fort librement arracher d'eux des présents en draps, argent ou vestes. »

Les chefs de cette mutinerie se présentèrent aussi chez les négociants français, comme nous l'avons relaté dans notre récit, et le consul de France fit délibérer par l'assemblée de la nation de leur faire cadeau de 60 piastres de drap.

La Sublime Porte, à la suite de cette émeute, déposa Osman Pacha et le remplaça par Soliman Pacha, sous lequel Tripoli de Syrie recouvra la tranquillité.



Carte des côtes de Syrie, Caramanie et Egypte,

extraite d'un atlas de cartes des côtes de la Méditerranée, par JOSEPH ROUX, Marseille 1764.

TABLE DES MATIERES

LES ÉCHELLES DE SYRIE ET DE PALESTINE AU XVIII^e SIÈCLE

CHAPITRE PREMIER

ÉTAT DES ÉCHELLES DE SYRIE ET DE PALESTINE EN 1715

I. — Régime spécial des Echelles du Levant avant la Révolution française. Capitulations franco-turques. Règlements édictés par le Gouvernement français. Le XVIII ^e siècle, époque par excellence du fonctionnement de ce régime. La Révolution le renverse en même temps que l'Ancien Régime proprement dit, dont il n'était qu'une application particulière. But du présent ouvrage : étudier l'existence de nos colonies marchandes, sous ce régime disparu, à l'époque de son fonctionnement le plus régulier, dans un certain nombre d'Echelles formant un tout distinct. Pourquoi les Echelles de Syrie et de Palestine peuvent être considérées séparément des autres. Deux périodes dans leur histoire pendant le XVIII ^e siècle : tranquillité relative de 1715 à 1768; agitation et difficultés croissantes de 1768 à 1793	1
II. — 1715, point de départ de l'évolution qui va être suivie. Le rétablissement de la paix ouvre une période nouvelle dans l'histoire des Echelles. Effets de la guerre de succession d'Espagne sur leur commerce. Coup d'œil rétrospectif sur la politique de Louis XIV envers la Turquie. Situation de la France à Constantinople au moment de sa mort.	3
III. — Les Français solidement établis dans les Echelles de Syrie et Palestine. Raisons qui leur ont fait choisir les points où ils se sont établis. Ils continueront à résider dans les mêmes endroits jusqu'aux dernières années du XVIII ^e siècle. Emplacement et description sommaire des Echelles de Syrie et Palestine.	5
IV. — Commerce des Echelles de Syrie et de Palestine. Similitude, à peu de chose près, des exportations françaises dans les diverses Echelles. Les importations du Levant en France varient avec chaque Echelle ou chaque groupe d'Echelles. Division, d'après la nature de leur commerce, des Echelles de Syrie et Palestine en trois sections. Alep et Alexandrette. Tripoli de Syrie. Seyde, Acre, Rames et Jaffa. Nature et importance du commerce français d'entrée et de sortie dans chacun de ces trois secteurs en 1715.	6
V. — Division administrative calquée sur la division naturelle. L'intérêt de la religion catholique avait fait créer un Consulat à Jérusalem. Louis XIV et les missions religieuses. L'odyssée de M. de Brémond (1700). Son successeur, M. de Blacas, se maintient à Jérusalem de 1713 à 1715. Suppression du Consulat à cette date. Jérusalem n'a jamais été une Echelle à proprement parler.	9
VI. — Organisation administrative des Echelles. Situation avant Colbert. Réformes de Colbert, de Seignelay et de Pontchartrain. Principes auxquels elles obéissent. Rôle et attributions du secrétaire d'Etat de la Marine, des Consuls, de la Chambre du commerce de Marseille, des nations, des députés de la nation. Intervention permanente de l'État. Réglementation étroite et minutieuse. Autorisation et cautionnement nécessaires pour aller résider dans le Levant. Interdictions relatives au mariage. Restrictions à la liberté en matière de commerce et de navigation. Les Ministres de Louis XV et Louis XVI s'écarteront peu des principes qui ont inspiré cette organisation	12

CHAPITRE II

LA VIE DANS LES ÉCHELLES DE SYRIE ET DE PALESTINE
RAPPORTS DES FRANÇAIS ENTRE EUX ET AVEC LES PROTÉGÉS

- I. — Les Échelles du Levant participent à deux histoires, celle de la France et celle de la Turquie. Circonstances extérieures ou locales qui ont réagi sur le sort des Echelles de Syrie et Palestine de 1715 à 1740 et de 1740 à 1768. 18
- II. — Réaction de la Régence contre l'œuvre de Louis XIV. Le Conseil de Marine. Benoist de Maillet, Inspecteur-Général des Echelles du Levant. L'Arrêt du Conseil de janvier 1718. Partage des pouvoirs et prérogatives entre l'Inspecteur et le Commandant du vaisseau qui le transporte. Maillet et Duquesne. L'inspection de Maillet dans les Echelles de Syrie et Palestine. Ses relations avec les Consuls, les nationaux, les autorités turques. Il rend compte de sa mission. L'Arrêt du Conseil de 1718 rapporté. L'inspection de Maillet n'a abouti qu'à reconstituer le régime existant en 1715. 18
- III. — Sollicitude des Secrétaires d'État de la Marine sous Louis XV envers les Echelles du Levant. Exactitude et zèle exigés des Consuls. Volonté de faire honorer les fonctions et respecter l'autorité des Consuls. Députés de la nation, négociants, rappelés au devoir et à la discipline. Souci de la prospérité du commerce. Application rigoureuse des règlements. Minutie des prescriptions. Surveillance et ingérence perpétuelles. Corps techniques, auxiliaires du Ministre. Le Bureau du Commerce. La Chambre du Commerce de Marseille. Critiques de Bonnac contre elle. Réformes de la Chambre en 1751 et 1779. Les Ambassadeurs de France à Constantinople sous Louis XV. Soins donnés par eux à la partie commerciale de leur mission. Leur influence politique et ses effets sur les intérêts des nations des Échelles. L'intérêt des Échelles pris en considération dans l'hypothèse d'une rupture franco-turque en 1761. 23
- IV. — Rapports entre elles des personnes qui composent une nation et de la nation avec les indigènes. Les deux éléments d'une nation : Français (régisseurs, facteurs, artisans), clients de la France (religieux et protégés). Solidarité des Français entre eux. Vie collective séparée de celle des Turcs. Domicile commun : le Khan. Manifestations de la vie nationale. La salle consulaire. L'Assemblée de la nation. La chapelle consulaire. Les cérémonies du culte. Occasions où la nation paraît en corps. La visite des vaisseaux du Roi. Soucis d'économie. L'individualité du Français primée par la personne morale de la nation. Désordre dans le commerce et excès de concurrence. Les « arrangements » pour l'achat et la vente des marchandises. 32
- V. — La nation moins unie à l'intérieur qu'elle ne le paraît au dehors. Exemples de conflits entre nationaux, députés et consul d'Alep. Résistance aux « arrangements ». Le désordre au marché de Seyde. Procédé imaginé par le Ministre pour obtenir la soumission des nationaux de Seyde. Fautes imputables à deux consuls de Seyde, Gautier et Verrayon, rappelés l'un et l'autre. Chicanes et tracasseries des nationaux envers leur consul. 38
- VI. — Les religieux. Multiplicité et variété des missions dans les Echelles de Syrie et de Palestine. Lettres Patentes de 1725 concernant les Franciscains de Terre-Sainte. Clientèle religieuse des Consuls de France. Embarras suscités aux Français par l'imprudence de certains moines. Exemple d'incidents de ce genre à Alep, à Alexandrette. Intervention des Consuls de France pour aplanir des difficultés entre moines latins et clergés indigènes. Différend entre Mgr Assemany et les évêques maronites. Protégés autres que les religieux. Les Juifs, notamment à Alep. Doléances et récriminations contre la protection accordée aux Juifs. Ils passent à celle de l'Angleterre. Les barataires. 42

CHAPITRE III

LA VIE DANS LES ÉCHELLES DE SYRIE ET DE PALESTINE
RAPPORTS DES FRANÇAIS AVEC LES INDIGÈNES ET LES ÉTRANGERS

I. — Les Français ne peuvent pas se tenir complètement à l'écart des Turcs. Les Turcs retournent à leur usage le principe de la solidarité des Français. Les rapports des Français avec les indigènes consistent surtout dans leurs rapports avec les autorités. Les puissances du pays. Les donatives. Exemples de donatives à Alep, à Seyde. Exigences croissantes des bénéficiaires de ces cadeaux . .	50
II. — Les avanies. Exemple d'un prétexte d'avanie à Alep. Les prétextes classiques d'avanie. Représailles des Turcs contre les Français quand les corsaires de Malte ont fait une prise sur les Turcs. Exemples de tels incidents à Alep en 1724, à Tripoli de Syrie en 1719, à Alexandrette en 1736. Remontrances de la Cour de France à Malte.	53
III. — Les frégates royales donnent la chasse aux corsaires. Leur rôle en cas de guerre maritime franco-anglaise. Protection de la navigation. Convois. Navires français capturés par des corsaires anglais et conduits dans des ports turcs. Difficultés suscitées par leur restitution. Exemples de telles difficultés à Tripoli de Syrie, 1745, 1757.	56
IV. — Rapports des Français avec les indigènes en cas d'insurrection contre l'autorité des Pachas. Révolte de Tripoli de Syrie en 1731.	58
V. — Peuples à demi indépendants de la Turquie en Syrie. Les Maronites. Les liens qui les unissent à la France. Bons rapports des Maronites avec les Druses. Les Druses. Leurs relations amicales avec les Français. Médiation du consul de France à Seyde entre l'Emir des Druses et le Pacha en 1737.	60
VI. — Les Mutualis. Leur apparition dans le voisinage de Seyde. Leurs rapports avec les Français. Caractère propre au Pachalik de Seyde. Les Ansaris.	66
VII. — Les Arabes-Bédouins. Le Cheikh Daher. Origine et progrès de son pouvoir. Premières difficultés des Français avec lui. Il est question qu'ils quittent Saint-Jean d'Acre en 1761. Leurs relations avec le Cheikh Daher s'améliorent. Réconciliation en 1763.	68
VIII. — Nomades du Nord de la Syrie. Kurdes et Turkmènes. Caravanes détroussées entre Alep et Alexandrette. Coups de main sur Alexandrette. Complicité d'un renégat Français avec les Kurdes. Affaires Daniel et Longy, 1742-1744	70
IX. — Influence des guerres entre Turcs et Persans sur le commerce d'Alep. Guerres turco-persanes de 1723-1727, 1730-1736, 1743-1747. Contre-coup sur les relations d'Alep avec Bagdad, Bassorah, Ispahan. Inconvénients des passages de troupes. Misère et disette à Alep. Projet du duc de Praslin de commerce avec l'Inde par Alep, Bagdad et Bassorah.	74
X. — Fondation d'établissements français nouveaux en Syrie centrale et méridionale. Baruth au XVIII ^e siècle. Lattakieh. Question du vice-consulat à Lattakieh.	79
XI. — La concurrence étrangère. Les Anglais à Alep et Alexandrette. Leur situation moins forte à Tripoli. Monopole de fait des Français à Seyde, Acre, Jaffa et Rames	81
XII. — Le petit nombre des Français dans les Échelles de Syrie-Palestine. Recensement de 1764.	83

CHAPITRE IV

LES RÉVOLTES D'ALI-BEY ET DU CHEIKH DAHER

I. — Guerres russo-turques de 1768-1774 et de 1787-1792 et troubles intérieurs en Turquie. Effet de ces circonstances sur les Échelles de Syrie et Palestine. Crise interne des Échelles à partir de 1789. . .	84
II. — Révolte des Chérifs à Alep en 1770. Progrès et usurpations du Cheikh Daher autour d'Acre. Puissance d'Osman Pacha à Damas et Jérusalem et, par ses fils, à Seyde et Tripoli.	85
III. — Affaiblissement du prestige des Français en Syrie. Les drogmans du Consulat de France à Seyde bâtonnés par ordre du Pacha. Négociations de l'Ambassadeur à Constantinople pour obtenir réparation, Impression produite par cette affaire.	88

IV. — Affaiblissement du pouvoir de la Porte sur ses Pachas et du crédit de la France auprès de la Porte. . .	90
V. — Ali-Bey d'Égypte. Son alliance avec Daher. Expédition de Mohamed-Abou-Dahab en Palestine et Syrie. Sa retraite inattendue après la prise de Damas. Répercussion de cette campagne sur le sort des Français à Rames, Jaffa, Acre, Seyde. Emotion à Tripoli et Alep, 1770-1771	92
VI. — Après la retraite des Egyptiens. Continuation de la guerre civile. Deuxième expédition égyptienne en Syrie. Prise de Seyde. Opinion de nos Consuls sur les desseins d'Ali-Bey et de Daher. Rapports des Français avec Daher et les lieutenants d'Ali-Bey.	96
VII. — La Porte incline à un accord avec Daher. Ali-Bey chassé du Caire. Son arrivée à Gaza. Défaite des Turcs devant Seyde. Alarmes et pertes des Français. M. de Taulès, Consul à Seyde, propose au Ministre de la Marine une intervention navale française en Syrie 1772.	99
VIII. — Le Ministre de la Marine, M. de Boynes, propose l'évacuation de Seyde par les Français. Ceux-ci refusent. Nouvelle défaite des Turcs devant Seyde. Concours maritime russe aux rebelles de Syrie et d'Égypte. Siège de Jaffa. Sort du facteur français Vangaves. Retour d'Ali-Bey en Égypte. Sa mort	103
IX. — Siège de Baruth. Alliance des Druses avec Daher. Ahmed-Djezzar. Nouvelle victoire de Daher sur Osman Pacha, 1773.	105
X. — Situation de la Turquie à la fin de 1773. Situation des Echelles de Syrie et Palestine à la même époque. Effets de cette situation sur la navigation et le commerce des Français. Traité de Kutchuk-Kainardji, 1774. Conséquences du rétablissement de la paix entre Turcs et Russes sur la révolte de Syrie. Expédition de Mohammed-Abou-Dahab contre Daher. Opérations du Capitan-Pacha Hassan. Défaite et mort de Daher. Ahmed-Djezzar, Pacha de Seyde et d'Acre, 1775. Il achève la destruction des rebelles, 1776.	107

CHAPITRE V

L'INSPECTION DU BARON DE TOTT. L'ADMINISTRATION DE DJEZZAR-PACHA

I. — Les Echelles de Syrie et Palestine les plus éprouvées du Levant après celles de Morée. La situation des Echelles en général appelle l'attention du Gouvernement français. L'Administration des Echelles sous Louis XVI. Les secrétaires d'Etat de la Marine. Les Ambassadeurs à Constantinople. La Chambre du commerce de Marseille.	111
II. — Abus constatés dans les consulats et l'administration des Échelles. Dépenses excessives. Indiscipline. Insubordination du Consul Cousinéry à Tripoli.	113
III. — Elaboration d'une réforme des Consulats du Levant et de l'administration des Échelles. L'Ordonnance et les trois Arrêts du conseil de 1776.	115
IV. — Le Baron de Tott, inspecteur-général des Échelles du Levant. Ses instructions. Ses entretiens à Versailles et à Marseille. Son inspection en Palestine et Syrie. A Jaffa. A Rames. Lutte contre les abus. Idées de Tott sur la liberté commerciale et individuelle, sur les missions religieuses. A Saint-Jean d'Acre. A Seyde. A Baruth. A Tripoli. A Lattakieh. A Alep. A Alexandrette.	118
V. — Tott arbitre entre consuls et nationaux. Son différend avec Taulès. Son attitude dédaigneuse envers Djezzar Pacha. Ses rapports avec d'autres Pachas à Tripoli, à Alep. Sa rencontre avec les Turkmènes entre Alep et Alexandrette. Ses travaux à Smyrne. Son retour en France, 1778.	122
VI. — Mission secrète de Tott, concernant essentiellement l'Égypte. Sartine lui a désigné Baruth comme un point intéressant.	126
VII. — Mesures législatives consécutives à l'inspection de Tott. Préparation des réformes de 1779 à 1781. Ajournement de la question des missions religieuses. Ordonnance de la Marine de 1781. Critiques des Marseillais contre certaines dispositions de cette ordonnance. Ordonnance du 29 avril 1785.	127
VIII. — Discussions et controverses sur le régime du commerce du Levant et la politique de la France en Orient. Volney. Peyssonel. Ferrières-Sauvebœuf. Le Gouvernement de Louis XVI reste fidèle aux principes économiques et politiques traditionnels.	130
IX. — Progrès du pouvoir de Djezzar Pacha en Syrie. Les Français, jusqu'en 1789 n'ont pas trop à se plaindre de son attitude envers eux. Mais sa tyrannie appauvrit le pays et ruine le commerce.	133

X. — Portrait de Djezzar par le Consul Renaudot. Révolte de Selim contre lui. Grief de Djezzar contre les Français. Danger de leur situation. Ils déclinent la proposition d'abandonner leurs Échelles.	135
XI. — Aggravation de la situation en 1790. Le Consul Renaudot décrit le misérable état du pays et le compare à la prospérité d'antan	136
XII. — Efforts de Choiseul-Gouffier à Constantinople pour obtenir la déposition de Djezzar. La Porte a peur de le pousser à une complète rébellion. Malencontreux effet de la mission d'un Capigi Bachi. Djezzar ordonne au Consul de France de quitter Acre. Il expulse les négociants français d'Acre et de Seyde. Ceux-ci se réfugient à Jaffa et Tripoli	138
XIII. — Pertes qu'entraîne cette expulsion. Son écho dans le Conseil du Roi. Rapport, délibération du 16 janvier 1791 et instructions à Choiseul-Gouffier.	142
XIV. — Nouvelles protestations de Choiseul-Gouffier à Constantinople. Mission de M. de Ligondès en Syrie. Les Français d'Acre et de Seyde, réfugiés à Jaffa et Tripoli, refusent de réintégrer leurs Échelles. La Porte négocie sans succès avec Djezzar	144
XV. — L'exemple de Djezzar enhardit d'autres Pachas. Attitude du Pacha de Tripoli envers les Français. Affaire de la reconnaissance du pavillon tricolore. Rébellion de Kutchuk-Ali dans la région d'Alep. Satisfaction vainement poursuivie contre lui par les Français.	146

CHAPITRE VI

LA RÉVOLUTION DANS LES ÉCHELLES DE SYRIE ET DE PALESTINE

I. — Impuissance du Gouvernement turc, engagé dans une guerre contre la Russie, effacement de la France en Europe, discordes intestines des Échelles concourent à rendre critique la situation des Français. Attaques contre le régime des Échelles. Projet d'abolition des Consuls, Mémoires des négociants d'Acre et Seyde.	149
II. — Protestations contre le projet d'abolir les Consuls. Arguments de Choiseul-Gouffier, de Renaudot. Contradictions dans les revendications des négociants.	150
III. — Dispute et récrimination mutuelles des négociants d'Acre et de Seyde et de leur consul. Accusations des négociants contre Renaudot, contre Choiseul-Gouffier. Mémoires à la Chambre du commerce, à l'Assemblée Nationale	152
IV. — Effets de la Révolution française dans les Échelles. Insubordination et délation. Volte-face des Consuls. Le civisme et l'anticléricalisme du ci-devant Saint-Marcel, Consul à Alep. Dithyrambe républicain de Renaudot. Enthousiasme du ci-devant Chevalier de Laidet, à Tripoli. Doléances sur le paiement en assignats.	154
V. — La Révolution à Constantinople. Plaintes de Choiseul-Gouffier contre l'indiscipline et le désordre. Inconduite des matelots. Trahison et émigration de Choiseul-Gouffier. Nomination de Sémonville. Mission de Descorches. Premières effusions entre l'Envoyé de la République et ses nationaux. Dénonciations contre lui. Club des Jacobins de Constantinople	157
VI. — Désorganisation de l'administration centrale des Échelles. Suppression de la Chambre du commerce de Marseille. Bureau provisoire du commerce. Suppression de ce bureau.	161
VII. — Conclusion	162

ANNEXES

ANNEXE I

Note sur les origines des Consulats français dans le Levant, de la Chambre du commerce de Marseille et des principaux droits perçus pour subvenir à l'entretien des Consulats et aux dépenses des Échelles.	164
---	-----

ANNEXE II

Note sur la création et l'emplacement des consulats de France en Syrie et Palestine et sur les titulaires de ces postes	167
---	-----

ANNEXE III

Note sur la législation française concernant les Échelles du Levant sous l'Ancien Régime.	171
---	-----

ANNEXE IV

Note sur l'enquête administrative de 1790-1791 au sujet des réformes à introduire dans le régime des Échelles du Levant.	187
--	-----

ANNEXE V

Note sur la valeur des échanges entre la France et les Échelles du Levant, parmi lesquelles celles de Syrie et Palestine, avant 1789.	194
---	-----

ANNEXE VI

Note sur la concurrence entre Échelles.	197
---	-----

ANNEXE VII

Note sur les relations d'Alep avec l'intérieur de l'Asie.	200
---	-----

ANNEXE VIII

Note sur les Druses, Maronites, Mutualis et Ara bes gouvernés par le Cheikh Daher.	204
--	-----

ANNEXE IX

Extraits de correspondances consulaires relatives à divers événements. — A) Le tremblement de terre de Seyde en 1759; — B) Le siège de Baruth en 1773. — Un soulèvement des Chérifs à Alep (1770); — C) Une émeute des Janissaires et de la populace à Tripoli de Syrie en 1731.	209
--	-----

Les documents utilisés dans ce livre sont presque tous extraits des *Archives historiques* de la Chambre de commerce de Marseille et des *Archives* du Ministère des Affaires Etrangères.

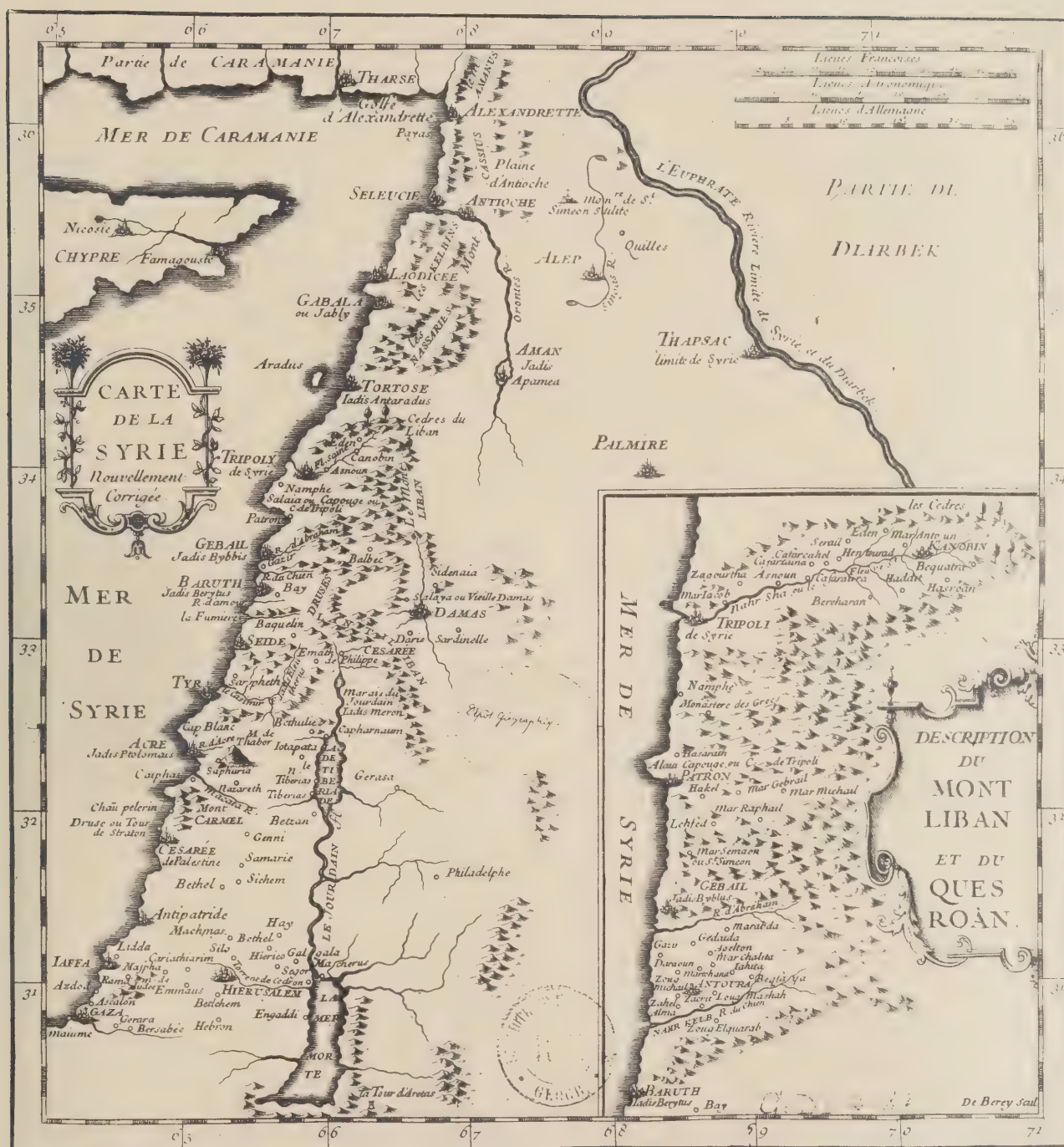
Un document utilisé provient de la Bibliothèque Nationale (Mss. français, nouvelles acquisitions).

Les livres qui nous ont servi sont cités en note.



Carte de Syrie et Palestine, dressée par d'ANVILLE en 1750.

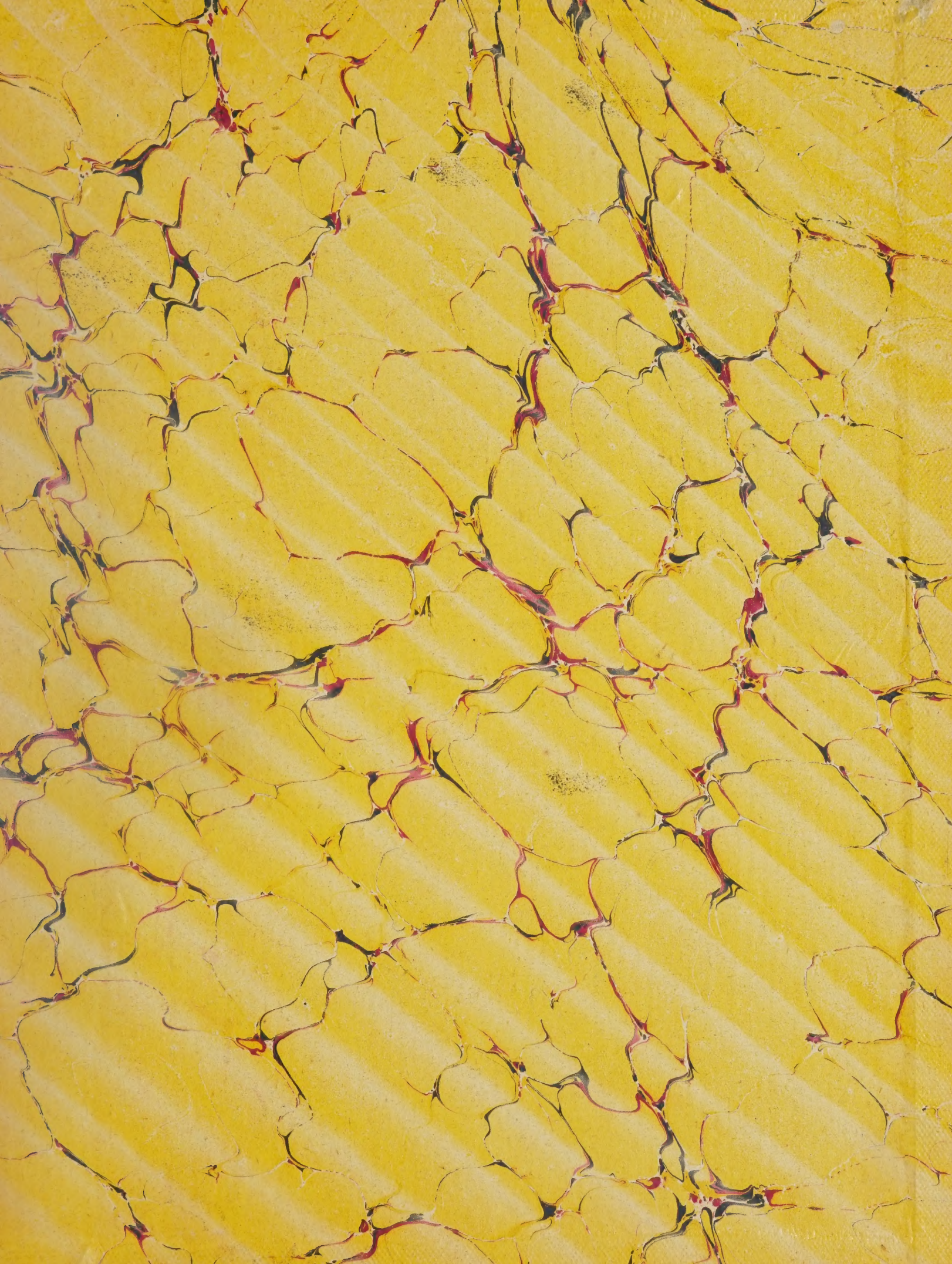
(Bibliothèque Nationale, fonds d'ANVILLE)



Carte de la Syrie et carte particulière de la région du Libon.

(Bibliothèque Nationale, fonds d'ANVILLE)





UNIVERSITY OF ILLINOIS-URBANA



3 0112 113139874